







HISTOIRE  
DE  
LA PAIRIE  
DE FRANCE  
ET DU  
PARLEMENT  
DE PARIS.

*Où l'on traite aussi des ELECTEURS de  
l'Empire, & du CARDINALAT.*

**PAR MONSIEUR D. B.**

On y a joint des Traités touchant les PAIRIES K  
D'ANGLETERRE, & l'Origine des  
GRANDS D'ESPAGNE.



A LONDRES,  
Chez SAMUEL HARDING.  
M. D. CC. XL.





# HISTOIRE

DE LA

## PAIRIE DE FRANCE.



### CHAPITRE PREMIER.

*Définition du Pair & de la  
Pairie de France.*



OMME les Pairs sont plus anciens en France que la Pairie, qui n'a commencée d'être réelle de nom & d'effet, que lorsque les principaux Fiefs de la Couronne ont commencé d'être héréditaires, & patrimoniaux; il est besoin, pour parvenir à la définition du Pair de France, de faire connoître que c'étoit un droit naturellement acquis à la Nation Françoisse, que chacun fût jugé par son Pair, c'est-à-dire par son pareil. Ce Privilège ne s'étendoit que sur des personnes Libres; & il n'y avoit par conséquent que deux Ordres dans l'Etat, qui en fussent capables;

A

## 2 HISTOIRE

bles; les Ecclésiastiques, lesquels pour la dignité de leur Ministère devoient être francs ou affranchis; & les Nobles, que leur naissance obligeoit à la defense de la Patrie, & qui devoient être toujours prêts à prendre les armes aux premiers ordres du Roy.

POUR ce qui est du peuple & des Bourgeois des Villes, que l'on a depuis designés sous le nom de tiers-Etat, ils ne faisoient point anciennement de Corps dans la Monarchie, parceque les Villes étoient pour la plupart composées de personnes servies. Aussi ces Villes ne sont-elles entrées en considération que dans la suite des tems, après que leurs Seigneurs, pour differens intérêts, les ont affranchies, & leur ont donné des privilèges, les uns pour de l'argent, & les autres pour avoir plus de sujets, par les graces qu'ils leurs accordoient sous le nom de droit de Commune. En vertu de ce droit, les Bourgeois eurent l'autorité d'élire des Majeurs, des Echevins & des Jurés, qui devinrent leurs Juges; lesquels en plusieurs lieux, & particulièrement en Picardie, on qualifia du nom de Pairs bourgeois: & ces Pairs bourgeois, ces Maires, & ces Jurés depuis appellés Prévôts en Garde en divers lieux, étoient les Juges naturels des autres bourgeois leurs pareils, dans les affaires Civiles & de Police. Cela se voit par toutes les chartres & titres des droits de Commune, premièrement accordés par les Rois, & ensuite par les Seigneurs, sous le bon plaisir des Rois, qui les confirmoient. Et parceque  
c'é-



c'étoit un droit de grande importance; que les bourgeois achetoient aussi fort chèrement, ils obligeoient à la garantie les principaux Vassaux du Prince ou Seigneur qui l'accordoit, jusqu'à leur faire promettre de prendre les armes contre leur Seigneur dominant en cas de contravention: on y faisoit même bien souvent intervenir l'autorité des Evêques & des Archevêques voisins, qui protestoient par actes autentiques, tant pour eux que pour leurs successeurs, d'excommunier les Seigneurs, & de mettre leurs terres en interdit, s'ils enfraignoient les privilèges qu'ils avoient accordés.

CELA servit beaucoup à rétablir l'autorité de nos Rois dans les Provinces; parcequ'on se pourvut par-devant eux en vertu de cette confirmation de Privilèges, qui les rendoit Juges immédiats entre les Seigneurs & les sujets: & c'est ce qui les obligea d'affigner divers Parlemens pour les affaires des particuliers, comme ils faisoient auparavant pour les affaires publiques. Cela fut d'autant plus aisé à établir, qu'en y appelant les Grands de leur Cour, les Nobles ne pouvoient trouver mauvais d'être attirés devant leurs Pairs, pour les affaires qui survenoient entre eux & ces Villes ainsi affranchies, dont les habitans, devenus libres de leurs personnes, à la charge de certaines redevances imposées sur leurs terres, ou sur leurs maisons, se pourvurent insensiblement, par appel de leurs Pairs, ou des Prevôts & Baillifs de leurs Seigneurs, par-devant le Roi, qui

avoit confirmé leurs privilèges, & par-devant la Cour, cette Cour étant composée de personnes Ecclésiastiques & de Seigneurs, lesquels en cette qualité étoient naturellement informés des différends qui pouvoient émaner de ces sortes de Franchises.

On peut dire à l'avantage des Pairs, comme ayant été les auteurs de cet usage, qu'ils ont aboli la tyrannie & modéré les droits des anciens Seigneurs qui étoient autant de petits Souverains, & qu'on doit à leur affection pour la grandeur des Rois, à leur fidélité pour leur service, & à leur justice envers les peuples, l'institution de cette sorte de Parlement, si nécessaire pour le repos & pour l'affermissement de la Monarchie. Par ce moyen chacun eut son Pair en France; & c'est encore de-là que les Métiers mêmes eurent leurs Jurés, dont la juridiction dure encore, aussi bien que celle des Prevôts des Marchands & Echevins.

Nous voyons même, que ce fut pour cette raison, que nos Rois soumettre à la juridiction des principaux Officiers de la Milice & de leur maison, ceux qui étoient d'une profession en quelque façon dépendante de leur Ministère. Le Connétable étoit le Juge des Soldats en guerre, & des Sergens d'Armes, des Huissiers & Pourfuivans d'Armes: en tout tems, depuis qu'il fut le premier Officier des Armées, lui, & les Maréchaux de France, devenus ses collatéraux & ses assesseurs, eurent la même autorité sur les Nobles, particulièrement pour les querelles

&amp;

& les duels, laquelle s'exerce encore par les Maréchaux. Le Chambrier de France étoit le Juge de police à l'égard des fourreurs; parceque la fourrure étoit le plus honorable habit de l'ancien tems. Les Boulangers reconnoissoient le grand Pannetier, & les Hôtelliers & Taverniers étoient du département du grand Bouteiller. Tous ces grands Officiers avoient le siège ordinaire de leur justice aux environs du Palais de Paris, qui étoit alors la demeure des Rois.

Ce que j'ay dit du droit de Pairie à l'égard des Ecclésiastiques, n'est que trop prouvé par les exemples que l'Histoire nous fournit du Procès fait autrefois à plusieurs Evêques, & par ce qui reste d'autorité aux Juges d'Eglise. On fait assez, qu'il falloit, assembler des Sinodes & des Conciles Nationaux, pour la condamnation, & pour la déposition des Evêques; & cela vient de la nécessité de faire juger un chacun par son Pair, c'est-à-dire par son pareil.

IL en est encore de même pour les Nobles, dont les Connétables & les Maréchaux de France sont les Juges naturels, en ce qui regarde leurs différends personnels de Noble à Noble, comme de personnes militaires, toujours réputées dans la profession actuelle des armes, par l'obligation où ils sont d'être toujours prêts d'aller à la guerre au premier mandement du Roi; & c'est ce seul service actuel & personnel, qui les exempte des subsides, & qui leur donne droit de porter l'épée. Pour ce qui est de leurs affaires réel-

les, ils se pourvoient au Parlement; qui ne peut encore les juger pour aucun crime, que par l'assemblée des trois chambres qui composoient l'ancien Parlement, comme Juge des Nobles en qualité de Cour des Pairs; parceque les Pairs y sont censés présens avec le Roi en toutes les Causes qui s'y jugent, & c'est pour cela que les arrêts s'expedient sous son nom: de-là vient que la qualité de Noble est si considérable en France, parce qu'un Gentilhomme se peut dire en quelque façon pareil aux Pairs, lesquels en tirent aussi cet avantage de leur côté, que même les Princes du Sang comme Nobles, réclament leur juridiction, puisqu'ils tiennent à honneur d'être du même corps, & que leur dignité, qui avoit été comme obscurcie par la puissance des anciens Pairs, n'a été parfaitement rétablie dans le rang qui lui étoit dû, que depuis que celle de Pair a été attachée à leur naissance.

ENSUITE de ce discours, qui étoit nécessaire pour faire concevoir ce que c'est que Pairie, on ne sauroit mieux définir un Pair de France, qu'en disant que c'est un Officier du plus éminent ordre de l'Etat, constitué par le Roi & reconnu de tout tems pour Juge naturel des Nobles du Roiaume, en toutes leurs Causes réelles & personnelles; d'autant que nos Rois par un privilège, aussi digne de leur justice, que du nom & de la considération des anciens Francs, qu'ils ont affecté de conserver à leurs sujets, ont toujours voulu que les Nobles qui représentent  
ces

oes mêmes Francs, fussent jugés par d'autres Nobles leurs Pairs & leurs pareils.

VOILA à proprement parler ce que c'est que d'être Pair, si l'on distingue le Pair d'avec la Pairie, qui est une chose séparée, comme nous ferons voir, laquelle a donné un caractère particulier à la fonction, & en fait un office presque aussi nécessaire, qu'il a toujours été utile & avantageux au Gouvernement de l'Etat. C'est cette Pairie réelle qui a distingué les Pairs d'avec les Pairs : car tout Grand du Roïaume, soit en Fiefs ou en office, pouvoit être admis par le Roi, à la fonction personnelle de la Pairie dans son Parlement ; mais c'étoit une grace empruntée de l'ancien usage, & qui ne leur donnoit point la qualité de Pair : leur présence n'y étoit point requise sous la troisième Race, ils n'y avoient point de place marquée ni de rang affecté, ils y assistoient en tourbe & en foule, & dans les affaires d'importance ils ne pouvoient rien conclure, que les Pairs présens, ou préalablement convoqués ; au lieu que les Pairs seuls avec le Roi pouvoient décider toutes choses, & donner force de Loi à ce qu'ils avoient délibéré. Cela est si vrai, que ce qui se resolvoit en ces assemblées proprement appellées Parlemens, pour nombreuses qu'elles fussent, s'attribuoit à la seule puissance de la Pairie, comme declaration des Pairs. Nous en avons pour témoin, le jugement qu'ils rendirent l'an 1316. & l'an 1328. pour la succession



en faveur de Philippe le Long, & de Philippe de Valois.

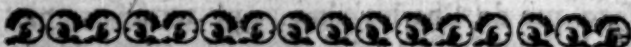
On peut dire de ces deux actions célèbres, pour la gloire des Pairs, que s'ils ont conservé à notre Nation l'avantage qu'elle a d'être la Capitale du Monde, & en ce qu'ils l'ont rendue capable de dominer tous les autres Roïaumes, & qu'ils l'ont pour jamais delivrée du joug des étrangers, que la Maison de France leur est encore obligée de la prérogative, qu'elle a sur toutes celles des autres Rois, d'être seule roïale par le droit éternel attaché à chaque branche de pouvoir succéder à la Couronne. De plus, puisque chaque Grand du Roïaume pouvoit être appelé à la fonction personnelle de Pair de France, (comme c'étoit sans nécessité à l'égard de la personne que les Rois y admettoient) soit par honneur ou pour représenter le nombre des Pairs & pour suppléer à leur absence ou à leur défaut, ainsi qu'il se pratique depuis long-tems au Sacre des Rois, cette fiction est une marque essentielle de la nécessité de la Pairie réelle, qui constitue la véritable Pairie de France.

CETTE Pairie est d'un titre si éminent, que quand le Roi Charles-cinq, lors regent du Roïaume, érigea le Comté de Mâcon en Pairie, en faveur de Jean son frere depuis Duc de Berry, il déclara en termes exprès, que c'étoit pour l'élever à une dignité & à un rang qu'il avoit mérité par ses services; de sorte que sur l'autorité de ce grand Prince,

ee, plus connu sous le nom de Charles le sage que de Charles-cinq, qui temoigne par les mêmes lettres qu'il étoit important de rétablir pour le bien de l'Etat, l'ancien nombre des Pairs, on peut fonder cette vérité, qu'un Pair de France est la première personne de l'Etat après le Roi, par lui constituée, & nécessairement établie pour Juge naturel de la succession de la Couronne, & des Nobles du Roïaume, en toutes leurs Causes réelles & personnelles, qui se poursuivent en la justice du Roi, & pour Conseiller né de Sa Majesté en tous ses Conseils, seul nécessaire pour la promulgation, & pour la Réformation des Loix de l'Etat, lequel par un privilège naturel, ne peut être jugé que par les autres Pairs, ses pareils en dignité, dûement appelés & convoqués.

CETTE définition se prouve par les jugemens que les Pairs ont rendus, & par les actes de leur reception au Parlement de Paris, où ils font serment de servir le Roi dans ses très grandes, très hautes, & très importantes affaires, & de se comporter en tout comme un sage, vertueux & magnanime Duc & Pair doit faire.





## CHAPITRE SECOND.

*Antiquité des Pairs de France.*

**I**L est comme superflu de faire un Chapitre de l'antiquité des Pairs de France, après avoir montré que leur institution étant un droit de la Nation, elle doit être aussi ancienne que la Monarchie; mais comme cette Pairie de tous les tems est devenue réelle par son union à une certaine terre, il sera bon d'en établir l'origine, afin de faire voir que c'est la même chose, parce que les Costumes sont d'autant plus considérables, qu'elles sont anciennes, & que l'on juge plus avantageusement de leur nécessité, par le soin qu'on a pris de les entretenir, & par leur durée. Je suivrai pour cela le même ordre que j'ai tenu au discours précédent, & j'établirai premièrement cette fonction de Juges, qui appartenoit anciennement aux seuls Grands du Roïaume, comme fondés en droit d'être jugés les uns par les autres.

C'EST delà sans aucun doute qu'est dérivé le droit de Pairie, affecté aux six premières Puissances de l'Etat, & à six Evêques, quand les assemblées publiques des Prélats & des Nobles ont cessé, pour laisser leur  
nom

nom de Parlement à une autre assemblée, composée d'un moindre nombre de personnes ; de laquelle assemblée, les Pairs ont continué d'être les principaux Membres après le Roi, qui en est le Chef ; & leur seule considération lui donne la même force d'une deliberation prise en pleins Etats, en vertu de l'autorité que les Rois ont attachée à leur dignité. La citation de Rassillon Duc de Baviere, & sa condamnation par les Grands de France sous Charlemagne, sont des exemples assez fameux, pour faire voir qu'ils étoient les Juges naturels les uns des autres ; mais j'en rapporterai d'autres du moien âge, où l'on voit les Pairs de Pairie réellement séparés des autres Grands qui faisoient fonction de Pairs.

LE differend survenu pour le Comté de Champagne, entre le jeune Thibault, que le Roi Philippe Auguste en avoit investi, pour en jouir sous le bail de Blanche sa mere, & Erard de Brienne Seigneur de Rameru, qui prétendoit le même Comté à cause de sa femme Philippe de Champagne dite de Jerusalem, fut en toutes ses circonstances une des occasions plus illustres de l'autorité des Pairs de France. Le Roi les convoqua à Melun pour la décision de cette grande affaire, au mois de Juillet l'an mille deux cent seize avec la plupart des grands Seigneurs de France ; & parce qu'il s'agissoit de la Cause d'un Pair, & du fait d'une Pairie, il fit citer la Comtesse Blanche mere du Mineur,

neur, par un Pair, qui fut le Duc de Bourgogne, & par deux Grands de France, qui furent Mathieu Sire de Montmorenci, & Guillaume Desbarres. Ceux-ci représentèrent dans cette conjoncture les anciens Barons, autrefois compris sous le genre des Pairs, parce que leur naissance, leurs biens & leurs services les rendoient capables d'entrer dans le Parlement de nos Rois.

Le procès fut jugé à l'avantage du jeune Thibault; & dans l'arrêt que le Roi en fit expédier, il est dit en termes exprès, *Judicatum est ibidem à Paribus regni nostri, videlicet à Remensi Archiepiscopo, Willelmo Lingonensi, Willelmo Catalaunensi, Philippo Beluacensi, Stephano Noviomensi, Episcopis, & Odone Duce Burgundia, & à multis aliis Episcopis & Baronibus nostris, videlicet &c.* C'est-à-dire, que le différend fut jugé par les Pairs de son Roïaume, savoir par Alleric Archevêque de Rheims, Guillaume Evêque de Langres, Guillaume Evêque de Châlons, Philippe Evêque de Beauvais, Etienne Evêque de Noyon, Eudes Duc de Bourgogne, & plusieurs autres Evêques & Barons. Voilà une différence de rang & de séance incontestable entre les Pairs de France & les autres Grands appelés à la fonction des Pairs, laquelle aussi ne fut point contestée par ces Grands-là mêmes, qui furent, les Evêques d'Auxerre, de Chartres, & de Senlis, & Jourdain Evêque de Lizieux, Guillaume Comte de Ponthieu, Robert Comte de Dreux, Prince du Sang de France,



France, Pierre Comte de Bretagne aussi Prince du Sang, le Comte de St. Pol, Guillaume Desroches Sénéchal d'Anjou, Guillaume Comte de Joigni, Jean Comte de Beaumont sur Oize, & Robert Comte d'Alençon.

Ils déclarerent, comme le Roi dit en termes exprès dans l'énoncé de l'arrêt, lui approuvant leur jugement, que sa Majesté ne devoit point recevoir l'hommage offert par Erard de Brienne, & Philippe sa femme, parce que la coutume de France étoit que quand quelqu'un avoit été reçu à hommage, & mis en possession d'un Fief par son Seigneur féodal, il n'étoit plus au pouvoir du même Seigneur de recevoir un autre hommage pour le même Fief, tant que celui qu'il en avoit premièrement invest, témoignoit être prêt de s'en soumettre à la Cour de son Seigneur.

Pour faire voir comme j'ai dit, que les autres Grands reconnurent dans cette conjoncture l'autorité des Pairs, c'est que le Roi leur aiant ordonné de donner chacun en particulier un acte de ce qui avoit été jugé, tous le firent expédier sous une même forme, & avec la même distinction entre les Pairs qu'ils appellent Pairs du Roïaume de France, & les autres Prélats & Seigneurs, dont ils constituent une seconde classe dans ce même acte.

L'Evêque d'Orleans, aiant osé trouver à redire à ce fameux arrêt, & parler contre les Pairs, le Roi réputant l'injure

jure faite à sa personne, comme en étant le Chef, il en entreprit vivement la réparation. Nous voions par la lettre que ce Prince en écrivit au Pape Honorius, que l'Evêque avoit été condamné à faire une satisfaction publique à la personne du Roi offensée, & à la dignité de la Pairie, qu'il avoit eu l'audace de violer en celle des Pairs, *super quâ temeritate, in præsentia nostrâ, & Parium prædictorum, publicè idipsum nobis & Paribus emendavit.*

Deux autres choses sont considérables dans cette même lettre, c'est qu'il nomme au Pape les Pairs qui avoient été présens au Jugement, comme Juges nécessaires, & comme seuls offensés ; & qu'il se contente de dire après, & plusieurs autres Barons de notre Roiaume, lesquels il ne spécifie point ; d'ailleurs il dit, qu'il appartenoit aux Barons de France de décider de cette sorte d'affaires : d'où l'on peut inférer que les Pairs étoient les principaux Barons du Roiaume, & qu'on les appelloit par excellence les Barons de France, *contra judicium Baronum Franciæ ad quos pertinet hujus-modi judicia facere, locutus est.* Que si l'on veut dire, que cela se doit entendre de tous les Barons, Pairs, ou autres qui furent de ce Parlement, que la même lettre appelle *Colloquium*, il ne faudra pas moins conclure, que les Pairs étoient les seuls juges nécessaires en vertu de leur caractère. A eux seuls, après le Roi, fut dûë cette réparation par l'Evêque d'Orleans, parce qu'il n'est point dit qu'il eût fait la satisfaction

tisfaction aux Barons, mais aux Pairs; ce qui fait voir, que par conséquent les Pairs étoient non-seulement les Juges des Barons, mais encore des Barons du premier ordre; en ce que par le mot de Baron, qui étoit aussi originairement une dignité personnelle, comme je ferai voir ailleurs, on entendoit autrefois les premières personnes de l'Etat.

Tout cela se prouve encore par le Procès fait par les Pairs de France à Jean dit sans-terre Roi d'Angleterre, & même par ce qu'en a dit Mathieu Paris Anglois de Nation, qui écrivoit pour Henri-trois Roi d'Angleterre, fils de ce Jean. S'il y avoit eû quelque chose à dire contre la juridiction des Pairs, cet auteur ne les eût pas épargné dans une rencontre de cette importance, où il entreprenoit de détruire un Arrêt capital prononcé contre une tête couronnée; mais il la reconnoit, & il la fait même reconnoître par le Pape, qui ne la contredit non plus que lui, que par des nullités dans les procédures, & après avoir inutilement avancé que les Pairs de France n'étoient plus ses Pairs en ce qu'il étoit Roi, & par conséquent plus que Baron: aussi Mathieu Paris dit-il qu'il offrit de comparoître moiennant un sauf-conduit, sur le refus duquel il constitue tout le vice & tout le défaut de l'instruction du procès par les Pairs, qu'il appelle en cet endroit différemment *Magnates franciæ, Barones franciæ, & Pares*. Il fait même répondre par le Roi aux Ambassadeurs de l'Anglois, qu'il ne lui donnera au-

cune

cunesturé pour son retour après avoir comparu, mais qu'il n'empêchera pas qu'il ne l'obtienne, *si judicium Parium suorum permittat*, c'est-à-dire, si l'accusé la peut impetier par jugement de ses Pairs: Car dans toute cette negociation, le Roi traite toujours cette qualité de Pair dans le sens que nous lui avons donné, appellant les Barons de France Pairs, & pareils au Roi d'Angleterre, en ce qu'il étoit comme eux son sujet, pour ce qu'il tenoit de lui en France. *Ergo licet esset aliàs Rex unctus, tamen tanquam Comes & Dux, erat de jurisdictione Domini Regis francorum; sed si Comes & Dux in regno francorum delinqueret, posset & deberet judicari ad mortem, per Pares suos.*

Je me contenterai ici de ces deux exemples, que je traiterai plus amplement dans leur lieu, quand je parlerai de la Juridiction des Pairs, qu'ils fondent particulièrement sur les Causes réelles & personnelles des Grands de France, pour faire voir que c'étoit un établissement fait de tout tems, & qui s'est aussi de tout tems observé; ici Rastillon condamné sous Charlemagne dans un Parlement, là un Pair de France, quoique Roi pareillement déclaré criminel de Leze-Majesté, & sujet à la Loi du Roïaume l'an mille deux cent deux, par les autres Pairs ses pareils; de plus un procès pour le possesseur d'une Pairie de France, jugé par ces Pairs l'an mille deux cent seize, le Roi présent & autorisant le jugement, c'est-à-dire, présidant à cette assemblée, que lui-même appelle Parlement.

Par

Par conséquent le Roi & les Pairs pouvoient seuls tenir Parlement, & ce n'a été qu'à cause d'eux & de leur séance, que ce nom-là a été communiqué aux Justices que nous appellons du même nom, tout cela s'étant fait selon les coutumes de France. La Pairie étant ainsi établie, de fait on ne peut objecter que le nom de Pair soit nouveau : car si tous les Grands d'un Etat étoient Pairs, si tous les Ecclésiastiques étoient Pairs & pareils entr'eux, & s'ils étoient Juges les uns des autres, si le tiers-Etat a eu le même privilège dès qu'il a commencé à se délier de la servitude & à se former, & la Pairie ne pouvant être sans Pairs, il est superflu de chercher l'antiquité du nom de Pair : nous le voyons employé dans les Capitulaires de Charlemagne au titre 71. *qui-eunque ex his, qui beneficium principis habent, Parem suum contra hostes communes in exercitu pergentem dimiserit, & cum ire, vel stare noluerit, honorem suum & beneficium perdat.* De quelque façon qu'on interprète en cet endroit le mot de Pair, il a relation avec la Pairie ou la parité qui étoit entre les Nobles chacun selon sa qualité, & l'on voit bien en tout cas qu'il y avoit une subordination du Pair qui suivoit un autre Pair à celui qui le conduisoit, soit qu'elle fût de mérite personnel ou de dignité. Cela devoit suffire pour faire voir l'existence du nom d'une chose qui se pratiquoit en effet ; mais nous avons un témoignage encore plus ancien de l'application du mot de Pair, pour

B

signi-



signifier des personnes égales en dignité & en fonction; dans une Epître du Pape Adrien au même Charles, auquel il mande par quelle occasion Hæbaldus & ses Pairs, Ambassadeurs pour lui à Rome, s'étoient trouvés à l'Election de Leon Archevêque de Ravenne: *Quando Sergius Episcopus obiit in Electione Leonis Archiepiscopi, fuerunt Missi vestri Hæbaldus vel Pares sui.*



### CHAPITRE TROISIEME.

#### *L'Origine des Pairies laïques de France.*

**A**Près avoir fait voir par raisonnement & par usage que la Pairie est de tout tems en France, en ce qui concerne le droit d'être jugé par son pareil, il faut remarquer que la dignité de Pair étoit plus ou moins grande en chaque particulier, selon le rang qu'il tenoit dans la Monarchie. Tous les Grands de l'Etat, soit par les charges qu'ils occupoient dans la maison des Rois, soit par les dignités de Ducs & de Comtes qu'ils exerçoient anciennement par commission dans les Provinces ou dans les Armées, étoient Pairs les uns des autres; & il y avoit peu de subordination, parce que cette subordination ne s'est rencontrée que longtemps après & par hazard, quand les Provinces, qui n'étoient que de simples gouvernemens sont devenues des Fiefs héréditaires.

C'est

C'est ce qui rendoit les Parlemens de nos Rois si nombreux, que c'étoit en effet une espèce d'assemblée d'Etats, où chacun prenoit sa place selon sa Dignité; parce que tous les Comtes, les Vicomtes & les grands Vassaux ne dépendoient que du Roi: non plus que les Evêques, qui s'y trouvoient tous ou avoient droit de s'y trouver, car ils n'ont perdu ce droit de Pairie dans les Parlemens, que par succession de tems, après le partage du Roiaume, qui se fit sur le déclin de la seconde Race & au commencement de la troisième; ils ne sont revenus au même Parlement qu'en qualité de Conseillers, parce que la Pairie se trouve limitée à un certain nombre de Prélats.

Ce partage du Roiaume en divers Etats particuliers, changea l'ordre des Conseillers du Roi & de la Justice, en ce qu'au lieu d'une seule Cour qui étoit en France, il en fit autant qu'il se trouva de nouveaux Etats & de nouveaux Princes. Les grands Vassaux de chacun de ces Etats particuliers suivirent par nécessité ces nouveaux Tribunaux, qui les assujettirent peu à peu sous la qualité de Pairs de chaque Duché ou Comté. Ainsi toute l'autorité divisée entre plusieurs, se trouva réduite à six ou sept des plus grands Seigneurs laïques (qui eurent pour Vassaux ceux qui dans un autre tems avoient été pareils à eux & jouissans du même droit d'assister aux Parlemens des Rois) comme aussi à quelques Evêques, de la Pairie desquels je ferai un Chapitre séparé. Cela est si con-

tant, qu'on n'en doit faire aucun doute ; mais pour mieux le faire concevoir, il suffit de donner un plan du Roïaume lors de la décadence de la Race de Charlemagne, & principalement sous le Regne de Charles le simple.

Hugues le grand étoit Duc de France & de Bourgogne, Comte d'Anjou, de Touraine, & d'Orleans. Il y avoit un Duc de Normandie, qui prétendoit que la Bretagne fût de son Fief. La Guienne & le Poitou reconnoissoient le même Seigneur pour leur Duc & pour leur Comte. Il y avoit un Comte de Flandres, un Comte de Champagne, un Comte de Vermandois, & un Comte de Toulouze. Tous ces Grands ensemble possédoient si bien la totalité du Roïaume de France, qu'on auroit bien de la peine à démêler un pouce de terre qui appartint absolument au Roi ; il n'avoit à proprement parler, que l'avantage de la Dignité avec les droits d'hommages, & le pouvoir de conquérir avec l'aide de ses Vassaux, c'est-à-dire ces Ducs & ces Comtes, dans le district desquels il n'y avoit point de Comtés particuliers ni de grandes terres qui ne relevassent d'eux. Si bien, qu'à proprement parler ils furent seuls Pairs entr'eux ; & ce fut pour la Monarchie un bonheur, qui opéra son rétablissement dans la suite des tems : parce que ces Vassaux ou Pairs, s'intéressans au gouvernement avec le Roi, leur affection pour l'Etat ou bien même la jalousie qu'ils avoient les uns des autres, les tint long-

long-tems unis d'intérêt avec lui, pour empêcher qu'aucun d'entr'eux n'abusât de son autorité & de sa puissance.

Peu après Hugues Capet vint à la Couronne par l'Élection de ces mêmes Pairs, qui furent comme obligés de la deférer à celui d'entre eux qui étoit le plus considérable à cause de ses ancêtres, & qui pouvoit rejoindre à la Roiauté tant de Provinces qui en avoient été séparées. En cela on peut attribuer aux Pairs la restauration de l'Etat, que Hugues Capet & ses successeurs ont continué d'accroître, par le concours de la fidélité des mêmes Pairs, avec leur prudence & leur valeur; c'est pourquoi cette dernière Race a toujours parlé avec honneur des Pairs de France, comme d'une institution nécessaire pour le soutien de la Monarchie. Tous les Rois qu'elle nous a donnés ont bien plus affecté de maintenir cette dignité que de la détruire: c'étoit aussi le meilleur conseil qu'ils pouvoient prendre; parce que l'autorité des Jugemens des Pairs, appuiant leurs conquêtes sur leurs sujets rebelles, & même sur les Pairs qui manquoient à leur devoir, toute la France prenoit les armes pour leur service. C'est ce qui fit réunir à la Couronne, sous le regne de Philippe-Auguste, la Normandie, l'Anjou, la Touraine, le Pais du Maine, la Guienne, & le Poitou, que les Rois d'Angleterre ne tenoient de la France que par le titre de Pairie, qu'ils ne purent desavouer, & en vertu duquel ils demeu-

rent justiciables du Roi en sa Cour des Pairs.

Cette union de nouveaux Domaines à la Couronne de France, par l'Élection de Hugues Capet, y ramena aussi de nouveaux Vassaux. Les plus grands d'entr'eux aiant été privés de l'ancienne Pairie, & du suffrage qu'ils avoient dans les anciens Parlemens quand ils devinrent sujets des Ducs de France ancêtres de Capet, ils y rentrèrent en quelque façon; mais ce ne fut point comme Pairs de France; parce que la Pairie avoit cessé d'être personnelle, & qu'elle étoit affectée aux Provinces rendues héréditaires aux plus grandes familles. Aussi voïons-nous, dans le Parlement tenu à Melun pour le Procès du Comté de Champagne mentionné au Chapitre précédent, que le Roi fait distinction entre les Pairs tant ecclésiastiques que séculiers & les autres Grands de sa Cour pareillement ecclésiastiques ou séculiers, qui n'avoient d'autre avantage que d'être compris comme les Pairs sous le nom de Barons, c'est-à-dire de Grands du Roïaume. La chose étoit même si établie, que dans les actes qu'ils furent obligés de donner de ce qui avoit été jugé, ils se conformèrent au Roi, & nommerent séparément les Pairs & les autres Barons qui y assisterent, comme nous avons déjà remarqué.

Ce fut par ce moïen, que suivant en quelque façon le premier usage, plusieurs grands  
Sei-



Seigneurs furent reçus à soir en la Cour des Pairs, & toujours néanmoins avec cette distinction, qu'ils n'étoient point du corps de cette Cour, où les Pairs seuls étoient si nécessaires, que ce qui y étoit jugé sous le bon plaisir des Rois, ne se publioit & ne s'exécutoit que sous le seul nom & sous l'autorité des Pairs. On peut dire même, qu'ils n'y étoient introduits, que comme témoins dans les affaires qui regardoient un Pair ou le fait de la Pairie. Nous apprenons par un acte authentique des registres du Parlement, que le Duc de Bourgogne, comme Doïen des Pairs, remontra au Roi Charles-six, au sujet du Procès criminel qu'on faisoit au Roi de Navarre, qu'il n'appartenoit qu'aux seuls Pairs de France d'être Juges des Pairs leurs pareils : il prouva en plein Parlement, par le témoignage d'un chancelier, & d'un premier & second président au même Parlement, que le feu Roi avoit reconnu ce privilège; & l'affaire mise en délibération, il lui en fut decerné acte, & fut ordonné qu'il seroit enregistré.







## CHAPITRE QUATRIEME.

*Des Pairs de Fief ou principaux Vassaux de chaque Seigneur particulier, & des Officiers domestiques des Rois & des grands Seigneurs de France, faisant office de Pairs en leurs Cours.*

Ces Seigneurs, que les Rois admettoient quelques-fois en leurs Parlemens, soit pour avoir leurs suffrages & leurs avis dans quelques affaires, soit pour être témoins en celles qui concernoient un Pair ou la Pairie, (telle que fut celle du Comté de Champagne disputé à Thibault le jeune par Erard de Brienne Seigneur de Rameru, comme nous avons dit ci-devant au Chapitre second) ces Seigneurs, dis-je, étoient à proprement parler les Pairs du Domaine particulier du Roi, ou les principaux Officiers de sa Maison. Peut-être ce discours paroîtra-t-il dur, mais l'on s'étonnera encore d'avantage si je dis que ces Pairs du Domaine & ces principaux Officiers n'étoient rien à l'Etat, dont tous les honneurs & toutes les grandeurs, après la personne Royale, étoient affectés aux seuls Pairs de France. Mais que dira-t-on encore, si j'avance qu'ils étoient

toient plutôt originairement les Pairs & les Officiers d'un Pair que d'un Roi ?

Car c'étoit comme Duc de France que Hugues Capet avoit été premièrement Pair & que les Rois ses successeurs avoient des Vassaux particuliers & des Officiers personnels. Cela leur étoit commun avec les Ducs de Normandie, & de Bourgogne, les Comtes de Flandres, de Champagne, & autres Pairs, qui avoient comme eux leurs Sénéchaux, leurs Chambellans, leurs Bouteilliers, leurs Connétables, leurs Chanceliers, & même leurs Pairs, c'est-à-dire leurs principaux Vassaux. C'est une vérité qui n'a pas besoin de preuve, & particulièrement en ce lieu-ci, parceque j'en parlerai plus à fond ; mais il est à propos d'établir les choses comme elles ont été dans l'ordre des tems, afin qu'on en soit moins surpris, quand je ferai voir que tous les Officiers dont les noms nous sont demeurés, quoi qu'ils aient été en dignité, sont au-dessous de celui de Pair de France dans l'ordre de leur institution, & que celui de Pair a embrassé tous les honneurs & toutes les grandes charges du Roïaume.

Ces Officiers, ordinairement choisis parmi les vassaux, & ces vassaux-mêmes, faisant ainsi l'office de Pairs de Fiefs, n'étoient employés pour servir en cette qualité que dans les affaires qui concernoient le Domaine particulier des Rois, du ressort duquel Domaine ils étoient ; afin qu'ils fussent témoins des Graces ou des jugemens du Prin-

ce. Il en étoit de même chez tous les Pairs, qui n'expedioient de pareils actes qu'en présence des leurs Officiers Domestiques de même qualité, & de leurs vassaux, dont le témoignage étoit pareillement nécessaire. La cause de cette nécessité étoit, que les Rois ni les Seigneurs ne pouvoient rien aliéner par donation ou autrement, qui ne diminuât leur Domaine ou leur Fief; & comme les vassaux & les premiers Officiers étoient presque toujours Juges des affaires qui naissoient de ces aliénations, on jugea qu'il étoit à propos qu'ils y souscrivissent, tant pour les rendre plus authentiques, qu'afin qu'ils en fussent mieux informés quand ils entendroient parler de quelque différend arrivé ensuite de ces sortes d'aliénations.

Tout ce que je viens d'avancer, se prouve par les divers usages qui ont régné selon les différens états de notre Monarchie. Quand les Fiefs n'étoient que de purs bien-faits, c'est-à-dire sous la première Race, & jusques sur le déclin de la seconde, nos Rois usoient d'un plein pouvoir en toutes les graces, aumones, & fondations qu'ils faisoient, comme Seigneurs propriétaires de tout ce que leurs sujets ne possédoient point en franc-alleu. Il suffisoit de leur seing ou de l'impression de leur sceau, & de la reconnoissance ou signature du Chancelier, ou de celui qui le représentoit en son absence; car en cas qu'il n'y eût point alors de Chancelier, c'étoit un secrétaire du Roi qui délivroit l'acte, & qui étoit obligé de remarquer  
que

que la Chancellerie étoit vacante. Cela s'observa encore depuis sous la troisième Race, non-seulement à l'égard du Chancelier, mais du grand Maître-d'hôtel, du Bouteiller, du Chambrier, & du Connétable, dont la présence devint si nécessaire à la validité des Chartres du Roi, qu'il étoit important de remarquer la vacance de ces Offices, pour suppléer au défaut de leur témoignage; c'est pourquoy, en la Charte de la donation faite par Louis le jeune, de l'Eglise de St. Samson d'Orleans aux freres du Mont de Sion, on voit écrit au lieu de la signature du grand Maître-d'hôtel, *signum Regis, loco Dapiferi, qui tunc nullus in palatio.*

Le ministère de ces principaux Officiers de la maison du Roi, les rendant plus affidus à la Cour que tous les autres Grands, ils devinrent par ce moyen ses Conseillers ordinaires, & leur témoignage s'érigea en une manière d'autorité, qui suffisoit avec le tems pour les affaires qui ne concernoient que son Domaine. Mais nous voyons qu'on en usoit autrement pour les choses de plus grande conséquence, où le public du Roïaume pouvoit avoir quelque notable intérêt; les Rois reservoient ces affaires pour les Parlemens à venir, ou bien ils assignoient un Parlement exprès, & ce Parlement étoit une assemblée des Pairs & Grands du Royaume de France, ordinaire ou extraordinaire, selon le mérite des tems.

Les Parlemens ordinaires des Rois s'ouvroient à certaines fêtes, que ces Rois tenoient

noient leur Cour pleniére, & là ils jugeoient avec la principale Noblesse de cette Cour, les instances qui se presentoient. Mais s'il s'agissoit d'un fait de Pairie, ou d'une grande délibération d'Etat, on notifioit ce Parlement aux Pairs; & comme le Roi étoit obligé de les mander, il falloit qu'ils lui proposassent leurs excuses s'ils ne s'y trouvoient point: en ce cas-là il suppléoit à leur absence, par ceux de sa Cour; & ce qui se jugeoit passoit pour un jugement des Pairs, tel que celui, comme nous avons déjà dit, qui fut rendu à Melun pour le possesseur & pour la provision du Comté de Champagne, où il n'est fait mention d'aucun Officier particulier du Roi, mais seulement des Prélats, des Princes, & des grands Seigneurs, tous designés par leurs Fiefs, parce qu'il s'agissoit d'une matière féodale & de l'explication d'un point de Coutume, pour servir de Loi à l'avenir.

Nous verrons dans la suite que ces Seigneurs de la Cour, inférieurs aux Pairs, sont aujourd'hui représentés par le Parlement en la distribution de la justice ordinaire, & que quand il s'y traite des affaires de l'Etat, c'est un fait de Pairie où il n'a de puissance que celle qu'il emprunte des Pairs, soit qu'ils y soient présens, ou que le Parlement y supplée par ordre du Roi; que si l'on fait le Procès à un Pair, comme autrefois au Duc de Bretagne & au Roi de Navarre, ce sont les Pairs qui sont les Juges, comme ils le furent du Roi d'Angleterre, l'an mille deux



deux cent deux, & selon qu'il est expliqué par l'arrêt du même Parlement donné au sujet du même Roi de Navarre.

Je ne veux par inferer de la présence nécessaire, de ces Officiers de la Maison des Rois & de leurs Pairs de Fief, aux Chartres qu'ils faisoient expédier, que ces Princes en fussent moins puissans, & que ce fût un obstacle à leur autorité; c'étoit un usage qu'ils souffroient & qu'ils firent heureusement subsister, pour empêcher la dissipation de leur Domaine & aussi des autres Fiefs, par l'exemple qu'ils donnoient à leurs sujets d'agir avec la même prudence: & c'est à cet usage que nous devons la louable maxime qui s'est établie en France, que le Domaine de la Couronne soit inaliénable, & que le Seigneur ne puisse abolir ni détruire son Fief.

Je ferai un Chapitre particulier des Fiefs, mais je remarquerai ici pour appuier ce que je viens de dire, que les Fiefs n'ayant été d'abord que de simples bien-faits de nos premiers Rois, c'est la seule marque qui resta de leur premier pouvoir, que cette impuissance d'être anéantis par ceux qui les ont possédés depuis en héritage. Or est-il que le Domaine, je veux dire les Fiefs que notre troisième Race possédoit sous les premiers Rois qu'elle nous a donné, n'étoient pas des biens de la Roiauté, mais le patrimoine de la famille adoptée à la Roiauté en la personne de Hugues Capet, & par conséquent originairement sujets à l'usage des Fiefs, qui se pratiquoit dans

dans tout le Royaume: & ceux qu'ils y ont ajouté par conquête, ou autrement, ont été censés de même nature; parceque le Roi acquiert à l'Etat, & non à sa Famille. C'est ce qui a fait la Loi qui rend le Domaine du Royaume inaliénable, & c'est encore pour ce sujet que la présence des Officiers & des principaux Vassaux de nos Rois, étoit requise aux actes qu'ils passoient, non comme Rois, mais comme Seigneurs propriétaires & héréditaires du fond, au sujet duquel ils faisoient expédier des Chartres; que s'il y avoit quelque différence entr'eux & les autres Seigneurs particuliers c'est qu'il n'étoit pas besoin de confirmation non plus que d'amortissement pour les donations qu'ils faisoient aux Eglises, & que les vassaux du Roi ne pouvoient rien aliéner sans que ceux auxquels ils aliénoient eussent recours à l'autorité royale pour faire confirmer ces aliénations.

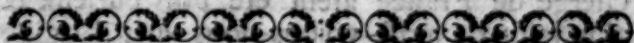
Pour preuve de ce que j'ai dit de la nature des biens appartenans à nos premiers Rois, comme personnes privées, il suffira de faire réflexion sur les Fiefs tenus d'eux dans l'ancien Duché de France & Comté de Paris, qui en devint la Capitale; car on verra que les uns relèvent du Château du Louvre, & les autres de la Vicomté de Paris. Cette Vicomté fut depuis abolie; mais ce qui en dépendoit en mouvance, dépend encore pour la justice de la Prévôté de Paris qui la représente, si ce n'est que la Terre ait été honorée d'un titre plus noble qui ait chan-

gé son relief. Celles qui relevoient du Château du Louvre, étoient celles qui reconnoissoient le Comte de Paris pour Seigneur, & comme le Comte de Paris devint Duc de France & depuis Roi, pour la même raison Paris devint la Capitale du Royaume. Or tous les hommages étant affectés à certaines terres ou châteaux, où ils devoient se rendre, il faut faire distinction des Fiefs dont on porte l'hommage au château du Louvre; parcequ'il y en a deux sortes, il y en a qui originairement en relèvent à cause du duché de France, & d'autres à cause de la Royauté, & ce sont généralement toutes les terres érigées en Duché, Comté ou Pairie, dont l'hommage y a été transféré, comme au plus noble Donjon dominant, représentant matériellement la personne du Roi, par l'extinction de la qualité de Duc de France ou par sa réunion à la Monarchie. Ce fut pour cette raison, comme j'ai déjà dit, que nos Rois eurent leurs Pairs particuliers différens en rang & en dignité aux Pairs de France; lesquels Pairs subalternes étoient les Vassaux des terres qui leur appartenoient, moins comme Rois que comme Ducs de France, desquels Vassaux ils prenoient avis dans les matières de Fief, suivant les usages de leur district. Si ces Pairs & Vassaux avoient d'autres Pairs & Vassaux, qui composoient pareillement leur Cour, & qui jugeoient avec eux les Causes des Nobles leurs pareils, ils étoient appelés aux actes publics

de leurs Seigneurs, pour les rendre plus authentiques par leur souscription, & c'étoit comme gardiens du droit des Fiefs que leur présence y étoit requise, afin que le Seigneur ne le dissipât point; parceque l'exténuation du Fief supérieur donnoit atteinte à la dignité & à la qualité de celui qui en relevoit: c'est pourquoi nous voyons même, que pour rendre valide l'aliénation d'un Fief qui n'avoit point d'hommes, c'est-à-dire, de Vassaux ou de Pairs nobles, le Seigneur qui vendoit étoit obligé d'emprunter quelques-fois les hommes d'un autre Seigneur, pour l'assister & pour faire l'office de Pairs en cette occasion; aussi voyons-nous que le Seigneur dominant ne pouvoit transférer à un autre la mouvance d'un sien Fief sans le consentement du Vassal. Il y en a un exemple de plus de six cent ans dans le Chartulaire de Vendôme.

Gervais, Evêque du Mans, faisant une paix avantageuse avec Geoffroi Comte d'Anjou & de Vendôme, il souhaita entre autres choses qu'il lui cédât la mouvance de Richard de Montoire; lequel, voulant profiter de l'occasion, dit en secret au Comte qu'il ne s'en mît point en peine, parce qu'il n'y consentiroit jamais. Le Comte bien aise de le voir dans cette résolution, se tint fort du succès, & témoigna que la chose dépendroit absolument du Seigneur de Montoire. Mais l'Evêque, comme plus fin, marchanda le suffrage & le consentement de la partie intéressée, moyennant certaines terres qu'il lui promit

promit en accroissement de Fief: si bien que l'Evêque proposant la chose: *Esto, inquit, Comes, si Nibardus assenserit; securus scilicet, ex anteriore promissione sui fidelis: tunc adhibetur Nibardus, & interrogatus, faveo ait, ita seductus, Comes donationem illam amplius denegare non potuit, & tristis iratusque Nibardo, eam fecit.*



## CHAPITRE CINQUIEME.

### *Origine des Pairies Ecclesiastiques de France.*

**L**E respect qu'on eut pour notre Religion dès son établissement, fit qu'on ne refusa aucune immunité aux personnes Ecclesiastiques. Mais je dois ce témoignage au Clergé de France, qu'il n'a pas moins mérité que la Noblesse, lors de l'établissement de la Monarchie. Je ferai voir au Traité de la Loy Salique, qui fera l'un des principaux Chapitres de ce livre, que les Evêques des Gaules eurent la principale part à cet établissement, à cause de l'union des Francs & des Gaulois qu'ils ménagerent par leur credit après le Baptême de Clovis. Ce fut un coup d'Etat & de Religion tout ensemble, qu'on n'avoit point assez relevé jusqu'à present dans notre Histoire, qui fit d'un Prince Payen & ennemi, le Protecteur de la Religion Chrétienne & Catholique, contre les Ariens qu'il détruisit, & le Père de la



la Patrie. Ce grand service les ayant rendus dignes d'une considération particulière, on les admit dans les Conseils avec les principaux des Francs, & on les fit arbitres des privilèges qu'ils purent désirer. Or comme il n'y en a point de plus avantageux que d'avoir des Juges de sa propre condition, il n'y en a point eu aussi duquel les Prélats & le Clergé de France aient été plus curieux & plus jaloux; aussi voyons-nous que l'Eglise s'étant attribuée la juridiction sur les personnes Ecclésiastiques, elle leur a ordonné des Pairs, en ce qu'elle a statué, par un usage qui dure encore, que les Causes des Prêtres où il s'agiroit de leur état, seroient traduites devant les Officiers & autres Juges Ecclésiastiques, comme celles des Evêques se traitoient devant les Evêques assemblés en Concile ou Synode, & depuis devant les Juges délégués du St. Siège.

Les Evêques avoient anciennement pour Pairs les Dignités de leurs Chapitres, qui souscrivoient les Actes qu'ils faisoient expédier, tant pour les Statuts de leurs Eglises, que pour les grâces qu'ils accorderoient, & même pour ce qui regardoit le Domaine, la Mouvance, & les Fiefs appartenans à leurs Evêchés. Ils avoient aussi leurs principaux Vassaux, encore distingués par le nom de Barons de l'Evêque ou de l'Evêché, qui étoient les Pairs & les Juges des Causes des Fiefs des autres Vassaux laïques des Evêques.

On peut encore pousser plus haut ce droit de

de Pairie dans l'Eglise; car l'institution des Cardinaux n'est autre chose qu'une Pairie, & c'est cette Pairie qui fait toute l'éminence de leur Dignité, & qui en assure & en maintient tous les privilèges. Il ne s'agit point ici de faire voir si c'est du Pape comme Pape, ou comme Evêque de Rome, qu'ils sont les Pairs; mais je n'estime pas qu'il soit difficile de conclure, qu'ils ne sont à proprement parler que les Pairs de l'Evêché de Rome, puisqu'ils représentent les principales Dignités de son ancien Clergé, & que les autres des Eglises de Rome qui les honorent encore, en ce qu'ils leur donnent un certain Rang, & une certaine Fonction dans la Métropole de la Chrétienté, ne sont que des autres de Curés: aussi les Curés s'appelloient-ils anciennement Cardinaux; & pour faire voir que cette Dignité étoit au dessous de l'Episcopat, & qu'elle en est dérivée, c'est assez que chaque Evêque ait eu anciennement ses Cardinaux, qui étoient les Curés de la Ville Capitale de son diocèse. Nous en avons un témoignage dans l'ancien Chartulaire de Paris qui en parle ainsi, *Isti sunt presbyteri, qui vocantur Cardinales, qui debent interesse, per se, vel per alios, dum Episcopus celebrat in Ecclesia Parisiensi, in festis Nativitatis Domini, Pasche, & Assumptionis, Presbyter S. Pauli Parisiensis, Presbyter S. Jacques in Gravia Parisiensis, Prior Beate Marie de Campis, vel aliquis pro ipso, Presbyter S. Jacobi Parisiensis, Presbyter S. Severini Parisiensis, Presbyter S. Basilidis Parisiensis, Presbyter*

*de Chavonna, Presbiter S. Stephani de Grefsubus Parisiensis, Presbiter S. Gervasii Parisiensis, Prior S. Juliani Pauperis Parisiensis, Presbiter S. Mederici Parisiensis, Presbiter S. Laurentii Parisiensis, Abbas S. Victoris, sed Vicarius ejus in Ecclesiâ Parisiensi venit pro ipso.*

C'est pour cette raison qu'il n'y a que les Cardinaux Prêtres & capables des fonctions Curiales qui soient admis à ces titres d'Eglise, lesquels supposants la nécessité de la résidence actuelle, introduisirent l'usage de la vacance des autres Benefices semblablement sujets à résidence, que possédoient ceux qu'on élevoit au Cardinalat. Je pourrois bien ajouter pour preuve, le Cardinalat concédé par le Pape à l'Abbé de Vendôme pour lui & ses successeurs Abbés, en vertu duquel Alexandre Second leur assigna l'an mille soixante deux l'Eglise de Ste. Prisque, pour y faire les fonctions Curiales en qualité de Cardinaux-nés de l'Eglise Romaine, laquelle en ce fait est distinguée du St. Siege; car les Cardinaux ne se disent pas Cardinaux du St. Siege, mais de l'Eglise Romaine, qui est l'Eglise Episcopale de Rome, comme ils se disent du St. Siege quand ils sont envoyés du Pape comme Pape.

Tout l'avantage qu'ont encore les Cardinaux à Rome, leur vient de cette fonction de Curés; laquelle en qualité de Clergé de Rome, les rendit Conseillers du Pape comme Evêque; & c'est sous ce nom même de Clergé, qu'ils avoient droit de suffrage pour son

son Election, comme leur Evêque. On fait que c'étoit l'ancien usage de l'Eglise pour ces sortes d'Elections, où il n'importe que cet Evêque fût le chef de toute l'Eglise, parce que le but & le sujet de leur Election étoit de se donner un Evêque, nul qu'eux n'ayant autorité de le choisir. Il en étoit de même des Eglises Patriarchales & des Primaties; car encore que leur autorité s'étendit au de-là de leurs districts & de leurs Diocèses, c'étoit pourtant au Clergé de leurs Diocèses de travailler à l'Election de ces Prélats, qui leur conféroit de plein droit les facultés du Patriarchat ou de la Primatie avant l'usage du Pallium, qui a quelques-fois été une marque d'honneur indifférente à l'Archiépiscopat ou à l'Episcopat; si bien que quand le Clergé de Lyon éliisoit un Archevêque, il donnoit par même moyen un Primat aux Gaulois; & il en étoit de même pour l'Election des autres Archevêques, qui se faisoit par leur Clergé, sans que ce même Clergé en eût pour cela plus de Dignité.

Il n'en a pas été de même des Cardinaux. Ils ont tout autrement entendu ce privilège de nous donner des Papes en se donnant des Evêques; ils ont comme aboli cet Episcopat, pour abolir leurs titres de Curés qui les rendoient inférieurs aux Evêques, & s'étant rendus les Conseillers nécessaires du Pape pour les délibérations qui regardoient le souverain Pontificat, ils ont si bien profité du soin qu'ils ont eu d'en appuyer l'autorité, qu'ils

qu'ils ne font pas seulement les Pairs de l'Eglise Romaine, mais les Pairs de l'Eglise universelle, jouissant à Rome de tous les Privilèges de nos Pairs de France, parce qu'on ne peut en nulle Cour du Monde posséder de plus grands avantages après la Souveraineté.

Comme cette Dignité Cardinale est étrangère en France (où elle ne s'est fait connoître que par l'union de la Legature, & que l'on garde dans ce Royaume l'ordre ancien de l'Eglise, selon lequel il n'y a rien de plus grand que d'être Evêque, parcequ'il est un nom général qui comprend les Archevêques, dont l'institution est postérieure à l'Episcopat, & le Pape même) les Evêques ont été appelés par respect aux Conseils de l'Etat & à la participation des principaux honneurs du Royaume. Nos Rois les y ont admis, & comme ils leur ont communiqué un rayon de leur pouvoir, par la juridiction qu'ils leur ont accordée, la Religion ayant besoin de l'autorité de la justice Royale pour se maintenir, ils ont aussi de leur part communiqué, en tant que besoin seroit, aux Pairs & aux Parlemens anciens dont ils étoient Conseillers nés, le droit de maintenir les Statuts, & d'ordonner de la Police de l'Eglise, faisant une confusion reciproque de tous leurs droits en faveur de la Pairie de France; afin que tous ensemble, sous l'autorité du Roi qui est le chef de la Pairie, ils pussent pourvoir au Gouvernement & au maintien des deux premiers Ordres du Royaume,

qui



qui font l'Etat Ecclesiastique & la Noblesse. C'est ce qui a donné la même autorité des Canons aux Capitulaires de Charlemagne & de ses successeurs, qui n'étoient autre chose que des résultats pris dans leur Parlement, où tous les Evêques & les Grands du Royaume avoient séance & voix délibérative; & c'est encore ce qui a donné au Parlement de Paris, comme Cour des Pairs, l'autorité de juger des affaires tant Ecclesiastiques que séculières.

Par cet établissement il paroît que tous les Evêques du Royaume, comme naturellement Pairs & pareils les uns des autres, étoient admis dans les Parlemens de nos Rois à la fonction de Pairs, & c'est aussi pour ce sujet que la Pairie de France ne communique aucun caractère aux Evêques demeurés Pairs, & qu'elle ne leur donne aucun avantage particulier dans les affaires Ecclesiastiques sur les autres Evêques. Depuis ce tems-là les Provinces du Royaume étant été données ou abandonnées en Fiefs héréditaires à ceux qui n'en avoient que le Gouvernement, tous les Diocèses étant renfermés dans l'étendue de quelqu'une de ces nouvelles Seigneuries, les Evêques se trouvoient les membres des nouveaux Parlemens, ou pour mieux dire des nouveaux Tribunaux qui s'y formèrent, non pas à cause de leur Dignité Episcopale, qui les rendoit sujets du Roi seul, mais à cause de leurs Biens ou de leurs Fiefs; & comme nos Rois n'alloient plus tenir leurs Parlemens dans les Provinces, ces Evêques ain-

si éloignés dans les lieux de leur résidence, perdirent la coutume de s'y trouver : il n'y eut que les Evêques qui se rencontrèrent dans le partage des Ducs de France qui conserverent ce Droit naturellement acquis à l'Episcopat ; & c'est en leurs personnes qu'il jouit encore de cet honneur, parce que les Ducs de France devinrent Rois en celle de Hugues Capet.

Ce changement arrivé dans l'Etat opéra une autre Révolution, qu'il est encore à propos de remarquer. C'est, que la totalité du Roiaume étant partagée entre six ou sept Familles qui le posséderent en Fief direct, ou en arrière Fief, la Pairie, qui n'étoit auparavant qu'un honneur personnel, comme il a été besoin de dire plusieurs fois, se trouva réduite, & passa de tous les Grands qui en jouissoient, à un fort petit nombre capables d'en jouir ; & comme c'étoit à la considération de la portion du Roiaume qui leur avoit été donnée en Fief, qu'ils devoient cette distinction d'avec les autres Grands devenus leurs Vassaux, ce titre de Pair fut censé attaché à ce nouveau Fief. C'étoit par ce seul titre, comme au dernier filer, que ce Fief tenoit encore à la Monarchie ; car la puissance des Ducs & des Comtes étoit égale dans leurs terres à celle des Rois, soit de droit ou par usurpation ; néanmoins, comme ils étoient responsables de leurs entreprises devant le Roi en sa Cour garnie de leurs Pairs, la Pairie étant le seul moyen de les faire venir en Cour,

Cour, & de les tenir dans le respect, & dans les termes de leur devoir, nos Rois eurent plus d'intérêt de la cultiver que de la détruire; en effet ils s'en sont fort prudemment servis pour le rétablissement de la Monarchie.

Ainsi la Pairie devenant réelle, de personnelle qu'elle étoit originairement devant que les Fiefs fussent héréditaires, comme elle commença d'avoir pour sujet une certaine Terre, il se fit insensiblement une distinction entre les Evêques qui étoient restés du Parlement de France, comme étant compris à cause de leurs Diocèses dans l'étendue de la Seigneurie des Ducs de France devenus Rois; ceux qui étoient Ducs ou Comtes de la Capitale de leur Diocèse devinrent en cette qualité Juges de leurs pareils dans les Causes de Fief, parce qu'ils étoient Seigneurs de Fiefs, & étant par cette raison nécessaires dans les Parlemens où le Roi les faisoit assigner pour les affaires de Fief qui s'y devoient traiter, ils furent distingués par le titre de Pairs de France. Les autres Evêques loin d'y trouver à redire, furent bien aises de conserver cette marque honorable du rang qu'ils tenoient dans l'Etat; & nous voyons un témoignage de cette reconnoissance & de cette soumission dans le Parlement de l'an mille deux cent seize, tenu à Melun pour le différend du Comté de Champagne déjà tant de fois mentionné, par l'Akte qu'ils donnerent conjointement avec les Barons du second Ordre, de ce qui y avoit été jugé.

Cependant comme l'Episcopat a toujours été en vénération, il ne parut aucune marque de la prescription du droit que les Evêques avoient de se trouver aux Parlemens de nos Rois, parce qu'il n'y eut point d'exclusion formelle, que jusqu'au Regne de Charles-six. Ce Roi non-seulement les congédia, mais encore plusieurs Abbés des principales Abbaies de France, auxquels on en avoit souffert l'entrée, & qui prenant prétexte de servir le Roi & le Public dans le Parlement de Paris, péchoient publiquement contre l'obligation de la Résidence. Ce Prince fit une ordonnance expresse pour remédier à cet abus; & l'Evêque de Paris & l'Abbé de St. Denis en furent exceptés, le premier parce qu'il étoit demeurant en la Ville, & l'autre parce qu'il n'en étoit guères éloigné, & que ses prédécesseurs étoient fondés en possession pour la Dignité d'une Abbaye si considérable, d'être admis dans les Conseils & dans les Parlemens de nos Rois; on pourroit même dire qu'il avoit quelque part à la Pairie, en ce qu'il avoit la garde des habits & des pièces du Sacre, & qu'il avoit plusieurs autres prérogatives, & attendu encore qu'il jouissoit du privilège de Pairie par le ressort direct de sa justice au Parlement.

Quelques-uns ont voulu croire que les Pairs Ecclesiastiques avoient été choisis parmi les Evêques suffragans de l'Archevêché de Reims, parce qu'il est le principal Ministre du Sacre de nos Rois, qui est la plus éclatante

tante fonction des Pairs de France ; mais entre que le Sacre est moins ancien que la Pairie, leur argument est faux à l'égard de l'Evêque & Duc de Langres, qui est suffragant de l'Archevêché de Lyon, & qui est trop éloigné de la Ville de Rheims, pour croire qu'il eût été choisi à cause du voisinage de la Ville de Rheims : il n'y a personne qui ne voie bien, qu'il y a une autre raison essentielle, & cette raison n'est autre que celle de leurs Fiefs, en vertu desquels étant Seigneurs, Comtes, ou Ducs, & la Pairie devenue réelle devant être attachée à certain Fief, ils se trouverent seuls avoir la faculté d'être Pairs de France, & de partager les premiers honneurs de l'Etat, selon l'usage ancien de rendre l'ordre Ecclesiastique participant de tous les Droits des Nobles.

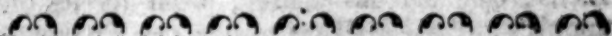
En effet comme nous avons déjà dit, tous les Evêques étoient personnellement Pairs, quand tous les Grands l'étoient de même ; mais quand la Pairie fut affectée à ces six ou sept grands Seigneurs qui partagerent l'Etat, il ne se trouva qu'un petit nombre d'Evêques Seigneurs de leurs Villes, dans la portion qui échut aux Ducs de France depuis Rois. Cela, est d'autant plus véritable & plus aisé à imaginer, que quelques-uns, tels que l'Evêque de Langres & l'Evêque de Beauvais, ne furent Seigneurs de leurs Villes que long-tems après l'institution des Pairies laïques, & par conséquent les Evêques à présent Pairs, ou quelques-uns d'en-  
tre eux,



tr'eux, ne furent Pairs que personnellement dans les premiers tems; c'étoit comme sujets des Rois de la troisième Race à cause du Duché de France qu'elle possédoit, qui les rendoit membres de la première Pairie, dont le Conseil devint le Conseil Roial, par l'accroissement & la jonction de la Dignité Roiale à celle du Duché de France, réunies en la personne de Hugues Capet.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet, parce que j'aurois les mêmes choses à répéter, quand je traiterai en particulier l'Histoire de chaque Pairie Ecclésiastique; mais j'ajouterai ici un exemple de grande autorité, pour faire voir que dans la suite des tems il fallut que les Prélats eussent du Bien mouvant du Roi, pour avoir entrée dans son Parlement, parce que la Pairie étoit devenue réelle. L'archevêque de Roüen étoit sujet du Duc de Normandie pour son temporel, & parce que c'étoit une personne fort considérable pour les intérêts du Roi, & pour les desseins qu'il avoit sur cette Province, Philippe-premier voulant inviter par honneur l'Archevêque Guillaume à venir quelques-fois en son Conseil ou Parlement, il lui donna en Fief l'Abbaïe de S. Mellon de Pontoise, & lui confirma plusieurs Biens dans le Vexin, l'an mille-quatre-vingt-onze, à condition de venir lui & ses successeurs une fois l'an en l'une de ses Cours ou Parlements, à Beauvais, à Paris, ou à Senlis, *hoc autem erit servitium, quod pro prefato fœdio, faciet mihi Rotomagensis Archiepiscopus:*

*pus: per singulos annos veniet ad unam ex Curias meis, five Bellovacum, five Parisios, five Silvanectum, si fecero eum convenienter submoneri, nisi ipse legitimam excusationem habuerit: & pour lui rendre ce service plus honorable & plus facile, il s'obligea de lui envoyer escorte & sauf-conduit à Chaumont ou à Pontoise.*



## CHAPITRE SIXIEME.

*Les Pairs de France, premières Personnes de l'Etat, sans aucune distinction.*

**A**près ce que j'ai dit de l'antiquité des Pairs, & après avoir fait voir que l'établissement de la Pairie réelle commença en France par le partage de l'Etat entre les Maisons les plus puissantes, c'est assez qu'elles aient fondé toute leur grandeur sur la Dignité de Pair, pour conclure qu'elle ne le cède qu'à la Roïauté, & qu'il n'y a rien de plus relevé dans notre Monarchie. C'est une vérité qui ne reçoit aucune contradiction, & qui se peut soutenir avec d'autant plus d'avantage pour la Pairie, qu'au lieu de la regarder comme une Grandeur suspecte, toutes les Histoires nous assurent que ce fut un lien heureux & glorieux tout ensemble, lequel unissant les Pairs avec le Roi, com-  
me

me leur Chef, & le Roi avec les Pairs comme les principaux Membres de son État, maintint la force & la splendeur de la Couronne, & conserva le nom de France à ce qui avoit été ainsi divisé. Si nos Rois perdirent de grands Biens, ils recouvrèrent de fideles Sujets, lesquels sous cette qualité de Pairs, qui fut un nom de bon augure pour la Nation, ont depuis, tant par leurs jugemens, que par les armes, dont ils les ont apparés, réuni à l'Etat toutes ces Provinces distribuées en Pairies; ainsi la Pairie, qui étoit personnelle de tout temps, étant devenue réelle, cette réalité fut moins un desordre, qu'un remède pour le maintien de la Monarchie: il n'y a point de témoignage plus illustre de la bonne destinée de cette institution, que le soin que nos Rois ont pris d'en perpétuer le caractère.

C'est d'eux-mêmes que nous apprenons dans toutes les érections de Pairies, que l'autorité qu'elles donnent, leur étoit avantageuse; & cela montre clairement, que non-seulement la Pairie étoit innocente de la rébellion que les Pairs pouvoient commettre, mais qu'elle étoit un frein pour leur ambition & le remède vangeur de leur felonnie, s'ils entreprenoient contre leur devoir. Ce fut encore pour cette raison, que nos Souverains poussés d'une juste affection pour leurs enfans & pour leurs proches, ne les pouvant faire tous Rois, n'eurent point de plus grande passion que de les faire Pairs de France,

France, pour leur conférer ce qu'il y avoit de plus grand après la Dignité Royale; mais cela ne se put établir que peu à peu, de crainte de toucher aux fondemens de la Monarchie. Il falut premièrement qu'il vacquât des Pairies pour les en revêir, & il falloit encore qu'ils déferassent à l'ordre gardé entr'elles pour le rang qui leur étoit affecté.

J'entreprends cette preuve d'autant plus volontiers, qu'elle ne peut plus faire de tort à nos Princes du Sang; car si les Pairies anciennes ont autrefois en quelque façon, intéressé la grandeur de leur naissance, les Pairs modernes, croissans en respect & en affection pour le sang Royal, ont subis avec joie l'ordonnance faite en faveur des Princes du Sang par le Roi Henri-trois. Ce Prince les a établis dans la place qu'ils méritoient, en leur donnant en naissant l'honneur de la Pairie, après quoi ils sont pour jamais, selon l'ordre de primogéniture, les principaux Pairs de France, & capables par cette Dignité, de précéder tout ce qui peut naître ou paroître de nouvelles Grandeurs dans l'Etat: c'est ce qui les intéresse au maintien de la Pairie de France, de même que les Pairs sont intéressés par la même réflexion à maintenir le sang & l'honneur des aux Princes du Sang comme Chefs de leur Compagnie.

Nous avons vu, au jugement rapporté au Chapitre second, les Comtes de Dreux & de Bretagne, Cousins du Roi Philippe-Auguste,  
dans

dans le second Ordre des Barons de France, c'est-à-dire après les Pairs, au Parlement tenu pour le Comté de Champagne; & l'Histoire de Charles-six nous fait voir pareillement le Duc de Bourbon, comme Duc & Pair de France, précéder les autres Princes plus proches que lui de la succession à la Couronne. Le Comte d'Alençon en étoit un, lequel quoique Pair, mais n'étant que Comte, & par conséquent dans un ordre inférieur de Pairie, demanda & obtint d'être Duc & Pair. A son exemple, pour s'aider de la même qualité, & pour prévenir les inconvéniens de l'avenir, la même Histoire nous apprend que le Duc de Bourgogne, comme Doien des Pairs, se mit en possession de la première place au festin du Sacre du Roi, au préjudice de Louis Duc d'Anjou son Frere, quoique Regent du Roïaume; mais c'est une affaire du Sacre, dont je ferai un Chapitre particulier parce qu'il y a encore en cette occasion des Privilèges affectés à la Pairie, privativement aux Princes du Sang, en ce que les Pairs seuls y mangent à la table du Roi en qualité de Pairs.

Je finis cette comparaison des Pairs avec les Princes du Sang, parceque ces Princes étant à présent Pairs, cette différence ne subsiste plus qu'à l'avantage de la Maison Roïale; & je n'en ai pu moins dire, parce qu'il étoit de l'honneur de mon sujet, de faire voir que cette différence dérive de la prérogative de la Pairie, qui est le terme de toutes les Grandeurs de l'Etat, & le plus grand



grand titre avec lequel puissent naître les enfans de nos Rois. D'ailleurs, comme il n'y a rien de plus auguste dans un Royaume, que d'être fondé en droit d'y succéder par celui de sa naissance, aussi n'y a-t-il rien de plus grand après la Souveraineté, que d'être l'auteur, le gardien, & le juge d'un si beau droit; c'est participer à la même splendeur, que d'avoir été en la personne de ses prédécesseurs dans la même Dignité que Hugues Capet avoit honorée avant son Election, & de faire encore partie d'un Corps, qui a fait la principale gloire de reconnaître pour Chef l'aîné des descendans d'un si grand Prince.

Enfin, c'est une marque de respect, glorieuse & honorable aux Pairs, d'avoir consenti en faveur des Princes du Sang, de faire cesser une interposition qui causoit une éclipse dans la Maison Royale; & après avoir plusieurs fois jugé & maintenu par les Armes que la Couronne étoit succéssible aux seuls Mâles du Sang de nos Rois, ils n'ont pu rien faire davantage pour ces Princes, que de les recevoir à la tête de leur Compagnie: car c'est par cette Loi, qu'ils ont toujours été comme Fondamentale de l'Etat, & par conséquent c'est par la Pairie, que la qualité des Princes du Sang s'est établie; puisque la faculté de pouvoir être Rois les met au-dessus de tous les enfans nés des autres Rois, qui ne naissent qu'avec un droit incertain & douteux à une Succession également Féminine & Masculine.

Après un si beau témoignage de la gran-

deur & de l'autorité des Pairs, il seroit inutile de poursuivre la même comparaison avec les autres Princes, je veux dire avec ceux qui sont issus de Maisons Souveraines : on les traite de Princes par rapport à leurs aînés, & je leur contesterai d'autant moins cette qualité, qu'elle est indifférente au sujet dont il s'agit; puisque le mot de Prince dans sa propre & plus ancienne signification, ne veut dire autre chose qu'une personne du premier Ordre d'un Etat. Nos premiers Rois donnoient ce titre aux Pairs, qu'ils traitoient de *Principes & Primates Regni*, comme il se prouve par diverses chartres.

Eudes Comte de Chartres, se plaignant au Roi Robert de Richard, Duc de Normandie, se sert du mot de Pair & de Prince en un même sens. L'un & l'autre s'entendoit encore par le nom de Baron, qui désignoit si bien la première Puissance du Roïaume, que nous voions plusieurs hommages rendus aux anciens Ducs de Bourgogne Princes du Sang de France, & aux Comtes de Champagne lors Rois de Navarre, où par honneur ils sont dits Nobles Barons par leurs propres sujets; eux-mêmes se disoient tels en beaucoup d'Actes, & ce fut en cette qualité que, Hugues Duc de Bourgogne & Pierre Comte de Bretagne Princes du Sang, Hugues Comte de la Marche, Amauri Comte de Montfort Connétable de France, le Comte de Vendôme, Simon Comte de Ponthieu, Jean Comte de Chartres, Jean Comte de Sanserre, le Comte de Joigni, Hugues Com-

Comte de St. Paul, le Comte de Rouci, Baudouin Comte de Guynes, Jean Comte de Maçon, Robert de Courtenay Prince du Sang & grand Bouteiller de France, Gautier d'Avennes, Jean de Neelles, & Estienne de Santerre, écrivirent au Pape Gregoire neuvième, l'an douze cent trente-cinq contre les entreprises des Ecclesiastiques. Ces Barons sont aujourd'hui représentés par les Pairs, dont la qualité est réelle & personnelle tout ensemble, par la relation qu'elle a à l'Usage de l'un & de l'autre tems de la Monarchie, comme je l'ai assez clairement démontré dans tous les Chapitres précédens. Pour preuve de cela, les Pairs de France faisoient autre-fois deux hommages séparés à nos Rois, l'un de Fief, auquel étoit attaché la Pairie à cause du Roiaume, & l'autre de la Pairie, qui avoit rapport à la Roiauté; parce que le Roi est le Chef des Pairs: cela se voit dans les registres de la Chambre des Comptes; mais aujourd'hui le Fief & la Pairie sont unis ensemble, & compris sous un même hommage.

Ainsi par rapport à tous les tems, la qualité de Pair est la premiere du Roiaume, soit à cause d'elle-même, soit à cause de son union avec un Duché ou Comté, qui étoient anciennement les titres des grands Fiefs, qui donnoient les Rangs, & pour raison desquels leurs Seigneurs étoient appelés *Principes & Magnates Regni, Primores & Primates Palatii*. Tout cela, comme je viens de dire, se comprenoit sous le titre de Baron, in-

différent aux Ducs, Comtes & autres Grands, pour désigner un haut Rang, & une illustre Noblesse; mais il signifioit particulièrement, ces grands Vassaux, qu'on appelloit anciennement *Vassi Dominici*, c'est-à-dire les Vassaux directs du Roi, par différence d'avec les autres Vassaux des Seigneurs particuliers. C'est de que je dirai au Chapitre des Fiefs qui suit, lequel j'ai estimé nécessaire pour première preuve de la grandeur & de l'éminence de la Pairie sur tous les Ordres de l'Estat.



## CHAPITRE SEPTIEME.

*Des Fiefs, & du Rang qu'ils donnoient selon leur Dignité, à ceux qui les ont possédés dans les premiers tems de la Monarchie, & comme par la qualité de Fief les Pairs sont les premiers en Dignité dans le Royaume.*

**I**L y a trois Prérogatives particulières en un Pair de France, qui sont également considérables, & qui constituent la première Dignité du Royaume; I. la qualité du Fief, qui en est le fondement; II. celle de Juge, dont j'ai déjà dit quelque chose; & III. la Fonction qu'il fait au Sacre du Roi, qui est la confirmation de l'Etre le plus excellent qu'on puisse s'imaginer dans l'Estat après la Majesté du Roi.

Roiſale. C'eſt la matière des trois Chapitres les plus importants de tout ce Livre.

Pour faire la différence d'un Pair d'avec toutes les autres Puiffances du Roiaume, celui-ci qui regarde les Fiefs, pourroit faire un volume, ſi je voulois examiner tout ce qu'on en a écrit; mais je me contenterai de traiter ce ſujet poſitivement & ſelon notre Uſage, ſans entrer dans un démêlé déſagréable avec tous les Auteurs qui en ont parlé, les uns par méthode, ſelon la pratique de leur País, & les autres par raifonnement ſur ce qu'ils avoient de connoiſſance de l'antiquité. Feu Monſieur le Fevre Chantereau eſt de ceux-ci; mais je dirai avec reſpect pour la mémoire d'un homme de grand mérite & de beaucoup d'érudition, que le livre qu'il nous a donné n'eſt qu'une première ébauche d'un Auteur qui avoit de grandes vûes au dehors du Roiaume; il ne commençoit que depuis peu de tems à ſe jeter dans une étude qui demande qu'on ſ'inſtruiſe peu à peu, & qui défend de raifonner autrement que ſur une expérience de pluſieurs années d'application aux Archives publiques de l'Etat, & aux Chartres des Abbaies les plus anciennes, qui ſont plus ſûres pour les Uſages des premiers tems, que ce qu'on veut induire des Hiſtoires.

Il ne faut pas toujours faire quadrer les choſes au nom général dont elles ſont dérivées; car on abuſe quelques-fois des noms & des choſes mêmes, & cela eſt encore plus permis aux Conquerans, tels qu'ont été nos



premiers Francs, qui ont usé comme il leur a plu en l'une & l'autre manière, de ce que les Romains avoient établi dans les Gaules, soit pour l'administration publique du País, soit pour l'œconomie particulière. Si l'on a pris quelque chose de leur Gouvernement, & si l'on s'est servi de quelques-uns de leurs mots, comme de celui de Comte & de Duc, on en a accommodé la Fonction à l'Usage de la Nation Conquerante, & l'on a gardé d'autres mots pour signifier en langue du País la qualité en général de ces Ducs & Comtes, tous compris sous le nom François & Theutonique de *Leudes*, ou sous le nom de Gaulois, de *Druds* & de *Druds*, & ensuite sous celui de Baron; c'est-à-dire que les *Leudes* étoient de grands *Terriens*, tels que ceux que les Goths ont fait appeler en Navarre *Riccos Hombres*, qui sont les principaux Seigneurs; & c'est si bien à dire Baron, que Charles le Bel confondit l'un & l'autre l'an treize cent vingt-cinq quand il créa Alphonse d'Espagne son Cousin, Baron & Riche-homme de Navarre, où il lui donna soixante Chevaleries, pour maintenir cet Etat de Riche-homme & de Baron.

En effet, le mot de *Leudes* signifie possession; & par celui de *Drud*, qui signifie sage & prudent, l'on entend les Grands du Conseil de la Nation; parce que les plus puissans d'un Etat sont ordinairement appelés au Gouvernement, comme ceux qui ont plus d'intérêt à sa conservation. C'est de-là sans doute que vient le mot de *Druides* si cé-  
lé-

lèbre dans l'ancienne Gaule, dont la langue avoit beaucoup de convenance avec celle des Allemands, chez qui le mot de *Drudt*, signifie Foi, & celui de *Druds* signifie les Fidels, depuis appelés Feaux, c'est-à-dire les Grands de la Cour; témoin l'Auteur de la Vie de St. Udalric, qui dit de lui, qu'il faisoit de grands présens à l'Empereur Othon & à ses *Druds*, pour acquérir leur bienveillance. Ce même mot de *Druds* se voit encore employé en France dès l'an huit cent cinquante-huit au Capitulaire que les Evêques des Provinces de Rheims & de Rouen envoient à Louis Roi de Germanie en son Palais d'Attigny, pour signifier les Grands du Roïaume: & Gregorie de Tours, se servant comme tous les autres plus anciens Historiens de celui de *Leudes*, qu'ils expliquent tous par le mot de *Fideles Regni*, comme font nos Rois de la première & seconde Race en leurs Chartres, qu'ils adressent *omnibus Regni Fidelibus*, on voit clairement que c'étoit une même chose, que *Leudes*, *Druds*, & *Fideles*, en langage Franc, Gaulois, Theutonique, & Latin, pour désigner les Grands de l'Etat; or ce mot de *Fideles*, dont est dérivé celui de Feaux, emporte avec soi nécessairement un sujet auquel il soit appliqué. On doit inférer de là qu'il falloit qu'un certain bienfait du Prince obligéât plus particulièrement un homme à lui être plus fidèle, ou plus attaché à son service qu'un autre, d'autant plus que le mot de *Leudes* qui lui est synonyme, a donné origine à celui

de Leud; ou d'Allen, qui denote une certaine Possession; & je justifierai ces sortes de Possessions, départies, aux anciens Francs dans le Traité de la Loi salique; d'ailleurs, pour être de ces Leudes & Fidèles, qui au témoignage de Gregoire de Tours, de Fredegair, & de tous nos plus anciens Historiens, ont si fidèlement travaillés à l'Etablissement de nos premiers Rois, & à soutenir leur Couronne, il falloit être puissant; cela ne se pouvoit sans de grandes Terres, & il falloit encore que ces Terres fussent propres & héréditaires dans les Familles de ces Leudes, pour maintenir leur état; puisque le mot propre de Leudes ou Possession, dit en Latin *Lodium* & *Allodium*, emporte avec soi celui de propriété. En effet c'est de là que nous vient le mot de Lods & Rentes dues au Seigneur, comme ancien propriétaire d'un lieu nouvellement vendu, que ses prédécesseurs avoient autrefois aliéné à cens.

Je pourrois faire un gros Livre des Chartres anciennes & même des autorités de nos plus vieux Historiens, qui prouvent cette vérité; mais la raison seule le confirme. Sur ce fondement, & sur ce que le mot de Fief & d'Allen emporte avec soi la nécessité d'être fidèle, par celui qui le tient, au Seigneur dont il est tenu, je conclus qu'il y avoit une sorte de Fief héréditaire, possédé par ces anciens Leudes & Fidels de nos premiers Rois, & je le ferai voir clairement dans la Loi salique.

Ces Leudes par conséquent étoient les  
pre-

premières personnes de l'Etat, lesquelles ayant besoin de Vassaux pour les suivre dans les expéditions Militaires, & pour y paroître selon leurs richesses ou selon leur ambition, afin de se signaler, & d'accroître leur réputation & leur fortune, firent part de leurs Biens à ceux qui se devoient à eux par une espèce de Clientelle, qui étoit en Usage dans les Gaules dès le tems de Cesar : il parle avec honneur dans ses Commentaires de cette sorte de Cliens, comme des personnes capables d'affronter toutes sortes de perils pour conserver la vie, ou pour vanger la mort de leurs Seigneurs.

De là sont venus les arrières-Fiefs, & de là est venu encore cette obligation si étroite aux arrières-Vassaux, de servir leurs Seigneurs contre les Souverains ou Suzerains, desquels ces Seigneurs dépendoient; & tout ce que put faire St. Louis pour rompre ce lien, trop fort pour l'intérêt des Souverains, ce fut d'obliger l'Arrière-Vassal, de venir proposer au Roi ou Souverain de faire droit à son Seigneur, afin qu'il ne fût obligé de l'accompagner contre lui qu'en cas de déni de Justice. Nous voyons même qu'un Vassal qui dépendoit de deux Seigneurs qui se faisoient la guerre, les devoit servir tous deux, à proportion de ce qu'il tenoit d'eux, soit par la délivrance de ses Places ou Châteaux, soit à grandes & petites forces, ou personnellement, à condition de fournir à celui contre lequel il servoit en personne le nombre d'hommes que son Fief lui devoit

en ses guerres, à peine de forfaire & de perdre son Fief.

Comme ces Fiefs ou arrières-Fiefs, se donnoient avec obligation de service Militaire, c'est ce qui a donné lieu au nom ancien de *Miles*, dont on s'est depuis servi pour signifier un Chevalier, & qui originaiement désignoit un de ces anciens Vassaux comme je ferai voir au Chapitre de l'origine des Nobles. Je ne le vois guères en Usage avant la fin de la seconde Race, lorsque les Fiefs furent encore mieux établis, & dont la multiplication fit depuis venir les Ecuiers, premièrement appellés *Armigeri*, & depuis *Scutiferi*, que les bons Auteurs ont quelques-fois désignés par *Tirones*, comme pour dire apprentifs d'Armes, & qui se sont eux-mêmes Appellés Varlets ou Valets, en Anjou & en Poitou, comme l'on voit par diverses Chartres.

C'étoient originaiement des personnes attachées au service du Chevalier pour quelque portion de Fief qui les engageoit dans la profession des Armes; & comme ce fut cette profession seule qui fit les premiers Nobles, plusieurs d'entr'eux y commencerent leur Noblesse; & dans la suite des tems, leurs descendans purent avec quelque accroissement de réputation & de fortune, parvenir à l'Ordre de Chevalerie. Les jeunes Seigneurs, qui n'étoient point encore en âge de jouir de leurs Terres ou de commander leurs Vassaux, qui étoient Chevaliers, & qui n'avoient point encore porté les Armes, prenoient



noient la même qualité d'Ecuiers, par respect à la Chevalerie, dont on établit une manière d'Ordre avec beaucoup de cérémonies, pour empêcher que tous les petits Vassaux ne l'usurpassent au préjudice des grands. Mais pour faire distinction avec les simples Ecuiers, ils inventèrent en leur faveur celui de Damoiseaux, *Domicelli* en Latin, comme qui diroit de Race de Seigneurs *quasi de Genere Dominorum*, petits Seigneurs, & par conséquent Chevaliers désignés, le seul âge où le manque d'occasion faisant obstacle au Rang qu'ils devoient tenir.

Ce fut pour la même raison, que les Chevaliers de l'ancien Ordre, c'est-à-dire les grands Vassaux, qui tous originairement portoient Bannieres, se distinguèrent par le nom de Bannerets, qui étoit plus relevé que celui de Bachelier donné aux autres; parce qu'ils étoient parvenus à l'Ordre de Chevalerie. Ces Chevaliers, tant Bannerets, que Bacheliers, étoient qualifiés Monseigneur ou Messire en tous les Actes, même par leurs supérieurs & par les Rois; les Ecuiers au contraire ne s'appelloient que Noble, par leur nom propre & par leur surnom: mais pour continuer à faire différence entre les simples Ecuiers de naissance, & les Princes & plus grands Seigneurs, d'entre ces Damoiseaux, qui n'avoient que le même habit, & qui ne portoient point d'or ni de Manteaux jusqu'à ce qu'ils fussent Chevaliers, on s'avisait par respect à leur qualité, de les qualifier, Monsieur, après leur nom de baptême;  
nous

nous en avons pour exemple, sous Charles-  
fix, Jean & Antoine Messieurs de Bour-  
gogne; depuis Ducs de Bourgogne & de  
Brabant, Charles Monsieur de Bourbon de-  
puis Duc, Charles Monsieur d'Albret &c.

On connoitra plus clairement par cette  
succinte déduction des premiers Usages du  
Roiaume, que la Noblesse vient des Fiefs. On  
verra que les Leudes en constituoient le  
genre le plus éminent; parce qu'ils étoient  
les Grands, les Fidels du Roi ou du Sou-  
verain, autrement appelés depuis, les Feaux  
ou Loiaux-hommes, & anciennement désignés  
par le nom de *Vassi Domini*; parce  
qu'ils mouvoient directement du Roi com-  
me créatures, à cause de la Roiauté, de  
laquelle ils tenoient leur fortune; qu'après  
eux suivoit une autre Classe de Seigneurs,  
sous le nom de *Miles* ou Chevaliers; &  
que le troisieme Ordre de l'Etat étoit des  
*Armigeri* & *Schutiferi*, qui sont les Ecuiers:  
& cela dure encore. Les Chevaliers, com-  
me je viens de dire, étoient appelés *Domini*,  
& ce nom avoit un tel rapport à la pos-  
session d'une Terre, que nous voyons mé-  
me qu'immédiatement après l'établissement  
du nom de Chevaliers & de Seigneurs, ils  
prirent le nom de leurs Terres principales:  
si bien, qu'à proprement parler, ces deux  
noms de *Miles*, & de *Domini*, signifient  
un Vassal, & si ce Vassal n'eut été Vassal  
de quelqu'un de ces Leudes ou Grands de  
l'Etat, il eut été lui-même Leude, &  
en cette qualité il n'eut point pris le titre  
de

de *Miles* que ne prenoient point ces Leudes, c'est-à-dire les *Vassi Domini*, ces Vassaux directs des Rois, depuis Pairs de France, qui ne s'appelloient point Chevaliers, mais qui étoient les Seigneurs des Chevaliers.

Or que les Leudes du tems passé aient été depuis les Pairs de France qui durent encore, je l'ai fait voir au Chapitre troisième, en parlant du partage du Royaume, fait sous le déclin de la seconde Race en sept ou huit Familles principales, & confirmé par l'Élection de Hugues Capet, qui étoit l'un de ces Leudes, en qualité de Duc de France avant qu'il fût Roi. Ce partage établit une seconde sorte de Fiefs, dont il reste présentement à parler, ensuite de ces Domaines conférés par nos premiers Rois dès l'établissement de la Monarchie à leurs Leudes ou Fidéles, qui nous ont laissé le nom d'Alfeu, pour signifier un Bien propre & héréditaire venu de la libéralité des Rois. Il n'en fut pas de même des Duchés, des Comtés & Vicomtés, ou Vicairies depuis appelées Vigueries; comme c'étoient des noms de Charges instituées dans la Gaule par les Romains, les Francs qui les en chasserent, les conserverent avec partie de leur emploi, & nos Rois y commirent de leurs Leudes, c'est-à-dire de leurs Grands; si bien que pour être Ducs, Comtes & Vicomtes, ils n'étoient pas moins Leudes, comme un Grand d'Angleterre, quoique Duc, Marquis ou Comte, n'en estime pas moins la qualité de Lord, ou de Milord,

lord, qui en est le fondement, & qui est un attribut inséparable de sa personne. Il en étoit de même des anciens Pairs de France, qui tenoient à honneur d'être appelés Barons comme nous avons vû ci-devant, & comme nous verrons encore autre part.

Tant que ces Duchés & Comtés furent des Dignités personnelles, il n'y avoit point d'autres Fiefs que ce que les Leudes possédoient en propriété sous le nom d'Alleuds & d'*Allodia*, puis de *Beneficia*, ou bien-faits des Princes, par rélation à leur source, qui n'étoit autre que la libéralité du Monarque; mais quand ces Dignités, qui n'étoient que de simples Gouvernemens, passerent en propriété, & même en héritages, à ceux qui les exerçoient, cela fit une grande révolution dans l'Etat, comme j'ai déjà dit; & je ne le saurois trop dire, puisque c'est le fondement du sujet que je traite; car de tant de Leudes qui étoient sujets des Rois à cause de ce qu'ils tenoient d'eux, il n'en parut plus que six ou sept parmi les Seigneurs Laïcs, qui fussent Pairs entr'eux, c'est-à-dire égaux en dignité & en autorité, ou Compagnons; & ce nom de Compagnon est employé dans le Roman d'Avignon, qui le donne aux douze Pairs de France, prétendus tués à la bataille de Roncevaux sous Charlemagne: ainsi tous les autres moindres Leudes étans devenus leurs Vassaux, à cause que ce qu'ils tenoient auparavant du Roi étoit compris dans les Provinces qui avoient été abandonnés à ces Pairs, la qualité

lité de Leude cessa, laquelle signifioit originaiement une personne Noble possédant plusieurs Bions dans le Roïaume à titre de propriété, qui l'obligeoit au service du Roi & à la défense de l'Etat, & devint une propriété de fond, sans autre Seigneurie que sur les serfs & gens de main morte. Les Leudes ou Grands nouvellement revêtus de Duchés & de Comtés, joignirent à cette nouvelle Seigneurie tous les droits affectés à la Fonction de Duc ou de Comte: ils constituerent par ce moïen une sorte de Fief beaucoup plus illustre. Or aiant besoin du secours & de l'affection des Comtes & Vicomtes enfermés dans leur district, & même de leurs Chevaliers & grands Vassaux, pour se maintenir en possession de cette sorte d'inféodation, ils leur firent bonne part de leurs droits de Seigneurie; ils convinrent avec eux de les traiter comme ils se faisoient eux-mêmes traiter par le Roi, & ils les maintinrent particulièrement dans ce droit fondamental de Pairie, c'est-à-dire, d'être jugés par leurs Pairs, qui est un ancien droit appartenant de tout tems aux Nobles de France, & dont ils étoient extrêmement jaloux; c'étoit le seul remède contre la nécessité de déchoir de la qualité de Leudes de France à celle de Pair particulier dans une simple Pairie, & de ces Pairs subalternes relevant des premières Pairies. Nous en avons entr'autres exemples, ceux de Champagne, mentionnés dans un Arrêt rendu au Parlement de Paris l'an treize cent quatre-vingt-



vingt-huit, entre la Reine Blanche & le Comte de Joigni, qui dit que le Comté de Champagne étoit décoré de sept Comtes, Pairs & principaux Membres de Champagne, assis en son Palais avec le Comte pour le conseiller, qui étoient les Comtes de Joigni, de Rhetel, de Brienne, de Portien, de Grand-pré, de Rouet, & de Braine.

Il résulte clairement de tout ce discours, que, pour être de quelque chose à l'Etat, il y falloit posséder des Biens nobles, selon lesquels on étoit plus ou moins capable de le bien servir dans les guerres, & que la Dignité des Fiefs donnoit le Rang aux personnes, indépendamment de leur Naissance, qui ne faisoit point de différence entre le Pair & le Pair. Nous voyons même par induction infallible, que ce sont les Fiefs, qui après les Leudes ont fait les Pairs, les Barons, les Chevaliers, & les Ecuyers; & la Pairie étant le plus Noble Fief de la Couronne, il s'ensuit par nécessité, que les Fiefs ayant donné les Rangs, les Pairs de France sont en possession légitime de précéder, & de présider à tous les autres Ordres de l'Etat.



## CHAPITRE HUITIEME.

*De la Prérogative des Pairs de France  
en qualité de Juges, qui les rend Ar-  
bitres entre le Roi & ses Sujets, &  
Conseillers-nés de la Monarchie.*

SI les Rois n'ont rien de plus auguste que la qualité de Juges de leurs sujets, & si c'est le trône, qui est le siège de leur justice, qui les relève au-dessus des autres hommes, & qui rend leur Majesté adorable aux peuples, les Pairs de France, qui sont nés les Assesseurs du Monarque pour l'affister dans cette Fonction sacrée de son ministère, n'en doivent pas tirer moins d'avantage que d'être les premières personnes de l'Etat. C'est ce qu'ont reconnu nos Rois mêmes, & c'est ce qu'ils ont ordonné à toute la France de reconnoître; puisqu'il n'y en a eu aucun qui n'ait traité cette Dignité avec quelque nouvelle marque d'honneur : ils les ont quelques-fois qualifiés *Latera Regis*, ce qui veut dire proprement Assesseurs du Roi; d'autres-fois ils les ont appelés pierres précieuses de la Couronne, les plus brillans rayons de la Roïauté, & les marques expressees du Sang Roïal; & c'est sans doute parce que cette Dignité constitue une alliance d'adoption de la part du Roi, avec ceux qui ont l'hon-

E

neur

neur d'être si près de sa personne dans l'action la plus éclatante de la Roïauté; c'est pourquoi les Rois les traitent de Cousins, & c'est beaucoup. Depuis que cet honneur est acquis à la Pairie de France, ils l'ont accordé aux autres Officiers de la Couronne, & même aux Cardinaux & à quelques Princes étrangers.

Que s'ils sont les pierres précieuses de la Couronne, & les plus brillans rayons de la Roïauté, c'est particulièrement quand ils ont l'honneur d'assister le Roi dans les Jugemens, & d'environner sa personne sacrée comme les plus illustres ornemens de son trône & de son lit de justice. Nous lisons des trônes des Rois, & même de ceux des Tirans de l'antiquité, qu'ils étoient d'or, enrichis de pierreries, & qu'ils étoient environnés d'autant de terreur que d'éclat & de respect, par un grand nombre de gens en armes; mais nos Monarques, plus humains & plus justes, ont trouvé qu'il étoit plus glorieux d'emprunter pour principal ornement de leur Majesté, la présence des Pairs, lesquels comme les premières personnes de leur Etat, représentaient les Loix du Roïaume dont ils sont gardiens, sous le même dais où les Rois représenteroient la justice. On peut dire encore, que cela s'est fait afin que les accusés eussent des intercesseurs, qui pussent fléchir les Rois; & nous en avons un exemple très remarquable, de ce jour terrible pour les Parisiens, où le Roi Charles - six paroissant sur un lieu élevé au haut du grand escalier

escalier du Palais prêt à lancer son foudre sur tout un Peuple, se laissa doucement désarmer par les Ducs de Bourgogne, de Berri & de Bourbon, Pairs de France, qui le supplèrent à genoux de pardonner à la multitude, & de se contenter du châtiment des Chefs de la Sédition.

Comme ce Chapitre me donne lieu de parler de la Justice que nos Rois rendoient à leurs Sujets, il est à propos pour l'honneur des Pairs, de faire voir comme ils ont été appelés pour les assister dans leurs Jugemens, parce que cela sert encore à prouver l'antiquité de leur droit & de leur institution tout ensemble. Personne n'ignore, de tous ceux qui ont lu nos plus anciennes Histoires, que nos premiers Rois ne donnaissent tous les ans à leurs Sujets, au mois de Mars, & depuis au mois de Mai, un Parlement ou Assemblée générale, qu'on appelle le Champ de Mars & le Champ de Mai, parce qu'elle se tenoit en plein Champ, à cause du grand nombre de Prélats & de Nobles qui s'y rendoient, lesquels sous le nom de Leudes, c'est-à-dire des Grands du Roïaume, y avoient leurs suffrages & voix délibérative, & composoient le Parlement. On y traitoit principalement des affaires de l'Etat, & par occasion l'on y vuidoit encore les différends les plus importans; mais parce qu'il eût été impossible d'y vacquer à toutes les différentes sortes d'affaires, dont le Souverain est naturellement le Juge, & dont les Tribunaux particuliers ne connoissent encore que

par délégation, nos Rois s'avisèrent de deux autres manières de Justice, pour le bien de leurs Peuples; la première fut de convoquer d'autres Parlemens de tems en tems en diverses Provinces, où ils traitoient des affaires publiques & particulières avec leurs Leudes, & la seconde fut de choisir de ces mêmes Leudes, pour les députer dans les Provinces sous le nom de *Missi Dominici*, c'est-à-dire de Commissaires du Prince, pour y faire Fonction de Juges. On choisissoit ordinairement pour cette commission un Comte & un Prélat, afin qu'ils pussent juger des affaires mixtes de l'un & de l'autre Etat; & ceux-ci afflignoient des Audiences de Ville en Ville, qu'on appelloit *Malli publici*, où chacun aménoit ses témoins, parce que la Coûtume n'étoit pas encore qu'on procédât autrement que en entendant les parties & les témoins par leur bouche; ce qui rendoit les Causes plus sommaires, & de plus facile expédition. Ils pouvoient encore être appelés Réformateurs, comme on a fait depuis; parce qu'ils connoissoient des Jugemens des Comtes particuliers des Villes, & des autres Officiers qu'ils avoient droit de *Muliter*, & même ils logeoient chez eux à leurs Dépens, qui étoient taxés sur eux par manière d'amende, quand il se prouvoit qu'ils eussent négligé leur devoir, ou qu'ils eussent malversé dans leurs Charges.

Il est aisé de reconnoître, par ce discours de l'ordre ancien d'administrer la Justice dans ce Roïaume, que nos Rois en qualité de



de Rois étoient les Juges de leurs Sujets, & qu'ils appelloient à leurs Jugemens les Leudes ou Grands de l'Etat, comme les plus dignes après eux d'avoir part à cette première & plus éminente Fonction de la Roiauté, & que ce fut encore pour cette raison, afin de conserver aux Leudes le droit qui leur appartenoit de juger avec eux, qu'ils les envoioient pour les représenter dans les Provinces. Il est encore bon de remarquer à ce sujet, que chaque Leude en cette qualité de Juge prenoit la qualité de *Vir illuster*, que nos Rois de la première Race ne dédaignoient pas après celle de Roi; cela se justifie par les registres qui nous sont heureusement demeurés de ces *Malli publici*, dont j'ai parlé: ainsi c'étoit une Prérogative particulière aux Leudes, de juger avec le Roi, ou de le représenter dans les Provinces comme Juge; & comme j'ai fait voir que le nom de Leudes est péri en celui de Pair de France, en ce que les Pairs ont succédé aux Leudes, étans demeurés les seuls Leudes ou Grands de l'Etat, il ne reste qu'à prouver qu'ils leur ont succédé au même Privilège qu'ils eurent de condamner Rassillon & les autres Princes rebelles à nos Rois.

Les Pairs de France sont les seuls grands Officiers de la Couronne, qui soient demeurés en Fonction de leur ancienne Dignité, comme nécessaires au soutien de la Monarchie; car la plupart des autres n'ont que le nom de ce qu'ils étoient autrefois: le Connétable en qualité de Maître de l'Ecurie du

Roi, & par conséquent Officier Domestique, est devenu Généralissime des Armées; les Maréchaux, qui étoient les Ecuyers des Rois, sont Généraux sous celui qui les commandoit en leur première qualité, sous laquelle ils furent choisis pour recevoir la montre des troupes de Cavalerie, parce qu'il falloit apprécier les chevaux de chaque Cavalier pour le paier s'il le perdoit au service du Prince, ou pour le récompenser de ce qu'il auroit perdu de son prix; cela s'appelloit en Latin *restauratio equorum*, dont on a fait le mot François de restour & retour; le grand Bouteiller dégénéré en simple Echançon, étoit Surintendant des Finances à cause de la dépense du vin qui se consumoit en la Maison du Roi, & sous ce titre il fut Premier Président-né de la Chambre des Comptes quand elle fut établie, & c'est ce qui a fait dire mal à propos à quelques-uns en l'honneur de cette Charge de Président des Comptes, qu'elle avoit été occupée par des Princes & par les plus illustres Seigneurs du Roiaume; mais c'étoit comme grands Boutelliers de France. Il seroit inutile d'en donner plusieurs autres exemples, & c'est assez de dire, qu'il ne s'en trouve aucun contre la possession des Pairs, seuls Successeurs des Leudes, comme les plus Grands de l'Etat par leur droit de juger leurs Pairs & d'être jugés par leurs Pairs, d'accompagner le Roi comme ses Assesseurs nécessaires quand il tient son Lit de Justice, & de le représenter en son Parlement, lequel à cause

cause d'eux a été honoré de ce nom de Parlement & Cour des Pairs, quand ils s'y trouverent en son absence.

Je ferai un Traité particuller du Parlement, où je parlerai de leur séance en l'absence du Roi; & pour marque de leur droit de juger avec lui, & de n'être jugés que par leurs Pairs, je rapporterai le témoignage du Roi Philippe-Auguste, déjà cité au second Chapitre, en la lettre qu'il écrivit l'an douze cent seize au Pape Honorius au sujet de l'Evêque d'Orléans, par lui, & par les Pairs qu'il appelle indifféremment tantôt Pairs & tantôt Barons, condamné à l'amende pour avoir manqué de respect à l'Arrêt qu'ils avoient donné pour le Comté de Champagne, *contra judicium Baronum Francia, ad quos pertinet hujus modi judicia facere, locutus est*, dit ce Prince, qui ajoute encore, *super quâ temeritate in presentia nostrâ & Parium prædictorum publicè idipsum nobis & Paribus emendavit*. Voilà le Roi lui-même qui donne le nom de Jugement des Pairs, à un Arrêt donné en sa présence, dans l'énoncé duquel il est dit seulement qu'il y avoit été présent, & qu'il l'avoit autorisé en qualité de Chef de la Pairie, comme si cet Arrêt eût emprunté d'autant plus de force de la présence du caractère des Pairs, comme Juges nécessaires dans le fait de la Pairie dont il s'agissoit. Nous avons encore vû au Chapitre second, que ce Roi étant pressé par les Députés du Roi Jean d'Angleterre, de lui donner un saufconduit, pour comparoître en

la Cour des Pairs, & pour son retour après qu'il auroit comparu, il répondit en faveur des Droits de la Pairie, qu'il ne le refuseroit pas si l'Anglois le pouvoit obtenir de ses Pairs, c'est-à-dire des Pairs ou pareils dudit Roi d'Angleterre, *si judicium Parium suorum permittat*. Il fit une autre réplique aux mêmes Députés, sur ce qu'ils voulerent alleguer que l'Anglois étant Roi, il n'avoit plus de Pairs, laquelle mérite d'être ici relevée, pour faire voir qu'un Pair de France devenu Roi d'une Couronne étrangère, demeure Pair des autres Pairs, & que non-seulement les Pairs sont encore ses pareils, mais qu'ils sont ses Juges avec puissance de vie & de mort, *Licet aliàs esset Rex Unctus, tamen tanquam Comes & Dux erat de Jurisdictione Domini Regis francorum; sed si Comes & Dux in Regno francorum delinqueret, posset & deberet judicari ad mortem per Pares suos*.

On ne peut citer un témoignage plus illustre que celui de ce Monarque, dignement surnommé auguste pour ses victoires & pour les conquêtes par lesquelles il a agrandi cet Etat de plus de Terres qu'il n'en possédoit en propre. On ne peut pas dire de lui qu'il eût quelque chose à craindre de l'autorité des Pairs, puisqu'il étoit assez puissant pour entreprendre de l'abaisser; mais il la jugea si nécessaire au maintien de la Couronne, qu'il souffrit l'an douze cent vingt une condition, qui sembleroit une pure entreprise sous un regne moins triomphant &

& moins vigoureux, c'est, que le Comte de Champagne inféra dans son Acte d'hommage, qu'il lui seroit fidèle & obéissant tant qu'il lui conserveroit son Privilège de n'être jugé que par ceux qui le pouvoient & le devoient juger, *Et non deficiam de bono & fideli servitio, quandiu ipse mihi faciet rectum Curie sue per iudicium eorum qui me possunt & debent iudicare; & si forte, quod absit, de bono & fideli servitio deficerem Domino Regi, quandiu ipse mihi facere vellet & faceret rectum Curie sue; per iudicium eorum qui me possunt & debent iudicare, Dominus Rex me facere posset assignare ad quid quid teneo de eo, tandiu tenere in manu sua, donec id esset emendatum ad iudicium Curie sue, & eorum qui me possunt & debent iudicare, & omnes homines mei, quorum iuramenta receperit Dominus Rex de conventionibus istis observandis adhærebunt Domino Regi contra me & eum iuvabunt, donec id fuerit emendatum ad iudicium Curie sue, & eorum qui me possunt & debent iudicare.*

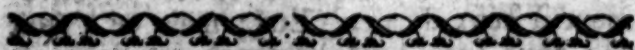
Cette même condition est pareillement de mot à mot dans les Actes de Caution & de Garantie, que les plus grands Seigneurs de Champagne lui donnerent de la fidélité de leur Comte. Comme c'étoit un Privilège dont la seule bonté de nos Rois avoit fait une des Coutumes du Roïaume & dont les Pairs ont toujours usé pour le bien de l'Etat, aussi n'a-t-on guères entrepris d'y donner atteinte, & nous apprenons de la Cronique d'Alberic, que Renaud de Dammartin Com-



te de Cologne s'étant retiré avec le Comte de Flandre, & s'étant ligué comme lui contre ce grand Roi Philippe son Prince naturel, avec l'Empereur Othon IV., & Jean Roi d'Angleterre, & ce rébelle l'ayant sommé de lui rendre ses Terres, il répondit, qu'il lui devoit justice, & qu'il étoit si bien disposé de la lui rendre, qu'il s'en rapporteroit au jugement des Barons & de la Cour de France; *Rex offerebat*, dit Alberic l'année douze cent douze, *tali Conditione, si vellet stare iudicio regalis Aulae & Baronum; sed ille iudicium repellebat*. Ce fut aussi dans ce même esprit que St. Louis son petit-fils, faisant son Ordonnance des Fiefs, voulut bien reconnoître (& en cela j'estime qu'il relâcha du Droit Roial déjà mieux établi) que le Vassal pouvoit servir son Seigneur en guerre contre son Souverain, au cas que ce Souverain refuse de lui faire justice; les Rois la rendoient encore en personne en ce tems-là, & nous en avons pour témoins le Sire de Joinville, contemporain de ce juste Monarque, qui dit, qu'il donnoit souvent des audiences au Bois de Vincennes prenant l'avis des Seigneurs de sa Cour, qu'il faisoit seoir près de lui au pied d'un chêne.

Si les Pairs y eussent été présens, ils auroient fait en cette occasion leurs Fonctions de Juges; & en leur absence, ils étoient représentés par ces Seigneurs, qui commençoient dès lors à former le Parlement moderne depuis rendu sédentaire à Paris, & qui jouissoient encore de l'ancien Privilège des

des Nobles, de juger avec le Roi privativement à ceux du tiers-Etat; mais ce n'étoit que pour suppléer à l'absence des Pairs, & s'il eût été question de quelque affaire de grande importance, comme du fait d'une Pairie ou d'une procédure criminelle contre un Pair, & non de quelque petite Cause, telle que le Sire de Joinville dit qu'étoient celles qu'il jugeoit aussi sommairement, il y auroit appelé les Pairs; il les auroit même fait citer avec la même formalité que le furent la Comtesse de Champagne & son Fils, sous Philippe-Auguste, qui donna la commission pour les assigner, au Duc de Bourgogne comme Pair, & aux Sires de Montmorency & des Barres comme Barons & Seigneurs du second Ordre. Je parlerai plus amplement de cette matière dans le Traité que je ferai du Parlement comme Cour des Pairs, où je traiterai du Jugement des affaires tant réelles que personnelles des Pairs, & de leur Fonction en cette Cour. Jusques-là, ce que j'ai dit suffira pour faire voir qu'en qualité de Juges & de Conseillers-nés de la Monarchie, ils sont les premières personnes de l'Etat après les Rois, lesquels ils accompagnent dans la principale action de la Royauté, qui est de rendre la Justice, comme l'ornement de leur trône, les pierres précieuses de leur Couronne, & les plus brillans rayons de leur Majesté.



## CHAPITRE NEUVIÈME.

*De la Prérogative des Pairs dans leurs Fonctions, au Sacre des Rois.*

**L**A Fonction des Pairs de France aux Sacres de nos Rois est si auguste, que si nos Princes du Sang n'étoient nés Pairs, & si toute la Noblesse n'étoit représentée par les Pairs Laïques, de même que les Pairs Ecclésiastiques représentent tout le Clergé du Roïaume, je pourrois craindre que ce que j'ai à traiter ici, ne soulevât contre une vérité si publique, tous ceux qui veulent ignorer la déférence qu'on a toujours renduë à cette première Dignité de la Couronne; mais je trahirois ce sujet que j'ai entrepris, si je ne le traitois dans toute son étendue, & je ferois tort à cette même Dignité que nos Rois ont instituée, & que l'Empire a reçu d'eux quand il recevoit leurs Loix & qu'il ne faisoit qu'une portion de leurs Etats & de leur Patrimoine. En effet, les Electeurs de l'Empire, tout puissans qu'ils sont aujourd'hui, ne sont qu'une copie de nos Pairs de France, comme l'Empire n'est qu'une figure de notre ancienne Roïauté en Allemagne: & je croi que la France doit être si jalouse de l'honneur qu'elle a d'avoir enfanté les principales Couronnes de la Chrétienté,

tiété, qu'elle me saura gré de faire voir qu'elle a chez elle le fondement de tout ce qui se pratique dans le Gouvernement des autres Etats, & que, si c'est une marque de son ancienne Domination dans l'Europe, c'est un préjugé très indubitable de sa prééminence sur toutes les autres Couronnes.

Je parlerai peut-être plus amplement ailleurs de la comparaison de nos Pairs de France avec les Electeurs de l'Empire; mais je dois dire ici, que ces Electeurs, jadis les Leudes ou Grands d'Allemagne, sont à proprement parler, les Pairs de Germanie. Ils s'y sont formés sur le modèle de nos Pairs, comme représentans les anciens Vassaux de France en Allemagne; mais ils ont abusé du Droit de l'Election, qu'ils s'arrogent injustement au préjudice de nos Rois, quand la Race de Charlemagne périt chez eux; ils s'y sont maintenus ensuite par les fréquentes occasions qui se sont présentées d'élire des Empereurs, & ils ont rendu l'Empire Electif de Héréditaire qu'il étoit de sa nature. Nos Pairs de France sont plus à louer de la manière dont ils ont usé de ce même Droit; car bien loin de consulter leur intérêt particulier dans une conjoncture si importante, ils l'ont si généreusement sacrifié à l'intérêt de l'Etat, que notre Nation est obligée au soin qu'ils ont eu de la rendre héréditaire, de l'avantage qu'elle a d'être demeurée la plus puissante, comme la première des Monarchies: c'est une vérité constante, & qui se prouve d'elle-même, par la comparaison  
de

de la puissance de notre Roi à celle de l'Empereur, qui n'oppose que de grands titres, à une autorité solide & qui emporte le poids dans cette Balance de Pierre de Medicis, si ingénieusement inventée par l'Auteur du petit livre de Pietra de Parangone.

De sorte qu'il ne se trouve point d'autre différence entre les Pairs de France, & les Electeurs de l'Empire, si non, qu'au lieu du phantôme d'un aigle qui n'a que des têtes & des plumes, nos Pairs apportent dans la balance opposée une Couronne solide, & des Lis toujours verts & toujours florissans. Les Electeurs, qui se sont faits de petits Rois aux dépens de l'Empire, font un personnage de Sujets au Couronnement des Empereurs; & les Pairs de France font une Fonction Roiale au Sacre de nos Rois, où ils représentent la Monarchie, & où ils paroissent avec l'habit Roial & la Couronne en tête, pour rentrer après cette action, dans le devoir de véritables Sujets. Ainsi cette Dignité ne peut être suspecte dans un Etat où elle s'est principalement signalée à donner de si grands exemples de sa soumission. C'est ce qui a rendu nos Rois soigneux de l'entretenir, & pour cette considération, ils n'ont point feint de témoigner dans toutes les lettres des Erections des Pairies, que c'étoit le dernier terme de leur production, & de ce que la puissance Roiale pouvoit enfanter de plus semblable à soi. Notre grand Roi Louis XIV. a suivi ses Prédécesseurs dans les mêmes sentimens pour la Pairie de France;

&



& ayant choisi cette Dignité pour reconnoître la valeur & la vertu des plus dignes Sujets de sa Cour, il a fait voir par le mérite de son choix, qu'il n'appartient qu'à lui de distribuer les Couronnes, qui sont la marque & le symbole de la Pairie de France. C'est ce que je ferai voir au Chapitre des Couronnes & des autres marques extérieures des Dignités de la Cour de France.

La Couronne étant le signe de la Roiauté, il est certain qu'elle n'appartient de Droit, qu'à des personnes Royales : cela mérite d'être examiné en celle des Pairs ; & pour en établir le Droit par raisonnement historique, & par usage, il faut retourner comme au principe de cet usage, à l'établissement primordial, ou à l'époque des Pairies réelles, quand l'autorité des Leudes & des grands Vassaux fut reduite à six ou sept Dinasties, qui partagèrent entr'elles tout ce grand Vasselage, & ce Baronage de France pour parler comme les anciens. Cela en effet constitua six ou sept Puissances dans le Roiaume, seules égales entr'elles, parce qu'il ne resta plus de Grands qui ne leur fussent soumis : si bien que ce fut à eux à soutenir la Monarchie sur la fin de la Race de Charlemagne, qui déclina si visiblement de puissance & de mérite, que non-seulement on perdit le respect qu'on avoit pour elle, mais qu'elle-même oublia sa propre grandeur. En effet, Charles second, Fils de Louis d'Outre-mer, s'abaisa jusqu'au point de se rendre

rendre Vassal de l'Empereur ou pour mieux dire du Roi d'Allemagne, qu'il devoit considérer comme l'Usurpateur du Roïaume qui faisoit partie de l'ancienne Monarchie Françoisse, & qui devoit être réuni, par l'extinction des Descendans du même Charlemagne, dans l'Empire. Il reprit de lui en Fief la Lorraine qui appartenoit à la France ; & ayant été si mal conseillé, que de vouloir soutenir avec des Armes étrangères & ennemies le tort qu'il faisoit à l'Etat par cette division, il se rendit ennemi de Lothaire son frere & son Seigneur ; & les François, qui le considererent lui-même comme étranger & comme ennemi, le jugerent indigne d'un trône qui eût été déshonoré après la mort de Louis cinq son reveu, par le sujet d'un Prince qu'on ne regardoit que comme un Usurpateur.

Il fallut donc par nécessité faire un Roi dès l'année même, ce qui fut fait l'an neuf cent quatre-vingt-sept. Ce fut à ces Grands de l'Etat, qui gouvernoient toutes choses par leur autorité, de le choisir entr'eux, comme leur Pair ; & comme la Roiauté ne pouvoit être légitime qu'elle ne fût censée & déclarée vacante par l'incapacité du seul Sujet qui restoit de la Race, il fallut de nécessité qu'elle fût devolue à ces six ou sept Pairs, lesquels s'étant assemblés pour élire l'un d'entr'eux, successeur à Louis cinq (soit qu'ils portassent des couronnes ou non dans cette assemblée) leur Roiauté expira par l'Election de Hugues

Hugues Capet premier Pair de France, comme la figure de la même Roïauté qu'ils représentent en cette cérémonie expire encore en la personne des Pairs de France immédiatement après le Sacre & le Couronnement de nos Rois, lequel Couronnement a retenu chez nos anciens Auteurs, & dans les prières & cérémonies du même Sacre, le même nom d'Élection. Or cette Élection suppose une Vacance réelle avant la consommation du Sacre, ou pour mieux dire, c'est une Vacance personnelle, car la Roïauté subsiste; & comme elle est censée subsister en la personne des Pairs, c'est encore une des raisons de ces habits Roïaux sous lesquels ils doivent paroître, pour avoir un caractère particulier qui les rend capables de conférer l'habit Roïal, de la même manière qu'il faut être Chevalier pour conférer l'Ordre de Chevalerie, & qu'il faut être Evêque & revêtu des habits Episcopaux pour conférer le caractère & la puissance Episcopale.

Cette particularité ne semblera pas nouvelle à ceux qui ont étudié notre Histoire: car il est certain que les Rois anciens n'usoient pas de l'autorité Roïale avant leur Sacre. Je me contenterai pour le prouver de l'exemple des anciennes Minorités, où le Regent faisoit toutes choses en son nom & sous son sceau; & c'est pour cette raison sans doute qu'on rompoit le sceau du Roi défunt, & qu'on le jettoit dans la sepulture. Lorsqu'on l'inhumoit ainsi, l'on supposoit par fiction une espèce d'interrégne entre la mort du Roi

& le Sacre de son Successeur ; & cette sorte d'interregne dura jusqu'en l'an treize cent quatre-vingt, que ces figures furent justement abolies du consentement des Pairs de France, à l'assemblée qui fut faite pour donner ordre au Gouvernement pendant la Minorité de Charles-six. L'Historien de son Règne témoigne positivement qu'il fut résolu pour le bien de l'Etat, qu'on n'attendroit pas même pour le Couronnement du jeune Roi, qu'il eût atteint l'âge de quatorze ans, auquel le sage Charles-cinq avoit limité la Majorité de nos Rois, mais que cependant toutes choses s'expédieroient sous le nom du Roi quoique mineur, & que le tems de son Sacre seroit pareillement anticipé. Il nous dit encore, que le même Charles-cinq avoit eü dessein de faire couronner le Prince son Fils de son vivant, & qu'il avoit fait faire les habits de cette cérémonie (que sa mort prévint), lesquels avoient été à ce dessein portés avec les autres habits du Sacre en l'Abbaye de St. Denis, dont cet Auteur contemporain étoit Religieux.

C'est de lui encore, comme de l'original où Jean Juvenel dit des Urins, & les autres Historiens, ont puisé ce qu'ils ont donné du Règne de Charles-six, que nous apprenons le détail du différend qui survint au Sacre de ce jeune Roi, entre le Duc d'Anjou Regent du Roïaume, & le Duc de Bourgogne son frere puîné, lequel en qualité de Doïen des Pairs se mit de fait & de force en possession de la première place, au-dessous

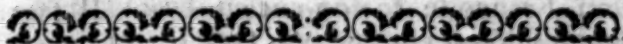
sous du Roi, au festin de son Sacre. Sa préférence ne devoit pas être fort injuste, puisque le Roi qui l'appuie de son autorité, ne put juger la question dans l'âge où il étoit, que par l'avis de tous les Grands du Roïaume qui se trouvèrent à cette cérémonie. Or comme il ne s'en fait point de plus auguste, il est certain que ceux qui y tiennent le premier rang, & qui y paroissent encore dans l'habit le plus pompeux, & avec des marques propres & particulières à leur caractère, doivent être les plus grands du Roïaume, & tous les jours du Regne derivant de celui du Couronnement, on doit inférer de-là, que les Pairs étoient dans une possession actuelle & immémoriale, non-seulement de précéder, mais de représenter toutes les autres Grandeurs.

Ce que j'ai dit de la Couronne, se doit entendre pareillement de cet habit Roïal que portent les Pairs en cette fonction; & ce qui leur est le plus glorieux, c'est qu'il leur appartient de droit. Qu'il soit aussi essentiel à leur caractère que l'action où ils paroissent, je l'attribue à la représentation de l'interregne d'entre Louis cinq & Hugues Capet, pendant lequel interregne ils regnoient, parce qu'il regnoit avec eux comme leur Pair jusqu'au jour de son Election, qui le rendit leur Roi. Cet habit, aussi bien que la Couronne, ne sont pas inutiles pour faire voir qu'ils étoient en possession de l'autorité qu'ils transféroient en la personne du Roi à sa postérité; c'est une marque du pouvoir qu'ils a-



voient de disposer de la Couronne au nom de toute la Monarchie qu'ils représentoient, laquelle il étoit avantageux de conserver. Aussi justifie-t-elle tout ce qui se fit pour appuyer une Révolution d'Etat si considérable, & qui auroit été sujette à beaucoup de contestations, si tout le Roïaume n'eut reconnu l'autorité des Pairs. C'est pour cette raison, qu'ils sont demeurés les seuls Ministres du Sacre à la vûe de tout ce qu'il y a de Grands & de tous les Ordres de l'Etat, qui y sont réputés présens en ce qu'ils les représentent de droit; ce sont eux qui nous montrent notre Roi après l'avoir de leurs propres mains revêtu des habits & des marques de la Roïauté, & après lui avoir mis la Couronne sur la tête; je dirai encore, après lui avoir fait jurer les conditions de la Roïauté, dont les Rois sont de tout tems convenus avec les Pairs. C'est en vertu de ce Serment du Roi, & de ces conditions qui sont les Loix de la Monarchie, que les Pairs ont un Rang si honorable en ses Lits de Justice, & qu'ils sont les Juges-nés de l'Etat avec lui, afin de juger ensemble conformément aux Loix du Roïaume & au Privilège de la Nation; enfin c'est ce qui les établit de droit & d'antiquité les premières personnes du Parlement, nommé à cause d'eux Cour de France & la Cour des Pairs; & cette qualité qui le relève au-dessus de tous les autres Tribunaux, en ce que les Pairs y sont réputés présens, donne au Parlement de Paris, comme le lieu le plus ordinaire

naire de leur séance, des Prerogatives particulières sur tous les autres Parlemens. C'est ce que je ferai voir au Chapitre suivant : & parce que j'ai beaucoup de vénération pour les Pairs, & de respect pour le Parlement, je m'en acquitterai avec toute la sincérité que je dois à un sujet qui s'est rendu assez difficile à manier, par le différend survenu entre eux, & qu'il a plu au Roi de terminer.



CHAPITRE DIXIEME.  
DE LA  
COUR DES PAIRS,  
*vulgairement appelée*

LE PARLEMENT DE PARIS.

LE nom de Parlement & de Cour de France qui est demeuré à cette illustre Compagnie, la place qui y est réservée pour le Roi qui en est le Chef, & celles qui y sont marquées pour les Princes du Sang comme Pairs, & pour les autres Pairs qui sont les premières Puissances de l'Etat, donne une idée si éclatante de sa Grandeur, que plus on l'envisage, plus on en est ébloui.

Tous les plus grands Etats ont eu de foibles commencemens ; & l'on peut dire de celui de l'ancienne Rome, qui s'est fait autant de Provinces de toutes les plus fameuses

Monarchies de l'antiquité & qui les a toutes possédées, que dans son origine il a été le plus petit de tous, & qu'il a eu besoin du secours de la Fable pour cacher la bassesse de son premier établissement; mais il ne faut rien craindre de pareil dans la recherche de l'antiquité de notre Nation, & du Tribunal qui la maintient dans ses Loix & dans ses Coutumes.

C'est le Parlement qui représente la Nation Française & son ancien Etat. Il faut le considérer comme un seul Corps, quoique la vaste étendue de notre Empire ait donné lieu à l'institution de divers Parlements; parce que ayant été institués sur le modèle de celui de Paris, pour avoir les mêmes connoissances & la même autorité, on ne les doit regarder que comme autant de Chambres tirées du même Parlement, qui ont porté son nom dans les Provinces où nos Rois les ont établies: toute la différence qui est entr'eux, c'est qu'ils sont émanés de l'ancien Parlement de France, qui fut établi à Paris, & que celui-ci qui est leur principe, est une pure production de nos Rois, qui n'ont pu rien enfanter de plus illustre ni de plus avantageux, pour le bien de leur Etat & pour le repos de leurs peuples. C'est un monument de leur justice, qu'on peut justement appeler la merveille du Roiaume; car plus il a de puissance, plus il doit être soumis: parce que le Roi en étant le Chef absolu, c'est à lui de l'appuyer selon sa fidélité; & s'il réforme de tems en tems quelques abus

abus qui se soient glissés dans l'exercice de la justice, cette réformation se faisant avec le Parlement même, parce que nos Rois n'ont point de siège plus auguste, on peut dire que cette réformation est plus glorieuse que reprochable à cette célèbre Compagnie.

Tout cet avantage lui vient du sujet de son premier établissement. Nos Monarques l'ont si bien accordé avec l'ancienne façon de regner de leurs Prédécesseurs, qu'on auroit raison de dire que le Parlement ne seroit postérieur que d'un instant à la Roïauté; puisqu'il en est le premier fruit, & que le premier attribut de nos Souverains a été d'être les Juges de leurs Sujets, non pas des Juges de rigueur, comme d'un peuple conquiis, mais comme des véritables Peres de leurs peuples, & des Juges affectionnés autant qu'ils le pouvoient être envers une Nation Militaire, qui leur avoit ouvert le passage de l'Allemagne dans les Gaules, qui l'avoit soumis à leur Empire, & qui s'étoit elle-même soumise à eux, & leur avoit demandé des Loix. Cela est si vrai, que les premières Loix ne furent que pour les Francs, c'est-à-dire pour ceux qui les accompagnèrent & qui les servirent dans leur conquête; car les peuples conquiis demeurèrent Serfs, & par conséquent personnes incapables du bénéfice des Loix. C'est ce qui a constitué la première Noblesse dans la France, dont la Fonction étoit de servir à la guerre, & laquelle n'avoit point de Privilège plus particulier, que celui de posséder fran-

chement un certain fonds de Terres, lequel fut assigné à chacun de ces Francs, qui le faisoient valoir par l'industrie de leurs Serfs, c'est-à-dire de ce qui restoit du même Peuple Gaulois dans le país conquis.

Ces Gaulois aiant perdu leurs Terres par la Loi de la guerre, se donnerent aux victorieux, & demeurèrent assujettis sous le nom de gens de Poüest, dit en Latin *gentes Parastatis*, comme étant sous l'entière dépendance de ceux auxquels ils s'étoient soumis. Leurs nouveaux Seigneurs les aiant établis dans leurs Terres sous certaines conditions de servitude, telles que de n'en pouvoir partir, ni prendre femmes hors de leurs Seigneuries, & de ne pouvoir avoir d'héritiers qu'en ligne directe, ils multiplièrent, & firent des Villages & de petites Villes, & insensiblement acquirent le Privilège de Franchise, les uns plutôt, les autres plus tard, selon l'humeur ou selon les besoins de leurs Seigneurs, comme je ferai voir plus particulièrement dans le Traité des trois Etats.

Ces Seigneurs s'appelloient Leudes, comme nous avons dit ci-devant, où nous avons fait voir que c'étoit un mot apporté d'Allemagne, qui distinguoit un Noble. Ce fut pour ce sujet, que ces fonds & ces Terres qu'ils obtinrent pour recompense de leurs services, s'appellerent *Alodia*, & c'est pourquoi nous qualifions encore du titre de Franc-Alen les Terres qui ne reconnoissent point de Seigneur; parce que ces anciens Nobles Francs ou Leudes, ne devoient aucunes re-

devan-



dévances pécuniaires de cette sorte de Biens : de là vient , que dans les plus anciennes Chartres, ils spécifient si précisément en parlant de leurs Terres, si c'étoit un Aleu ou un bénéfice ; car encore que l'Aleu fût originairement un bienfait du Prince, il étoit tout autrement propre, que ce qui fut depuis donné en bénéfice, c'est-à-dire en Fief, parce que cette seconde sorte de bienfait, quoi que si honorable par les droits de justice qui lui furent attribués, & qui le firent appeller indifféremment *honor & foedus*, étoit sujet à diverses charges, soit comme Fief dominant, comme *foedus Lorica* autrement dit Fief de Haubert, qui devoit un Homme armé en guerre ou plusieurs, ou comme Membre du Fief, qui ne se pouvoit abolir ou aliéner.

Ces Leudes ou Nobles Francs donnerent des Privilèges & des Coutumes à leurs Sujets qu'ils affranchirent ; & par conséquent il n'y avoit de Loi générale que pour eux dans l'Etat, & particulièrement avant qu'ils eussent reçu la Religion Chrétienne, après laquelle il vint des Evêques & des Prêtres, qui furent admis aux bénéfices de la même Loi. Pour marque de cette subordination de tems, ils se réservèrent le droit d'affranchissement, sur leurs Sujets qui vouloient entrer dans les ordres de Prêtrise ; & c'est peut-être en mémoire de cette antiquité, que les Pairs Laïques de France, qui représentent les anciens Leudes, se font conserver la pré-

séance dans les Parlemens sur les Pairs Ecclésiastiques.

Ainsi il n'y eut qu'un seul Ordre dans l'Etat lors du premier établissement de la Monarchie, qui fut celui des Nobles, plus connus sous le nom de Francs & de Leudes, lesquels n'étant originairement Sujets que du Roi, étoient tous égaux, & le seul mérite faisoit la différence entr'eux, comme il fait encore aujourd'hui, quand il est reconnu du Souverain. Ces Nobles étant tous Sujets d'un même Prince, n'avoient qu'une même Loi ou Coutume dont je parlerai au Chapitre de la Loi Salique, par la constitution de laquelle il paroît que nos premiers Rois s'étant bien trouvés de leur fidélité, les rendirent gardiens de cette Loi, pour conserver par leur conseil ce qu'ils avoient acquis par leur valeur. Cette première Loi, Coutume ou Privilège, ne fut autre, sinon qu'ils seroient Juges les uns des autres avec le Prince, & qu'ils décerneroient ensemble les Loix de l'avenir, selon les occasions qui se présenteroient, soit qu'il fallût garder en leur entier, ou réformer en quelque article les anciennes Loix ou Coutumes qu'ils avoient observé en Allemagne, d'où il est certain qu'ils apportèrent la Loi Salique. Il résulte de là, que la Fonction de Judicature est une Fonction de Noble; & pour preuve de cela, nos Rois assembloient tous les ans leur Noblesse, premièrement au mois de Mars, puis au mois de Mai qui fut jugé plus commode

mode pour les Assemblées, qui s'appelloient Parlemens, & qui furent aussi diversément appellées **Champ de Mars & Champ de Mai**, comme nous avons déjà dit.

Après que nos Rois eurent embrassé le Christianisme, les Ecclésiastiques y aiant été admis, comme faisant un second Ordre dans la Monarchie, c'est une seconde marque fondamentale de cette Loy, accordée par nos Rois aux principaux de l'Etat d'être Juges les uns des autres; & cela ne se pouvant désigner que par le titre de Pairie, on ne peut nier que le mot de Pair ne soit equivoque & synonyme à celui de Juge. Cela étant vrai, comme l'on n'en peut pas douter, le Parlement étant honoré du titre de Cour des Pairs, il est d'une conséquence infaillible, que les Pairs de France dont il emprunte non-seulement le nom, mais l'autorité, en constituent le premier Ordre.

Cet Ordre étant fondé sur celui des tems, parce que la Pairie a été Office pendant plusieurs siècles, même avant qu'il y eût ni Présidens ni Conseillers au Parlement, où ils ne sont Officiers que depuis trois cens ans, on ne peut manquer de respect pour Messieurs du Parlement, en disant qu'ils n'ont rien de plus éminent que d'être agrégés à la Pairie, en ce qu'ils font partie du Parlement; car le Parlement & la Pairie, aiant de nom & d'effet précédé leur institution de plusieurs siècles, on ne peut, même sans feindre & sans entendre la présence des Pairs avec le Roi, leur donner proprement le nom de Parlement.

Le

Le nom de Parlement ne convient qu'à cette Assemblée de la Nation, c'est-à-dire des Nobles avec le Roi présent, qui en est tellement le Chef, que les Pairs mêmes sans le Roi, n'en pourroient faire qu'un Corps imparfait; & ils n'ont pu faire de Parlement légitime, que lorsqu'il s'est agi de la succession de la Couronne ou du choix d'un Regent. Mais s'ils l'ont pu faire durant la Vacance & dans des tems d'Élection, c'est une marque de l'antiquité de la Pairie & de ses droits, lesquels ce qu'on appelle Parlement, nommé à cause du Roi & des Pairs Cour des Pairs, doit reconnoître, pour lui déférer de la même manière qu'un puîné doit le pas à son aîné par l'ordre du tems, & qu'un Président doit marcher après son ancien, selon celui de la raison & de l'usage.

Il est vrai que Messieurs les Présidens ont voulu le contester; mais parce que cela s'est passé avec un peu de chaleur, & comme l'affaire a été presque aussitôt réglée avec autant de prudence que de justice par notre sage Roi, ils n'ont pas eu le tems d'examiner les avantages de la Pairie, dont le Parlement emprunte son plus grand éclat. Ils ont prétendu que le Parlement s'appelloit proprement la Cour de France, & peu s'en est fallu qu'ils n'aient renoncé au nom de Cour des Pairs, qui constitue leur principale Dignité: car le mot de Cour de France, aussi bien que celui du Parlement, n'est relatif qu'aux Pairs, & au Roi même qui compose naturellement

naturellement avec eux seuls le Parlement & la Cour de France; ainsi ils se seroient privés de l'honneur d'être adjoints aux Pairs pour la décision des principales affaires de l'Etat, qui sont du fait de la Pairie & non de la Justice ordinaire, ils seroient déchûs de la part qu'ils ont à ce même nom de Cour de France, par émanation de la Cour des Pairs, à laquelle ils sont agrégés.

En éloignant ainsi le principe & l'origine du Parlement & de la Pairie, ils auroient fait deux Offices fort différens d'une même chose; ils envisageoient la Pairie comme opposée à l'autorité & à la Dignité du Parlement dont elle constitue toute l'essence, & ils donnoient atteinte à leur Dignité, qui n'a rien de plus excellent que la participation de la Pairie, qui est la source de toute la justice du Roïaume, puisque Juge & Pair sont une même chose. Mais il en sera enfin de ce Différend comme de ces conclusions des Romains, où les deux Rivaux se trouvent Freres, & où il se rencontre encore heureusement un bon Pere pour les accorder, après les avoir reconnus pour ses enfans.

Les Pairs de France sont les premiers & les plus anciens Juges du Roïaume. Ils représentent le Corps de la Noblesse, qui étoit le seul Corps de l'Etat avant que la France fût Chrétienne. Ce Corps de Noblesse jugeant avec le Roi s'appelloit Parlement. Ce Parlement a été continué de nom & de fonction après l'établissement des Pairies réelles, qui a encore précédé l'Erection des  
Pré-



Présidens & des Conseillers du Parlement. Cette Erection ne s'est faite que pour suppléer, dans les affaires ordinaires, à l'absence des Pairs, & à celle des Rois qui jugeoient avec eux. Tout cela n'est que trop prouvé; ainsi on ne fait point d'injure aux Officiers du Parlement, de les considérer comme des personnes choisies par le Roi pour représenter son ancien Parlement, & même les anciens Chevaliers du second Ordre qu'il y admettoit; mais la nouveauté de cette création, qui les rend adoptifs & agrégés à la Fonction d'une partie de la Pairie, ne peut donner atteinte à l'ancien Usage de la France.

L'intention de nos Rois a si peu été d'abolir les avantages de la Pairie, qu'ils ont toujours témoigné la vouloir entretenir, aussi bien que l'ancien Parlement. Aussi, n'ont-ils jamais considéré les Présidens & des Conseillers que comme Membres de cet ancien Parlement. Pour faire voir que d'eux-mêmes ils ne constituoient pas le Parlement, ils ne les ont point autrement appelés que les gens du Parlement. S'ils n'en font donc qu'une partie, comme substitués à ces anciens Chevaliers (qui y étoient appelés avant qu'il fût sédentaire, pour juger avec le Roi & les Pairs qui étoient les plus Grands de l'Etat), ils n'ont pas plus de droit en vertu de cette substitution, pour aucune prétention de précéder les Pairs, qui sont Juges naturels de tout l'Etat avec le Roi, & originairement capables avec sa Majesté de composer un Parlement entr'eux seuls, à l'exclusion des autres

autres Nobles, & de décider de toutes sortes d'affaires.

Les Pairs sont les premiers-nés de la Monarchie, qu'ils représentent comme son seul & plus ancien Etat; & pour cette raison ils ont le caractère de Juges dans toute son étendue; & les Présidens & Conseillers du Parlement, comme leurs puînés & leurs inférieurs, en ce qu'ils sont plus modernes & qu'ils représentent un ordre de Noblesse inférieure, n'ont la même étendue d'autorité que conjointement avec les Pairs, à cause de la portion de la Pairie qu'ils exercent avec eux au Parlement, & leur juridiction ordinaire a ses bornes & ses limites: c'est ce que le Roi a fort judicieusement observé, dans le Jugement qu'il a rendu, & où il a fait l'office de Pere dans la reconnoissance & dans la reconciliation de ces deux Freres, qui se regardoient comme étrangers & comme ennemis. Sa Majesté a terminé cette affaire avec toute l'équité & la diligence possible, elle a reconnu la différence qu'il y avoit entre ce qui étoit essentiel & accidentel au Gouvernement de la Monarchie; & comme l'institution de la Pairie est aussi ancienne que la Nation Française, & que c'est l'ouvrage de nos premiers Monarques, elle a voulu discerner ce qui appartenoit au Roi & à l'Etat, & ce qui fait l'union de l'un & de l'autre au Sacre de nos Rois d'avec ce qui n'appartient qu'à notre troisième Race par le principe de son institution, celle du Parlement comme il est aujourd'hui, n'ayant  
été

été que pour soulager le Souverain & la Cour ancienne qui sout les Pairs, de l'application qu'ils donnoient aux affaires des Particuliers, & pour leur laisser la liberté d'aller gouverner leurs Etats, ou d'aller servir à la guerre. C'est ce que je justifierai dans le Chapitre suivant.

## CHAPITRE ONZIEME.

*De l'Institution du Parlement de Paris, & qu'il ne peut être appelé Cour de France qu'en qualité de Cour des Pairs.*

**L**E Parlement de Paris se peut donc considérer selon deux Etats, savoir comme Cour des Pairs, ou comme une Justice souveraine instituée par nos Rois pour juger en dernier ressort les Causes d'Appel d'un certain District, qui lui est assigné & attribue comme Cour des Pairs & non autrement. Il peut avec le Roi & les Pairs non-seulement juger & interpréter les Loix, mais en statuer & en faire de nouvelles. Dans le second Etat, il n'a pas plus d'autorité que les autres Justices en dernier ressort, qu'on appelle Parlements à son exemple, par une façon de parler qui ne leur convient non plus qu'à lui, qu'entant que le Roi & ses Pairs y  
sont

sont présens ou sensés présens, parce que c'est de cette présence, qui constituoit les anciens Parlemens, qu'il a emprunté ce nom de Parlement, qui signifie proprement la convocation des principaux du Roïaume, qui sont les Pairs, par le Roi qui en est le Chef comme la première personne de son Etat, pour ordonner des affaires publiques. Il s'ensuit de-là, par une nécessité absolue, que les Pairs sont naturellement les premières personnes de l'Etat, & en cette qualité les Juges naturels du Roïaume avec le Souverain, lequel n'ayant pas une plus grande Dignité que celle d'arbitre des Loix, n'a pu faire d'avantage pour ses enfans & pour les proches, que de la leur communiquer, & par conséquent de les rendre Pairs de France. Suivant cette même conclusion, qui est infaillible, on peut aussi considerer en deux façons l'Etat des Pairs, car avec le Roi qui est l'ame & l'intelligence qui gouverne l'Etat, ou avec le Regent si le Roi est mineur, ils sont naturellement les Juges du Roïaume; ce qui n'appartient au Parlement, que par accident & par participation de l'autorité que les Pairs lui communiquent, & qu'on peut dire qu'ils lui influent de la même manière qu'ils la recevoient de la présence du Roi. Aussi sans cette présence expresse du Roi, ces mêmes Pairs ne sont point d'autre fonction que celle de Juges d'un certain district, & ils n'ont pas plus d'autorité que celle qui est essentielle au Parlement de Paris; c'est pour ce sujet qu'ils se sont con-

formés à l'ordre que le Roi y a prescrit, & que sans tirer avantage du rang qu'ils tiennent dans l'Etat, ils se soumettent à celui de cette Cour, où ils se contentent de paroître comme assesseurs aux séances particulières, dans la même place où ils sont les premiers Juges quand il tient son Lit de Justice.

En effet tous les Présidens faisant la même personne avec le premier Président, que chacun d'eux représente, il y auroit du désordre de séparer cette unité; mais par la même raison il y auroit encore plus de confusion, de rompre l'union de la Roïauté avec la Pairie, qui s'appelle Cour de France, que de diviser ce qui s'appelle Cour de Parlement de Paris: je ne crois pas qu'il faille un plus fort argument, pour montrer que, la généralité l'emportant sur la spécialité, un Pair de France doit être considéré à l'égard d'un Officier d'une Justice particulière, subordonnée de tems & d'institution à la Pairie, comme l'espèce l'est à l'égard du genre dont elle emprunte son être.

J'ai déjà suffisamment fait voir, dans tous les Chapitres précédens, que Juge & Pair font la même chose, qu'être Pair de France c'est être Juge de France, & que c'est un Privilège de tout tems accordé à la Nation, qui en a tiré de grands avantages. Il ne reste à présent que de prouver que les Parlemens sont émanés de la Pairie, & je dois cette preuve à la gloire & à la Dignité de ces illustres Compagnies, & particulièrement au Parlement de Paris qui est le premier de tous



tous & l'exemple sur lequel les autres ont été formés.

Nos premiers Rois, comme j'ai dit plusieurs fois, n'avoient qu'une sorte de Sujets, qui étoient les Nobles, lesquels ne dépendoient que du Souverain, & qui dominoient sur leurs vassaux: si bien, qu'être noble & être libre c'étoit la même chose, & suivant cette disposition d'Etat nul ne pouvoit être le Juge de ces Nobles, que le Souverain, qui avoit l'autorité sur eux.

C'étoit d'autre part un poids bien pésant sur la Couronne des Rois, qui ne purent mieux faire pour s'en soulager, que de partager cette autorité avec les premiers de la Cour, & d'assigner certaines Assemblées pour régler toutes sortes d'affaires. C'étoient ces anciens Champs de Mars & de Mai, ainsi nommés, à cause que les Parlemens se tenoient en pleine campagne, tant parce que les Francs avoient apporté cette coutume d'Allemagne, que par ce qu'il n'y avoit point de Ville capable de contenir ceux qui avoient droit de s'y trouver, ou qui y avoient affaires de leur chef.

Plus notre Nation s'établit par ses conquêtes, & plus elle se donna de biens & de repos par ses armes, plus il survint de Différends, qui obligèrent les Rois de députer des Intendants dans les Provinces sous le nom de *Missi Dominici*; & parce qu'ils étoient détachés de la suite des Rois, on ne les put mieux appeler que *Comites* en Latin, comme on fai-

soit auparavant en la Cour des Empereurs lors du declin de l'Empire. Ainsi le nom de Comte demeura à ces deputés, auxquels on associa des Evêques & des Abbés, afin qu'ils pussent juger de toutes sortes d'affaires en leurs Audiénces, qu'ils assignoient sous le nom *malli publici*, & qu'un-chacun des deux Etats fût jugé par son Pair, c'est-à-dire par son pareil.

Il nous reste plusieurs sentences de ces *malli publici*, qui nous apprennent que tous ces anciens Procès ne se faisoient guères que pour la vindication des personnes lervés, qui faisoient le principal Bien de ce tems-là, jusques à ce que la liberalité de nos Rois aiant multiplié les Aleuds & les Fiefs, la nécessité d'en borner l'étendue entre plusieurs voisins rendit le séjour de ces Juges nécessaire dans leur district, où ils demeurèrent en qualité de Comtes en titre d'office révocables par le Roi, jusqu'à la décadence de la postérité de Charlemagne.

Les plus puissans commencerent alors à les rendre héréditaires. Les Ducs en firent autant de leurs Duchés, qui n'étoient autre chose qu'une Charge, qui leur donnoit le Commandement des Armées dans les Provinces plus éloignées & plus sujettes à la guerre.

Hugues Capet, qu'ils reconnurent pour leur Roi, n'étant pas assez fort pour changer l'état des choses, l'établit ainsi en tous les autres Comtés & Vicomtés; dont chaque

Offi-

Officier devenu Seigneur, se fit autant de Vassaux qu'il avoit de personnes nobles sujettes à sa Jurisdiction.

Comme ils avoient besoin d'une correspondance mutuelle, ils conserverent partout la Loi fondamentale de l'Etat, qui est celle de la Pairie, laquelle comprend tous les Privilèges des anciens Francs, & par laquelle un - chacun devant être jugé par ses Pairs en la Justice ou Parlement du Roi, il fut accordé qu'ils jouïroient du même Privilège en la Justice de leurs Ducs ou Comtes, qui les jugeroient avec les autres Nobles leurs pareils.

Le Roi accorda la même grace aux autres principaux Ducs & Comtes, qu'il retint par ce moien sous son obéissance, & ce ne fut que de cette seule obéissance qu'il demeura Juge avec les autres Grands & qu'ils mouvoient directement de lui & de sa Couronne; hors cela il n'eut à proprement parler de personnes Nobles soumises à sa Justice ordinaire, que les Vassaux de ce qu'il tenoit non comme Roi, mais comme Duc de France, Comte de Paris, d'Orleans, & de partie de l'Anjou & de la Touraine, qui étoient le Patrimoine de ses ancêtres: ainsi cette Jurisdiction ordinaire n'eut pas plus d'étendue que ce premier Domaine devenu Royal, & il l'exerça de la même manière suivant le même usage de l'ancienne Pairie, jugeant les Vassaux de son Patrimoine avec leurs Pairs, en qualité de Pairs particuliers d'un certain district, & avec les cinq Offi-

ciers principaux de la Maison qui faisoient la Cour ordinaire : par la même raison il ne put juger les differends qui survenoient entre les plus Grands qu'avec les plus Grands, qui par excellence étoient appelés les Pairs de France, & dont la présence fut de tout tems nécessaire à cette sorte de Jugemens.

Peu à peu ce premier Domaine s'accrut, ce qui releva la puissance Royale & la fit encore plus respecter par ces Pairs ; & les Pairs Ecclésiastiques partageans les suffrages des Pairs laïques dans les Parlemens, ils aidèrent les autres Prélats à se tirer insensiblement de la subjection des Ducs & des Comtes ; les Abbés suivirent leur exemple ; & les Villes, qui s'établissoient par les Privilèges & par le Droit de commun qu'elles achettoient de leurs Seigneurs, aiant besoin de la confirmation du Roi, menagerent ses bonnes grâces pour y être maintenues.

Plus cela attira d'affaires devant le Roi & son Parlement, plus cela lui donna d'autorité. Il en usa alors plus absolument ; ce ne fut plus pour les simples Vassaux de son Domaine particulier qu'il tint Cour plénière, c'est-à-dire Parlement, aux fêtes solennelles de l'année, ce fut pour tous les François. Les Pairs s'y rendirent plus assidus, & tenans à honneur d'être les premiers d'une Cour si nombreuse & si éclatante, ils eurent soin de se gouverner de telle sorte avec le Souverain & avec leurs sujets, qu'ils y pussent venir en tout tems avec sûreté.

Tout

Tout se passa avec un concert merveilleux ; s'il se fit quelque soulèvement , il fut presque aussitôt reprimé , & il se contracta une espèce d'émulation entre les Nobles & le Clergé à qui seroit plus zélé pour l'autorité du Prince , chacun relâcha de sa prétention par complaisance ou par intérêt ; le tiers-Etat , qui commençoit à se former par les Franchises que les Seigneurs accordoient à leurs sujets , eut recours à la Justice du Roi , qui les avoit confirmés , pour y être maintenus : si bien que ce Monarque se trouva comme autre-fois le véritable Juge & vrai Modérateur du Roïaume.

Ce fut alors que la quantité des affaires l'obligea de tenir réglément sa Justice aux fêtes plus solennelles de l'année , & d'en prolonger la séance sous le nom ancien de Parlement , pour y conserver les droits & le rang aux Pairs , qui étoient les Conseillers naturels des anciens Parlemens : le Roi y présidoit ordinairement , & prêtoit son palais à cette nouvelle institution de Justice , tant pour y assister plus facilement , que pour faire entendre qu'il vouloit entretenir l'ordre ancien , qui le rendoit Juge de ses sujets , en ce qu'il conservoit la place aux Pairs , aux grands Vassaux & aux principaux Officiers de sa Maison , qui composoient originairement cette façon de Parlement ; il ne se trouva point de difficulté.

Il se dispensa ensuite de donner des audiences personnelles à tous ceux qui lui pre-



sentoient des placets, & il ordonna des Maîtres des Requêtes pour les recevoir & pour les rapporter devant lui, ou devant les Nobles & Prelats qu'il députoit pour tenir son Parlement. C'est ce qui donne aux Maîtres des Requêtes la place & le rang qu'ils y tiennent encore à présent. Si le Roi avoit du loisir, il faisoit choix des choses & des matières qu'il vouloit juger en personne; cette occupation, qui duroit encore du tems de St. Louis, selon le sire de Joinville, qui témoigne qu'il jugeoit encore quelques-fois sommairement les petites affaires, céda au soin des affaires publiques, & à celles de la guerre de Flandre continuée sous plusieurs Regnes: enfin on renvoia peu à peu tout au Parlement, qui se formoit de plus en plus, & pour la commodité duquel, tant qu'il fut le seul Conseil du Roi, les Maîtres des Requêtes, diversément appelés les Chevaliers ou les Clercs des Requêtes selon qu'ils étoient Clercs ou Laïques, rapportoient les affaires comme nous avons dit; mais presqu'aussitôt qu'il fut sédentaire, il se fit un autre Conseil, diversément appelé le grand & le petit Conseil, composé des plus grands & principaux Seigneurs de France, où ces Maîtres des Requêtes, non sédentaires, comme le Parlement, mais suivans la Cour, continuerent leurs Fonctions; & c'est pour le respect qu'ils rendoient à la présence du Roi & de cette Assemblée, où il s'est trouvé d'autres Rois & des Princes Souverains,

rains, des Pairs & autres des plus Grands de France, qu'ils rapportèrent debout & decouverts, comme ils font encore.

Pour cette raison, le Parlement ne fut pas plutôt sédentaire qu'on érigea deux Chambres dites des Requêtes & des Enquêtes, où l'on registroit les Causes, & où l'on examinoit les pièces & les témoignages nécessaires pour être rapportées à la grande Chambre, qu'on appelloit toujours le Parlement, où le Roi se trouvoit, quelques-fois avec les Pairs; & s'ils étoient absens pour le Gouvernement de leurs Etats, qu'ils ne quittoient que rarement, il jugeoit avec les grands Officiers & les principaux Seigneurs de sa Cour, qui représentoient les Pairs dans les affaires où il ne s'agissoit point de fait de Pairie; mais enfin comme le nombre des procès augmentoit si fort que c'eut été tout ce que le Roi & les Grands eussent pu faire que d'y vacquer, ils se réservèrent pour ceux de la plus grande importance.

D'ailleurs l'Etat de la Noblesse étant principalement destiné à la profession des armes, qui les appelloit aux Guerres de Flandre, & les Evêques devant leurs principaux soins à la conduite de leurs Diocèses, les Rois s'aviserent d'un expédient, qui fut de constituer des Juges, qu'ils choisirent pour chacun des quatre Parlemens de l'année, qui ouvrieroient aux quatre bonnes fêtes. Comme il n'y avoit que deux Ordres ou Etats dans le Roïaume, ces Juges étoient tous Nobles, ou Ecclésiastiques du second Ordre, comme

les Doyens, Chantres, Prieurs, & autres Dignités, dont on envoioit le rôle & le tableau au palais; ceux-là changeoient aisément après la tenue de chacun de ces Parlemens, parce que les Raporteurs ordinaires étoient les Conseillers des deux Chambres, déjà sédentaires, des Requête & des Enquêtes; je les appelle Conseillers par anticipation, car il est certain qu'ils ne prirent cette qualité que depuis qu'ils exercèrent ces commissions en titre d'Office.

Cela se voit par les anciens comptes de la dépense du Roi, qui les faisoit payer de leurs gages par jour, selon le service qu'ils rendoient, où l'on voit tel Chevalier, ou Maître tel quand c'étoit un Clerc ou Beneficier, pour tant de jours de ses gages des Requetes, des Enquetes, ou du Parlement quand ils étoient de la grande Chambre; car c'étoit dans cette grande Chambre où l'on jugeoit, & où les Pairs gardèrent leurs places, parce que c'étoit là le lieu de la séance du Roi pour prononcer, n'ayant que faire de se trouver à l'instruction des procès, parce qu'on les raportoit devant eux.

Voilà la pure vérité de l'Origine & du Progrès du Parlement comme Cour de France & Cour des Pairs, & par accident comme Justice souveraine d'une certaine portion du Royaume, qui ne fut autre chose d'abord que l'ancien Domaine: car les autres Parlemens n'ont été créés qu'à mesure que ce Domaine a crû; & ce qui est considerable pour l'honneur de la Pairie, c'est que les

les premiers Parlemens ont été institués pour les Pairies éteintes, comme pour suppléer au défaut du Pair : car les Echiquiers de Normandie & les grands jours de Troïes, qui furent institués l'an treize cent deux par le Roi Philippe le Bel, en même-tems, & par ordonnance du même jour qu'il fit le Parlement de Paris sédentaire, & qu'il érigea le Parlement de Toulouze, étoient de véritables Parlemens.

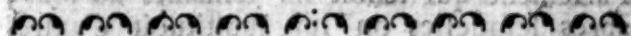
Ce fut ce Roi Philippe, qui le premier se déchargea par ce moyen de la connoissance des affaires ordinaires, où sa présence ne fut plus censée nécessaire, & son exemple a autorisé l'usage de donner des Parlemens aux autres Provinces. Je ne mettrai point ici en question, si les Pairs y ont leurs places comme en celui de Paris, parce qu'il est indubitable que le Roi étant la source de la Justice, & la Pairie l'origine & la véritable essence de ce qu'on appelle Parlement & Cour de France, le Roi composant avec eux ce même Parlement, & ne pouvant faire un véritable Parlement sans Pairs effectifs ou sans feindre des Pairs par une création à l'effet de ce Parlement, il est d'une conséquence infaillible que les membres dont il est chef, contribuent à la perfection de son œuvre.

Toutes les Assemblées les plus célèbres avoient ce nom de Parlement en quelque lieu qu'elles se fissent, & le Sacre même est un Parlement tenu par les Pairs, où la Roiauté ne semble voilée à l'ouverture de la Ceremonie que pour briller avec plus d'éclat.

clat. Car le Roi, qui paroît comme un nouveau soleil, rassemble en soi tous les rayons que les Pairs empruntent de cette Roïauté, pour renouveler à la naissance de chaque Regne l'ancienne splendeur de la Pairie. L'on pourroit alléguer à cette occasion, que ce n'est plus qu'une ceremonie, où les Pairs n'assistent que par fiction, en ce qu'on n'y appelle que les douze anciens, qui ne sont plus, & qu'on les fait représenter par douze Princes ou Seigneurs, dont le choix dépend du Roi. Mais je répondrai, que c'est assez pour l'honneur de la Pairie qu'on l'ait toujours estimée nécessaire pour constituer la légitimité ou la droiture du Regne: ce sont deux termes un peu durs en notre langue, & néanmoins consacrés à l'intelligence de ce que je veux dire. En effet, nos Rois n'ayant point cru ni entendu déroger aux droits des Pairs en conservant l'ancien honneur dû à la Pairie, c'est une marque de la soumission des Pairs s'ils deférent à la volonté du Roi; mais ils sont en droit de lui en faire leurs très-humbles remontrances, & de lui demander qu'il lui plaise d'ordonner qu'ils y soient tous convoqués selon l'ordre ancien quand il n'y en avoit que douze, & que pour représenter ces douze anciens, il choisisse, après les Princes de son Sang, les premiers de leur Ordre selon le rang de l'Erection. Cela rendroit leur présence nécessaire comme elle l'étoit autrefois: & nul ne s'en pouvant dispenser, à peine de désobéissance & de crime de Léze-Majesté, qui pourroit être jugé dans



dans cet auguste Parlement, il se trouveroit des occasions très favorables pour son service & pour le repos de son-Etat, pour remettre tous les Princes & tous les Pairs dans leur devoir, comme l'on faisoit aux Parlemens de la première & seconde Race, & aux Sacres de la troisième, où les Rois d'Angleterre comme Pairs de France, à cause des Duchés de Normandie & de Guienne, étoient obligés d'assister.



## CHAPITRE DOUZIEME.

*De l'Institution du premier Président du Parlement de Paris, & des grands Présidens, autrement appellés les Présidens au-mortier, & de leur habit.*

JUSques ici nous avons vû par les discours précédens, que le Parlement de Paris, comme tiré de la Pairie de France par nos Rois, ne s'est point écarté de sa source & de son principe; & c'est de cette longue union, & du bonheur que la Ville de Paris s'est conservée d'être la capitale du Roïaume, que ce Senat a mérité par excellence le nom de Cour de France & de Cour des Pairs.

La Pairie y fut gardée un très long espace de tems, en ce qu'on n'y admit que des personnes

nes de deux anciens Ordres de l'Etat, des Clercs en faveur du Clergé, & des Nobles en considération de la Noblesse, laquelle ne devoit originaiement être jugée que par les Pairs.

Ce fut pour cette raison que les premières personnes laïques, dont cette Compagnie fut composée, furent choisies dans l'ordre Militaire, & qu'on voulut que ce fussent des Chevaliers. Cet ordre dureroit encore, si on les eut changés comme autrefois, & si ce Parlement qui tenoit six semaines au plus, après lesquelles on lui substituoit d'autres nouveaux Membres, à la première fête solennelle, ne fût devenu sédentaire & perpétuel, par la nécessité des affaires qui survinrent. Les Chevaliers, que leur naissance & le devoir de leurs Fiefs appellerent à la Guerre, qui devint continuelle contre les Flamans sous Philippe le Bel & ses trois enfans, se dispensèrent peu à peu de cet Emploi pour la plupart; & cela se fit encore d'autant plus volontiers quand ils cessèrent d'être présidés par les principaux Prélats & par les plus grands Seigneurs de France, que nos Rois y commettoient, & qui faisoient cette commission sans prendre qualité de Présidens.

Cela arriva particulièrement depuis l'ordonnance que le Roi Philippe le Long fit au Vivier en Brie au mois d'avril treize cent vingt. Le premier Article porte en termes exprès : *il n'y aura nuls Prélats députés en Parlement; car le Roi fait conscience de eux empêcher au gouvernement de leurs Chrétiens,*

tiennent, & le Roi veut pûir en son Parlement gens qui y puissent entendre continuellement sans en partir, & qui ne soient occupés d'autres grands occupations, toutes voyes l'entente du Roi n'est mie que les Prélats qui sont de son Conseil en soient pour ce hors : aincois est s'entente que ils demeurent de son Conseil, & il les appellera en ses autres grands besognes. Item, en Parlement y aura un Baron ou deux, & déjà le Roi y met le Comte de Boulogne; item outre le Chancelier, & l'Abbé de St. Louis qui y seront, y aura huit Clercs & douze Laïcs.

Je me contente de cette Preuve, qui est essentielle pour établir le tems auquel le Parlement a été fait continuel, de sédentaire qu'il étoit déjà depuis dix-huit ans. Je garde les autres pour l'Histoire Chronologique de la Pairie, qui fera la seconde partie de cet Ouvrage; j'ai cru que cet ordre d'écrire seroit un moyen plus agréable & plus commode, pour faire voir chaque action de Pairie en chaque tems, & pour en maintenir les droits par les exemples de fait, au lieu d'interrompre le cours de ce Discours Historique par une multitude de citations, & de faire un volume d'actes tous nuds, outre qu'ils seroient ennuyeux: peut-être même ne prendroit-on pas la peine de les lire, & qu'on le fera plus volontiers en les rapportant sur les lieux pour lesquels ils servent; c'est une méthode nouvelle, qui apprendra ce qu'il y a de plus considérable & de plus curieux  
pour

pour l'Histoire du Gouvernement de la Monarchie Françoisé dans tous les tems.

Le mot de Députés, porté par la Déclaration ci-devant alleguée, justifie que jusques-là les Rois nommoient les Prélats qu'ils vouloient, pour tenir leur Parlement, où ils présidoient comme personnes de lettres : & le Chancelier leur cédoit non-seulement la présidence, mais la préséance. Ou si cette Députation, pour se servir du terme du tems, cessa à l'égard de plusieurs Prélats, ce ne fut que par exclusion ; car ils s'y pouvoient trouver d'Office & de leur chef, mais ils n'étoient plus nommés pour y assister comme membres nécessaires, & comme Commissaires du Roi. Il n'en fut pas de même des Seigneurs laïques, dont le Roi se retint la nomination pour les Parlemens futurs ; & il faut encore faire difference sur le mot continuellement, qui ne se doit entendre que par le Parlement qui devoit être continuel, sans qu'il s'ensuivît de là que les Conseillers députés fussent continués *ipso facto*, par cette Ordonnance d'un Parlement à l'autre : c'est ce que j'ai fort examiné, & il se trouvera véritable dans cette Histoire Chronologique, qui embrassera les divers états du Parlement comme membre de la Pairie.

Voilà donc le Parlement sédentaire dès l'an treize cent deux sous Philippe le Bel, & rendu continuel par Philippe le Long son Fils, en l'année treize cent vingt. Voici encore

encore la Députation qui subsiste, pendant laquelle nous ne voions point qu'aucun de ces Chevaliers ou personnes du second Ordre du Clergé, qui continuèrent d'être choisis & députés, prissent qualité de Conseillers au Parlement, mais ils prirent bien celle de Conseillers du Roi, en conséquence de l'honneur qu'ils recevoient d'être employés dans cette Compagnie qui représentoit l'ancien Conseil & Cour de France. Comme la quantité des affaires obligea d'en multiplier le nombre, outre qu'ils étoient déjà assez occupés aux affaires des particuliers, ils étoient trop pour leur pouvoir confier le secret de l'Etat; c'est ce qui donna lieu à une autre Classe du Parlement ancien, non, sédentaire, mais qui suivoit la Cour, & qui fut diversement appelée le grand Conseil ou le petit Conseil comme j'ai dit au Chapitre précédent: il est qualifié l'étroit Conseil dans le livre Croix, l'un des plus considérables Registres de la Chambre des Comptes, qui remarque positivement que ce fut ce Conseil là-même qui fit l'Ordonnance par laquelle le Parlement fut rendu sédentaire. *Le Roi*, dit-il, *ordonne au Viroier de son étroit Conseil en toutes ses besognes avec nos Seigneurs de son Sang, le connétable le Sire de Julli, Monseigneur de Noyers & Monseigneur de Gienville, &c.*

Du Tillet nous donne une liste de ce même étroit Conseil sous l'an treize cent onze, où l'on voit les principaux Princes du Sang, qui étoient alors presque tous Pairs de France,



ce, & les plus grands Seigneurs du Roïaume; c'est de là sans doute que vient la différence du Serment de Pair & de l'Officier du Parlement; car le Pair, qui est Conseiller-né de tous les Conseils, jure d'être fidèle au Roi & de le servir dans ses très hautes & très importantes affaires; & l'Officier du Parlement jure, de bien & fidèlement servir le Roi dans l'exercice de sa charge, & de garder le secret de la Cour.

Il y avoit encore une différence notable entre le Conseiller du Roi par lui député en son Parlement, & le Conseiller de l'étroit Conseil, car sa séance étoit bornée en telle ou telle Chambre du Parlement & de la Chambre des Comptes; & comme ils représentoient un Pair, le Chancelier étoit le dernier dans ce Conseil étroit, qui étoit composé des premiers du Roïaume, & nous y voyons des Rois d'Arménie, des Ducs de Lorraine, des Comtes de Savoie & autres Souverains, nommés après les Princes, & Pairs de France.

Mais ce que l'on appelloit Parlement alors, étoit composé de personnes Laïques, presque tous Chevaliers Notables, & de Clercs ou personnes Ecclésiastiques; parmi lesquels les Rois introduisirent aussi quelques-uns de leurs Clercs ou Secretaires, tant pour y faire Fonction de Juges que de Greffiers: c'est pour ce sujet que les Greffiers du Parlement doivent être Secretaires du Roi, & que le Greffier en Chef est vêtu des mêmes couleurs & livrées de la Cour, parce que les

Secre-

Secrétaires du Roi avoient livraison de robes comme les autres Officiers.

Le Comte de Bologne, qui fut institué pour présider au Parlement, par cette Ordonnance de l'an treize cent-vingt, étoit le dixième en ordre dans le Rolle du Conseil étroit l'an treize cent-seize: quoique cette année-là il présidât encore au Parlement comme le premier des Barons que le Roi Philippe le Long avoit députés; cette remarque sert pour faire voir que ce Seigneur, l'un des plus grands du Roïaume par sa Naissance & par sa Dignité, cédant à l'Ordre de la Pairie, les autres premiers Présidens qui lui ont succédé n'ont point acquis de droit plus avantageux que celui qu'il leur a laissé. On voit divers Registres depuis lui; mais ils ne nous apprennent point combien lui dura cette Commission ou Deputation, ni qui lui succéda. L'on peut inférer de ce défaut, que le Parlement a subsisté encore long-tems depuis lui sans premier Président; & même sans Présidens. Il est vrai que l'Histoire ou Recueil des premiers Présidens constitue en cette place Messire Hugues de Crusy, qu'elle appelle de Courcy, mais c'est en faveur du mot de *Magister Parlamenti*, Maître du Parlement, qui ne signifie autre chose sinon que ce Hugues étoit l'un des Maîtres, c'est-à-dire l'un des Membres du Parlement.

C'est en ce même sens que Messieurs du Parlement sont appellés *Magistri Curie* l'an treize cent-cinq dans le Compte de Messire Guillaume d'Arcueil Chevalier garde du

Bailliage de Mâcon, qui leur envoia donner avis des entreprises & de la Rébellion de l'Archevêque de Lion; aussi ce Hugues de Crusy se trouve-t-il en cette qualité de Conseiller, & séant après beaucoup d'autres, parmi les Seigneurs qui assisterent au Parlement tenu au Louvre le mecredi devant Pâques fleuri, l'an treize cent trente-un, rapporté par Du Tillet. D'ailleurs son procès lui fut fait pour forfaiture, & ses Biens confisqués; ce qui seroit indigne pour une charge qui n'a été remplie que par des personnes de la premiere probité: & le cas seroit plus memorable s'il en avoit été pourvû, outre qu'il en devoit être parlé dans les registres aussi bien que de Adam de Hourdan de Chauvreux & autres simples Conseillers condamnés pour concussion & prévarication.

On lui donne pour successeur en cette charge Messire Jean du Chatellier; mais je ne trouve autre chose de lui parmi les titres de la Couronne, sinon qu'il étoit païé de dix sols par jour pour ses gages du Parlement, l'an treize cent vingt-neuf; que l'an treize cent trente-un il fut en ladite qualité Commissaire avec Messire Pierre Maillard, pour faire l'Affize de la Terre de Tournan au Comté de Hainault, & qu'il en fut païé par mandement de la chambre des Comptes; que l'an treize cent trente-quatre, auquel on suppose qu'il doit avoir succédé à Hugues de Crusy, il fut de nouveau retenu Conseiller au Parlement par Lettres du dix-huit de mars à cinq cent livres parisis de gages,

ges, & qu'il servit toute l'année, à la réserve du tems qu'il fut en Ambassade en Angleterre, qui ne fut point déduir.

Il est vrai que l'an treize cent quarante-trois il est qualifié *alter presidentium in Parlamento* après Messire Pierre de Cugnieres, depuis Maître des Comptes comme lui, qui est nommé le premier, & qui néanmoins n'est qualifié que Conseiller l'an suivant treize cent quarante-quatre. Ce Pierre de Cugnieres paroît à la tête du Rolle des gens du Parlement qui furent païés de leurs gages, sans autre qualité que de membre du Parlement, & même il cessa d'en être par sa promotion à la charge de Maître des Comptes, comme porte le Compte de Robert d'Aussonne, Changeur du Trésor, pour le terme de la St. Jean treize cent quarante-cinq. Cela se prouve encore par plusieurs autres ordres du Trésor. Si bien, que s'il fut premier Président, ce fut sans autre titre que par Antiquité, comme Doyen, ou par Commission.

Cela fait voir que la Charge de Président n'étoit point encore érigée en titre d'Office, & cela sert encore à justifier que le mot de Conseiller fut long-tems univoque à celui de Président; aussi est-il employé par le Roi Philippe le Bel en son Ordonnance de l'an treize cent deux, pour signifier un Conseiller du Parlement. Si le Rolle des Officiers du Parlement envoyé par le Roi Philippe de Valois à la chambre des Comptes l'onzième mars de la même année treize cent quarante-

quatre, & raporté par Du Tillet (qui commence par Maître Simon de Buffi, Maître Jaques la Vasse, & Maître Pierre de Meville qu'il appelle mal de Menneville) les qualifie tous trois Présidens, on doit entendre qu'ils avoient commission pour présider cette année-là, mais qu'ils n'étoient essentiellement que Conseillers : aussi voions-nous que ce Simon de Buffi n'est qualifié que Conseiller du Roi dans le Chapitre des gages du Parlement l'an treize cent quarante-trois ; & le Roi lui ayant donné par brevet du vingt-deux juillet treize cent quarante-quatre deux mille Frans, ce brevet, non plus que la quittance que lui-même en délivra le-vingt-sept de septembre suivant, ne lui donne point d'autre qualité que de Chevalier à cause de sa naissance, & de Conseiller du Roi à cause de son emploi dans le Parlement. L'an treize cent quarante-cinq le vingt-un mai, à la déclaration du Roi faite en son Parlement en faveur de l'université, aussi raporté par Du Tillet, après les Prélats & Conseillers Clercs sont nommés les Laïques, dont le premier est Guillaume Flotté Chancelier de France, le second est Guillaume Bertrand, le troisième Jean de Chatellier, quoiqu'il ne fût plus Président du Parlement ; & ensuite Simon de Buffi, & Pierre de Meville, qui ne sont tous deux qualifiés que Chevaliers sans aucune mention de leur Présidence. Je ne veux pas dire qu'ils ne fussent plus Présidens, car ils furent païés en cette qualité l'an treize cent quarante-neuf, mais c'est qu'ils



qu'ils n'étoient censés Présidens, que quand ils présidoient effectivement : ce n'étoit point encore une Dignité distincte du Corps du Parlement, & affectée jusques-là à certaines personnes particulières, mais cela s'établit depuis en la personne de Simon de Bussi, à cause du long-tems qu'il l'exerça, & c'est à lui qu'on doit référer la première Fonction de la Présidence du Parlement en titre d'Office. Il eut pour collègues en cette charge, Jaques la Vasse, Pierre de Meville, & depuis Pierre d'Orgemont & Jaques d'Andrie; le nombre fut ainsi multiplié jusques à quatre, au lieu de deux Présidens qui étoient auparavant, faisant & exerçant la Fonction de Présidens sans distinction de premier & de second, la qualité étant toute en chacun des deux, pour les rendre capables de présider l'un ou l'autre, suivant l'ancien usage de choisir un Président pour chacun des divers Parlemens qui se tenoient chaque année. C'est cette capacité de présider au Parlement qui constitue la Dignité des Présidens au mortier, & qui les a fait distribuer dans les Chambres qui ont été tirées dans la suite des tems de celle du Parlement, qui ne faisoit autres-fois qu'une seule Chambre; c'est elle qui leur confère à tous en particulier le même Caractère, & qui nous oblige envers eux au même respect que nous devons au premier Président comme Chef de la Justice. C'est aussi ce qui les a mis en possession du même habit dans les séances,

ces, lequel avec le tems leur a communiqué la qualité de Chevalier, dont il est la marque expresse, & cet habit, aussi-bien que la place qu'ils tiennent dans cette auguste Compagnie, les rendent sans difficulté d'un rang très honorable après la Pairie, & il est sans doute que les Présidens ainsi établis dans l'ordre de l'ancienne Chevalerie, sont capables de toutes les graces & de tous les honneurs que l'on peut acquérir dans la profession des armes. Quelques-uns ont cru que c'étoit l'ancien habit Roïal : cette pensée est bien digne de l'idée qu'on doit avoir d'un Corps si illustre, mais l'expérience que j'ai du contraire, m'oblige de dire qu'il n'y a aucune convenance ; car l'habit Roïal étoit d'une écarlate violette, tant la tunique ou veste, que l'Epitoge ou Manteau ; & outre qu'il étoit sans manches, il étoit toujours ou semé ou bordé de bandes en broderies de fleurs de lis d'or. Cet Epitoge ou Manteau Roïal se portoit diversement, fendu par-devant ou sur l'une des épaules, & noué par l'endroit du col, ou agraffé d'un fermail de pierreries : il n'étoit point retroussé ou rebrassé sur le côté gauche, qui est le côté de l'épée, parce que nos Rois n'en portoient point dans les séances Roïales, & c'est pour ce sujet particulièrement que l'on ne les voit point armés dans leurs sceaux, où ils ont voulu paroître en habit de paix, comme Juges & Arbitres de leurs Sujets ; mais dans les Actes que nous avons d'eux com-

comme Seigneurs de Gennès, ou Ducs de Milan, qui étoient des Dignités séparées & inférieures à la Roïauté, au lieu de la Cire jaune, dont ils ont hérité de la seconde Race, aussi-bien que du droit de l'Empire, & que les Rois Electifs de la Germanie soi-disans Empereurs ont emprunté d'eux, comme je ferai voir au Chapitre des Couronnes dans ce même traité, ils ont scellé en Cire rouge comme les Barons anciens ou Seigneurs particuliers, non assis & en habit Roïal, mais armés & à cheval. Or que nos Rois dédaignassent de porter l'épée dans leur Roïaume, il paroît par le témoignage d'Alberic Auteur de près de quatre cens ans, qui dit que l'an onze cent notante-trois le Roi Philippe-Auguste aiant eû avis que le Roi d'Angleterre avoit corrompu des Assassins d'Orient pour le tuer, il se contenta, de peur de surprise, de porter à sa main une petite masse ou hache d'armes, & prit autour de sa personne des Gardes qu'il arma de même, & de-là vient l'institution des Sergens d'Armes qui portoient des masses, & qui sont représentés aujourd'hui par les Gardes du Corps \*. Les Barons, & les Chevaliers étoient

\* *Crescente iniquitate & maliciâ Hominum, intimatum est Regi Philippo quod ad suggestionem Richardi Regis Angliæ missi erant de populo, Hassacinarum sive Arfacidarum quidam, qui eum occiderent, eodem modo quo Conradum Montisferrati Marchionem apud acram illis diebus occiderunt: propter quod idem Philippus sui corporis habuit custodes fidelissimos, & ipse semper sive clavam ferream vel arcem in manu gestavit, & sui custodes de cætero habuerunt eandem consuetudinem gestandi clavæ in manibus usque in hodiernum diem.*

étoient armés de toutes pièces, pour désigner le service de leurs Fiefs qui les rendoit hommes du Roi; ils ne quittoient jamais leur épée, & la portoient à la Cour plutôt pour le service du Prince, que pour la défense particulière de leurs personnes; mais quant à leur habit, ils le rendoient le plus conforme qu'ils pouvoient à l'habillement du Prince, duquel il est naturel à tous les François d'étudier les inclinations pour s'en faire une mode. C'est un effet de l'amour qu'ils ont pour leurs Souverains, qui de leur part ont pris plaisir à cette généreuse émulation, & qui l'ont plutôt entretenue que condamnée. C'est ce qui a introduit ce grand luxe à la Cour de France, & de-là vient que l'on continue encore de les imiter en tout ce que l'on peut. Cela n'étoit pas autrefois dans un usage ou plutôt dans un abus si général qu'il l'est aujourd'hui; car chaque condition avoit ses habits, & il n'y avoit que les Chevaliers qui pussent prendre de l'or & porter des Manteaux: les Ecuïers ne portoient aucun ornement, & s'ils prirent de l'argent avec le tems, c'est que le Roi le permettoit sur les habits qu'il leur donnoit aux Fêtes de Cour; mais quand ils se présentoient pour recevoir l'Ordre de Chevalerie, c'étoit avec une longue Tunique de couleur brune modeste & toute unie, & ce fut en cette même sorte que Louis Duc d'Anjou Roi de Sicile, & Charles son frere se présenterent l'an treize cent quatre-vingt-neuf devant le Roi Charles six, qui les fit Chevaliers à St. Denis selon l'Histoire

toire de son Regne qui j'ai traduite & donnée au Public. Le Manteau ainsi réservé pour les Chevaliers devint si bien le simbole & le signe de la Chevalerie, que nos Rois-mêmes s'accoutumèrent à faire présent de ces Manteaux aux nouveaux Chevaliers qu'ils honoroient de l'accolade aux Fêtes solennelles, & aux jours qu'ils tenoient Cour plénière, pour la rendre plus honorable. Ils les distribuoient le plus souvent d'écarlate vermeille, qui étoit la couleur la plus approchante de leur habit; mais parce qu'ils étoient obligés de porter une épée sous ce Manteau, il fallut, par nécessité, pour n'en être point embarrassé, qu'on relevât le côté de l'épée, & il paroît relevé de la même sorte aux Manteaux des Présidens au mortier. Ces Manteaux se donnoient par le Roi tous les ans pour l'Été & pour l'Hiver aux principaux Seigneurs du Roïaume & aux Chevaliers de sa maison, & cela s'appella livrée ou livraison de Manteaux, du mot de *Liberatio Palliorum*, qui faisoit un Chapitre dans les Comptes de la dépense ordinaire de leur maison: l'ancien Parlement étant composé de ces Chevaliers & Seigneurs de la maison des Rois, ils y entroient par honneur avec cet Habit ou Manteau, & c'est pour cette raison-là qu'on appelle indifféremment du mot de *Pallium*, le Manteau & la Robbe, dont la délivrance s'est continuée jusques dans le quatorzième siècle, mais elle fut enfin appréciée à cent sols, qui étoient dix livres, qu'on paioit pour les deux saisons à chaque Président ou Conseiller



ler outre les gages ordinaires de chaque jour de leur service. J'ai fait exprès cette différence entre Manteau & Robbe, parce qu'elle est de conséquence en ce sujet-ci; car il faut savoir, que quand les Chevaliers cessèrent de composer le Parlement, que l'on traite de Nosseigneurs en mémoire de cette ancienne Chevalerie réputée par les Présidens, parce que le Chevalier étoit ainsi appelé par ses supérieurs, & même par ses égaux aussi-bien que par ses inférieurs, depuis, dis-je, qu'il fut non-seulement sédentaire, mais perpétuel, on y introduisit des personnes de lettres, lesquelles n'ayant point le caractère de Chevaliers n'en purent porter l'habit, mais prirent la robe, qui garda le mot de *Pallium* dans les Comptes de la dépense des Rois, où l'on confondit l'un & l'autre dans l'ancien Chapitre. Alors on vit le Parlement bigaré; les Chevaliers qui y restèrent portèrent le Manteau, & ils étoient distingués par la qualité de Messire & Monseigneur affectée aux seuls Chevaliers, d'avec ceux qui ne l'étoient point, & qui n'étoient encore qualifiés que Maîtres, fussent-ils même Présidens au mortier, ou premiers Présidens. Peut-être m'opposera-t-on à l'égard des premiers Présidens, que j'entends sur la créance vulgaire que le premier Président est Chevalier-né, & que c'est pour cette raison qu'il porte l'empreinte de l'accolade sur son Manteau, comme étant fait Chevalier en vertu de ses lettres. J'avoüe que cela est bien pensé, parce que cela devroit être; je demeure

demeurerai d'accord même que cela est vraisemblable, en ce qu'il y auroit à redire, qu'un Magistrat non Chevalier présidât & primât des Conseillers qui seroient Chevaliers dans une séance où l'on n'admettoit originairement que des Seigneurs & des Chevaliers. Mais cela n'a pas toujours été vrai, & je le prouverai par l'exemple de Messire Jean de Poupincourt, qui ne fut Chevalier que long-tems après qu'il fut premier Président, & qui peut-être est le seul qui ait reçu cette accolade de la main du Roi, dont j'ai la preuve par l'exemple de Maître Robert Mauger, qui fut toujours Maître en vertu de ses degrés, & jamais Messire, ni sa femme Madame, parce qu'il ne fut point Chevalier; par celui de Philippe de Morvillier, lequel quoique Gentilhomme, fut long-tems Maître & premier Président, avant que d'être Chevalier & Messire, & de plusieurs autres premiers Présidens que je m'abstiendrai de citer. Il est vrai que l'Histoire des Présidens, & des Présidens au mortier, ne parle d'aucun qu'elle ne gratifie de la qualité de Messire & de Chevalier, & il y en a même fort peu qu'elle ne fasse sortir des Maisons d'ancienne Chevalerie, mais c'est par une puissance rétroactive & par une pure réflexion sur l'état présent des Présidens du Parlement, dont la Compagnie ne fut jamais plus illustre qu'elle l'est aujourd'hui, par le mérite & par la Dignité personnelle de tous ceux qui la composent. Il résulte de ces discours que la robe des Présidens du Parlement dérive de ces

en *Pallia Militum*, ou Manteaux de Chevaliers que le Roi donnoit aux Chevaliers de sa Maison, parmi lesquels ils choissoit ceux qui devoient tenir son Parlement; & comme ils tenoient à honneur de paroître en cet habit de la Cour du Roi quand Sa Majesté venoit en son Parlement, c'est la raison pour laquelle le Parlement prend la robe rouge quand il plaît au Roi d'y venir tenir son Lit de Justice, comme étant non pas l'habit, mais l'ancienne livrée de nos Rois. Les Présidens y paroissent en habits de Chevaliers, dont ils ont été bien conseillés de garder le caractère qu'on ne leur peut plus contester, & les Conseillers sous celui des anciens Conseillers Clercs & gradués en Droit qui portoient la robe; c'est en mémoire des anciens Chevaliers, dont ils occupent la place, lesquels on distinguoit par le titre de Monseigneur & de Messire d'avec les Clercs & gradués, qu'ils ont confondu dans la suite des tems en une même personne la qualité de Messire Maître, comme pour la même raison l'on a continué à tout le Parlement en Corps la qualité de Nosseigneurs du Parlement en mémoire de la séance des Pairs, & du choix qu'on faisoit de plusieurs Chevaliers pour composer avec eux l'ancien Parlement de France. Ainsi tous les avantages de ce même Parlement lui viennent de la Chevalerie ancienne: & comme il ne peut porter ses prétentions plus haut, les Pairs étant d'un ordre supérieur à la Chevalerie, qui de tout tems leur a fait mépriser la qualité de  
Che-

Chevalier, comme l'un de leurs moindres attributs, en ce qu'ils étoient Seigneurs des Chevaliers; il est sans doute que le Parlement faisant une action de Chevalerie dans la Fonction de Juge, elle est subordonnée de fait & de droit à celle des Pairs.

Après avoir parlé de l'Habit, c'est-à-dire du Manteau des Présidens du Parlement, je dois un petit Discours du Mortier, puisqu'il s'est rendu célèbre par la différence qu'il fait aujourd'hui entr'eux & les Présidens des autres Chambres, qui sont aussi du Corps de la Cour. Ce terme de Présidens au Mortier est une façon de se faire entendre dans les conversations & dans les entretiens, qui n'est permise en écrit, tant en François qu'en Latin, que depuis fort peu de tems, qu'on s'est servi du mot de *Præses Insulatus*, c'est une suite de l'habit de Chevalier, en ce qu'il est de velours, & qu'il y a de l'or pour marque de Chevalerie, du reste ce n'est autre chose que la coëffure de l'ancien tems, qui se justifie par les vieilles mignatures & par les vieilles tapisseries; les bonnets étoient tous de cette manière quand on portoit des chaperons, afin qu'ils servissent comme de moule au chaperon, qui n'étoit que d'un simple drap; mais quand on commença à porter des chapeaux pour la campagne, dont je trouve l'usage sous Charles-six aussi-bien que du feutre, qui s'établit peu à peu dans les Villes en tems de pluie, & enfin à tous les jours, le chaperon est demeuré aux robes tant de Magistrature que des Archers,

plus

plus par bienséance que par nécessité ; & ne leur étant resté que l'usage du Bonnet, on s'avisa, pour la commodité, d'y faire une corne qui servît à le prendre plus aisément ; peu après on y en fit deux, & enfin pour le rendre plus proportionné, on y en mit jusqu'à quatre, selon notre façon d'encherir sur les modes & de les perfectionner. Ainsi d'une coëffure auparavant nécessaire, l'on en a fait une manière d'ornement, aussi-bien que du Mortier, qui est demeuré aux Présidens comme une suite & un accompagnement de leur habit, depuis qu'ils ne se servent plus de chaperons. Cette suite est d'autant plus considérable, qu'elle continue de désigner le caractère des anciens Chevaliers des Parlemens, par l'étoffe & par l'enrichissement d'or, qu'on n'eut pû conserver avec un Bonnet quarré. Mais comme ce Bonnet rond appelé Mortier à cause de sa ressemblance, ne sert plus de coëffure ordinaire, on l'a fait plus grand qu'il n'étoit. Les Princes & les Grands en devroient avoir l'usage pour les Pompes funebres où ils font le deuil, & je m'en rapporte à ceux qui les ont vû en cette cérémonie, si le Bonnet rond ou Mortier ne leur seroit pas plus séant pour être enchaperonnés, que le Bonnet quarré, qui fait une mauvaise figure sous le chaperon.



## CHAPITRE TREIZIEME.

*De quelle façon le Parlement de Paris est Juge des Pairs de France, & que les Pairs sont les Juges naturels des Officiers du Parlement.*

J'AI fait voir assez clairement que le Parlement de Paris est appelé Cour des Pairs à cause de la séance qu'ils y ont, & parce que c'est le Siège de leur Justice; mais, comme quelques-uns pourroient croire par ignorance, que ce nom lui vient du droit & de la possession qu'il s'est acquise de juger les Pairs en cas de crime, & comme cela s'est allegué en faveur des Présidens au Mortier, il ne sera pas mal à propos d'expliquer cette possession. Il est vrai qu'il est de l'usage que les Pairs accusés soient jugés au Parlement, & qu'à cet égard il est appelé Cour des Pairs; mais c'est moins parce qu'on y juge un Pair, que parce que ce sont les autres Pairs qui en sont les Juges naturels; en effet les seuls Pairs pourroient en être les Juges, suivant les exemples que nous en avons; & le Parlement tout seul ne le pouroit être que les Pairs du Roïaume tous généralement appelés; & après le défaut jugé contre ceux qui n'au-

I

roient

roient voulu comparoir ; il faudroit encore que l'accusé le reconnût pour Juge, & qu'il renoncât à son Privilège, auquel cas tout autre Parlement auroit le même pouvoir. Cela s'est vu de nos jours avec douleur au Procès fait à Toulouze au Duc de Montmorenci, qui répondit qu'il ne vouloit pas chicaner la vie ; mais les Pairs furent mal conseillés de ne pas demander, pour l'intérêt de la Dignité, d'être ses Juges, ou en tout cas, que cette procédure, faite contre les formes, en ce que le Garde-des-Sceaux ne les fit point citer tous en particulier, fût blâmée & condamnée. Le Parlement de Paris fit la même faute en l'Arrêt qu'il donna contre le Duc d'Aumale. Le Roi le tint pour nul dans son propre intérêt à l'égard de la confiscation de ses biens, parce que le Parlement l'avoit jugé incompetamment en ce qu'il n'avoit point fait appeller les Pairs, qui étoient les Juges naturels de l'accusé ; si Henri le Grand permit que cet Arrêt s'exécutât à l'égard d'un fantôme, il empêcha qu'il ne sortît effet à l'égard de la Duché d'Aumale, & il souffrit depuis qu'elle demeurât à la Fille du condamné en faveur de son mariage avec le Duc de Nemours, pour lequel il envoya ses pouvoirs & sa procuration aux Pais-Bas, où il se traita sans faire aucune mention de cet Arrêt. Outre l'exemple que nous en avons rapporté au sujet du Procès fait & parfait à Jean Roi d'Angleterre, condamné par les Pairs de France comme Duc de Normandie & de Guyenne l'an

l'an douze cent deux, cela se prouve encore par les Registres du Parlement au sujet du Duc d'Alençon : & Mr. Jean du Tillet Greffier de la Cour l'a fidèlement remarqué. Il cite tous les Pairs & Seigneurs qui furent présens le jeudi neuvieme Decembre treize cent septante-huit pour l'affaire du Duc de Bretagne, & quoiqu'on ne le tint pas pour Pair puisque la Duché lui étoit contestée, parce qu'il s'agissoit de Pairie, les Pairs furent mandés, dont quelques-uns s'y trouverent; ceux qui ne s'y trouverent pas s'excusèrent au Roi par lettres, & la Duchesse d'Orleans fut de ce nombre : ce qui est à considérer pour l'honneur & pour les Drois imprescriptibles de la Pairie, qui subsistoient même en la personne d'une Femme. Les Pairs prétendirent en cette occasion, qu'à eux seuls appartenoit de juger l'accusé; ainsi qu'il fût déclaré, ou qu'ils eussent lettres, que si le Roi déterminoit la Cause & donnoit le Jugement & Arrêt, que ce fût sans leur préjudice, & que par ce moyen nouveau, Droit ne fût acquis au Roi. Le mardi deuxième jour de Mars treize cent quatre-vingt-six, jour auquel l'on fit le Procès au Roi de Navarre, selon les Registres du Parlement que je citerai en leur lieu, & selon le même du Tillet, qui le rapporte en termes exprès, Le Duc de Bourgogne Doien des Pairs remontra au Roi en son Parlement que ladite lettre fut ostroide, mais ne fut jamais faite, & de ce resordoient le Cardinal de Loyn, Messire d'Orgement Chancelier de Dauphin, Messire

Arnaud de Corbis, le Sire de la Rivière, & Messire Estienne de la Grange; & pour ce requeroient avoir icelle lettre, & pareillement requeroient les Pairs avoir lettre semblable pour cette fois, ou autrement ils se départiroient; & pour ce qu'autres-fois, & n'a guères depuis quinze jours en cà, ledit Monseigneur de Bourgogne avoit parlé d'avoir lesdites lettres, & pour cette cause, entre les autres, Messire Amauri d'Orgemont avoit parlé à Monsieur le Chancelier: icelui Monsieur le Chancelier avoit fait assembler Grand Conseil par deux journées, l'une en son Hôtel, & l'autre en Parlement, & ouïe la relation de plusieurs grands sages & vaillans Seigneurs du Grand Conseil du Roi notre Sire, fut délibéré que lettre seroit faite de la date du jour que le Roi seroit en son Parlement, faisant narration du fait de Bretagne & de la lettre requise & commandée, comme lesdits Sages & Conseillers du Roi l'avoient relaté, & aussi faisant narration du fait du Roi de Navarre. Après la Requête faite par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne Doien des Pairs pour tous les Pairs, le Roi m'en a commandé (c'est le Greffier de ce Parlement qui parle) certaine lettre qui sera montrée où il appartiendra, & baillée aux Pairs, & aussi au Premier du Roi, s'il lui semble qu'elle doive profiter ou valoir au Roi.

Il n'y a point de titre plus formel du Droit naturellement acquis aux Pairs de France d'être privativement les Juges les uns des autres, selon le Privilège ancien réservé à eux-seuls

seuls d'être jugés par leurs Pairs & de juger leurs Pairs. Il est tiré des Registres du Parlement pour être plus solennel, il a été délibéré dans le Conseil du Roi qu'on appelloit alors le Conseil étroit composé des premières Dignités de l'Etat, il a été conclu & enregistré au Parlement, sur le témoignage de qui? d'un Cardinal homme d'honneur & de probité, de Pierre d'Orgemont qui avoit été Président au-mortier, puis Chancelier de France, & qui étoit alors Chancelier de Dauphiné, de Messire Arnould de Corbie qui étoit premier Président, & qui fut depuis Chancelier au Parlement, du Sire de la Riviere premier Chambellan de deux Rois, & l'un des principaux Ministres, & de Messire Estienne de la Grange Président au-mortier. On ne peut pas produire des témoins plus illustres ni plus considérables, puisqu'on y peut même comprendre tout le Parlement, qui reconnut ce Droit, qui le vérifia, & qui l'enregistra.

L'an mil quatre-cent cinquante-huit, quand le Roi Charles-sept fit faire le Procès au Duc d'Alençon Prince du Sang & Pair de France, il écrivit au Parlement de Paris par Messire Jean Tudert Maître des Requêtes, pour le consulter dans le cas qui se présentoit sur les Droits de la Pairie tant ancienne que moderne, lesquels furent jugés semblables. Quant à ce qu'il demanda touchant la présence des Pairs, & si elle étoit ordonnée par l'institution du Parlement, on répondit que c'étoit l'usage, & on l'appuya par l'exemple



de cequi se fit au Procès de Robert d'Artois, de Jean dit de Montfort Duc de Bretagne, & du Roi de Navarre: c'étoit tout cequi pouvoit se dire sur les Registres de la Cour; car pour ce qui regardoit l'institution du Parlement, elle étoit de tout tems immémoriale. Quant à la présence des Pairs, elle ne fut pas à la vérité jugée absolument nécessaire, bien qu'ils y fussent appelés, & que le Roi y fût présent. Pour cequi regardoit le Parlement, il ne fut point parlé de ses Droits en cette occasion. Il ne remontra point que ce Procès dût se juger à Paris, & non à Montargis où il se devoit instruire, ni à Vendôme où il se jugea; & quant à la députation de seize Conseillers Laïques, & de six Clercs du Corps de la Cour qui y furent envoïés, ce ne fut point comme Juges nécessaires des Pairs de France représentant le Parlement & la Cour des Pairs en cette partie. Le Registre du Conseil où du Tillet l'a extrait, porte que le Roi l'avoit désiré par les lettres closes portant créance à Messire Jean Tudert. C'est que le Roi vouloit une Compagnie nombreuse tirée de tous les Corps de l'Etat, & il y comprit même les Trésoriers de France.

Il paroît de-là que les Pairs sont seuls Juges naturels & nécessaires des autres Pairs, & cette nécessité parut encore mieux lors du second Procès fait au même Duc d'Alençon pour même crime de conspiration contre l'Etat, sous le Roi Louis quatrième, qui créa de nouveaux Pairs pour représenter la Pairie  
do

de France assemblée à l'effet de cette seule action: si bien que si le Parlement de Pairs est Juge des Pairs de France, ce n'est point en qualité de Juge naturel; mais quand cela seroit, il ne s'en suivroit pas qu'il eût plus de prééminence sur les Pairs que le dernier Pair n'en a à l'égard du Doïen des Pairs, & d'un Prince du Sang, dont il est Juge naturel avec les autres Princes du Sang & Pairs de France. Cette prétention d'être Juges naturels des Pairs est pourtant fondée sur quelque Droit, & tout ce Droit résulte du mot de Parlement; parce que les Pairs ne sont justiciables que du Roi, & de leurs Pairs en Parlement. Mais ce Parlement n'est pas à proprement parler le Parlement de Paris en l'état qu'il est depuis trois cents ans; c'est cet ancien Parlement de nos Rois qui condamna Raïillon & Jean Sans-Terre Roi d'Angleterre. Il étoit jadis composé des Grands du Royaume, & aujourd'hui des Pairs représentés par le Parlement de Paris, en vertu du seul bénéfice de la Pairie de France, laquelle y ayant conservé sa séance, lui a conféré sa Jurisdiction: en telle sorte qu'il est Juge des Pairs avec les autres Pairs; & par la même raison les Pairs sont réciproquement les Juges naturels des Chanceliers, des Présidens, & autres Officiers du Parlement, qui, par réverbération de la Pairie de France, jouissent entr'eux d'une espèce de Pairie subordonnée en ce qu'ils sont les Juges naturels les uns des autres, comme substituée à cette Noblesse du second Ordre,

& à ces Chevaliers de l'ancien Parlement, qui leur ont laissé le Droit de juger tous les autres Nobles du Roïaume, suivant la Loi de l'ancienne Pairie que j'ai établie dans les Chapitres précédens.



## CHAPITRE QUATORZIEME.

*Si les Pairs modernes jouissent des mêmes Droits & Honneurs que les Pairs anciens.*

**D**Epuis la réunion à la Couronne de la plupart des anciennes Pairies, quand nos Rois en ont érigé de nouvelles, ils ont déclaré que c'étoit pour suppléer au défaut de celles qui étoient éteintes, & pour continuer une institution si nécessaire au bien de leur Etat. C'a été par conséquent leur intention de faire revivre une si grande Dignité, qui s'est toujours continuée sans aucune interruption, & cette intention a si-bien passée en Loi, que le Roi Charles-sept, comme je viens de faire voir au Chapitre précédent, envoyant consulter le Parlement sur les Droits de la Pairie, l'an mille quatre-cent cinquante-huit, au sujet du Procès qui étoit à faire au Duc d'Alençon, la Cour répondit en ces propres termes que j'emprunterai de du Tillet Greffier en chef du Parlement.

*Et doivent les nouveaux créés joür de pareils*

*reils Privilèges & Prérrogatives que les douze anciens, soit pour leurs Jugemens, ou pour être appelés aux Jugemens des autres Pairs. Le même Auteur parlant de l'ordre de la séance & des Rangs, dit touchant celui des Ducs & Pairs, s'il est confessé ez Ducs anciens, & dénié ez nouvellement érigés, c'est accuser l'Erection, & blâmer le Roi qui l'a faite plus que ceux qui l'ont obtenue. Je rapporterai encore son sentiment sur le même sujet, & il est d'autant plus considérable, qu'il l'établit par raisonnement & par usage, & sur les maximes & sur les Registres du Parlement. Ez usages des Fiefs des Lombards le Duc est le premier après le Roi, pour ce, faut bien penser avant qu'en faire Erection; car après qu'elle est faite y débattre les Rangs & Prérrogatives, c'est contredire la puissance Royale.*

Ce seroit donc contredire la puissance Royale, que de contester aux Pairs d'aujourd'hui tous les honneurs qui étoient dûs aux anciens, & ce seroit tout de même blesser celle du Parlement, en ce qu'il ne s'est point fait de Duchés ni de Pairies nouvelles, dont il n'ait verifié l'Erection selon l'intention des Rois & des Pairs présens à la verification. Aussi le Parlement n'a-t-il jamais fait de différence entre les anciens Pairs & les nouveaux, & il a prononcé en faveur des nouveaux, non-seulement en ce qu'il écrivit au Roi Charles-sept, mais encore tout autant de fois qu'il a verifié des lettres de Pairie.

Sur ce fondement, on peut conclure infailiblement, selon l'intention du Roi & selon les résolutions du Parlement, que le premier Pair de France n'est point inférieur en Dignité, quant à la Pairie, au Duc de Bourgogne qui étoit autres-fois le Doïen de cette illustre Compagnie, quoiqu'il ne fût pas le plus grand Terrien. D'ailleurs, le Roi étant le Chef de la Pairie, il semble que ce Corps n'a jamais été plus auguste qu'il doit l'être dans l'état présent de la Roiauté, que notre Monarque a rétablie dans ses Droits d'être la première du monde. En effet, si c'est une des Grandeurs de Monseigneur le Dauphin & de tous les Enfans de France, que de représenter le Doïen & les principaux Pairs, si les autres Princes du Sang tiennent à honneur d'être nés Pairs de France, l'on ne peut aujourd'hui concevoir une idée trop excellente ni trop avantageuse de la Pairie.

Néanmoins il s'est trouvé des personnes qui en ont voulu penser tout autrement, faute d'être assez instruites de ce que c'est que la Pairie, & leur principale raison étoit fondée sur la puissance beaucoup plus considérable des anciens; mais ils ne prenoient pas garde assurément aux inconvéniens qui s'ensuivroient de leur raisonnement: car si la Pairie est encore nécessaire, comme tous nos Rois l'ont témoigné, & comme l'ordre le désire, ce seroit souhaiter la confusion dans l'Etat, qui a si notablement profité de la réunion de tant de Pairies, si l'on demandoit des



des Pairs aussi puissans qu'ils le furent dans les commencemens de la troisième Race. Ce seroit vouloir réduire le Domaine du Roi au bien d'un seul Pair de France, & ce seroit encore détruire tous les progrès de la Pairie; puisqu'il est certain que l'on doit cette résignation de Provinces aux Jugemens des Pairs & à la fidélité dont ils les ont appuyés: si-bien que cette inégalité de puissance qu'on leur reprocheroit, se trouveroit contraire à leur institution qui n'a pû servir que l'aggrandissement de l'Etat, & même à la maxime qu'ils ont toujours tenue, qu'il ne doit y avoir qu'une seule Puissance dans l'Etat.

Cela est si véritable, que si l'on compare le tems présent avec celui des Ducs de Normandie, de Bourgogne, & de Guyenne, des Comtes de Champagne, de Flandres, & de Toulouse, l'on demeurera d'accord que le Regne de Louis le Conquerant est tout autrement victorieux que celui de Philippe-Auguste; puisque Philippe n'eut des Guerres que contre ses Sujets rebelles, & que Louis n'a pas seulement dompté la rébellion par ses armes & par sa clemence, mais qu'il a donné de nouvelles Frontières à ses Etats. La puissance en Terres & en Domaines ne fait aucune partie de la définition du Pair; c'est une qualité qui a été moins essentielle, qu'elle est dommageable à l'Etat: car c'est plutôt cette puissance que l'honneur de la Pairie, qui a causé la révolte de plusieurs Pairs, que l'autorité de la Pairie a réprimée;

Et

Et cela étant, cette puissance est plutôt un obstacle qu'un ornement à la Pairie, qui a pour fin de son institution, comme j'ai déjà dit, non pas la grandeur, mais la fidélité du Pair, l'autorité du Prince, & la splendeur de l'Etat.

L'on objectoit encore que le grand nombre des Pairs en avilissoit la Dignité; mais quoique j'aie fait voir dans les Chapitres précédens qu'il y avoit autres-fois autant de Pairs qu'il y avoit de Leudes en France, je dirai encore, pour désabuser le monde de ce nombre de douze, dont les ignorans font un mystère & un nombre sacré, qu'il n'y avoit que douze Pairs quand il n'y avoit que six Evêques dans le Domaine de nos Rois de la troisième Race, & qu'il n'y avoit que six grands Seigneurs seuls Pairs entr'eux, c'est-à-dire les plus puissans. Cela est si vrai, qu'à mesure qu'il revint des nouveaux grands Vassaux directs à nos Rois, ils les admirèrent dans les Conseils de l'Etat & dans leurs Parlemens à la Fonction de Pairie, sans autre différence que du Rang & de la Qualité de Pairs, qui appartenoit privativement aux anciens avec quelques autres Privilèges particuliers. Cela se justifie par le Parlement tenu à Melun l'an douze cent seize, d'ont j'ai tant de fois parlé, & par plusieurs autres, qui nous font voir que nos Rois étoient soigneux d'assembler les plus Grands du Royaume avec les Pairs, & c'est ce qui leur a donné lieu de multiplier cette Qualité. Ils ont

ont pû le faire en tout tems, mais ils l'ont fait par nécessité quand ces anciennes Pairies se sont éteintes par leur réunion à la Couronne, & c'est assez qu'ils aient pû le faire une fois, pour en continuer l'usage autant de fois qu'il leur plaira. S'il est de l'autorité des Rois de multiplier les Dignités, leur dessein est plus digne de louange que de blâme, quand ils s'en servent pour entretenir une généreuse émulation entre leurs Sujets, s'il s'en trouve plusieurs qui y aspirent par de grands services. Je ne croi pas qu'on puisse dire avec raison que l'Etat soit malheureux, qui produit tant de personnes de mérite, que le Prince puisse avoir tort de les récompenser toutes.

Peut-être m'opposera-t'on qu'une Dignité conférée à plusieurs perd de son éclat & de son prix ; mais si cela étoit, le Parlement de Paris ne seroit qu'une foible image de l'ancien Parlement de France, par l'Erection de tant d'autres Cours Souveraines : la multiplication des Cardinaux, des Archevêques, & des Evêques, auroit donné atteinte à leur rang & à leur autorité ; celle des Maréchaux de France d'aujourd'hui en auroit diminué l'honneur & la dignité, & néanmoins ils ont tous le même Caractère avec les mêmes Droits ; je dirai même des Maréchaux de France, qu'ils sont plus considérables par les Privilèges qu'ils ont annexés à leurs Charges, que quand ils n'étoient que deux. Si c'est assez de douze Pairs pour le Couronnement du Roi, je n'estime point que

ce soit trop de cinquante pour l'ornement de la Cour, pour l'éclat & la dignité de son Lit de justice, aussi-bien que pour son service dans les Armées, & dans les principaux emplois. Quand il ne s'en trouva que six de Laïques, il n'y avoit que six Puissances à-peu-près égales dans le Roiaume, & l'Etat souffroit de cette restriction; parce que l'Office des Pairs est de représenter un Noble du premier Ordre & de la première Dignité dans le Conseil du Roi, qui n'étoit anciennement composé que des Prélats & des grands Seigneurs de France, en plus grand nombre qu'il n'y a de Pairs aujourd'hui.

Ils sont ces anciens Leudes & ces Fidèles des Rois de la première & seconde Race, tous Juges de leurs Pairs, c'est-à-dire Juges naturels du Roiaume, qui n'étoit autrefois composé que de ces deux Ordres. C'est si peu une Qualité féodale & naturellement attachée à une certaine Terre ou Seigneurie, qu'il n'y avoit du tems des Leudes qu'une seule espèce de Seigneurie, qui n'étoit autre chose que la possession libre de certains fonds cultivés & habités par certain nombre de Serfs selon son étendue. Il n'importoit alors que ces fonds fût Beneficiaire ou Alodial, c'est-à-dire, que ce fût une nouvelle grâce du Prince ou un bien héréditaire, ni qu'il fût plus ou moins considérable en ses revenus; le Rang se régloit par les Dignités & par le mérite personnel, & selon que le mérite se trouvoit en plus ou moins de personnes à la Cour de nos anciens Rois, leurs Cours étoient,

étoient plus ou moins illustres : mais quand ils convoquoient leurs Parlemens , ils tenoient à honneur dans ce jour de leur gloire d'être environnés d'une grande foule de Nobles & d'Ecclésiastiques , dont ils prenoient les avis pour les affaires qu'ils avoient à juger.

Chacun y étoit jugé par son Pair , c'est-à-dire par son pareil , & de-là est venue la Pairie de France , communiquée aux seuls Evêques & aux Nobles , parce qu'il n'y avoit point de tiers - Etat. Il ne s'établit ensuite que par certain Droit de communauté donné aux Villes ; & jusques-là les Causes des roturiers étoient réservées & renvoyées au Tribunal des Comtes & Vicomtes lors Officiers de Justice , & des *Missi Dominici* , c'est-à-dire , des Intendans & des Juges délégués dans les Provinces. Voilà quelle étoit l'ancienne Cour de nos Rois & l'ancien usage de la Pairie , dont le Droit résidoit en la personne de chaque Leude ou Grand de France , jusqu'au déclin de la Race de Charlemagne , que les plus puissans des Ducs & des Comtes , se prévalans de la foiblesse des Rois , se rendirent Seigneurs propres de ce qu'ils tenoient par commission. Ceux-là devenus par ce moien seuls Pairs entr'eux , établirent une nouvelle espèce de Pairie , laquelle cessant d'être propre à la personne , fut attachée en Fief à la Terre & à la Dignité de la Terre ; mais l'Office de la Pairie étant personnel , on y garda toujours cette distinction , que le Pair faisoit un Hommage séparé



séparé de la possession du Fief en Pairie, & de l'Office de Pairie. Cela se voit encore par les Hommages des Ducs de Bourgogne & autres Pairs, qui sont registrés en la Chambre des Comptes.

Ainsi la Seigneurie n'est qu'un accident en la Pairie, qui est purement personnelle par son institution, & c'est encore sur ce fondement-là qu'il faut distinguer les difficultés que l'on fait pour l'Erection des Terres en Duchés & Pairies, & même en Marquisâts, en Comtés, & en Baronnies. C'est pour l'honneur de la Terre, qu'on demande qu'elle soit d'un revenu suffisant & qu'elle soit digne du titre; mais pour la Pairie, il suffit d'une enquête de vie & mœurs telle que pour la réception d'un Magistrat, duquel il n'importe s'il est riche ou pauvre, pourvu que ce soit un sujet capable de la charge dont il est revêtu.

Ce qu'il y a de plus essentiel pour le Duc & Pair Laïque, c'est qu'il doit être Noble; pour pouvoir être Pair & pareil aux autres Pairs & aux anciens Leudes; mais pour le Pair Ecclesiastique, comme c'est de l'Episcopat qu'il tient sa Dignité, c'est assez qu'il soit Evêque, parce qu'il est encore à présent Membre de l'ancien college des douze Pairs qui succeda au grand nombre des Leudes. Le Roi Philippe le Bel a lui-même décidé qu'il importoit peu que le Pair Ecclesiastique fût plus riche que les autres Evêques, dans la Lettre qu'il écrivit l'an treize cent-sept au Pape Clement cinq pour l'Eglise de  
Laon

*Laon, Landuensem ecclesiam, licet in facultatibus tenuem, inter cæteras Regni nostri, ut pote paritate sine Paragio regni ejusdem dotatam excellentiâ nobilissimam reputamus.* Je remarquerai à propos de ces Pairs Ecclésiastiques, dont on ne conteste point le rang & la qualité, qu'ils ont décidé cette question par leur séance; car ils ont toujours déferé à l'ordre immémorial qui donne la préséance aux Pairs Laïques dans les Parlemens. Ils reconnoissent encore qu'ils sont au droit des six anciens: & si les Pairs Laïques sont toujours reconnus, dira-t'on avec raison que ce soit par ignorance ou par foiblesse, que tant de personnages illustres qui ont rempli leurs places ne s'en soient jamais plaints dans la tenue des Parlemens & des Etats, où tout ce qui se fait passe pour une décision faite d'un consentement public? Pour moi je ne croi pas qu'on puisse mieux justifier que les Pairs Laïques d'aujourd'hui sont au droit des anciens, que par leur subrogation portée par toutes les lettres d'Erection, lesquelles nous font si bien voir que l'intention des Rois a été de suppléer à leur extinction, que les Pairies Ecclésiastiques ne pouvant s'éteindre, c'est pour ce sujet-là seul qu'il ne s'en est point érigé de nouvelles pour les représenter. Il est donc incontestable que les Pairs d'aujourd'hui sont aux mêmes droits des anciens, puisqu'ils les représentent; & l'on ne peut soutenir le contraire sans contredire la puissance Roïale, ni sans choquer l'autorité du Parlement, & sans renverser l'ordre & la

séance des Etats du Roïaume. Le Chapitre suivant fera voir qu'ils sont au même Rang des anciens Pairs, en ce qu'ils y tiennent les premières places.



## CHAPITRE QUINZIEME.

*Des Etats de France, vulgairement appelés les trois Etats, & du Rang que les Pairs y tiennent.*

LE nom d'Etats semble donner l'idée de je ne sai quoi de grand, les peuples s'en forment une idée si avantageuse qu'ils s'imaginent que le Roïaume doit reprendre une nouvelle face; mais le succès a toujours fait voir que c'est la rareté de cette sorte d'assemblées qui fonde tant de vaines esperances. Bien loin d'en augurer tant de merveilles, c'est plutôt un signe de trouble & de mauvais tems, comme quand le soleil se leve dans une nuë; car on ne s'avise guères de les convoquer si l'Etat ne pâtit, & il ne pâtit jamais d'avantage que quand le soleil de l'Etat, qui est le Roi, souffre quelque éclipse, c'est-à-dire, quand sa lumière & sa splendeur sont offusquées par la funeste interposition de quelque parti. Le Prince, qui en a besoin pour lui-même, les accorde à ses Sujets comme une grace. L'on présume de-

de-là une restauration des Loix & des Privilèges, on dresse des Cahiers de remontrance, & des plaintes, & l'on fait choix de Députés qu'on estime bien intentionnés; mais il a toujours été que les particuliers trafiquent de l'intérêt public. Ces Députés prennent adroitement leurs précautions pour ce qu'ils ont à dire, & tout se passe en harangues & en révérences, après que le Chancelier a assuré tout le Roïaume réputé présent des bonnes intentions du Souverain pour l'avenir, ou qu'il a représenté ses besoins si on les a convoqués pour leur proposer quelque grande entreprise.

Cette forme d'assemblée d'Etats, où il ne se résout rien qu'en termes généraux, est empruntée de ces anciens Conseillers de nos Rois, qu'on appelloit diversement en Latin *Placita Regum Colloquia, vel Parlamenta*, où ils gardoient toute leur autorité, qu'ils feignent aujourd'hui de voiler dans les Etats, par une adresse qui la doit rendre encore plus redoutable. Aussi n'y a-t-il que le peuple qui s'y abuse, dans la joie qu'il a de faire sa partie dans un si noble concert, & cette joie lui est d'autant plus sensible, qu'il en étoit autres-fois exclus: en effet, il n'y avoit que les Ecclesiastiques & les Nobles qui eussent droit de se trouver à ces Parlemens, où la discipline Ecclesiastique & Civile étoit réformée sur la remontrance des uns & par le conseil des autres, mais toujours par l'autorité du Prince. De-là vient le mot de *Placitum*, qui est resté dans les Ordonnances

sous le terme de tel est notre plaisir. On y décernoit sur les faits dont il se présentoit occasion de décider, comme l'on fait aujourd'hui dans le Parlement: si bien que nos Loix viennent de la même source que la doctrine des Arrêts dont on fait une nouvelle Jurisprudence, c'est-à-dire, que de plusieurs Causes jugées d'une même manière par nos Rois en leurs Parlemens, on a introduit des maximes qui ont passées en usage, lesquelles pour cette raison ne doivent relever en rien des Loix Romaines, qui étoient de peu de considération chez nos anciens, & dont l'étude n'a pas tant servi à l'expédition qu'à la prolongation des procès, en fournissant des exceptions contre le sens naturel, & contre la pratique des Coûtumes, qui s'établissoient sur la mémoire des choses jugées.

Il importoit peu à nos Rois, & à ceux de leur Cour, si tel ou tel Empereur en avoit ainsi ordonné; il étoit de leur grandeur de ne point captiver leurs sens sous l'obéissance d'un raisonnement étranger, & c'étoit assez qu'ils sçussent par eux-mêmes, ou par leur Conseil, c'est-à-dire par leurs Leudes, & depuis par les Pairs, & par les Prélats & Barons, comment l'on avoit coûtume d'en user en certains cas. Aussi ne voions-nous pas qu'on citât aucune Loi dans les Parlemens de nos Rois, & des Princes de France, qui eurent le même Droit de juger avec leurs Vassaux, & l'on se contentoit d'alleguer l'usage qui s'étoit introduit dans leurs Cours. Cela est si vrai, que ces Princes ou Pairs étant



étant par ce moien convenus de quelques Coûtumes, on assembla souvent les Nobles de leur Pais, pour régler par leurs avis les Différends dont les Rois avoient à prononcer dans leurs Parlemens. De-là vient ce respect qu'on porte encore aux Coûtumes particulières, dont chacun des Nobles avoit intérêt de se faire instruire, pour s'acquitter du ministère de Juge naturellement attaché à la qualité de Vassal ; c'est cequi les rendoit tous capables d'être employés dans les Parlemens, où les affaires se terminoient par leur expérience & par le bon sens : mais nos Rois y ayant introduit plusieurs Clercs, tous gens de lettres & de loisir, leur opiniâtreté pour le Latin, & l'affectation de paroître savans dans les Loix étrangères, défigura peu à peu cet ancien Parlement. Il se forma de ces gens de lettres & de loix un nouveau Corps dans l'Etat, qui se fit une profession en tout tems de cequi n'occupoit la Noblesse que pendant les octaves des principales fêtes de l'année, quand elle se trouvoit auprès de nos Rois aux lieux où ils afflignoient leur Cour, c'est-à-dire leur Parlement, pour rendre justice à leurs Sujets, ou pour traiter des affaires de leur Etat.

Ce nouveau Corps prenant ses avantages de l'absence des Nobles, que le devoir de leur naissance & de leurs Fiefs retenoit dans les Armées, changea si bien la forme & la manière du Parlement, qu'on n'y parloit plus la même Langue à leur retour ; & ils le méconnuent eux-mêmes. Alors ils se trouverent muets parmi le jargon de la Chicanne, &

parmi les procédures toutes nouvelles de la Justice, & se dégoutèrent enfin d'un emploi dont ils n'étoient plus capables avec leur bon sens & avec leur équité naturelle. Ainsi notre Noblesse perdit ses Coûtumes & son Rang dans le Parlement, & devenant esclave des Loix des Etrangers qu'elle avoit chassés de la Gaule, elle ne se trouva plus propre qu'à la Guerre, & ne fut plus bonne à rien en tems de Paix : d'autre part, le Parlement qui s'étoit mis en possession de toute l'autorité des anciens Chevaliers de la Cour de nos Rois, retint à soi le nom de Cour.

L'habit & les marques de Chevalerie demeurèrent aux Présidens, lesquels renoncans prudemment au métier des armes, se sont réservés les Loix, pour ne vaquer qu'à l'exercice de la Justice, & se sont maintenus dans toute la puissance de l'ancien Parlement, par leur union avec les Pairs, qui se sont trouvés seuls en Droit & en Fonction de représenter la figure de cet ancien Parlement. De cette union, dont le Parlement doit avoir pour principal intérêt l'entretien & la durée, procède le Droit qu'il a de représenter les États du Roïaume, quand le Roi y vient avec les Pairs pour y délibérer des affaires de son Etat : car Parlement & Etats sont des noms sinonimes, & qui signifient la même chose ; & ce qu'on appelle États-généraux n'est autre chose que la convocation du Parlement en la forme ancienne, & n'a rien de plus auguste en son éclat & en son autorité, que le Parlement de Paris illustré de la présence du Roi & des Pairs.

S'il

S'il s'y rencontre quelque peu de différence, c'est que le peuple est admis aux Etats par Députés sous le nom de tiers-Etat, & cela ne veut pas dire qu'il soit admis de droit à la délibération, mais seulement pour représenter ses intérêts, comme il fait en toute humilité & le genouil en terre, & pour recevoir les ordres du Souverain. Il n'étoit pas moins compris autres-fois dans les anciens Parlemens, & il ne l'est pas moins aujourd'hui dans les Parlemens ordinaires, où les Edits se vérifient avec la même autorité, que s'ils étoient statuéés en pleins Etats; & cela vient de ce qu'il ne faisoit point de Corps séparé, parce qu'à vrai dire il n'avoit point de Corps. J'ai déjà dit ci-devant en plusieurs endroits, que tout ce qui n'étoit pas Noble ou Ecclésiastique n'étoit point directement de la Jurisdiction ordinaire des anciens Parlemens, pendant lesquels on ne parloit point d'Etats; c'étoient gens de pouëst, *Gentes potestatis*, relevans absolument de leurs Seigneurs, dont ils étoient Serfs ou hommes de corps, sujets à la taille, aux corvées & autres droits, & tellement attachés à la Terre du Seigneur, qu'ils n'en pouvoient partir, ni se marier ailleurs, sans paier le droit de formariage; & s'ils transportoient leur habitation dans les Villes du consentement des mêmes Seigneurs, ils y demeuroient avec leur lien & avec droit de vendication. Ces vendications se plaidoient aux plaids du Prince appellés *Malli publici*, tenus par les Comtes particuliers, ou par les *Missi Domini*, ou Intendans, qui jugeoient de leur Etat.

Il est vrai que le Roi avoit aussi ses hommes dans les Villes de son Domaine, qu'on appelloit les bourgeois du Roi, mais ils étoient sujets aux mêmes droits; toutes-fois il ne s'ensuivoit pas de-là que tous ceux qui demeuroient dans une Ville appartenante au Roi ne fussent hommes que du Roi: les Evêques, les Abbés, les autres Ecclésiastiques, les Seigneurs voisins y en avoient aussi, & les Rois mêmes donnoient, vendoient, ou changeoient de ces Serfs, & il se faisoit des Contrats pour des familles entières, lesquelles venant à multiplier, faisoient confusion entre cequi appartenoit au Roi & au particulier. Cette confusion s'accrut encore lorsque nos Rois relâchèrent aux Nobles le Droit de Justice, qui commença à distinguer le Fief d'avec l'Alfeu, & le bien Noble d'avec la Roture, parce que chaque homme devint justiciable de son Seigneur, & particulièrement, quand les Grands, à l'exemple du Roi, commencèrent à rendre censuel cequi étoit capital, & transférerent sur les biens ce qu'ils prenoient par tête sur leurs Sujets.

Cela arriva particulièrement, quand ces Sujets, ou hommes de pouëst, eurent obtenu le Droit de *Pecule*, & qu'ils devinrent maîtres de leur industrie. Alors ils trouverent moïen de devenir d'hommes de bras une manière de fermiers, prenant à cens ou champart les maisons ou les terres qu'ils cultivoient auparavant comme Serfs. Jusques-là on ne savoit en France ce que c'étoit que commerce; tout le trafic s'y faisoit par les Etran-

Etrangers, & particulièrement par les Italiens, qui venoient aux foires, & qui emportoient tout l'argent du Roïaume, où ils faisoient des usures insupportables sous la protection des Princes. Mais quand le peuple & les bourgeois des Villes se sentirent un peu soulagés de la servitude, & quand ils se virent en état de disposer de leurs inclinations, ils commencerent à cultiver les Arts mécaniques & la marchandise, & se firent assez riches pour acheter leur Franchise personnelle, en demeurant néanmoins justiciables du Seigneur, sous le nom de leurs hommes & de leurs hôtes. Les mêmes Communautés se racheterent à pareille condition; elles traitèrent de certaines terres dans leur voisinage à certaines redevances, & pour cette raison, & parce qu'elles en jouissoient en commun, le nom de Commune leur est demeuré.

Quand ils furent ainsi maîtres de leurs personnes & de leurs biens, il leur fallut des Loix & des Coûtumes pour en maintenir la possession entr'eux. Ils traitèrent des Coûtumes avec leurs Seigneurs, qui les leur accordèrent, aux uns selon le modèle de quelques autres, témoin ceux de Dijon, qui les demanderent à leur Duc toutes conformes à celles que le Roi avoit accordées à ses bourgeois de Soissons, & aux autres selon qu'ils les souhaiterent; & de-là vient la diversité des Coûtumes dans ce Roïaume. Ils voulurent encore avoir des Juges de leur sorte, avec certain degré de Jurisdiction pour les Différends qui pourroient naître entr'eux, & ils



les obtinrent sous divers noms, de Prévôts, de Maires, de Doïens, d'Echevins, de Majeurs, & même de Pairs; ce qui marque que le mot de Pair signifie le Juge de son pareil, & il reste encore de ces Pairs en beaucoup de lieux de Picardie. C'est ce qui a établi dans les Villes tant de degrés de Jurisdiction, qui furent depuis abrogés par l'Ordonnance de Cremieu, parce que les Seigneurs retinrent à eux & à leurs Officiers l'appel de ces Pairs bourgeois, qui ne connoissoient guères que des querelles & des injures dans la Ville & banlieue, c'est-à-dire dans l'étendue de ce que les bourgeois possédoient à titre de Commune, & des délits faits dans les champs des mêmes bourgeois.

Voilà succinctement l'origine & le progrès de ce qu'on appelle tiers-Etat, lequel craignant de retomber avec le tems dans la servitude dont il s'étoit racheté, eut recours aux Rois pour la confirmation de sa Franchise & de ses Privilèges. Les Rois de leur côté profitèrent utilement de l'occasion en le favorisant. Alors ces Communautés fortifiées de l'autorité Roïale, tinrent tête à leurs propres Seigneurs quand ils voulurent donner atteinte à leurs Droits; elles se pourvurent à la Justice du Roi, & en vertu de leurs lettres de confirmation, elles portèrent leurs plaintes à son Parlement par voie d'appel, & cela étendit l'autorité du Roi de telle sorte, qu'il rentra peu-à-peu dans le Droit de Justice & de Seigneurie de ce  
que

que ses prédécesseurs avoient perdu dans la décadence de la Monarchie.

On expliqua en faveur des peuples les Droits de Seigneurie que les Seigneurs s'étoient réservés, & on restreignit le pouvoir de leurs Officiers pour la punition des crimes capitaux. On établit des Juges Roiaux, & quand les grandes Pairies vinrent à s'éteindre, & à être réunies à la Couronne, l'on assigna des Parlemens sous le nom d'Echiquiers ou de grands-Jours, qui acheverent de rendre la Justice du Roi souveraine dans tout son Royaume, comme elle l'avoit été sous la première & seconde Race, où il n'y avoit point d'autres Justices. Mais elle fut encore plus considérable par l'union de ce tiers-Etat, qui étoit auparavant non-seulement sans Loix & sans Coutumes, mais sans aucun Droit, & même sans nom. Ainsi aiant reçu sa forme & son être de l'autorité & de la magnificence Royale, il n'étoit pas juste que croissant en biens & Privilèges, & possédant en propriété des fonds pour lesquels les Seigneurs qui les avoient aliénés à certain cens devenu à rien par l'abondance de l'argent, devoient un service continuel à l'Etat, il ne fût d'aucun secours à ce même Etat dans les nécessités publiques : car les Seigneurs rendoient un service personnel dans les Armées, & les Evêques mêmes n'en étoient pas dispensés, puisqu'on les contraignoit de s'y trouver avec leurs Vassaux ; les Abbés qui étoient Religieux y envoient aussi leurs avoués à cause  
de

de leurs Fiefs ; mais comme ils possédoient aussi de grands fonds, qui leur avoient été amortis, & qui auroient diminué la puissance de l'Etat s'ils n'eussent porté leur part des charges publiques, on les obligea de fournir un certain nombre de charrois à la suite des Armées ; on demanda le même secours à ces Communautés nouvellement établies, avec certain nombre de pionniers pour la clôture des Camps & les travaux des Sièges, & principalement aux bourgeois des Villes.

Pour ceux de la campagne, on leur imposa certaines taxes, à proportion de leurs forces ou du besoin qu'on en eût, sous le nom de taille, qui ne leur étoit pas inconnu, puisqu'ils l'avoient payée à leurs Seigneurs ; & parce que les Etrangers, qui profitoient avec nous par l'apport de leurs marchandises, & par le transport qu'ils faisoient d'argent & de denrées hors du Roïaume, n'en devoient pas être exempts, on établit les douanes & traittes foraines. L'abus que divers Seigneurs commettoient en leur monnoie, donna encore lieu au Roi de s'en approprier le Droit, & par conséquent la connoissance, comme pareillement celle des usures. De tout cela on fit un bon revenu au Roi, dont on rendoit raison par chapitres séparés en sa Chambre des Comptes.

Pour l'ordre & pour la perception de toutes ces finances, on fit premièrement choix de certaines personnes des plus qualifiées de la Cour, tous Prélats & Chevaliers, qu'on déleguoit dans les Provinces avec l'autorité sou-

souveraine, sous le nom de Généraux des aides & subsides, qui, comme autres-fois les *Missi Dominici*, portoient le nom & l'autorité du Roi par-tout: car les Gentilhommes les recevoient, & si les grands Seigneurs & les Princes faisoient quelque difficulté de laisser établir leur Jurisdiction ambulatoire, l'on les intéressoit de quelque partie de la subvention. Par ce moïen on établit par-tout le Droit du Roi, & quand on y eut accoûtumé les peuples, on fit de ces Commissaires une petite Cour résidente à Paris, qu'on appella la Cour des Généraux, & qui est aujourd'hui la Cour des aides.

On se servit encore auparavant, & du tems même de ces Généraux, d'une autre voie préparatoire à l'établissement des subsides extraordinaires; c'est que le Roi députoit des personnes considérables aux Ecclesiastiques, aux Nobles, & aux bonnes Villes des Provinces, comme l'on fait encore dans les Pais nouvellement acquis à la Couronne, auxquels on a laissé le Privilége de s'assembler sous le nom d'Etats, à condition de contribuer gratuitement; & ces Députés prenoient qualité d'envoïés par le Roi vers les gens des trois Etats. De-là est venu le nom de tiers-Etat donné au peuple il y a trois cent cinquante ans ou environ: ces gens des trois Etats s'assembloient par Sénéchaussées & par Baillages, & les Commissaires du Roi leur faisoient entendre sa volonté & ses besoins; ils convenoient ensuite d'une certaine somme d'argent,

gent, ou de fournir certain nombre de gens de guerre entretenus. Je remarque par diverses quittances qui sont à la Chambre des Comptes, que quand la Guerre commença entre Philippe de Valois & les Anglois, on laissa à la Picardie le choix des Chefs pour les troupes qu'elle promit; elle élit Gaucher de Châtillon Comte de Porcéan, Connétable de France, pour avoir le soin & l'intendance de cette subvention, & il l'accepta sous certains gages. J'en ai vu les quittances sous le nom d'Elû de la Province, que ce premier Officier de la Couronne ne dédaigna pas, parce que c'étoit une marque de l'estime qu'on faisoit de lui.

Dans chaque Baillage, Vicomté, ou Sénéchaussée, le tiers-Etat se conserva ce Droit d'élire un Commissaire pour la perception de ces sortes de subsides extraordinaires, & de-là dérive encore la Jurisdiction des Elûs, jadis affectée par commission à certain bourgeois seul, qu'on éliisoit pour sa bonne réputation, tel que fut à Paris Denis Hesselein sous le Roi Louis quatrième, qui l'appelloit ordinairement son compere, pour avoir tenu sur les fonds un de ses enfans. Cet emploi étoit fort honorable en ce tems-là, parce qu'ils étoient véritablement Elûs, & parce que l'Elû ne s'éliisoit pas lui-même, comme il a fait depuis par la vénalité de cette commission en titre d'Office. Mais du Tillet s'est trompé en confondant ces Elûs avec ceux qui en ont pris la qualité en la souscription de quelques



ques Chartres de nos Rois; car ce ne font pas de simples Elûs de Ville, mais des Evêques Elûs, qui se qualifioient ainsi auparavant leur Sacre.

Le peuple aiant donc ainsi été admis, pour le besoin qu'on avoit de lui, aux assemblées que les Envoies des Rois faisoient dans les Villes sous le nom de tiers-Etat, nos Rois les appellerent pareillement à de semblables convocations, quand ils jugerent que leur présence en hâteroit l'exécution; & je remarque principalement que depuis la première assemblée des Députés des Villes, convoquée à Paris par Philippe le Bel l'an treize cent quatorze, Charles-cinq Regent du Roiaume fit une assemblée des trois Etats à Paris, après la prise du Roi Jean son Pere à la bataille de Poitiers. Le Roi Charles-sept en usa ainsi dans la nécessité de ses affaires; il manda par Députés les Provinces qui étoient demeurées sous son obéissance, à Selles en Berri & autres lieux, pour les inviter à l'assister de grandes sommes d'argent; & par les lettres de gratification qu'il fit à ceux qui favorisoient ses intentions, je vois qu'il donna à ces convocations le nom d'assemblée des trois Etats du Roiaume, & même à celles qui se firent sous son autorité par les Gouverneurs des Provinces.

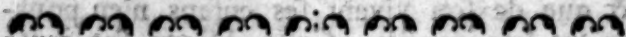
Or dans ces assemblées on ne parloit que de l'état présent des affaires, qui en étoit le principal sujet. Ce n'étoit que par bien-séance si l'on déplorait quelque desordre passé, & c'étoit par une pure reconnoissance,

sance si le Roi promettoit d'y apporter quelque remède pour l'avenir. Ainsi ce qu'on appelle Etats - généraux n'a aucun rapport qu'extérieurement à la tenuë des anciens Parlemens, en ce que toute la Cour de France y assiste selon les Rangs, & que toutes les assemblées où le Roi tient la Cour sont appellées Parlemens. Tout ce qu'on en peut inférer, c'est qu'étant par conséquent une espèce de Parlement, l'ordre des Pairies anciennes y est gardé, & que le Heraut appellant ces Pairies selon leur érection, les Pairs qui sont présens y tiennent en personne le premier rang sur le haut dais aux côtés du Roi. Pour les Cours de Parlement, elles ne s'y trouvent que par bénéfice de la députation dans l'ordre du tiers-Etat, & c'est une marque infailible que le Roi & ses Pairs, quelque part qu'ils s'assemblent, donnent à cette assemblée le nom de Parlement.

Que si l'on se sert de l'occasion de la tenuë des Etats pour faire de nouvelles Loix & des Ordonnances, comme le Roi Henri trois fit à Blois, c'est encore un véritable Parlement selon la forme ancienne, & l'on doit le même nom d'Etats & de Parlement à l'assemblée dite des Notables, tenuë à Rouen par le Roi Henri quatre l'an mil cinq cent nonante - six. Sa Majesté ordonna que la Pairie régleroit la séance, sans avoir égard à l'estoc des Maisons. C'est pourquoi le Comte d'Auvergne Bâtard de France, les Ducs de Nemours, de Mayenne, de Nevers, de Luxem-

Luxembourg & de Joïeuse, ne s'y trouverent point; & j'en ai une rélation fort exacte, qui en rapporte la raison en ces propres termes. Monsieur le Connétable, Duc de Montmorenci, disputa le rang & la préséance contre Monsieur de Nevers, à cause qu'il ne pouvoit encoré tenir le Rang de Duc de Nevers, attendu que, par le contract de mariage de Monsieur son Pere & de Madame de Nevers sa Mere, il est dit que si elle survit, elle demeure Duchesse de Nevers, & que de son vivant ses enfans n'en pourroient être investis. Cette dispute fut cause que le Duc de Nevers ne se trouva pas en l'assemblée, & que, pour éviter une autre fois de tomber en pareille question, quelques jours après Madame sa Mere fit une declaration, & accorda à son Fils l'investiture dudit Duché. Monsieur de Luxembourg la disputa pareillement contre Monsieur de Joïeuse, ce qui fut cause que l'un ni l'autre ne s'y trouva; le Duc de Joïeuse même ne vouloit céder à mondit Seigneur le Connétable, comme fit Monsieur d'Epéron; c'est que le Roi Henri-trois avoit donné le premier Rang à ces deux Ducs devant les autres plus anciens, ce qui fut jugé abusif. Messieurs du Maine & de Nemours refuserent semblablement d'y assister, pour n'être point précédés par ledit Seigneur Connétable de Montmorenci; & Monsieur le Comte d'Auvergne, parce qu'il n'eût eu Rang que tout le dernier, n'étant ni Duc ni Pair de France. Je me contenterai ici de ce seul exemple, qui fait

voir que la Pairie donne les Rangs dans toutes les assemblées qui se font pour le bien de l'Etat, & que la présence du Roi avec ses Pairs constitue en tout lien, comme j'ai déjà dit, ce qui s'appelloit Parlement de France sous la première & seconde Race, & qu'on a appelé le plus souvent Cour des Pairs sous la troisième, parce qu'ils sont Conseillers-nés du Monarque, & Juges-nés de la Monarchie.



## CHAPITRE SEIZIEME.

*De la Loi Salique, dont les Pairs de France sont les Juges & les Gardiens.*

**I**L n'y a point de plus auguste marque de ce caractère de Juge, naturellement attaché à la Pairie, que cette prérogative affectée & réservée aux Pairs d'être seuls capables de juger de la succession de la Couronne; & ce qui leur est encore plus glorieux, c'est que la France doive à leur affection pour l'Etat, & à leur fidélité envers la Maison Royale, l'avantage qu'elle a de ne pouvoir être dominée par aucun Etranger, selon l'ancienne Loi des Francs, qu'ils ont si généreusement maintenue. C'est cette Loi, qu'on appelle vulgairement la Loi Salique, de laquelle je ne puis me dispenser de donner un Traité, puisqu'elle appartient de si près à la Pairie.

Pairie. Le bruit qu'elle a fait dans tout l'univers a donné lieu à plusieurs Auteurs de s'appliquer après la recherche de son institution, & l'on a fait des livres presque entiers de son étimologie; parce que jugeant de la cause par l'effet qu'on lui a attribué, l'on a cru qu'elle devoit avoir une origine sacrée, & une naissance toute merveilleuse. Je ne m'arrêterai pas à rapporter ici tout ce qu'on en a dit; aussi-bien la plupart de ceux qui en ont traité feroient-ils mal reconnus de la violence qu'ils ont faite à la vérité, de la gêne qu'ils se sont donnés, & de la torture qu'ils ont fait souffrir à la Géographie, pour trouver moien de puiser dans la rivière de Saal, ou dans le ruisseau de la Seille, dequoi former un fantôme & un pur Etre de raison. Comme le mot de Salique vient de Salien, qui étoit une espèce de millicé Franque, pour ne pas dire François, avant que la Gaule eût perdu son nom pour prendre celui de ses Conquerans, on a recherché l'origine de ce mot Salien sur des rivières, sur des ruisseaux, & jusques dans des puits de sel: quelques-uns même ont fait une allégorie favorable sur les propriétés du sel, pour louer les Francs d'une prudence singulière, & je ne touche tout cela que légèrement, parce qu'il ne mérite pas la moindre réflexion. Il est sans aucun doute que le nom de Loi Salique vient des Saliens, & il est certain encore que les Saliens étoient Francs d'extraction; toutes les Histoires en conviennent. Ce mot de Salien n'est point emprunté d'aucune rivière, ni d'aucun terme



Teutonique; c'est une épithète donnée par les Romains, selon leur coutume, à une certaine milice Franque, qui étoit la fleur de la Noblesse des Franks, laquelle impatiente de repos, & cherchant des aventures pour se signaler, ne gardoit pas seulement les limites d'entre l'ancienne France ou Allemagne & la Gaule, mais faisoit des courses continues sur la Gaule même, lors sujette de l'Empire Romain. Il en est de même aujourd'hui des Cosaques, qui sont plutôt une milice qu'un peuple, & que l'on a nommés ainsi du nom de Kosa qui signifie une fleche, à cause de leur célérité dans leurs irruptions. C'est pour la même raison qu'Amian Marcellin appelle Saliens ces Franks des rivages du Rhin, qui s'étoient jettés sur le Pais de Hollande sous l'Empire de Constans, & que Julien l'Apostat en chassa l'an trois cent cinquante-sept. Ce n'est pas lui seul qui les appelle ainsi; il en parle comme d'un nom qui les distinguoit déjà d'avec les autres Franks, quand il dit de cette Guerre de Julien: *petit primo omnium Francos, eos videlicet, quos consuetudo Saliens appellavit, ausos olim in Romano solo apud Toxandriam habitacula sibi figere praelicenter.* Je ne croi pas qu'on puisse dire autre chose après une autorité si considérable, sinon que leurs courses perpétuelles les aiant fait connoître avec distinction des autres Franks, les Peuples de l'Empire qu'ils vexoient, & qu'ils tenoient dans une continuelle allarme depuis long-tems, leur avoient donné ce nom de la même manière que nous avons appelé des  
Cou-

Coureurs, des Chevaux-legers, des Volontaires, des Dragons, & des Enfans perdus, qui ne sont autre chose que des noms de guerre assignés à certaines fonctions : aussi ne leur assigne-t-on point dans l'Histoire aucun autre Pais que celui qu'ils venoient d'occuper ; parce que c'étoit au sujet de ces irruptions qu'on les appelloit Saliens, & que hors ces irruptions c'étoient des Francs comme les autres.

Julien lui-même, écrivant de son expédition aux Atheniens, dit, je reçus à composition un certain nombre de Saliens, & chassai les Chamaves. Libanius leur donne le même nom dans l'oraison funèbre de Julien. Il dit encore qu'ils lui demandèrent des Terres pour habiter, & qu'il leur en accorda prudemment pour les acquérir, & pour opposer doresnavant les Barbares aux Barbares : si bien que d'Ennemis, il en fit des Alliés, & c'est de-là sans doute que l'on commença à avoir des cohortes Saliennes au service de l'Empire, distinguées par les noms de *Salii seniores*, & de *Salii juniores*. Or, que le nom de Saliens leur ait été donné *a saliendo*, à cause de leurs courses, il paroît par ces vers de *Sidonius Apollinarius*, où je me contente de trouver *Salinus pede*, sans entrer trop avant dans le dessein du Poëte.

——— *Vincitur illic*  
*Cursu Herulus, Chamus jaculis, Francusque*  
*notatu,*  
*Saxromate clypeo, Salinus pede, false Gelenus.*

Les voici appellés Saliens à cause de leurs irruptions, & voici une marque de ces irruptions dans le même Amian Marcellin, qui dit, sous l'an trois cent cinquante-sept, que Julien ayant appris que les Saliens s'étant prévalus de l'occasion de l'absence de ses troupes, pour courir le Pais d'Utrecht & de Juliers au nombre de six-cens hommes, il marcha contre eux, & les tint assiégés l'espace de deux mois dans deux Châteaux où ils s'étoient retirés: la faim & la misère qu'ils souffrirent dans ces lieux, mal munis de ce qui étoit nécessaire à un siège, & la fatigue d'une défense continuelle, les ayant obligés à se rendre, il les envoya pour marque de sa Victoire à l'Empereur Constans, lequel surpris de leur bonne mine rompit les liens de leur captivité, & les enrôla dans ses troupes; & je croi que ce sont ceux-là qu'on appelle les vieux Saliens, parce qu'ils furent les premiers admis au service de l'Empire.

La réputation de ces Saliens, ainsi nommés par les Romains, en établit plutôt le nom que de l'éteindre parmi les autres Francs, qui continuerent sous le même nom la garde des Frontières de leur Pais, & dont la milice croissant toujours, selon les occasions qui se présentoient pour leur défense, ou pour faire de nouvelles entreprises sur les Gaules, fit enfin dépendre le salut & l'honneur de la Nation Franque de ces Saliens. On les estimoit si bien les plus Nobles de tous les Francs, que c'est ce qui a fait dire à Othon Evêque de Frisenguen en sa Cronique,

que, que les plus Nobles des Francs étoient appelés Saliens, & que la Loi Salique étoit pour les Nobles.

Tout cela est fort considérable pour la Dignité de la Nation Françoisé : car il s'ensuit de-là nécessairement, que ce furent ces Saliens, les plus Nobles des Francs, qui chasserent les Romains de la Gaule, & y établirent la Loi à cause d'eux appelée Salique, de laquelle je parlerai plus amplement. En effet, ce ne fut point toute la Nation Franque qui entreprit cette conquête ; ce furent les seuls Saliens, que j'estime y avoir été invités par ceux que la Notice de l'Empire appelle *Salii Gallicani*, Saliens Gaulois, dont l'origine ne peut se rapporter qu'à cette partie des Saliens vaincus ou plutôt surpris en Hollande, l'an trois cent cinquante-sept, & transférés par Julien sur la rive des Pays-Bas, pour les opposer aux autres Saliens, par la nécessité de garder les Terres qu'il leur donna.

Les Romains en avoient déjà usé de même en faveur d'une précédente espèce de Saliens parmi les Francs, auxquels ils avoient donné des Terres à habiter dans la Flandre, & sur les Frontières de la Gaule, afin de les avoir pour amis, & pour se servir de leur valeur dans les cohortes qu'ils appelloient des Alliés : car c'étoit une Nation courageuse, qu'il falloit nécessairement avoir pour amie ou pour ennemie, telle que fut depuis celle des Normans, auxquels on jugea plus à propos de donner des Terres en France, que

de hazarder le Roiaume à la nécessité de les exterminer. Pour cette raison-là même les Romains s'aviserent de faire une Legion de ces Saliens, afin de les accoutumer à envoyer leurs enfans à leur service, & de profiter plutôt, que de pâtir de l'inclination naturelle qu'ils avoient aux armes; & comme suivant l'humeur & la destination de leurs Legions, ils leur donnoient des sobriquets & des epithètes, qui leur tournerent en surnom, ils appellerent celle-ci du nom de *Lati*, peut-être parce qu'ils n'avoient point de plus grande joie que de combattre.

De-là vint le nom de *Terra Latica*, Terres Letiques, donné à celles qui leur furent distribuées, dont la Ville de Tournai fut la Capitale: mais parce qu'ils eurent soin de s'étendre plus avant, & de faire divers Cantons, c'est pour ce sujet que nous les voions distingués dans la Notice de l'Empire sous les noms de *Lati Nervii*, *Lati Batavi*, *Lati Lingonenses* &c. mais tous compris sous le nom *Theutonici*, à cause de leur ancienne extraction d'Allemagne. De ces *Lati* fut Magnence Usurpateur de l'Empire, que Aurelius Victor, Auteur contemporain, qualifie de Race barbare *Gentis barbara*; & cela convient avec ce que dit Amian Marcellin de ces vingt jeunes *Lati*, qu'il qualifie originaires de de-là le Rhin, qui étoit la demeure des Francs, *Cis Rhenum editam barbarorum progeniem*: si bien que, si quelques Auteurs traitent ces *Lati* ou *Letes* de Gaulois, c'est à raison de leur naissance dans les Terres à cause



cause d'eux appellées Letiques, & non par rapport à leur première extraction.

Ainsi la Notice de l'Empire distingue par le mot de *Salii Gallicani*, ces Saliens transférés en Gaule par Julien; & nous voyons par là que les *Lati* & les *Salii*, ou Saliens, étoient non-seulement originaires d'une même Nation Franque, mais originairement la principale milice de cette Nation. Par ce moien les *Lati* devenus Gaulois servirent à défendre l'entrée de la Gaule contre les Saliens, qui leur succederent dans le dessein de l'envahir, & d'accroître leurs limites. Quelques-uns d'eux aiant été plutôt enlevés & surpris, que vaincus par Julien, il leur donna des Terres dans les mêmes Confins des *Lati*, & je ne doute nullement que ce ne soient ces *Lati*, lesquels, conjointement avec Julien, furent appelés Ripuaires, & auxquels on permit de garder les Loix pareillement appellées Ripuaires, qui sont conformes en beaucoup d'articles à celle des Saliens pareillement appelée Loi Salique, parce qu'ils garderent beaucoup de l'ancienne Coûtume des Francs dont ils étoient issus. Il est même très vrai-semblable que ces Ripuaires, anciens Francs d'origine, & gardant les Coûtumes de leur Nation, voyant l'Empire Romain sans défense dans les Gaules, aussi bien qu'en plusieurs autres endroits, & exposé à l'invasion des Peuples du Nord qui accouroient en foule à sa ruine, ne pouvant plus d'ailleurs soutenir les irruptions des Francs ou Saliens, aimerent mieux les

appeller comme à leur secours, en leur ouvrant les passages qu'ils gardoient auparavant contre eux, que de courir le hazard d'être la conquête des autres Nations barbares : car déjà les Bourguignons possédoient en liberté une grande partie de la Gaule Celtique & Narbonnoise ; l'Espagne étoit occupée par les Allains & les Vandales, lesquels avoient passés par les Gaules qu'ils avoient ravagées ; & les Huns étoient prêts d'envahir tout le reste. On peut croire même que les Romains ne désapprouverent pas cette confédération, ou pour mieux dire cette protection, d'autant plus que les Francs, bien loin de se prévaloir de l'occasion, quand Stilicon appella toutes les Nations du Nord, & leur favorisa les entrées pour la désolation de l'Empire, n'entrèrent en aucune société d'armes avec eux ; au contraire, Godegisile Roi des Vandales voulant entrer en Gaule par leur Pais, ils s'y opposèrent si fortement, qu'ils le tuèrent en bataille l'an quatre cent trois avec vingt-mille des siens ; & il ne fût rien resté de sa grande Armée sans le secours de Respendial Roi des Allains, qui y accourut, selon Gregoire de Tours, & selon Orose aussi, qui rémoignent qu'il força le passage : nous voyons de même que Merovée se joignit avec Aetius pour la défense des Gaules contre Attila.

Tout cela convient à nos Saliens, qui étoient la milice des Francs, & les plus Nobles des Francs ; parce que la profession des Armes est l'exercice le plus ordinaire des

Nobles. Les Saliens profitans des courses qu'ils faisoient sur les Pais de l'Empire, avoient intérêt qu'il demeurât foible; mais ils devoient craindre qu'il ne fût conquis par d'autres plus puissans en nombre & en forces pour le défendre contr'eux; c'est ce qui les rendit Auxiliaires d'Ennemis qu'ils étoient auparavant des Letes Ripuaires, & ces Ripuaires ne pouvant être secourus d'ailleurs, ni d'un Peuple qui leur fût plus conforme, ils inviterent ces Saliens à profiter de l'occasion. Aussi ne voions-nous pas que le passage des Francs ait été une inondation de Gens qui cherchassent à s'établir ailleurs, comme les Huns, les Allains, les Bourguignons, les Gots & les Vandales; ce fut plutôt un Camp qu'une Nation, lequel marcha selon les progrès qu'il fit, & qui fit ses progrès par forme de guerre, assiégeant & prenant des Places, poussant ses conquêtes pied à pied, & se fortifiant sur les passages & sur les rivières. C'est ce qui a fait dire des Francs par St. Hierosme, que la Nation étoit plus considérable par sa valeur, que par son étendue.

Ce ne fut donc pas toute la Nation qui vint se jeter sur la Gaule presque épuisée par les Romains; ce furent les seuls Saliens en petit nombre, & c'étoit si bien un Camp plutôt qu'une Nation, qu'on ne compte guères plus de trois mille Francs ou Saliens baptisés avec Clovis.

Comme les Romains ne dominoient en Allemagne que par les Camps qu'ils avoient dressés

dressés sur le Rhin, les Francs en usèrent de même pour la conquête des Gaules; ils munirent les Places qu'ils purent réduire ou forcer, & toujours en gros d'Armée, campans de lieu à autre selon qu'ils s'avançoient, parce qu'ils ne pouvoient se séparer sans être défaits. Nous ne pouvons guères autrement concevoir le premier établissement des Francs en Gaule, que par l'idée d'un Camp volant de Pais à autre, & de rivière en rivière, tel qu'on l'a vu en Allemagne sur la fin du Regne passé, sous la conduite du Maréchal de Guebriant, qui tenoit une grande partie de l'Allemagne sujette à la France avec dix ou douze mille hommes, comme on a fait voir en son Histoire. C'est pourquoi nous voions que Childeric fut aisément chassé par les Francs ou Saliens, pour sa mauvaise vie, d'autant plus scandaleuse, que toute la Nation, qui ne faisoit qu'un Camp, étoit témoin de ses adulteres & de ses désordres, & que les plus Grands en étoient déshonorés. Son expulsion ne fut à proprement parler que la révolte de son Camp, & son rappel, après huit ans d'exil, ne fut autre chose que son retour dans le Camp des Francs. C'est ce qui rendit l'un & l'autre si aisé, qu'il n'y a pas un seul Historien qui remarque qu'il y eût aucun parti en France, comme il y en auroit eû sans doute, quelque malheureux & haï qu'il eût pû être, s'il avoit eû des Places, & d'autres Troupes en Campagne que celles de son Camp; & il n'eût pas été contraint de chercher un azile en Thuringe.

Les

Les victoires de Clovis, & son baptême, qui amenerent à son parti les restes de la Gaule appartenans à l'Empire Romain, & l'entremise des Evêques qui avoient grande autorité sur les Peuples, changerent la face des affaires : il ne regna plus parce qu'il étoit le plus fort, mais parce qu'il étoit reconnu Roi légitime ; & le succès de ce baptême si important se peut fort aisément imaginer par celui de l'abjuration de Henri quatre, qui termina le scrupule de ceux qui ne pouvoient se résoudre d'obéir, ni de communier avec un Prince hérétique.

Peut-être croira-t'on que je me suis fort éloigné de mon sujet par cette grande digression ; mais tout cela étoit à dire en l'honneur de la France & de la Loi Salique, pour faire connoître son origine des Saliens, & pour faire voir que les Saliens aiant été les plus Nobles, & la plus considérable milice des Francs, la Loi Salique fût la Loi des Nobles, & instituée pour les Nobles ou Saliens ; car Noble, Franc, ou Salien, sont si bien une même chose, que ce fût pour ce sujet-là que Conrard Empereur, qui étoit Franconien ou Franc d'origine, fut par honneur appelé Conrard le Salique. Ce ne furent donc point tous les Francs qui conquièrent la Gaule ; ce fut la milice des Francs, qu'on appelloit Saliens, non pas en Allemagne, où ils n'avoient point de nom séparé ni particulier, comme j'ai déjà dit, mais dans la Gaule, où l'on parloit Latin, & où les Romains & les Gaulois appelloient



du même nom de Saliens à *saliendo*, comme j'ai fait voir, cette milice meilleure des Francs composée de leur principale Noblesse, qui gardoit les Frontières du Rhin contre les Romains & les Gaulois, & qui subsistoit des courses qu'elle faisoit dans leur Pais.

Si bien que, comme on les appella Saliens d'un mot Latin, on donna pareillement le nom de Loi Salique à leurs Coutumes, & aux Loix dont ils convinrent; parce que ces Loix ne furent jamais écrites qu'en Latin, & en si mauvais Latin, qu'on peut bien juger par les mots Francs qu'ils latinisèrent, qu'ils n'avoient point encore perdu leur Langue Teutonne & Franque quand on commença de les promulguer & de les rédiger; & le premier réducteur fut quelque Gaulois, qui ne pût donner un nom plus propre que celui de Salique à la Loi de ceux qu'on appelloit vulgairement Saliens dans son Pais, de la même sorte que l'on disoit dans ce tems-là les Loix des Wisigoths, & les Loix des Ripuaires, ou les Loix Ripuaires.

Or, pour faire voir le progrès de cette Loi Salique, qui n'a pas été faite tout en un tems, mais composée sur divers Jugemens, & augmentée par divers Rois, il faut retourner à l'entrée des Francs ou Saliens en Gaule: je croi qu'il en faut rapporter l'entreprise à l'an quatre cent cinq, que les Francs s'étant opposés au passage de Godegisile Roi des Vandales, le tuèrent en bataille comme nous avons déjà dit, avec vingt mille des siens,

&amp;

& ils auroient massacré tout le reste sans le secours de Respendial Roi des Allains, selon Gregoire de Tours. Orose dit sous le même tems que les Allains désirerent les Francs, & forcèrent le passage. *Francos proterant, Rhenum transeunt.* J'infère de-là, avec toute sorte de raison, que l'Etat des Francs en Allemagne aiant été presque ruiné & accablé par ces Allains & Wandalés joints ensemble, & les Saliens n'étant plus capables ni de leur résister, ni de tenir dans un Pais ruiné, le reste de leur milice descendit dans les Pais-Bas en Corps d'Armée, & que les Ripuaires anciens Francs & Saliens, qui avoient à craindre de plus grands ennemis, loin de s'opposer à leur établissement, firent une manière d'alliance avec eux pour une défense commune. Cela convient avec ce qu'écrivent Cassiodore & Prosper de la défaite des Francs par Aetius l'an quatre cent vingt-huit.

Ils disent qu'ils furent chassés de la portion des Gaules, c'est-à-dire du Pais des Ripuaires, proche du Rhin qu'ils avoient occupés; & comme tous les Historiens rapportent à cette année le commencement du Règne de Clodion, que Prosper appelle Claude d'un nom Romain, & Sidonius Cloion, il est très-vrai-semblable que ce Clodion, appelé le Chevelu, parce qu'il étoit de la Race des Rois Francs, que Claudian appelle *Rex Criniger vertice flavescens*, ramassa le reste de cette milice Saliennne, laquelle il mit à couvert dans l'Allemagne, & qu'il en fut

élu Roi. Car, soit qu'il fût fils de Pharamond ou Waramond, de quoi nous n'avons point de preuve considérable, ou de quelque autre Roi, les Francs ayant plusieurs Rois regnans en diverses contrées, il ne s'en suivroit pas de-là qu'il eût été Roi des Saliens sinon par Election; parce que c'étoit une milice ramassée de toute la Noblesse Franque, laquelle méprisant toute autre profession que celle des armes, comme nous avons fait voir, n'aspiroit qu'à de nouvelles conquêtes, & subsistoit par les partis de guerre.

Quoiqu'il en soit, il est certain que Clodion se rendit maître de la forêt d'Ardenne, de Tournai & de Cambrai, & qu'il poussa ses courses jusques à la rivière de Somme; il est encore très vrai qu'il eût pour successeur à la conduite des armes des Francs le Grand Merovée; mais il est si peu constant qu'il ait été son pere, qu'après plusieurs Historiens plus anciens, qui se contentent de dire qu'il étoit de la même Race, Fredegair est le premier qui le dise avoir été son fils; encore le rend-il douteux par un conte ridicule de sa conception, lequel est indigne d'être répété après lui, & qui détruit toute son autorité sur cet article de notre Histoire. Elle est si fort embrouillée dans ses commencemens, qu'elle ne se peut éclaircir que par des conjectures appuyées sur des circonstances tirées de divers Historiens des autres Païs, qui traitant des affaires de leur Nation, sont quelques-fois obligés de dire quelque

quelque chose des étrangers, qui sert à découvrir la forme de leur Gouvernement. De ce que plusieurs d'entr'eux ont écrit sur diverses occasions, on peut trouver dequoi faire une suite historique, & c'est cequi rend si curieuse celle que Monsieur Vallois nous a donné de la première Lignée de nos Rois.

Mon opinion est donc que, depuis Clodion, il faut admettre chez les Francs ou Saliens deux Dignités qui n'étoient pas incompatibles, puisque Clodion les joignit ensemble; mais elles pouvoient être divisées, & elles le furent en'effet après sa mort: c'est celle de Roi & celle de Général des Francs, & cette distinction dura même jusques à Clovis. Cela s'explique nettement par cet endroit d'une lettre que lui écrivit St. Remi; *Rumor ad nos magnus pervenit, administrationem vos secundam rei bellicæ suscepisse, non est novum ut cœperis esse, sicut parentes tui semper fuerunt.*

Je conjecture nécessairement de-là que le Roïaume étoit héréditaire, mais que la Charge de Général étoit élective; & cela est encore plus aisé à concevoir par ceque Priscus, contemporain de Merovée, nous apprend du différend qui étoit de son tems entre les deux Fils du Roi des Francs, qui ne pouvoit être que Clodion, pour la succession de leur Pere. L'aîné implora le secours d'Attila, qui prit ce prétexte pour passer en Gaule, & le second s'allia des Romains, dont il étoit connu pour avoir été négociier avec eux de la part du Roi son Pere. Nous l'apprenons de Priscus, qui dit l'avoir

vû à Rome lors de cette négociation ; il le décrit comme un jeune homme encore sans barbe, & orné d'une longue chevelure blonde qui lui couvroit les épaules ; il dit encore que l'Empereur Valentinian l'honora de son amitié, & qu'il lia une Alliance fort étroite avec Ætius qui l'adopta ; & je conclus de-là que ce que Clodion avoit conquis demeura à ses Enfans, & que les Francs, plus curieux de conquérir, que de garder leurs conquêtes pour établir un Empire fixe, les poursuivirent sous la conduite d'un nouveau Général.

Ce Général s'élevoit comme un nouveau Roi, pour regner sur les troupes & dans le Camp ; ainsi il est facile à comprendre que ces Rois Francs, tels que ceux de Cologne, de Cambrai, de Tournai, qui furent dépouillés par Clodion, & furent ensuite massacrés par Clovis, le premier Roi des Francs qui fixa son Empire dans la Gaule, étoient issus du même Clodion, c'est-à-dire qu'ils descendoient de ces deux Fils ci-devant mentionnés, dont le second, si ami des Romains, & adopté même par Ætius, semble avoir pris la Religion Romaine, & avoir été pere ou aïeul de Chararic l'un de ces Rois qui devoit être Chrétien, puisque Clovis le fit tondre & sacrer Diacre lui & son Fils, aussitôt qu'il les eût pris prisonniers. J'estime que cela est assez prouvé, puisque les Païs de Cologne & de Juliers, qui étoient du Roïaume de Chlodéric l'un de ces Rois, se trouvent être le vrai Païs des Ripuaires. Les  
Sujets



Sujets de Chloderic aiant reçu Clovis pour leur Roi, non par conquête, mais par Election, après l'avoir proclamé, & élevé sur des pavois & boucliers selon la coûtume des Francs, il faut moins s'étonner s'ils gardèrent leurs Loix, puisque les Bourguignons, quoique conquis par le même Roi & par ses enfans, obtinrent bien la conservation de celle qui leur avoit été donnée par leur premier Roi Gondebault, laquelle, pour cette raison, fut toujours dite par corruption la Bombette.

Or, ces Ripuaires étant Francs d'extraction, & étant même pour la plupart de ces nouveaux Francs de la conduite & du Regne de Clodion, c'est la raison de cette convenance des Loix Ripuaires avec la Loi Salique ou des Saliens, & particulièrement au sujet des Fiefs entre les Francs tant Ripuaires que Saliens; mais cette convenance suppose si-non une Loi, du moins une espèce de coûtume ou usage particulier à la Nation. Il n'importe qu'il fût écrit, ou seulement de pratique; mais il devoit être du-moins aussi ancien que Clodion, & je l'estime plus ancien sur le témoignage même de Tacite, qui dit des Allemands ou Germains, dont les Francs faisoient partie, qu'ils gardoient une police entr'eux, & que pour les moindres fautes ils condamnoient à l'amende, soit de chevaux, ou de bétail, dont une partie appartenoit au Roi ou à l'Etat, & le reste à l'offensé ou à ses proches. C'est ce que nous voyons avoir

été mis en pratique dans la Gaule Françoisé, non-seulement par la Loi Salique, mais encore par les Capitulaires de nos anciens Rois. Nous apprenons encore du même Auteur, qu'ils faisoient des assemblées, & que c'étoit là qu'on accusoit les criminels, & qu'on les punissoit; que l'homicide se rachetoit par une certaine quantité de bétail, dont on satisfaisoit la famille du mort; &, ce qui convient parfaitement à nos Saliens & à leurs premières conquêtes, que s'il n'y avoit point de Guerre dans leur País, la Jeunesse illustre & généreuse l'alloit chercher dans les País étrangers. Soit qu'ils croient, dit-il, qu'il soit indigne de leur courage de demeurer à rien faire au-lieu de chercher à se signaler, & de quoi soutenir leur dépense, on ne leur persuaderoit pas si-tôt de cultiver la terre, & d'attendre la moisson, que de chercher à combattre l'ennemi, & de remporter des blessures & des marques honorables de leur valeur. Ce témoignage nous apprend que ces illustres aventuriers ne subhistoient par conséquent que par le butin, & cela se justifie encore par ce que Claudian dit de nos Saliens en l'honneur de Stilicon, par manière d'exagération, & comme une chose incroyable, à cause de l'aversion qu'ils avoient à la vie commune & au labourage.

*Rhenumque minatem,  
Cornibus infractis adeo mitescere cogis,  
Ut Salius jam rura colat, flexosque Sicambri  
In falcem curvent gladios.*

Ces

Ces assemblées dont parle Tacite, sont nos anciens Champs de Mars, depuis appelés Champs de Mai, & voilà bien des preuves que les Francs, depuis appelés Saliens, apportèrent avec eux quelques-unes de leur Loix, & beaucoup de leurs Coûtumes, qui furent également pratiquées par les Ripuaires, entre les rivières du Rhin, de la Meuse, & de l'Escaut, & en France par les Saliens, qui leur prêterent leur nom de Ripuaires & de Saliques, après les avoir accommodées à leur Etat & à la forme de leur Gouvernement. Je ne m'arrêterai point d'avantage à la concordance de ces deux Loix, qui ne sont guères différentes que de nom, & je ne traiterai plus que de la Salique, de laquelle il ne s'est parlé sous ce nom-là que depuis l'établissement des Francs dans la Gaule, où ils étoient connus sous le nom de Saliens.

C'étoit donc un reste de l'ancien usage des Francs, qui fut entretenu pendant leurs conquêtes, mais sans être écrit; & l'on n'en garda vrai-semblablement d'abord que ce qui regardoit la société civile. Aussi voïons-nous, par diverses compilations qui en ont été faites, qu'il y a dans les unes plus ou moins de Chapitres; & cela est d'autant plus visible, qu'il y a même des Chapitres dans le Code de la Loi Salique qui citent la Loi Salique: d'ailleurs, les cinquante-six premiers Titres ne traitent que de la punition des crimes, conformément à ce que j'ai cité de Tacite; des meubles, des bestiaux, & des armes, ce qui convient fort à l'état où étoit

la Nation lors de son passage car ils n'avoient point alors de fonds : mais immédiatement après il y est parlé des Privilèges & Immunités des Ecclésiastiques , & comme cela ne peut se rapporter qu'au tems du Christianisme établi, je l'attribue à Clovis premier véritable fondateur de l'Empire François en Gaule, & son premier Législateur, comme Gondebault le fut du Roïaume de Bourgogne. Ma conjecture est d'autant plus véritable, que par les Traités faits l'an cinq cent trente-un entre Childébert Fils de Clovis & ses Freres à Attigni, à Utrecht, & à Cologne, où ils tinrent leurs Parlemens, il fut dit que la Loi Salique seroit gardée pour la jurande des témoins.

La voilà donc établie & reçue sous le Règne des enfans de Clovis ; & puisque la préface de la Loi Salique remarque que Clovis & ses enfans la réformèrent & y ajouterent, il doit être encore d'autant plus constant que les Saliens avoient entr'eux de certaines Coutumes pour les règles de la société. Je n'estime pas qu'elles fussent écrites , parce qu'il ne paroît point que les Francs eussent apportés aucuns caractères d'écriture en France, ni qu'ils fussent gens de lettres. La forme de leurs Jugemens, qui étoient tous militaires & sans procédures, me persuade qu'ils jugeoient sur un usage confirmé par les exemples des choses jugées ; & que Clovis, devenu Roi paisible, fit rédiger par écrit ce qui regardoit l'intérêt des Francs. Par ce moyen il en fut également l'Auteur à notre égard,

égard, & il en fut le Restaurateur à l'égard des Francs, en ce qu'il l'accommoda à l'état de la Nation. Cela se prouve par l'article qui régle les délais de quarante nuits que l'on doit donner aux absens, lequel nous fait voir que la France s'étendoit lors depuis la Forêt Charbonnière jusques à la Loire, jusques-où tout le monde fait que Clovis fut le premier de nos Rois qui y poussa ses conquêtes. Cette façon de compter par les nuits est encore une marque du transport de cette Loi de Germanie en Gaule, & c'est une preuve très certaine que nos Francs étoient les véritables Germains de Tacite, qui, dit-il, comptent par nuits, & non par jours comme nous, & dans les ordres qu'ils donnent ils disent une telle nuit, & non pas un tel jour, parce qu'il leur semble que la nuit est la première.

Le Chapitre de Alode justifie encore ce que je viens de dire; car, jusqu'au Regne de Clovis, les Francs ou Saliens ne possédoient que des meubles, & n'avoient aucuns fonds: mais quand il se vit sans ennemis, il commença à partager ses conquêtes avec ses Gens-d'Armes, qu'il rendit ses Sujets par les fonds qu'il leur donna, qu'on appella des Aleuds, parce que le mot Teutonique ou Allemand de Leude signifie possession; & comme ce Chapitre suit immédiatement celui des biens meubles dans l'ordre de la Loi Salique, c'est une marque qu'il y fut ajoûté à la suite des tems. Ce mot d'Aleud s'établit ensuite dans tout le Roïaume, où on



le tourna en Latin pour signifier la possession d'un fonds, & le nom de Leudes fut donné à ces nouveaux Seigneurs; lesquels aiant eu bonne part à la libéralité du Prince, devinrent puissans & grands Terriens; ils furent l'ornement de la Cour des Rois, & comme guerriers d'origine, continuerent dans la profession des armes, pour laquelle ces fonds leur furent assignés.

Nous avons ci-devant remarqué que cette milice Franque n'étoit pas fort nombreuse, & en effet Roricon dit, en parlant du baptême de Clovis, *Baptisati sunt de exercitu illius amplius quam tria millia.* Cela peut aller au plus à quatre mille hommes, ou environ, & ce mot d'*Exercitus* est considérable en cet endroit, pour prouver ce que j'ai dit ci-devant, qu'il n'y avoit point jusques-là de forme de Roïaume achevée, mais que c'étoit un Camp qui regnoit en France; & c'est de ce Camp très assûrement qu'est sortie toute notre ancienne Noblesse, laquelle aiant eu en partage de certains espaces de terres, y répandit ses Serfs pour les faire valoir. Il est impossible qu'elle n'en eût acquis un grand nombre durant une si longue Guerre, & d'autre part elle les traitoit si bien, que ce n'étoit pas une dernière disgrâce à des misérables de tomber dans la servitude de notre Nation, pour la douceur de son Gouvernement, tout autrement supportable que celui des Romains, par la propre confession de Taëite. Il dit dans son Livre des mœurs des Germains: ils ne se servent pas d'esclaves  
comme

comme nous dans les emplois domestiques, ils se contentent de les obliger tous les ans à une certaine quantité de bled, d'étoffe, ou de bétail, comme font des fermiers, sans qu'ils soient tenus à d'avantage; on les laisse vivre à part & en ménage séparé. Cela se rapporte parfaitement à l'ancien état de nos Serfs, qui n'eurent point d'autres marques de servitude, que la nécessité de demeurer dans la Terre de leur Seigneur, sans en pouvoir partir ni se marier ailleurs que de leur consentement; & c'est par ces Serfs-là que la France fut cultivée. Leur multiplication fit presque autant de Bourgs de toutes les Metairies où l'on les établit, lesquels retinrent le nom Latin de *Villa*, que les Romains leur avoient donnés, & dont se sont faits nos Villages de France.

Tacite dit encore de nos Francs, qui étoient Germains de son tems, que les femmes ne leur apportent rien en mariage, mais qu'au contraire elles recevoient des presens de leurs maris, non pas des joiaux ni des galanteries, mais bien quelque couple de bœufs, quelque cheval enharnaché, avec une lance & un bouclier. C'est de-là, sans aucun doute, que nous voyons encore quelques vieux contrats de mariage, où le mari seul donne, & où il n'est parlé d'aucun dot de la part de la femme: de ce don du mari est dérivé le douaire, qui suppose ce qui seroit nécessaire à la femme pour son entretien, comme si on la considéroit encore sans autres biens. Le même Auteur dit encore,

que les enfans des sœurs étoient fort aimés parmi cette Nation, & néanmoins, dit-il, ce sont les enfans qui héritent, & à leur défaut les oncles & les freres, sans qu'il y ait de testament.

Voilà des preuves très palpables de l'exclusion des filles dans leurs successions. Le Moine Marculphe, qui vivoit l'an sept cent cinquante, ou environ, & auquel nous avons obligation de la conservation de nos anciens Usages, fait bien voir que c'étoit une ancienne Pratique originaire de la Nation Franque, lorsqu'il introduit un pere dans ses formules, lequel voulant donner part à sa fille en sa succession avec ses autres enfans mâles, dit, nous gardons une Coûtume ancienne qui est impie, laquelle porte que les sœurs n'entrent point en partage avec leurs freres dans la Terre paternelle. Cela semble exprimé dans l'article de Alode au soixante-deuxième Titre de la Loi Salique, *que de la Terre Salique aucune portion d'héredité ne vienne à la femme, mais que toute la succession de la Terre appartienne au sexe viril.* Dans une des anciennes formules ajoutées au même Marculphe, c'est la quarante-neuvième, on voit encore un pere, lequel voulant faire part de ses biens immeubles à sa fille, lui dit *il est notoire à tous que suivant le texte de la Loi Salique, il ne t'est pas permis d'hériter avec tes freres mes autres enfans, de ce qui m'est échû de l'Alend. de mes ancêtres; mais il est bon de savoir qu'il y a une différence très grande entre Loi Salique & Terre*

Terre Salique, comme entre le simple Aleud & la Terre Salique, quoique le nom d'Aleud convienne à l'un & à l'autre, en tant qu'il signifie la possession d'un fonds. Quoiqu'il ait été donné à ces deux sortes de biens, cette distinction importe fort à mon sujet : ce premier pere, qui se plaint dans Marculphe, n'accuse pas tant la Loi Salique, qu'il accuse cette ancienne Coutume des Francs ou Germains, que j'ai prouvée par Corneille Tacite ; il ne spécifie pas même de Loi, mais une Coutume ancienne. Cet autre pere de la quarante-neuvième formule s'explique plus clairement ; il cite le texte de la Loi Salique, & ce texte n'est autre chose que le sixième Article du titre de Alode, qui exclut la femelle de toute portion en la Terre Salique. Or nous voyons, par ce titre de Alode, qu'il y avoit des espèces d'Aleuds auxquels les mâles & les femelles succédoient également en ligne collaterale : cela se prouve par le troisième & quatrième Article, auxquels ce sixième servant d'exception, il faut par nécessité conclure de-là qu'il y avoit des Aleuds Saliques & non Saliques, & cette différence sera aisée à concevoir par l'état de la France lors de l'établissement du Regne de Clovis.

Jusques à son baptême c'étoit plutôt un Général qui faisoit contribuer, que ce n'étoit un Roi regnant ; son Roïaume étoit dans une Armée & dans un Camp, & partout où ce Camp pouvoit porter ses irruptions ; mais quand il eut défait & exterminé Siagrius, le  
dernier

dernier des Romains qui commandoit dans la Gaule, & si-tôt qu'il fut Chrétien, les Evêques de son tems, qui tous étoient de grands & de saints personnages, que leur vertu & leur caractère rendoit les oracles des Gaules, & les arbitres du peu qui y restoit de liberté, lassés du desordre d'un fâcheux interregne, qui exposoit leur patrie à la conquête de tous leurs voisins, & qui rendoit tous les crimes impunis entre un grand nombre de puissances égales, ne trouverent point de meilleur expédient pour le salut public que de le faire reconnoître; ils l'aimoient mieux même Païen, que les Rois des Bourguignons & des Wisigoths qui étoient Arriens, & qui accroissoient tous les jours leurs Etats par la puissance de la Roïauté, qui unissoit toutes leurs conquêtes, & consolidoit leur Empire. Cela paroît par le dessein que firent les Bourguignons de tuer St. Auronde Evêque de Langres, suspect d'intelligence avec Clovis encore Païen, & je ferois bien voir encore, s'il servoit à mon dessein, que ce furent les Evêques du Roïaume d'Alaric qui poussèrent Clovis à la ruine de ce Prince Arrien, qu'il tua, & dont il extermina la puissance & l'hérésie dans les Gaules.

Les Evêques donc aiant fait voir aux Peuples qu'il y alloit de l'intérêt de l'Etat & de la Religion de reconnoître Clovis pour Roi, tout cequi n'étoit point soumis aux Wisigoths ou aux Bourguignons se soumit à lui; & depuis ce tems-là il faut faire différence  
entre



entre les Païs qu'il avoit conquis, & ceux qui se donnerent à lui. Ceux qui se donnerent conserverent leurs biens, c'est-à-dire leurs Aleuds, car ils emprunterent depuis ce nom-là de la langue Franque & de l'Usage des Francs; mais il disposa plus absolument de ce qu'il avoit conquis sur les restes des Romains, & sur les Gaules de leur parti, depuis la Forêt charbonniere, jusques à la rivière de Loire, ainsi qu'il fit depuis des autres conquêtes sur les Wisigoths & sur les Bourguignons; & après en avoir pris sa part pour Domaine, il partagea le reste entre les Francs ou Saliens de son Armée.

Les Wandalès & les Wisigoths en avoient fait de même dans leurs conquêtes, sous le nom de *Sortes Wandalorum*, & de *Sortes Gothicae*; & comme le mot de Salien étoit sinonime à celui de Franc, signifiant encore plus particulièrement cette milice Franque qui avoit conquis avec Clovis une si grande partie des Gaules, au-lieu de se servir du mot de *Sortes Salicae* pour signifier Terre Salique, l'on se servit de celui de Franc-Aleud. L'on a fait des livres entiers pour deviner cet origine du mot de Franc-Aleud, mais je croi qu'on se contentera de cette page pour savoir ce que c'est, & d'où il dérive.

Plusieurs n'ont pas cru sans raison que c'étoit une Terre franche, & peu s'en faut quant au nom, mais il y a différence à la signification; car ce n'est pas tant une Terre  
qui

qui ne relève d'aucun Seigneur, & qui jouit du droit d'une Franchise absolue, que c'est une Terre Franche, c'est-à-dire le partage d'un ancien Franc, & la recompense de ses services militaires, & par conséquent une Terre Salique: aussi ce que nous appellons Franc, ou le mot de Franchise, vient-il du Privilège de ces anciens Francs ou Saliens, que j'ai établi, & que j'estime avoir enfin suffisamment prouvé par le mot de Salique donné aux Terres partagées entre ces Francs, que j'ai dit avoir été non pas toute la Nation de l'ancienne France Germanique, mais cette brave Noblesse d'entre les Francs, & distinguée par le nom de Saliens, que leurs courtes perpétuelles firent ainsi nommer par les Romains & par les Gaulois du verbe Latin *salire*, qui veut dire saillir & passer de lieu à autre.

Or ce nom de Franc n'a pas été depuis entendu sans sujet pour désigner un homme maître absolu de sa personne & de ses biens, car il en étoit ainsi de tous les Francs qui conquièrent la Gaule, jusqu'à ce qu'ils fussent devenus Vassaux de Clovis par le moyen des Terres qu'il leur assigna: c'étoit une Armée de personnes libres & d'égale condition, & cela est si bien désigné par les plus anciens Historiens, qu'ils en parlent toujours comme d'une société de guerre, & toujours sous le nom des Francs, sans faire presque mention de leurs Rois.

Gregoire de Tours semble douter de cette pre-

première Roïauté établie par les modernes, laquelle il explique comme une manière de Généralat, quand il dit, *de Francorum verò Regibus quis fuerit primus à multis ignoratur: nam cum multa de eis Sulpitii narret Historia, non tamen Regem primum eorum ullatenus nominat, sed Duces eos habuisse dicit.* J'estime que le respect & la déférence qu'ils avoient pour leurs Généraux, leur a fait donner la qualité de Rois par les Historiens étrangers, parce que toutes les autres Nations, & même plusieurs Francs avoient des Rois. Il dit aussi qu'après leur établissement en Allemagne ils créèrent des Rois chevelus, qu'ils choisissent dans les plus Nobles Races d'entr'eux. *Ibique juxta pagos vel civitates, Reges Crinitos super se creavisse de primâ, & ut ita dicam, de nobiliori suorum familiâ: &* j'ai inféré de-là avec juste raison, que Clodion fut par eux nommé le Chevelu, pour faire entendre par ce Titre d'honneur qu'il étoit de la Race des anciens Rois ou Ducs, selon que remarque cet Auteur; mais ce peut être aussi une raison de croire qu'il n'étoit pas Roi lors de sa première entreprise sur les Gaules, & qu'il ne le fut que depuis ses conquêtes; car pourquoi l'appeller Chevelu si tous les Rois l'étoient de même, si ce n'est pour nous faire entendre qu'il avoit gardé sa chevelure pour marque de son extraction, ou que s'étant fait Roi il avoit laissé croître ses cheveux, comme firent ses descendants dont j'ai parlé, & entr'autres Chararic, & son Fils, que Clovis fit tuer.

Quoi-

Quoiqu'il en soit, le nom de Général, c'est-à-dire de Duc, convenoit mieux à celui qui ne possédoit point de Terres & qui commandoit une Armée. Si nous examinons bien la suite des autres Rois ou Ducs des François depuis lui jusqu'à Clovis, nous trouverons qu'encore qu'ils fussent Rois dans leurs conquêtes, ils n'étoient reconnus que comme Généraux dans le Camp des Francs, au nom desquels ils faisoient la Guerre, & auxquels ils devoient leur part du butin.

J'ai justifié par une lettre de St. Remi à Clovis, que la Charge de Duc & de Général des Francs étoit jusques à lui distincte de la Roiauté, & cela ne se peut entendre autrement, sinon que jusques-là ceux que nous traitons de Rois ne regnoient que sur les Peuples conquis, & qu'ils commandoient aux Francs comme leurs Chefs. En voici une seconde preuve, par un passage de Gregoire de Tours, qui fera juger que les conquêtes depuis la Forêt charbonniere jusques sur la Somme étant demeurées aux enfans de Clodion, dont la posterité fut depuis massacrée par Clovis, le même Clovis ne fut Roi à proprement parler que par la défaite, & ensuite par la mort de Siagrius, que cet Auteur qualifie Roi des Romains, parce qu'il fut le dernier Romain des Gaules. *Siagrius, elisum cernens exercitum, terga vertit, & ad Alaricum Regem, Tholosam cursu veloci perlabitur; Clodoveus vero ad Alaricum mittit, ut eum redderet, alioquin*

*rum incurreret, ut Gothorum pavere mos est, victum legatis tradidit, Chlodoveus receptum custodie mancipari praecepit, Regnoque ejus accepto, eum gladio clam feriri praecepit.*

Comme il étoit le Chef des Francs, il étoit juste qu'il profitât de cette Couronne de Soissons, qui demeura Roiaume pour cette considération, & l'usage en avoit été établi par le partage des conquêtes de Clodion entre ses Enfans : mais cela ne le rendoit pas encore Roi des Francs si absolument qu'il l'étoit des Peuples conquis ; il n'avoit que sa part du butin, & cette part s'appelloit *Sorts*, parce qu'elle ne pouvoit lui arriver que par hazard, & par la rencontre du sort, comme les *sortes Vandalorum*, & les *sortes Gothicae*, dont nous avons parlé. En voici une démonstration très expresse dans le même Gregoire de Tours, qui ajoûte, immédiatement après ce que je viens de citer, qu'un Franc aiant pris un calice au pillage d'une Eglise, & l'Evêque aiant envoyé prier Clovis de le lui faire rendre, il dit à l'homme de l'Evêque de le suivre à Soissons, où le partage du butin devoit se faire, & que si le sort lui donnoit ce calice, qu'il le rendroit volontiers : lors de ce partage il pria qu'on lui donnât ce calice outre sa part, & tous y consentans, il n'y eut qu'un Franc, farouche & mutin, qui frappant le calice de sa hâche, lui dit arrogamment qu'il n'en auroit autre chose que ce que le sort lui donneroît. Clovis, quoique fort irrité, & quoiqu'assez



terrible, selon son histoire, n'auroit pas dissimulé l'injure s'il eût eu assez d'autorité pour la vanger; aussi ne s'en fit-il pas raison par l'autorité Roïale, mais par celle du Général des Armées, à une revue des troupes, où il prit occasion de le tuer de sa main. Voici le passage tout entier, que je repeterai dans la propre langue de l'Auteur, tant parce qu'il s'explique en termes encore plus forts que je ne puis le faire en François, que pour ne laisser aucun lieu de douter que j'aie voulu l'accommoder à mon dessein. *Eo tempore multe Ecclesiæ à Chlodovei exercitu depradatae sunt, quia erat ille adhuc fanaticis erroribus involutus; igitur de quâdam Ecclesiâ urceum mirae magnitudinis ac pulchritudinis hostes abstulerunt, cum reliquis Ecclesiastici ministerii ornamentis. Episcopus autem Ecclesiæ illius missos ad Regem direxit, poscens, ut, si aliud de sacris vasis recipere non mereretur, saltem vel urceum Ecclesiæ suæ reciperet: hæc audiens Rex ait nuncio, sequere nos usque Sueffionas, quia ibi cuncta quæ acquisita sunt dividenda erunt, cumque mihi vas illud fors dederit, quæ Papa poscit adimpleam. Dehinc adveniens Sueffionas, cuncto onere prædæ in medium posito, ait Rex: rogo vos, ô fortissimi præliatores, ut saltem mihi vas istud (hoc enim de urceo supra nominato dicebat) extra partem concedere non abnuetis. Hæc Rege dicente, illi, quorum erat mens sanior, ajunt, omnia, gloriose Rex, quæ cernimus, tua sunt, sed et nos ipsi tuo sumus dominio subjugati:*

unnc

nunc quod tibi bene placitum videtur, facito; nullus enim potestati tue resistere valet. Cum illi hæc ita dixissent, unus Francus, levis, invidus, ac cerebrosus, cum voce magnâ, elevatam bipennem urceo impulit, dicens: nihil hinc accipies nisi quæ tibi fors vera largietur. Ad hæc obstupescitis omnibus, Rex injuriam suam sapientie lenitate coercuit, acceptumque urceum nuncio Ecclesiastico reddidit, servans abditum sub pectore vulnus. Transacto vero anno, jussit omnem cum armorum apparatu advenire phalangem, ostensuram in campo martio suorum armorum nitorem. Verum ubi cunctos circumire deliberat, venit ad urcei percussorem, cui ait, nullus tam inculta, ut tu, detulit arma, nam neque tibi hasta, neque gladius, neque bipennis est utilis, & adprehensam bipennem ejus in terram dejecit; at ille, cum paululum inclinatus fuisset ad colligendum eam, Rex elevatis manibus bipennem suam capiti ejus defixit; sic inquit, tu apud Sueffionas in urceo illo fecisti. Quo mortuo reliquos abscedere jubet, magnum sibi per hanc causam timorem statuens.

Trois choses sont à observer en passant sur cet endroit de l'Histoire de Grégoire de Tours, savoir, la coutume déjà établie de ce Champ de Mars ou Parlement tenu par nos Rois de la première & seconde Race, qui nous vient par conséquent des Germains, c'est-à-dire de l'ancienne France Germanique; l'on doit remarquer aussi leurs différentes sortes d'Armeures, & qu'ils combattoient plus à pied qu'à cheval, puisque nous

voions ce Franc tué par Clovis en se baissant, avoir été à pied. Aussi Tacite dit-il que l'Infanterie valoit mieux que la Cavalerie. Leurs chevaux, ce sont ses propres termes, n'ont ni vitesse, ni beauté, ni adresse, & ne savent que tourner à droite & aller en avant; ils les tiennent ferrés en rond, afin qu'il n'y en ait point entr'eux qui soit le dernier: à considérer leurs Troupes en général, l'Infanterie est la meilleure, & pour cette raison, & parce qu'elle est fort alerte de pied (cela convient fort à nos Saliens) ils la mêlent parmi la Cavalerie, & choisissent pour cela les mieux faits de leur jeunesse, qu'ils mettent aux premiers rangs: ils en prennent cent de chaque lieu, qui sont désignés par ce nombre, & c'est maintenant une marque de valeur parmi eux d'être de ce nombre des cent. Voilà encore chez ce célèbre Auteur une marque de nos Saliens, qui étoient cette jeunesse alerte en laquelle consistoit la principale force de l'Armée des Germains, qui étoient nos Francs; & je découvre de plus par son moien, que le même ordre de Milice fut gardé par les Francs en la conquête de la Gaule, & ensuite longtemps continué; car c'étoient ces Centeniers, qui sont désignés sous ce même nom de *Centenarii*, auxquels nos Rois de la première Race adressoient leurs Chartres: je n'ai pu laisser passer l'occasion d'une antiquité si glorieuse pour les François, & si considérable pour mon sujet.

Clovis étant donc établi en Gaule, pre-  
mier-

mièrement par la conquête du Roïaume de Soissons, & depuis par l'union des Gaulois à son Empire, n'y ayant plus lieu de butin pour la subsistance des Francs de son Armée dans un Roïaume désormais paisible : comme il leur devoit leur part de ce butin pour cette même subsistance, il leur dût par conséquent leur part dans les Terres conquises pour y suppléer, & soit qu'on les jettât au sort comme le butin, ou qu'il en disposât autrement, il est certain par le nom d'Aleu, dérivé du nom de Leude, qui signifioit possession en langue Franque, par celui de Franc-Aleu, qui veut dire la portion & la possession d'un Franc, qu'il leur donna des Terres, & ce sont ces Terres que la Loi Salique appelle Terres Saliques, par distinction des autres Terres, parce qu'elles ne pouvoient être héréditaires qu'aux mâles, comme étant de la nature des biens qu'ils avoient possédés en Allemagne, & sujets à leur Loi.

Cette Loi des Germains excluoit déjà les filles de la succession de leurs peres, comme nous avons fait voir; & la Loi des douze Tables ne les avoit pas mieux traitées à Rome, jusqu'à ce que les Romains se relâchèrent premièrement à l'institution de la dot, & depuis à l'hérédité; & comme ils avoient établi cette hérédité dans la Gaule après l'avoir conquise, les Gaulois qui reconnurent Clovis pour Roi n'ayant été privés ni de leurs biens ni de leurs coutumes, & les Francs d'ailleurs voulant conserver leurs usages, il fallut distinguer la qualité

des Terres. Or, comme par les mariages qui se contractèrent entre les deux Nations, la Gauloise pouvoit apporter des biens & des Terres Gauloises dans les familles Franques & Saliques, peut-être aussi les Francs ne voulurent-ils pas que leurs biens pussent passer aux Gaulois; car il resta toujours je ne sai quelle différence entre les uns & les autres, & cela se voit clairement par la Loi Salique au Traité de l'homicide, où la peine est plus grande pour le meurtre d'un Franc que d'un Gaulois, & moindre pour un Romain que pour un Gaulois, à cause de l'union des deux Nations. Il sera bon de remarquer à ce sujet, que la Loi Salique n'étant que pour les Francs, ou Saliens, c'est pour cela que les crimes ne se punissoient que par une amende, tant ils étoient en considération; & il n'y avoit que le crime de leze-Majesté qui donnât pouvoir sur leur vie & sur leurs biens: pour cette raison l'on appella Terre Salique, celle qui échut en partage aux Francs ou Saliens, laquelle ne pouvoit échoir qu'à un Franc, tout au contraire des autres Terres; & cela est si vrai, & si nécessairement certain, qu'on ne peut autrement entendre le soixante-deuxième Chapitre de la Loi Salique de Alode, dont voici six paragraphes qu'il faut expliquer.

I. Si quelqu'un meurt sans enfans, si son pere & sa mere lui survivent, qu'ils succèdent à l'hérédité.

II. Si



II. Si le pere & la mere survivent, s'ils ont laissé des freres ou des sœurs, qu'ils obtiennent l'hérédité.

III. Si ceux-là ne sont point, c'est - à - dire, si le mort n'a laissé ni freres ni sœurs, ni pere ni mere, que les sœurs du pere lui succèdent.

IV. Que s'il n'y a point de sœurs du pere, que les sœurs de la mere se vendiquent l'hérédité.

V. Si pareillement nul de ceux-ci ne se trouve pour succeder, que les plus proches du côté paternel lui succèdent à l'hérédité,

VI. Mais que de la Terre Salique nulle portion ne vienne à la femme, & que toute l'hérédité de la Terre parvienne au sexe viril.

Peut-on trouver une distinction plus formelle de la Terre ou Aleu Salique avec tout autre Aleu, que par cet Article, & peut-on autrement entendre cet Article que par l'intelligence que j'en viens de donner ? Cet éclaircissement n'étant pas moins nécessaire pour la Loi des Ripuaires, j'en rapporterai pareillement ici trois Articles du cinquante-sixième titre, de *Alodibus*, qui serviront de preuve à l'alliance que j'ai faite des Loix Ripuaires avec la Loi Salique, & à ce que j'ai dit de leur commune extraction des anciens Francs.

I. Si quelqu'un meurt sans enfans, & que les peres & les meres survivent, qu'ils succèdent à l'hérédité.

II. S'il n'y a ni pere ni mere, que le frere & la sœur succèdent.

III. S'il n'y en a point, que le frere & la sœur de la mere & du pere succèdent, & après eux, que le plus prochain, jusqu'au cinquième degré, succède en l'hérédité : mais tant qu'il y aura du sexe viril, que la femme ne succède point en l'hérédité aviatique.

Toute la différence qu'il y a entre ces deux Loix, qui sont sœurs, & qui ne diffèrent que de nom, est que celle-ci appelle aviatique ce que l'autre appelle salique ; mais l'un & l'autre nom ne signifie qu'un Bien masculin, succéssible aux seuls mâles par la Loi Salique, & où les femelles ne peuvent rien prétendre qu'au défaut des mâles par la Ripuaire. Ce Bien-là aiant été donné aux ancêtres à cette condition, ne peut-on pas justement plaindre le tems qu'ont employé quelques personnes doctes à tant raisonner pour distinguer une même chose ? le Bien salique étant un Bien aviatique par la suite de la succession, & l'un & l'autre n'étant affectés qu'aux seuls mâles.

Sur ce sixième Article de la Loi Salique que j'ai rapporté, l'on a fondé le Droit de la Succession à la Couronne de France par les seuls mâles, & l'on en a parlé diversement selon les différens intérêts, & selon l'inclination des partis. Je demeure d'accord avec nos plus grands ennemis, qu'on n'a eu aucune pensée par cet Article de décider la question de la succession de la Couronne, mais il faut

faut qu'ils demeurent d'accord de bonne foi, qu'il y avoit des choses en usage parmi les Francs, qui ne sont point comprises dans la Loi Salique. Il n'est point dit, par aucun texte de cette Loi, que le Franc, qui refusera d'acquiescer à un Arrêt rendu par le Roi, n'y pourra être contraint par emprisonnement & par détention de sa personne; néanmoins Suger nous apprend, que Bouchard de Montmorenci refusant d'obéir à ce que le Roi Philippe I. avoit jugé touchant son différend avec l'abbé de St. Denis, ne fut point arrêté, *neque enim francorum mos est*, dit-il.

Le même Suger, parlant de l'expédition de Louis le Gros, lors fils aîné, & présomptif Héritier du Roi Philippe I., contre le Sire de St. Severe, cite la Loi Salique, comme la Loi des Nobles, dans un sujet qui ne se trouve en aucun endroit de la Loi Salique, mais qui n'est pas de petite considération pour faire voir qu'il y avoit des coutumes d'usage entre les Nobles, qui n'étoient point écrites, quoiqu'elles se pratiquassent de tout tems, & pour justifier aussi que la Loi Salique & l'observance Salique regardoient particulièrement les Nobles, en ce que Noble & Salique étoit la même chose. L'on ne peut pas l'expliquer plus clairement qu'il fait par ce discours, où il fait comprendre que Humbaud étoit également obligé par sa grande Noblesse, & par la Dignité de sa Terre, de garder la Loi Salique & de l'exécuter. Il dit que Louis le Gros alla avec une grande Armée en Berry. *Ad partes*

*Bituricensium, eâ in parte quâ confinia Lemo-  
vicensium conterminant, ad castrum videlicet  
Sanctæ Severæ, nobilissimum & hereditariâ mi-  
litiæ possessione famosum, pedite multo popu-  
losam, dominumque illius virum nobilem  
Humbaldum, aut ad exequendam justitiâ  
cogere, aut jure pro injuriâ castrum Lege Salicâ  
amittere.* Suger étoit un des plus habiles de  
son tems, puisqu'il fut Ministre d'Etat sous  
deux Rois, & cette qualité devoit le rendre  
savant dans les Privilèges du plus puissant  
Corps de l'Etat qu'il gouvernoit. Il n'igno-  
roit pas que la Loi Salique ne s'observoit  
plus comme Loi expresse de son tems; &  
par conséquent, par rapport à l'ancien mot  
de Salien pour désigner un Noble Franc, &  
au terme de Salique pour marquer une Terre  
Noble, il se sert du mot de Salique, pour  
faire entendre non-seulement la Loi des  
Nobles, mais la Loi des Fiefs, qui succeda  
à celle des Aleuds, & une Loi non écrite,  
parce qu'elle étoit d'un usage incontestable.

Il faut donc faire une distinction nécessaire  
entre la Loi Salique, vulgairement parlant,  
qui fut écrite pour l'usage des Particuliers  
comme une pratique ordinaire, & une autre  
Coutume qui ne regardoit que les Grands  
de l'Etat, & la succession des grandes Terres,  
laquelle ne s'établit qu'avec le tems, sur l'au-  
torité & l'exemple des choses jugées: je di-  
rai même, pour ne rien cacher de la vérité,  
à proportion de l'autorité du Roi; car tous  
les Roiaumes ont été moins absolus dans  
leurs commencemens, & ils ont toujours  
tenu

tenu de l'Etat Aristocratique, tant qu'il est resté quelques-unes des Puissances qui ont contribué à l'institution de la Monarchie, ou que la mémoire en a été trop récente. C'est pourquoi, nous ne voions aucune peine de mort décernée contre aucun de nos Francs ou anciens Saliens, & le crime de lèze-Majesté, la forfaiture, & la confiscation de corps & de biens, ne s'établirent que depuis le partage des Terres qui furent données aux premiers Francs, & par les exemples d'une autorité absolue des Rois, à laquelle ils s'étoient soumis.

Ce fut principalement par l'usage des Fiefs qui succederent aux Aleuds, & lesquels ne devinrent sujets à forfaitures que sous le nom de bienfaits, comme si la forfaiture, ou la peine de la forfaiture eussent été plutôt la punition de l'ingratitude que de la rébellion: aussi ne regardoit-elle pas seulement le Roi, elle regardoit tous les Grands de l'Etat, qui avoient un intérêt commun avec lui de tenir leurs Vassaux dans leur obéissance & dans leur service, & qui les appelloient leurs Fidèles & leurs Vaux, non pas par reconnoissance de leur fidélité, mais par rapport à l'obligation qu'ils avoient de leur être fidèles.

Or, s'il y avoit une Loi Salique écrite pour ce qui touchoit l'intérêt des particuliers, il y avoit donc aussi un usage Salique, non écrit, mais de tradition & de pratique, & qu'il étoit d'autant moins nécessaire d'écrire, que c'étoit un droit naturel, non sujet à contestation de la part d'aucun Franc ou Salien, tel que celui



celui qui, dès le tems de Tacite, privoit les filles de la succession de leurs peres. Aussi ne voions-nous pas qu'il soit parlé de cette succession des Terres Saliques ou aviatiques dans la Loi Salique ni dans la Ripuaire, si ce n'est par exception, & comme en passant, pour éviter la confusion de l'avenir entre les simples Aleuds & les Terres Saliques; si-bien que ce que nous appellons Loi Salique étoit moins une Loi pour les Saliens, qu'une Loi faite & constituée par le Roi Clovis avec les Saliens, pour le nouvel Empire qu'ils établissoient, & qui ne touchoit que les Saliens & les Francs de l'avenir, pour les Terres non Saliques qu'ils pourroient posséder, & pour les intérêts de la société civile.

Après cela je puis conclure que ce n'est point de cet Article sixième du Chapitre de Alode dans la Loi Salique, que nous prétendons que cette Loi exclut les femmes de la succession à la Couronne de France; c'est du droit naturel des Francs ou Saliens, par lequel elles en ont été exclues de tout tems; mais je ne le négligerai pourtant pas si fort, que je n'en tire une conséquence infaillible. S'il est vrai, par le témoignage de Gregoire de Tours, que les Francs ou Saliens partageoient tous les fruits de la guerre avec leur Roi & Général, & principalement avec le Roi Clovis Auteur de la Loi Salique en France, & son Restaurateur à l'égard des Francs; si les Terres Saliques ou les *Sortes Salicae* qui leur échurent, furent affectées aux seuls mâles, comme il est certain par la Loi Salique, dira-t-on sans extravagance, que la

part

part qui échoit à Clovis, qui fut le Roïaume de France, fut héréditaire indifféremment aux mâles & aux femelles ? On nous demande où est écrite notre Loi Salique pour la succession de la Couronne. Je dis quelle est là, si l'on veut, & qu'elle est comprise dans la Loi générale : mais je demande moi-même, avec plus de raison, qu'on me cite par nos Loix une exception & une clause dérogoratoire à cette Loi. Je croi mon argument assez fort pour ne point admettre d'exemples contre une Loi & contre un usage si bien établi, mais je donne gain de cause à tous nos ennemis, & je consens à me dédire de tout ce que j'ai écrit, s'ils en peuvent alleguer un seul par leurs propres Histoires, qui puisse rien contredire de tout ce que j'allégué : bien loin de me faire voir des filles qui aient prétendu à la Couronne de France, je les défie de m'en montrer quelqu'une qui ait eu en partage aucunes des Terres de la Couronne, car c'est même une espèce d'abus de leur donner des appanages en fonds, & cet abus n'est pas de deux cent ans. Il ne faut qu'examiner quels ont été les successeurs des Rois de France morts sans Enfans mâles : pour leur en épargner toute la peine, je leur en citerai succinctement tous les exemples depuis Clovis. Il laissa quatre Enfans, qui partagerent sa Couronne, & Clotaire, Roi de Soissons, qui étoit le dernier, réunit tous ces quatre Roïaumes au sien par la mort de leurs fils & de leurs petits-fils sans postérité masculine. Il ne fut point parlé de

Chro-

Chrotberge & de Chrosetinde filles de Chil-  
debert Roi de Paris son frere, non-plus que  
de Ragintrude, femme de Eudes III. Duc  
de Bavleré, ni de Berthoura sa sœur, fille de  
Theodebert, fils de Thierry Roi d'Austrasie  
son frere aîné. Charibert, Roi de Paris, l'aî-  
né des quatre fils qui hériterent de ses Roiaumes,  
laissa trois filles, Edilberge ou Berthe,  
Bertheflede, & Chrodieldé; il est vrai que  
ces deux dernières furent Religieuses à Tours,  
& à Ste. Croix de Poitiers, mais l'aînée épousa  
Ethelbert, Roi de Kent en Angleterre,  
où elle porta le Christianisme, dont cette Isle  
nous est obligée, & ce Roi de Kent eut  
plus de raison que n'en eut depuis Edouard,  
pour prétendre au Roiaume de Paris, qui  
valoit mieux qu'une petite portion de la  
Grande-Bretagne. Gontran, Roi de Bourgo-  
gne, ayant perdu ses Enfans mâles, institua  
héritier de ses Etats Childebert son Neveu,  
quoiqu'il eût une fille nommée Crotilde, à  
laquelle il se contenta de laisser d'autres  
biens en dot: mais il la comptoit si peu pour  
héritière, qu'il dit, en investissant Childebert  
de sa future succession, qu'il ne lui restoit  
point d'héritier de sa Race que lui, & voici  
ses paroles tirées de Gregoire de Tours. *Post  
hæc Rex Gonthranus, datâ in manu Regis  
Childeberti hastâ, ait: hoc est indicium quod  
tibi omne meum Regnum tradidi; ex hoc nunc  
vade, & omnes civitates meas, tanquam tuas  
propriâs, sub tui juris dominationem subijce.  
Nihil enim, facientibus peccatis, de stirpe  
meâ remansit, nisi tu tantum, qui mei fratris*

*es filius, tu enim Heres in omni meo Regno succeda, cæteris exheredibus factis.* Clotaire deux succeda depuis à la Monarchie universelle des Gaules, à l'exclusion des filles de Sigebert Roi d'Austrasie.

Voilà les exemples de la première Race pour chaque mutation, où l'on ne voit point de contestation, & où il n'a point été besoin de citer la Loi Salique: car il y avoit une Loi naturelle plus notoire & plus ancienne, à laquelle on déferoit, & cette même Loi fut encore suivie sans aucune contradiction dans la seconde Race; car Charlemagne lui-même, bien-loin de donner quelque part dans ses Etats à ses cinq filles légitimes, par son testament il ne leur laissa rien du tout. Louis le Debonnaire son fils partagea ses Enfans de diverses Couronnes, & Charles le Chauve les réunit encore si paisiblement, que Berthe & Mathilde ses deux nièces, filles de Pepin Roi d'Aquitaine, ne prétendirent rien à ce Roïaume. Depuis ce tems-là il arriva des desordres & des guerres civiles, pendant lesquelles les François choisirent des Rois, & ils en auroient pû trouver dans les mariages des filles de France, mais ils n'y eurent aucun égard; & quand ils déclarerent Charles Duc de Lorraine déchu de la succession de Louis cinq son neveu, fils de Lothaire, ils ne firent aucune réflexion sur le droit de Mathilde sa sœur, femme de Conrad Roi de Bourgogne & mere du Roi Raoul; & ce Roi, Raoul lui-même, loin de se plaindre

plaindre de cette disposition des Francs, la suivit pour la succession de sa Couronne, qu'il laissa à un étranger au préjudice d'Eudes second Comte de Champagne, fils de Berthe sa sœur. Il est vrai qu'Eudes prétendit à sa succession; ce qui lui coûta la vie: mais il auroit eû le même droit sur celle de France, par l'expulsion de Charles son Oncle maternel, si la coutume des Francs n'en eût autrement décidé, & il n'en parla jamais.

Aussi voions-nous par le javelot, mis en la main de Childebert par Gontran par forme d'investiture, que la Couronne de France est un Fief Masculin, & que sa marque & son Sceptre sont un javelot, & non pas une quenouille, comme les Sceptres des autres Roiaumes. Cela est si véritable, que c'est par notre Coutume & par nos Loix que l'Allemagne a reçu de nos Monarques ses Rois naturels, qu'elle a rendu l'Empire Electif par les frequentes Elections qu'elle a faites après l'extinction Masculine de toutes les familles qui y ont regné, & c'est encore en vertu de cette même Loi, qui a été suivie en beaucoup de Coutumes particulières de Germanie, que les filles ne succèdent point en quelques-uns des grands Fiefs de l'Empire.

L'on a pour maxime en ce pais-là que les Fiefs ne tombent point de lance en quenouille; & j'alleguerai ce proverbe pour témoignage de la destination des Aleuds & des

Fiefs



Fiefs ou Benefices qui leur ont succédé. Ils ne se conféroient qu'avec obligation de la part de celui qui le recevoit, de suivre la profession des Armes, & de-là est venu le nom de Fief de Haubert, appelé dans les vieux titres *Feodum lorica*, parce que celui qui le possédoit devoit un homme armé en guerre; & je ne toucherai qu'en passant l'ignorance de ceux qui se sont persuadés qu'il falloit dire du Haut Ber, c'est-à-dire de Haut Baron. Que si une fille ne succède point à un Fief Salique, & si elle ne succède point encore avec les mâles en Normandie, où est le Fief de Haubert, le sens commun ne dictet-il pas qu'elle est encore moins capable de succéder à la Couronne de France, qui est le premier & le plus Noble Fief du Roïaume, & qui est la principale portion de ce partage que j'ai prouvé avoir été fait entre Clovis & les Saliens, ou les Francs, qui convinrent avec lui que la Terre Salique n'appartien-droit qu'aux mâles.

Il est vrai que la confusion qui se fit de deux sortes d'Aleuds ou de Terres Saliques & non Saliques, rendit sur la fin les Aleuds héréditaires, & particulièrement depuis les Capitulaires de Charlemagne & de ses Successeurs; car ce fut une espèce de nouveau Code de Loix, auxquelles on défera plus ordinairement; & peut-être ne fut-on point fâché de consentir tacitement à l'abrogation de ces vieilles Loix, pour abolir l'idée qu'elles nous ont laissée, tant de la pauvreté, que de la simplicité un peu injurieuse de nos

O

pre-

premiers ancêtres, & de la barbarie de leur langue : mais ce ne fut point une abrogation expresse ni ordonnée, & l'observation en demeura si arbitraire, qu'on la suivit encore longtems - après en ce qu'on voulut. Nous en avons pour preuve le titre suivant, qui est de l'an sept cent, & que j'ai extrait de l'original d'Agano, qui est un ancien Chartulaire très antientique de l'Abbaie de St. Pere en Vallée. *Ego Eldegardía &c.*, c'est Hildegarde de Flandres, Comtesse d'Amiens, veuve de Waleran Comte du Vexin, *tam pro meis criminibus, quam pro senioris mei Walerani, ut utrique dominus indulgere dignetur remissionem, consentiente Walterio Comite filio meo, cedo ad locum sancti Petri Carnotensis Alodium juris mei, quem senior meus supra nominatus, secundum Legem Salicam, & secundum consuetudinem, quâ viri proprias uxores dotant, mihi in proprium concessit nomine Guntherii villam &c. actum Pontis Ifferæ castro publicè. Signum Hugonis Ducis, signum Walterii Comitis &c.*

Je n'allégué ce titre que pour faire voir par une marque d'une pure dérogation à la première rigueur de la Loi Salique, qui n'eût pas souffert ce demembrement de Fief, & qu'on se couvrit encore de son autorité pour rendre les Actes valables. En effet, elle suivoit plutôt l'usage des Fiefs déjà établi dans son tems, lequel rendit les Alends anciens & les Alends modernes ou Benefices, qui sont les Fiefs, une même nature de biens, desormais si propres à ceux qui les possé-

possédoient, qu'ils en pouvoient user à leur volonté. J'ai bien voulu m'expliquer sur cet article pour justifier que j'agis de bonne foi, & pour ôter tout prétexte aux ennemis de la Loi Salique de rien interpréter tant contre elle que contre moi-même. J'épargnerai encore très volontiers cette peine à Mr. Chifflet, qui en a fait un grand Traité, dont je n'ai point encore parlé, & dont je dirai avec regret, pour le mérite de son savoir, que c'est dommage pour la postérité qu'il n'ait voulu écrire de la Loi Salique & de l'origine de notre Maison Royale que pour gratifier la Maison d'Autriche, & pour faire signaler sa haine contre la France. J'emprunterai de lui contre lui-même, pour la preuve de ce que j'entreprends, la confirmation accordée au Monastère d'Averbord, près Tessenderlo au Diocèse de Liège, par Louis Comte de Los, de la donation faite par Gautier Doien de St. Gereon, & Hubert son frere, d'un lieu nommé Euthe, sur la Meuze, *Observatâ Legis Salicæ cautelâ*. Il s'en sert captieusement pour le dessein qu'il a d'établir un Empire imaginaire de François Ottifs, & où il comprend la Lorraine, afin d'en rendre la succession Salique, c'est-à-dire Masculine; & moi je m'en servirai comme d'une marque de l'étendue de notre ancienne Domination, qui a été si honorable aux Nations les plus éloignées, qu'elles ont conservé avec respect la mémoire de nos Loix. Je joins à ce témoignage cette donation si publique, si authentique, & si célèbre

de la Comtesse Mathilde au St. Siège, d'une grande partie du Patrimoine de St. Pierre, l'an onze cent deux : elle porte qu'elle s'en défaisit pour en investir l'Eglise, selon l'ancienne manière de se défaisir établie & gardée par les Francs. *Dono atque confirmo & per presentem Chartulam Offertionis ibidem habenda, confirmo insuper per Cultellum, Festivam, nodatam Gantonem, & Guascionem terre atque Ramum arboris, & me exinde foras expuli, querpivi & absentem me feci, & à parte ipsius Ecclesie habendâ relinqui* : ce sont les anciennes formalités introduites par la Loi Salique, selon laquelle cette même Comtesse Mathilde dit en termes exprès, dans la préface du don qu'elle fit l'an onze cent sept à l'Eglise de Verdun, qu'elle vivoit des Terres de Stenai & de Mouha, qui lui appartenoient à cause de Beatrix Comtesse de Brie sa mere, desquelles elle investit l'Eglise de Verdun par les mêmes Couteaux, Festu, Gand, Gazon de terre, & Rameau.

Mais il faut rapporter cette façon de vivre selon la Loi Salique, à la façon de se dévêtir & défaisir selon elle, c'est-à-dire, *observatâ Legis Salicæ cautelâ*, comme porte le titre d'Averbord, qui s'explique par celui-ci : c'est-à-dire en gardant non pas l'usage entier, mais les formalités de la Loi Salique, qui étoient les plus démonstratives & les plus authentiques ; & cela veut dire proprement encore, en observant les anciennes Coutumes des Nobles, selon lesquelles on vivoit. Cela s'explique encore par le passage déjà cité

cité ci-devant d'Othon Evêque de Frisenguen,  
 qui vivoit dans le même siècle de cette Com-  
 tesse, & cité par Monsieur Chifflet, lequel  
 Evêque parlant de la Loi Salique dit, *hac*  
*nobilissimi Francorum, qui Salii dicuntur, ad-*  
*huc utuntur.* Si bien que Monsieur Chifflet  
 l'a cité contre lui-même, & à bien prendre  
 le sens de cet Auteur, vivre selon la Loi  
 Salique, c'étoit vivre Noblement & selon la  
 coûtume des anciens Saliens, ou des anciens  
 Francs: or du tems de cet Evêque, l'ancien  
 usage des Aleuds Francs ou Saliens étoit  
 comme aboli; mais on donna le même nom  
 de Salique à l'usage des Fiefs qui étoit plus  
 nouveau, & cela est si véritable, qu'on ne  
 peut dire sans rougir de honte, que la Com-  
 tesse Mathilde gardât l'ancienne Coûtume  
 Salique, mais bien ce nouvel usage des Fiefs  
 devenus successibles aux femelles comme  
 aux mâles, quand elles n'avoient point de  
 freres. En effet, Mathilde n'eût pas succédée  
 à tant d'Etats en Italie & en Lorraine, & elle  
 se fût bien gardée de dire qu'elle vivoit se-  
 lon la Loi Salique, si elle n'eût entendu ce  
 nouvel usage devenu Salique par succession  
 de l'ancien, parce qu'il étoit l'usage des  
 Grands de France, que l'Evêque de Frisen-  
 guen dit avoir été appelé Salique.

On retint dans cet usage les anciennes for-  
 mes d'investitures, qui aiderent à lui conser-  
 ver le nom de Salique, lequel explique éga-  
 lement ce titre d'Averbôrd, & ces donations  
 de la Comtesse Mathilde; il s'en est con-  
 servé des preuves originales dans les Archi-



yes de l'Eglise de Chartres, où il y a encore des titres, qui pour marque de cette ancienne investiture, sont scellés d'un Couteau pendant en guise de sceau.

Je crois qu'on ne me saura pas mauvais gré si je me suis insensiblement étendu d'une Dissertation de l'établissement des Aleuds à celui des Benefices, autre espèce d'Aleud de même nature, & qu'on pourroit appeller Salique, laquelle prit le nom de Fief sur la fin de la seconde Race de nos Rois. J'ai déjà dit quelque part, qu'ayant été obligés d'accorder en hérédité les grandes Charges, qui s'exerçoient en titres dans les Provinces, cette hérédité fut confirmée lors de la succession de Hugues Capet à la Couronne: si bien qu'à cet exemple, tous les Aleuds, de quelque nature qu'ils fussent, devinrent une même espèce de Fief, relevant du Roi s'il étoit dans son Domaine, ou des autres Grands de l'Etat. Mais ce ne fut qu'aux Nobles, qu'Othon de Frisenguen appelle Saliques, que ce Privilège fut accordé, à la charge de certains devoirs, services ou redevances; le Noble à cause de cela demeura sujet à servir son Seigneur en ses guerres, & cette distinction est nécessaire pour faire voir qu'il n'y eut rien de changé à l'égard de la Roïauté. Elle fut conférée à Hugues Capet avec tous ses Droits fondamentaux; & le plus fondamental étoit, de n'être héréditaire qu'aux mâles, selon l'ancienne Coutume des Saliens. Ce n'est qu'en ce sens-là qu'on peut alléguer la Loi Salique

que pour la succession de la Couronne , laquelle est bien comprise implicitement , mais non explicitement ni de fait , dans le paragraphe 6. du Chapitre de Alode , au texte de la Loi Salique : aussi n'étoit-ce qu'un Code de Loix donné par le Prince à ses Sujets , & ce fut très véritablement Clovis , lequel autorisant leur Coûtume ancienne , du tems qu'on les appelloit Saliens du nom de Salique , leur donna cette Loi ; laquelle n'ayant été abrogée par aucune autre Loi expresse , les Sujets purent s'en servir s'ils voulurent , quand il s'agit de décider de la succession du Roïaume , pour l'intérêt qu'ils y avoient.

Mais il est faux qu'elle ait jamais été ni alléguée ni implorée ; c'est un dire de Claude de Seissel , Archevêque de Turin , & de Robert Gaguin , tous deux peu savans dans notre Antiquité , qui ont cru avoir trouvé de-quoi appuier un droit qui n'avoit point besoin de leur protection , puisque c'étoit une Coûtume autorisée par l'exemple , sans aucune interruption , & à laquelle on n'avoit jamais dérogé. Le Docteur Balde , qui vivoit lors du Différend jugé par les Pairs entre Philippe de Valois & le Roi d'Angleterre , en parle selon mon sentiment , & il approuve ce Jugement , fondé sur l'ancienne Coûtume du Roïaume & sur la grande Noblesse de cette Couronne , qui ne permettoit pas qu'elle tombât aux filles.

C'est la Coûtume qui fait les Loix , & nous avons assez prouvé que la Loi Salique particulière fut dressée sur la Coûtume des

anciens Francs & des Germains , laquelle aiant été établie du consentement de toute la Nation , elle est tout autrement inviolable qu'une Loi nouvelle , qui ne lie pas si absolument les suffrages de tout l'Etat , qu'il ne la puisse abolir ou réformer quand il plaît au Prince d'y consentir , & qu'il n'en puisse décider en quelque interregne , tel que celui qui suivit la mort du Roi Charles le Bel sans enfans mâles.

Ce fut la seule occasion qui se présenta depuis Hugues Capet , dont la succession n'avoit point été interrompuë par aucun héritier collatéral ; & Froissard , Auteur contemporain , qui n'étoit point François , & qui avoit plus d'affection pour les Anglois , reconnoît cette Coûtume , & le Droit que les Pairs de France avoient d'en juger , par ces propres termes : *à donc les douze Pairs & Barons de France s'assemblerent à Paris au plûtôt qu'ils purent , & donnerent le Roiaume d'un commun accord à Messire Philippe de Valois , & en ôtèrent la Reine d'Angleterre & le Roi son fils , laquelle étoit demeurée sœur germaine du Roi Charles dernier trépassé , par la raison de ce qu'ils disent que le Roiaume de France est de si grande Noblesse , qu'il ne doit mie par succession aller à femelles.* C'est beaucoup de la part d'un Historien natif de Haynault , Sujet d'un Prince allié des Anglois , & qui écrivoit si bien en leur faveur , que son Histoire , qu'il faisoit enluminer à Paris pour l'envoier au Duc de Lanclastre , fut falsie par ordre du Duc d'An-

d'Anjou Régent en France, l'an mille trois cent quatre-vingt-trois. C'est beaucoup, dis-je, que ce seul Historien considérable, d'un tems si délicat, n'ait point contesté cette autorité des Pairs de France de représenter les Etats du Roïaume, & de prononcer en leur faveur dans la conjoncture la plus célèbre & la plus importante de son tems : je dirois même de tous les tems de la Monarchie, si elle ne s'étoit point déjà présentée, & même si elle n'avoit été déjà décidée en deux autres occasions peu d'années auparavant.

La première fut l'an mille trois cent seize à la mort de Louis Hutin. Il avoit une fille de son premier mariage avec Marguerite de Bourgogne ; & ce qui fait voir que l'on n'avoit aucune pensée en faveur du sexe féminin, c'est qu'on y eut si peu d'égard, que Clemence de Hongrie seconde femme du defunt étant grosse, l'on ne songea qu'à créer un Curateur *au ventre*, qui fut Philippe le Long, frere du feu Roi, dans le doute où l'on étoit qu'elle pourroit accoucher d'un fils : en effet elle accoucha de Jean premier, lequel n'ayant vecû & regné que huit jours, la Couronne fut adjudgée au même Philippe le Long par Jugement des Pairs, contre Eudes Duc de Bourgogne leur Doien, qui prétendoit que Jeanne sa nièce, sœur du petit Roi Jean, lui devoit succéder.

La mort de ce Philippe sans enfans mâles, fit naître la seconde occasion, qui est d'autant plus mémorable, qu'on suivit sans aucune contestation ce qui avoit été jugé

à son sujet ; car il laissa quatre filles , dont la dernière fut faite Religieuse à Longchamp l'an treize cent dix-sept , & il avoit accordé le mariage des autres avec le Duc de Bourgogne , le Comte de Flandres , & le Dauphin de Viennois , sans parler de la succession de la Couronne. Il n'en fut encore fait aucune mention après son décès , arrivé l'an treize cent dix-sept ; mais l'aînée eut les Comtés de Bourgogne & d'Artois , comme Biens maternels , comme la fille de Charles le Bel avoit eu le Roïaume de Navarre , parce que la Navarre étoit tombée par femmes dans la Maison de France , & qu'elle n'étoit point sujette à nos Loix. Mais c'est une chose fort considérable pour nos Loix , & pour marque de l'observation de la Loi Salique , qui se peut alléguer & citer en cette rencontre , qu'on ait excepté la Comté de Champagne Pairie de France , de cette succession appartenante à Jeanné , fille de Charles le Bel : il n'importoit pas qu'elle eût été apportée à Philippe le Bel son aïeul par la Reine Jeanne de Navarre sa femme , l'on considéra que c'étoit une Pairie , & par conséquent un des grands Fiefs de la Couronne , lequel aiant fait source dans la Roïauté , & aiant par ce moien été réuni à son principe , n'en pouvoit être detaché ; & il y demeura si uni , que nonobstant toutes les guerres Civiles que Charles le Mauvais, Roi de Navarre , issu de Jeanne , fit pour le retirer , il n'en put arracher qu'une très petite recompense , & cette recompense fut une  
pure



pure gratification de Charles-six envers son fils.

Philippe d'Evreux mari de cette Jeanne de France Reine de Navarre, n'étoit inférieur que d'un degré à Philippe de Valois pour succéder au Royaume; il étoit du Sang de France; & peut-on mieux voir que par son exclusion de la Couronne, & de la Comté de Champagne Pairie de France, que l'on n'avoit jamais eû aucun égard aux filles, ni à leurs descendans, & n'est-ce pas prouver par raison ce que j'ai déjà établi par exemples dans la première & seconde Race. Néanmoins voici le Roi d'Angleterre, après cet usage immémorial; & après les Jugemens qui l'ont confirmé, qui vient demander la succession de la Couronne comme Pair de France qu'il étoit, à cause de la Duché de Guienne, & ne pouvant ignorer le Droit des Pairs il se pourvoit par devers eux; Philippe de Valois s'y soumet pareillement, & après avoir obtenu Arrêt en sa faveur, l'Anglois Pair de France, acquiesçant au jugement des Pairs, lui fait hommage de la Duché & Pairie de Guienne. C'est à proprement parler avoir jugé son Differend avec les autres Pairs ses pareils, & souscrit à leur décision; néanmoins il s'avisa ensuite de se dire Roi de France par une rébellion manifeste contre le Roi & contre l'Etat, & ce ne fut pas dans la pensée de faire valoir son Droit: ce fut par hazard, & ce fut le vieux Artevelde qui s'avisa de cet expédient, pour délivrer les Flamans du scrupule de la révolte,

volte, où il les alloit engager , parce qu'ils avoient fait serment de fidélité au Roi de France. Pour cela il prie l'Anglois d'en prendre la qualité , & le bon Froissard lui-même ne se contente pas de le dire naïvement, mais il a bien voulu faire graver une figure dans l'original de son Histoire que j'ai en signature , ( elle avoit été donnée à Monsieur l'abbé le Laboureur par le Marquis de Chandenier , & elle est présentement à Monsieur le Marquis de Seignelai , ) où l'on voit les députés des Gantois, qui présentent au Roi d'Angleterre l'écu des Armes de France par manière d'investiture. Cependant les Anglois ont fait grand cas d'un Droit si mal fondé , & je m'en rapporte à la postérité , si nos Rois n'auroient pas plus de Droit de se prévaloir de celui du Roi Louis huitième appelé de France par les Etats d'Angleterre , qui le reconnurent pour leur Roi après avoir chassé Jean sans-Terre qui étoit un Tyran , & qui d'ailleurs devoit être à jamais indigne de posséder une Couronne dont il avoit étranglé le véritable héritier son Neveu & son Seigneur naturel , à cause de quoi il avoit été condamné à mort en France , où le parricide avoit été commis , & où il étoit Sujet du Roi comme Pair de France , & meurtrier d'un autre Pair & Sujet du Roi. Que l'on compare dis-je le Droit de notre Roi, qui est aujourd'hui l'aîné de tous les descendans de Louis huitième , avec celui des Rois d'Angleterre , & que l'on juge si les Anglois ont plus de raison de prétendre à un Etat qui n'est hé-

rédi-

réritable qu'aux seuls mâles & aux seuls Saliens, que les François n'en auroient de revendiquer une Couronne moins considérable, & qui est héréditaire au sexe féminin dès le tems de Tacite.

Cet Auteur nous apprend au sujet de la Reine Loadice, qu'ils suivirent comme leur Général contre les Romains, qu'ils ne faisoient point de différence entre les hommes & les femmes pour ce qui concernoit l'Empire, & il dit tout le contraire de nos Francs, qui ont conservé jusqu'à présent leur Coutume, qui l'ont pratiqué sous la première & seconde Race, comme nous avons fait voir, & qui alléguèrent cette Coutume au Roi d'Angleterre, & non pas la Loi Salique, qui ne regarde que la succession des Aleuds ou Terres Saliques, destinées aux seuls mâles par leur première institution, pour le service qu'ils devoient rendre à l'État.

C'étoit si bien l'esprit de la Loi, que je me servirai de l'occasion pour faire reconnoître aux Anglois, qui ont porté en Angleterre les Coutumes de Normandie d'où ils sont issus, que c'est pour cette raison, & pour se récompenser de la perte que le Roi comme Duc de Normandie, fait du service de son Vassal lors de sa mort s'il laisse des enfans hors d'âge, qu'il jouit de sa Terre par Droit de garde, jusqu'à ce qu'ils soient en âge. Je leur citerai encore la Coutume de Poitou, qui ne leur doit pas être si étrangère, puisqu'ils l'ont si longtems possédée, où les Freres & les Oncles succédoient aux  
Fiefs

Fiefs au préjudice de leurs Neveux, pour la même raison du service de la Terre, qui revenoit par retour à ceux que leur minorité en avoit privés; & cette Coûtume étoit vraiment Salique, & établie dans le Pais par les Francs ou Saliens qui accompagnerent Clovis à la ruine des Goths qui occupoient cette Province.

Ce n'est donc point à la Loi Salique qu'il faut renvoyer les Anglois sur leur prétention chimérique; c'est à une Coûtume inviolable justifiée par nos Histoires, & au Tribunal de la Pairie de France qu'ils ont reconnu, & qui a prononcé sur cet usage, & par conséquent ils n'en seront plus quittes de citer au dos de notre Loi Salique quantité de Loix qu'ils ont imaginés pour appuyer les nouveautés qu'ils ont apporté dans leur Gouvernement. Telle fut la Loi qu'ils citèrent pour justifier l'usurpation de la Couronne d'Angleterre après Guillaume le Bâtard, par Guillaume le Roux, au préjudice de Robert Duc de Normandie son frere aîné, & par Henri frere de Guillaume le Roux; telles sont toutes celles qu'ils ont alléguées pour la condamnation de tant de Rois & de Princes qu'ils ont emprisonnés ou fait mourir, & dont chaque siècle de leur Histoire est ensanglanté.

C'est tout ce que je dirai de notre Loi Salique, laquelle sur tous les témoignages que j'en ai donnés, n'est autre chose que la Loi des Francs ou Saliens, qui lui ont laissé leur nom, publiée & promulguée par nos  
pre-

premiers Rois pour le règlement des Différends qui pouvoient naître entre leurs Sujets, & qui ne regarde & ne peut toucher la succession de la Couronne de France, que par l'exclusion qu'elle donne aux femmes de la succession de la Terre ou Fief Salique selon l'ancienne Coutume des Francs, parce que le Roïaume de France étant par sa Dignité & par sa propre essence une Terre pure Salique, & le premier & le plus excellent Fief de tous les Saliques, il doit être & a toujours été de sa nature héréditaire aux seuls mâles.

Il faut donc faire distinction entre la Loi Salique instituée par les particuliers, & la Coutume Salique, c'est-à-dire la Coutume des Saliens & des Francs, qui n'a aucune considération pour le sexe féminin en la succession de l'Empire, comme nous avons vû par un usage & par une pratique continuelle, & qui n'a jamais été contestée sous les deux premières Races, comme nous avons justifié par l'investiture que donna Gontran Roi de Bourgogne, quoi-qu'il lui restât une fille qu'il ne comptoit pas dans sa famille, à Childebert son neveu, lequel il revêtit de la succession par un javelot, qui est la propre marque de l'investiture du Roïaume, & non par une quenouille, ce qui convient mieux à tous les autres Roïaumes qui peuvent tomber de la lance au fuseau.

Or de ces Loix Saliques instituées pour le règlement des Biens & des Différends particu-



ticuliers, les Leudes & les Pairs en ont toujours été les Juges naturels avec les Rois, dans les champs de mars & de mai & dans les Parlemens qui leur ont succédé; & de cette Coûtume Salique qui regarde la succession de la Couronne, ils en sont aussi tellement les Juges naturels, & tellement estimés les Juges seuls, que quand tous les Etats de France seroient assemblés pour en décider, cette décision emprunteroit toute son autorité de celle des Pairs, sous le nom desquels elle seroit reçue, publiée & exécutée. C'est une marque si sensible de la grandeur incomparable de la Pairie, qui représente la Roïauté, & qui la fait revivre dans cette sorte de conjoncture, qu'elle ne peut être exagérée sans qu'on efface quelque chose de son lustre.



### CHAPITRE DIX-SEPTIEME.

*Des Ducs, des Marquis, des Comtes,  
& des anciens Barons du Roïaume de  
France.*

**L**A Duché & la Comté étant devenues le sujet & le corps auquel on a annexé la Pairie de France, ensuite de l'établissement des Fiefs, il ne sera pas mal à propos d'en parler

•ler ici pour faire entendre l'origine & le progrès de ces dignités en France; je me servirai aussi très volontiers de l'occasion pour dire quelque chose des Barons, afin de vanger l'injure faite aux anciens Barons par les modernes, qui en méprisent la qualité, ou qui la déshonnorent en l'usurpant à faux titre, quoi qu'elle ait été si considérable dans les premiers tems, que les Souverains & les Rois mêmes s'en tenoient honorés. Le nom de Duc signifie proprement le Chef d'une Armée; & ce nom & sa fonction se sont accordés fort longtems en France, où nos Francs les trouverent établis par les Romains; mais ils n'en emprunterent que le terme, parce que la chose avoit toujours été en usage chez leur Nation quant au commandement des Armées. Cette distinction étoit fort nécessaire; car la qualité de Duc n'a longtems été qu'un titre personnel chez les Romains, qui n'étoit reconnu que dans le Camp & par la Milice, & il étoit subordonné à celui de Legat, qui étoit le véritable Gouverneur de la Province, & seul constitué en autorité d'y donner les ordres de Police, & d'y administrer la Justice & les Finances. Monsieur Pasquier, qui a fait un Traité des Ducs, a fort bien remarqué que le nombre en fut multiplié selon le besoin qu'eut l'Empire Romain d'avoir plusieurs Armées contre les irruptions des Barbares. Ces Ducs Romains s'étant rendus maîtres de leurs Troupes, s'arrogèrent toute l'autorité dans la Province où ils furent employés, & d'autant

plus que l'Empire affoibli de forces & de réputation, n'opposa plus aux Barbares que d'autres Barbares, qui ne lui étoient pas moins à charge, puisqu'ils ne défendoient la dignité de l'Etat que par sa ruine. Alors le nom & la fonction de Legat cessèrent, & l'on se servit des Comtes pour mettre à leur place.

Ce mot de Comte étoit une Dignité du Palais des Empereurs, laquelle n'étoit pas inférieure à celle des Ducs dans la fonction Palatine; mais elle la devint par la multiplication de ce titre d'honneur en faveur de plusieurs Seigneurs de leur Cour, & par les emplois qui leur furent donnés, pour représenter les anciens Legats, depuis que leur principale autorité eut été empiétée par les Ducs, dont le pouvoir croissoit à proportion que celui des Empereurs diminuoit, & particulièrement depuis que les Armées commencèrent à disposer de l'Empire: si bien qu'il faut distinguer la qualité de Comte par sa fonction originale, & par celle qui lui fut annexée selon les occasions.

Les Comtes originaires étoient ceux que l'on appelloit *Domesticorum Comitès*, qui commandoient la Milice destinée à la garde & à la suite des Empereurs, tels que furent Mallobaudes, Franc de Nation, sous Gratien, lequel j'estime avoir été plutôt Duc que Roi de certaine partie des Francs, & Ricomir son compagnon en la même Charge, l'an trois cent septante-huit. Ce Mallobaudes étoit aussi qualifié *Magister*

*equi*

*equitum* , ce qui marque que l'autre étoit *Magister peditum* : c'est ce que nous avons appelé en France Colonel de l'Infanterie ; & ce *Magister militum* , qui a été pareillement représenté par nos Connétables ; étoit il peu inférieur aux Ducs , aussi bien que le *Comes sacrarum largitionum Imperii* , ou Surintendant des Finances , qu'ils ont leur rang devant les Ducs dans la Noblesse de l'Empire.

Ce même *Magister militum* étoit à proprement parler ce que nous avons depuis appelé Maître du Palais en France , lequel conserva son rang & son autorité par-dessus les Ducs , & se rendit maître & arbitre de la Roiauté. Comme Chef de la Milice Roiale , il devint Capitaine souverain de toutes les Armées ; comme Comte du Palais , il fut le Juge général de la maison du Roi ; & même de tout le Roiaume ; & ayant réuni toute cette puissance à la Roiauté qu'il envahit enfin , il en resta assez au Comte de Vermandois pour faire redouter son crédit ; sous la qualité de *Dapifer* ou grand Maître d'Hôtel. Cette maison de Vermandois s'étant partagée depuis en deux branches , les Comtes de Vermandois , qui étoient les aînés , en retirèrent une partie sous le même nom de grand Maître d'Hôtel , & les Comtes de Troies , leurs puînés , se firent Comtes Palatins ; & ayant annexés ce titre à leur Comté de Troies , il passa avec toute leur succession dans la maison des Comtes de Chartres , par le

mariage d'une héritière , dont sortirent les Comtes de Champagne.

La Sénéchaussée de France fut pareillement détachée de l'ancienne Mairie du Palais , & donnée aux Comtes d'Anjou , & ensuite aux Sires de Garlande , que quelques Auteurs contemporains qualifient pour ce sujet Princes de la Gendarmerie de France. D'ailleurs la Charge de Comte de l'étable ou écurie de France , qui a été depuis notre Connétable , fut encore tirée de la même Mairie ; & si l'on joint toutes ces grandes Charges sous un seul titre , on verra que ces Comtes de la première érection , dérivés de la Cour des Empereurs & de ces *Comites domesticorum* , étoient plus grands en rang & en autorité que les Ducs. Mais cet honneur de l'ancienne Dignité Comtale demeura attaché à ceux-là seuls , & la simple qualité de Comte devint un peu plus commune , puisqu'on la communiqua par terme d'honneur à tous les Nobles , que nos Rois , Successeurs des Empereurs en l'Empire des Gaules , où ils maintinrent les anciens titres , envoioient dans les Provinces pour être une espèce de Commissaires du Prince , dont l'autorité devint inférieure à celle des Ducs , comme elle l'avoit été dans le déclin de l'Empire , qui autorisa cet abus. Les Ducs eurent l'entière autorité des Armes , les Comtes furent soumis à leurs ordres en tout ce qui regardoit la guerre , & même l'Intendance de la Justice ; & le mot de Comte demeu-



ra propre pour signifier le Juge de certaine Ville ou de certain district.

C'est cequi fit autant de Comtés qu'on établit de Juridictions, & même il y eut des Juridictions auxquelles le titre de Comté demeura pour cette raison : témoin celle de Vitri, qui n'eut point de Comte héréditaire ; & néanmoins, dans un titre de Hugues Comte de Champagne pour l'Abbaie de St. Claude en la Comté de Bourgogne, de l'an onze cent trente-trois, il est dit que les Religieux pourront se pourvoir pardevant le Comte, c'est-à-dire le Juge de Vitri & ses Officiers, *Comiti Vitriacensi vel ministris ejus*. Ces Comtes aiant pouvoir de subdéléguer, les Subdélégues furent appelés Vicomtes, & de-là vient qu'on a abusé du terme, principalement dans la Normandie, pour désigner le Juge, & même le Fermier ou Receveur des Droits du Roi en tant de bicoques, parce que le Comte se déchargeoit souvent sur le Vicomte de la perception des deniers Roiaux.

Ce n'est pas qu'il n'y ait eû des Vicomtes célèbres ; mais ç'a été dans les Pais éloignés de la présence & de la puissance Roiale, dans la décadence de la seconde Race, qui donna lieu à ces Vicomtes des Places fortes de s'y maintenir contre les Ducs & les Comtes, & de s'accommoder avec eux, ou de se mettre sous la protection des Rois, qui les ont maintenus, & qui ont favorisé l'étendue qu'ils ont donnée à leurs Vicomtés.

Le partage du Roïaume entre les enfans de Clovis & de Clotaire son fils, firent multiplier les Ducs en toutes les Provinces frontières ; car c'étoit le véritable nom d'un Gouverneur de Frontière, comme fut depuis celui de Marquis, dont je parlerai ensuite. Cela se voit dans toutes nos Histoires ; mais Fortunatus, Evêque de Poitiers, contemporain de Chilperic, en remarque plus particulièrement les fonctions dans ses Poësies. Le premier Duc dont il parle est Launebaudes, Duc de Septimanie, qu'il congratule de la fondation de l'Abbaïe de St. Servin de Toulouze ; & ce Duc étoit Salien ou Franc d'origine : c'est pourquoi il le dit de Race Barbare, ce qui fait voir que ce mot de Barbare n'étoit point injurieux, puisqu'il ne l'auroit pas employé dans un panégyrique, & d'autant plus qu'il témoigne de lui-même qu'il étoit originaire de Thuringe.

*Sed locus ille quidem, quo sanctus vincula  
sumpsit,*

*Nullius templi fultus honore fuit.*

*Launebaudes enim post secula longa, Du-  
catum*

*Dum gerit, instruxit culmina sancta loci.*

*Quod nullus veniens Romanâ gente fabricavit*

*Hoc vir barbaricâ prole peregit opus.*

*Conjuge cum propria Berethrude, clara de-  
core,*

*Pectore quæ blando clarior ipsa nitet.*

Cela

Cela fait voir que les grands emplois étoient affectés aux Franks d'extraction, qui furent les véritables Leudes & Grands de l'Etat ; & il ne sera pas difficile de remarquer par les Vers suivans, qu'on avoit la Noblesse du Sang en grande considération parmi les Franks ; car parlant de celle du mari & de la femme tous deux Franks d'extraction, il ajoute en faveur de Berthude :

*Qui genus egregium fulget de Birge potentem  
Addidit ornatum, vir honorando Deum.*

Et il dit de son Mari :

*Dux meritis in gente sua, qui pallet opimis,  
Cessus ubique, mirans nobilitatis ore.  
Sed quamvis altum teneat de stirpe cacumen,  
Maribus ipse suos amplificavit avos.*

Il nous apprend par le panégyrique du Duc Bodegisile, que le Duc étoit ce que sont nos Gouverneurs de Provinces ; qu'il administroit aussi la Justice aux sujets du Roi, & qu'on changeoit les Ducs de Pais à autre.

*Massiliae Ductor, felicia vota dedisti,  
Rectoremque suum laude personæ refert.  
Hic tibi consimili merito Germania plaudit,  
Ad laudem cuius certat uterque locus.  
De bonitate tuâ lis est regionis utraque,  
Te petit illa sibi, hæc retinere cupit.*

*Iustitiam nunquam pauper te Iudice perdit,  
Nec poterit pretio vertere vera potens.  
Non ligat immunem, non solvit pœna nocentem,  
Nil persona capit, si sua causa neget.*

Il dit ensuite :

*Qui patrias leges intra tua pectora condens  
Implicitæ causæ solvere fila potes.*

Cela est fort considérable pour justifier encore ce que j'ai dit au Chapitre de la Loi Salique, que les Francs ou Saliens apportèrent & établirent en Gaule les Loix de leur Nation : ce doit être lui-même qu'il appelle Godegisile en un autre lieu, dans les vers qu'il adresse à sa femme ; mais que ce soit Bodegisile, ou un autre Duc nommé Godegisile, il n'importe ; c'est assez qu'il confonde la qualité de Duc avec celle de Juge par ces deux vers, qui font voir en l'honneur des Pairs, auxquels cette qualité de Juges est demeurée, qu'elle étoit attachée à la première Dignité du Royaume :

*Eligit è multis quam carus amaret amantem,  
Et iudex patriæ iudicat ipse sibi.*

Il dit de Loup, l'un des Ducs de Sigebert :

*Iustitiâ florente, favent te iudice leges,  
Causarumque æquo pondere libra manes.*

Et.

Et.

*Fultus utrisque bonis, hinc armis, legibus  
illinc,*

*Quam bene fit primus, cui favet omne de-  
cus.*

Le même Auteur distingue parfaitement la qualité de simple Comte d'avec celle de *Comes Domesticorum*, comme nous avons dit ci-devant, dans ce qu'il écrit à Condo, qu'il louë du progrès de sa fortune, & d'avoir été successivement Comte & Domestique du Roi Theodebert. Je suis bien aise que cet exemple se soit présenté dans un tems où la Noblesse Salique étoit en possession des premières Dignités, afin qu'on voie qu'une naissance moins illustre ne rend personne indigne des principaux Rangs de la Cour; & je n'ai garde de négliger le témoignage d'un Auteur si célèbre, pour autoriser la justice de nos Rois dans la reconnaissance du mérite personnel de ceux qui les servent utilement au Gouvernement de leurs Etats. Il sera bon encore d'avertir ici la Noblesse, qui envie assez ordinairement les honneurs à ceux qui leur semblent moins illustres, que ces honneurs-là ne lui sont censés propres que par la supposition d'une vertu héréditaire, qui rend les Nobles dignes du nom qu'ils portent; mais qu'ils appartiennent proprement à tous les sujets qui en sont capables, & qu'il est plus glorieux d'illus-



trer ses Ancêtres, comme dit ce Poëte, que de tirer son avantage de ses Ancêtres :

*Mens generosa tibi pretioso lumine fulget,  
Quæ meritis propriis amplificavit avas.  
Floret posteritas per quam sua crescit origo,  
Et facit antiquos surgere laude patres;  
Nam si præfertur generis qui servat honorem,  
Quanta magis laus est nobilitate genus?  
Qui cupit ergo suum gestis attollere nomen,  
Ille tuum velox præmeditatur opus.  
A parvo incipiens, existi semper in altum,  
Perque gradus omnes culmina celsa tenes.  
Theodoricus quans ornavit honore Tribunalum,  
Surgendi auspiciam jam fuit inde tuum.  
Theodebertus enim Comitum præmia cessit,  
Auxit & obsequiis cingula digna tuis.*

Voilà une très belle marque de l'antiquité de la Chevalerie, désignée par ce mot de *Cingula*, pour exprimer le *Balteus Militaris*, qui en étoit le symbole ; ce qui fera voir encore qu'il y avoit dès le tems de nos premiers Rois un certain ordre dans les Dignités, dont la Chevalerie étoit le fondement, & que nos Rois ne péchent point contre l'ordre ancien, s'ils rendent un homme de mérite participant de tous les honneurs qu'ils admettent les principaux de leur Noblesse. Etant heureusement tombé sur cette lecture lorsqu'il plût au Roi d'honorer Monsieur Colbert du Collier de ses Ordres, je trouvai la comparaison si juste entre ces deux

fideles

fideles serviteurs de nos Monarques, & j'en tirai des augures si favorables, que je crois la devoir à la gloire d'un Ministre qui s'est rendu digne de tous les honneurs où fut élevé ce Comte Condo, pour commencer en mon particulier à m'acquiescer de l'obligation que lui ont toutes les personnes de Lettres de leur avoir si généreusement procuré la récompense de leurs travaux, & la protection du plus grand Roi du monde.

*Vidit ut egregios animos meliara mereri,  
Mox voluit meritos amplificare gradus:  
Instituit cupiens, ut deinde domesticus esses,  
Crevisti subito, crevit & aula simul.  
Florebant pariter florentia palatia tecum.*

Le voilà, l'un des Leudes, c'est-à-dire des Grands de France qui jugeoient avec le Roi dans son Palais, qui a donné le nom de Palais aux autres Tribunaux de la Justice.

*Plaudebat vigili dispositore domus.*

Enfin après avoir été l'homme & le Ministre du Roi dans le maniement de ses affaires domestiques, il devint enfin, en vertu de sa Chevalerie & de son admission au Rang des Grands, le Gouverneur de la personne de Theudepaud ou Thibaud son fils unique.

*Theodovaldi etiam cum parva infantia vixit,  
Hujus in auxilium maxima cura fuit.*

*Acti-*

*Actibus eximiis sic publica jura fovebas,  
 Ut juvenem Regem redderes esse senem.  
 Ipse gubernabas veluti si tutor adesses,  
 Commissumque tibi proficiebat opus.  
 Clotarii rursus magna dominatus in aula  
 Quique domum simili jussit amore regi.  
 Mutati Reges, vos non mutatis honores;  
 Successorque tuus, tu tibi dignus eras.  
 Tantus amor populi, solertia tanta regendi,  
 Ut hoc nemo volens surripuisset opus.  
 Nunc etiam placidi Sigiberti Regis amore  
 Sunt data servitiis libera dona tuis.  
 Jussit & egregios inter sedere potantes,  
 Convivam reddens proficiente gradu.*

Le même Auteur, dans deux Elegies qu'il écrit au Comte Gallatorius, dit;

*Vive Comes, cui sint jura regenda Ducis.*

Et en la seconde, il justifie ce progrès d'honneurs & de Dignités, il désigne les fonctions des Ducs & des Comtes, & la subordination du Comte au Duc :

*Venisti tandem quo debebaris, amice;  
 Ante Comes merito quam datus esset honos,  
 Burdegalensis eras, & cum defensor, amator  
 Dignus habebaris, hæc duo digna regens.  
 Judicio Regis valuisti crescere iudex,  
 Famaque quod meruit, Regia lingua dedit.  
 Debet & ipse potens, ut adhuc bene crescere  
 possis,  
 Praestet ut arma Ducis, qui tibi restat apex.*

*Ut*

*Ut patriæ fines sapiens tuearis, & urbes  
 Acquiras, & qui donet opima tibi.  
 Cantaber ut taceat, Vasco vagus arma paveſcat,  
 Atque Pyrenæa deferat Alpīs opem;  
 Aut, quæſi grande loquor, facit hoc ſacer  
 unicus auctor*

*A domino erigitur parvus & altus homo.  
 De Tyrone Duces, venit & de milite Princeps,  
 Ut reliquos taceam, Juſtinianus erat.*

Je me ſuis attaché à Fortunatus plus qu'à tout autre Auteur, parce que les Hiftoriens du tems ont cru que les mêmes uſages regneroient à l'avenir, & ne ſe ſont point arrêtés à nous donner l'origine ni la fonction des Dignités, non plus que tous ceux qui les ont ſuivis. C'eſt tout ce que nous pouvons faire que de tirer des conſéquences de ce qu'ils diſent; mais comme les Poètes ont plus de licence de l'étendre, nous y apprenons quelque choſe de plus: néanmoins je trouve un paſſage fort décifif pour la ſubordination des Comtes aux Ducs, & pour le reſpect qui étoit dû à ces deux Dignités, comme les plus conſidérables après celle de Rois, dans le huitième livre de l'Hiftoire de Gregoire de Tours.

Il nous repréſente un Parlement du Roi Gontran, où il aſſemble les Evêques & les Nobles du premier Ordre; mais il lui fait adreſſer la parole aux Ducs, qui répondent ſeuls. *Poſtea vero quatuor convocatis Episcopis, nec non & majoribus natu Laicorum, Duces diſcutere cepit dicens &c. hæc Rege dicente, respon-*

*responderent Ducem . . . nullus Regem me-  
tuit, nullus Ducem, nullus Comitem reueretur  
Et.* De tout ce que j'ai rapporté ci-dessus,  
& de ces deux autres vers de conjouissance  
du même Fortunatus à Sigolde, au sujet de  
son assumption à la qualité de Comte :

*Rex Childebertus cretens te cretete regar,  
Qui modo dat Comitib, det tibi dona Ducis.*

Il résulte que ces deux premières Dignités  
de France étoient celle de Duc & celle de  
Comte, que le Duc étoit Chef des Armes  
& de la Justice dans la Province où il com-  
mandoit, & que le Comte étoit Juge d'un  
certain district, & que l'on pouvoit y par-  
venir par l'ordre de Chevalerie, parce que  
c'étoient des Offices Militaires, c'est-à-dire  
destinés aux personnes Nobles; & cet usage  
a duré jusqu'à présent. Or, comme la fonc-  
tion de la Pairie est une fonction de Justice,  
ce fut pour cette raison que les Comtes y  
furent admis; mais ce ne furent pas tous les  
Comtes, parce que ceux qui étoient Comtes  
dans certaines Provinces cédées en titre de  
Duché, demeurèrent Comtes de leur Duc:  
il n'y eut que les Comtes immédiatement  
Sujets du Duc de France devenu Roi; com-  
me le Comte de Champagne, ou ceux qui  
ne reconnoissoient point de Duc, tel que ce-  
lui de Flandre. Pour ce qui est du Comte  
de Toulouse, je n'estime pas que ce fût à  
cause de la Comté d'une simple Ville, mais  
bien de la Duché de Gothie ou Septimanie,  
qui



qui est le Languedoc, laquelle se trouva étendue alors; ou plutôt qui continua de subsister sous le nom de Marquisat, qui étoit synonyme à celui de Duché.

Le Marquis n'étoit autre chose que le Général d'une Marche ou Frontière, tel qu'étoit le Duc de la Marche Rhetique mentionné par Cassiodore & par Vopiscus, qui remarquent que l'Empereur Bonose l'avoit été. Ce fut le premier Duc de l'ancien Empire qui eut attribution de Territoire, & qui fit fonction de Gouverneur & de Surintendant des Armées & de la Justice; car Cassiodore remarque que l'Empereur disoit à celui qu'il commettoit pour Duc de cette Marche, que ce n'étoit pas une même chose de commander à une Nation paisible, & à celle dont on n'a pas seulement sujet de reprimer les vices, mais où l'on doit craindre la sédition & la guerre. Ainsi c'étoit être Duc que de commander à une Marche, & pour cela le Gouverneur de la Marche Trevisane sous notre seconde Race étoit un Marquis, que l'on appelloit Duc à cause qu'il en avoit l'autorité; & il en fut de même à l'égard des Comtes de Toulouse, lesquels, en mémoire des Ducs de Septimanie & des Marquis de Gothie, se conservèrent, comme leurs Successeurs, les titres de Ducs & de Marquis, qu'ils unirent depuis, quand les Dignités cessèrent d'être personnelles, au Pais Narbonnois, à cause de quoi ils se nomment Ducs de Narbonne, & au Comté de

Venaissin, & à la Marche de Provence lors Frontière, & pour cette raison ils se dirent aussi Marquis de Provence. C'est ce qui donna pareillement lieu aux Ducs de Lorraine de se qualifier Ducs & Marquis, & de là viennent tous ces anciens Marquisats, & la qualité de Marquis en Italie, c'est-à-dire Généraux des Armes de l'Empire, que les Comtes de Maurienne, depuis Ducs de Savoie, conservent avec soin, & ont rendu héréditaire en leur Maison, pour avoir sujet d'accroître leur Etat sous le prétexte du service de l'Empire, & pour n'être point inquiétés par l'autorité des autres Marquis, qu'on pourroit envoyer dans leur voisinage. Nous voyons encore que plusieurs Auteurs, tant de Normandie que des autres Païs, appellent indifféremment Marquis les Ducs & les Comtes qui étoient Souverains. Que si nous avons si peu d'exemples de ces Marquis en France, quoique le nom soit Theutonique & Germain d'origine, c'est qu'on y trouva le nom de Duc établi; & en effet les deux premiers Marquis que nous avons en France, sont ceux de Trans en Provence, & celui de Nesle en Picardie, dont le plus ancien est du regne de Louis douze. Cet abus n'est pas plus à blâmer que celui de la multiplication des Duchés & Comtés, qui signifient fort peu si l'honneur de la Pairie de France n'y est joint, parce que c'est un titre sans fonction; au lieu que tous les anciens Ducs, Marquis & Comtes, furent  
créés

créés avec une fonction dans leur Duché, Marquisat, & Comté, & qu'ils faisoient tous celle de la Pairie.

Je l'ai déjà fait voir en parlant des anciens Leudes ; car le mot de Leude comprenoit toutes les Dignités, comme fit depuis celui de Baron ; & quoique les Duchés & Comtés changeassent de qualité quand ils devinrent héréditaires, ils ne perdirent rien de leur fonction ancienne, sinon que les Comtes, les Vicomtes, les Barons & Seigneurs, qui étoient tous également Leudes & hommes du Roi, & les Evêques même, à cause de leur temporel, devinrent Vassaux des Ducs & des Comtes particuliers, qui obtinrent leurs Duchés & Comtés en hérédité, jugeans avec eux les Causes de leurs Pairs, & jouissans en leur Cour de tous les Privilèges des anciens Leudes en celle de nos Rois.

On m'opposera peut-être le Rang que les Ducs non Pairs tiennent au Louvre. Je répondrai à cela, que cette jouissance n'est pas un titre suffisant contre l'usage ancien, & que c'est une tolérance, que le Roi pourra détruire quand il lui plaira de faire droit aux Pairs sur les Prérogatives de la Pairie ; parce qu'il ne s'oblige à rien contre les Statuts par leur érection. La maison du Roi, qu'on appelle Louvre en quelque endroit de son Roïaume qu'il soit, n'est autre chose que le Palais de Paris, qu'elle représente ; ce Palais étoit le lieu de la demeure ordinaire du Monarque, & les Rangs

qui sont demeurés aux Pairs ne sont pas les Rangs qu'ils avoient lors de la tenue des Parlemens, mais ceux qu'ils tenoient dans la maison & à la suite de Sa Majesté, qui peut aussi bien indiquer & tenir un Parlement au Louvre, qu'au Palais. Il n'y avoit point pour-lors de distinction de lieu ni d'action; tout ce qu'on appelle Pair aujourd'hui étoit Duc ou Comte, & en l'une & l'autre qualité il précédoit tout ce qui étoit à la Cour, soit au Conseil ou Parlement, soit à la suite ordinaire des Rois; parce que tout Duc & tout Comte étoit Pair: rien ne régloit les Rangs dans ces deux ordres que l'âge, qu'on a depuis attaché à la Terre, qui devient plus ou moins honorable par l'antiquité de son érection.

Cela s'est établi quand les Dignités sont devenuës réelles, & il ne faut point d'autre preuve de cet usage que le mot de Seigneur, dérivé de *Senior*, & au lieu duquel nous venons de voir que Gregoire de Tours se sert du terme de *Majores natu*, pour dire les Seigneurs. On garde encore cet ordre dans les Compagnies souveraines, & dans le Conseil d'Etat même, où l'on défere au tems de la réception. Que si tous les Ducs & les Comtes étoient les premiers de la Cour par Droit d'institution, si la Pairie, qui a été restreinte à un petit nombre d'entre eux, leur a donné un Rang plus éminent, par la raison que tout ce qui n'étoit pas Pair étoit sujet d'un Pair ou d'une Pairie, le Roi continuant à la Pairie tous les hon-

honneurs & privilèges qui lui ont appartenus dans tous les tems , il n'entend point y déroger par quelque Duché nouvelle ; d'autant plus que cette érection de Duché sans Pairie ne donne aucun caractère particulier au nouveau Duc , & ne le lie à la Roïauté ni à l'Etat par aucun serment qui l'unisse au Corps de la Monarchie , si ce n'est dans l'ordre des grands Vassaux.

Tout ce que l'on peut dire du Rang de ces Ducs non Pairs , c'est que l'érection de leur Terre en Duché les rend Vassaux immédiats , mais subordonnés à la Pairie ; & si du consentement du Souverain ils assistent à quelque cérémonie , c'est une tacite création de Pair pour la durée de l'action , comme quand quelque Gentilhomme fait par emprunt la figure d'un Pair au Sacre du Roi , ou comme quand nos Rois , voulant garnir leur Cour d'un nombre compétant de Pairs , en créent pour cette fonction-là seulement : & nous en avons des exemples , qu'il seroit inutile de citer. Sur ce fondement , j'estime que ce seroit préférer la copie à l'original ; & si c'est un honneur de représenter un Pair , je ne juge pas qu'on puisse inférer de-là que ce fût un honneur plus grand que la Pairie même. Les autres Sujets du Roi n'ayant pas le même intérêt que les Pairs , qui doivent serment à la manutention de leur Dignité , ne sont pas dans le même droit de s'opposer au Rang de ces Ducs sans Pairie : ce seroit contredire la puissance Roïale , comme a fort bien



dit Du Tillet ; mais ils doivent un double respect à ceux qui sont déjà Ducs , & lesquels ont de plus l'onction & le caractère de la Pairie , qui les rend Juges naturels de tous les particuliers de l'Etat , & seuls Juges de leurs Pairs & des Princes du Sang même , à cause de la Pairie annexée à leur Naissance.

La qualité de Duc jointe à la Pairie rend la Pairie plus Noble en apparence , mais en effet elle n'y contribué rien ; & nous en avons des exemples dans la tenue des Parlemens , où les Comtes d'Eu & de Nevers ont gardé le Rang de leur érection avec les Ducs & Pairs nouveaux ; & si le Comte d'Alençon souhaita d'être Duc, pour n'être point inférieur au Duc de Bourbon , qui étoit plus éloigné que lui de la succession de la Couronne , c'est qu'il n'y avoit pour lors que des grands Ducs de Province , & qu'on régloit encore les Rangs sur la Dignité des Fiefs , qui a long-tems interrompu celui qui étoit dû aux Princes du Sang. Mais la Pairie est si bien un titre supérieur à celui de Duc , que l'Electorat , qui est la Pairie d'Allemagne , donne la préséance aux Electeurs sur tous les Ducs , & sur les Archiducs d'Autriche même , quoique de Race Imperiale , parce que l'Empire est Electif ; & parmi ces Electeurs , le Comte Palatin , comme le premier , a eu cet honneur jusqu'à notre tems , que son Electorat aiant été joint à la Baviere , il a perdu son Rang , tant qu'il durera dans

la postérité de ce Duc de Baviere. Jusques-là il tient Rang d'Electeur nouveau & supernumeraire ; & comme cela s'est fait par le dernier Traité de la Paix d'Allemagne, où toute l'Europe a assistée par ses Ambassadeurs, on peut dire, qu'en prononçant en cette occasion du Rang de l'Electorat, qui est une pure Pairie, elle n'a rendu le Duc de Baviere premier Pair ou Electeur de l'Empire que par cette union, & qu'elle a reconnu que l'Electorat ou la Pairie sont au-dessus de toutes les autres Dignités : aussi le Marquis de Brandebourg tient-il son Rang de l'union de l'Electorat à son Marquisat, & non de toutes les Duchés qu'il possède.

Ces Electeurs, comme nos Pairs de France, ont établi leur Rang dans tout l'Empire sur celui qu'ils tiennent aux Diètes, qui sont les Parlemens de l'Empire ; & comme c'est l'assemblée la plus auguste, tous les autres Princes ne font point de difficulté de garder en particulier l'ordre qu'ils gardent en public. Mais il y a encore une chose plus considérable, c'est que les Princes qu'on appelle Regnans, & qui ont voix délibérative aux Diètes de l'Empire, ne prennent séance qu'après les Regnans puînés des maisons Electorales, à la réserve du seul Archiduc d'Autriche, qui emprunte la sienne de la Dignité Imperiale tant qu'elle sera dans sa maison ; parce que l'Empereur est le Chef de l'Empire, de la même

manière que notre Roi est Chef de la Pairie de France.

Je n'attribuë cette préséance qu'au Droit qu'ont ces Princes Regnans de succéder à l'Electorat, qui est un Fief masculin; & il résulte de-là que nos Pairs doivent précéder toutes sortes de Princes & de Ducs non Pairs, & que les puînés de leur Maison auroient aussi le second Rang par l'extinction des branches aînées. Cela n'étant pas, & l'érection des Duchés, des Marquissats, & des Comtés, ne devant pas être *frustratoire*, parce que les Rois, qui sont les images de Dieu, ne doivent rien créer en vain, il est de droit que les Ducs, les Marquis, & les Comtes, qui ont des Lettres dûment vérifiées, prennent leur Rang selon l'ordre de leur vérification, après les Pairs, & qu'à eux seuls il soit permis d'en porter les marques.

Je parlerai de ces marques qui s'ajoutent aux Armes, quand j'aurai parlé des anciens Barons & grands Seigneurs de France, qui méritent leur place en ce Chapitre, comme ayant fait partie des anciens Leudes. Ceux-ci, pour n'être ni Ducs ni Comtes, n'étoient point de moindre qualité quant à la Naissance; l'on peut même dire à leur avantage qu'ils pouvoient être quelque chose de plus dans l'ancien tems, & que les autres ne les ont précédés dans la suite que par une manière d'usurpation. C'étoient, à proprement parler, ces anciens Leu-

Leudes issus des Saliens , & qui ont possédé par une longue suite de siècles leurs *Sortes Salicae* , ou leur portion de la conquête des Gaules , laquelle ils ne tenoient que du Roi seul , jusqu'à ce que les Ducs & les Comtes , se prévalans de la foiblesse de nos Rois , se rendirent Seigneurs propriétaires des Terres qu'ils avoient en Gouvernement. Ces Ducs & ces Comtes n'étoient originairement que de cette espèce de Nobles. Il y en avoit parmi eux qui possédoient de grandes étenduës de Pais , & qui loin d'ambitionner la qualité de Duc ni de Comte , tenoient à honneur de se dire Seigneurs de leurs Terres , parce qu'ils l'étoient en effet & par une légitime succession , tels que les Sires de Bourbon , de Beaujeu , de Montmorency , de Coucy , de Sully , & une infinité d'autres.

Je dirai en passant , que c'est une ignorance ridicule d'avoir voulu restreindre à certain nombre cette *Sirerie* , & même de l'avoir distinguée de la Seigneurie , Sirerie & Seigneurie n'étant qu'une même chose. Ceux-ci pouvoient être Ducs & Comtes , & particulièrement ils pouvoient être Comtes ; parce que c'étoit un titre d'honneur , qui n'avoit de fonction que quand on les députoit comme Comtes , c'est-à-dire comme Seigneurs de la Cour de nos Rois , & il ne s'ensuivoit pas de-là que leurs Terres fussent des Comtés. Il est vrai que les Comtés étant devenus héréditaires , quelques Seigneurs voians que les

Comtes prenoient un Rang plus considérable, se dirent aussi Comtes, & particulièrement dans les Provinces; ou plutôt quelques Historiens les ont ainsi appellés croians leur faire honneur, quoiqu'ils ne fussent que Seigneurs. Nous en avons pour exemple les Comtes de Montfort, de Rochefort, de Rameru &c., & il y eut même des fils de Comtes qui ajouterent le titre de Comtés à leurs partages. Je dirai encore qu'il y a eu des Terres données en titre de Duchés & de Comtés à des puînés de la seconde Race; mais cela est sans conséquence à la généralité du titre de Duc & de Comte, & à l'origine de la chose en elle-même. Ce rang des Comtes ne s'établit pas si-tôt que les Comtés furent héréditaires, car nous voïons plusieurs titres de nos Rois, où ils sont mêlés avec les Seigneurs. Cela n'arriva que depuis, & par la seule considération qu'on eut pour ces grands Comtes qui possédoient des Provinces entières, & dont l'éclat rejaillit par réflexion sur les autres; mais il y eut des grands Seigneurs qui n'en furent ni éblouis ni offusqués, & ce furent ces grands Vassaux des Rois, par eux-mêmes compris sous le titre de *Laici Principes regni*, & de *Primores Palatii*, qu'on appella Barons, parce que c'étoit un terme général pour désigner les Grands de l'Etat & les Pairs mêmes.

Ceux-ci ne déféroient qu'à la Pairie, & ils faisoient même portion de la Pairie, en ce



ce que possédant de grands Fiefs ils étoient admis dans les Parlemens pour suppléer au défaut des Pairs, & même pour juger avec les Pairs. Je l'ai déjà remarqué au sujet du Parlement tenu à Melun, l'an douze cent seize, pour le Différend de la Comté de Champagne, où il paroît qu'ils eurent séance après les Pairs, avec cette différence seulement, que par les Lettres qu'ils donnèrent de ce qui y fut arrêté, ils déclarèrent que les Pairs avoient jugé. Ils étoient eux-mêmes seuls Justiciables des Pairs & du Parlement du Roi, & ce sont eux qui ont acquis à la Noblesse le Privilege qu'elle a de n'être Justiciable que du Parlement, comme représentant la Pairie, en cas de crime capital, quoique cela n'ait été véritablement établi qu'en faveur de ces Vassaux immédiats, & principaux Barons, dont le nombre s'accrut à la Cour à proportion de la réunion au Domaine des Duchés ou Comtés dont ils relevoient auparavant, & dont l'extinction rétablit la Dignité de leurs Fiefs; car la nature des grands Fiefs est de ne relever que du Roi, comme autrefois les Aleuds ou Terres Saliques.

Si les grands Vassaux étoient distingués par les qualités de Duc ou de Comte, de Sire ou de Seigneur, ils étoient tous rassemblés ensemble par celle de Baron, de laquelle j'ai déjà parlé, & dont je dirai encore, qu'elle étoit si honorable, que les Pairs, les Freres du Roi même, & les

Prélats se tenoient honorés du titre de *Barones Regni*, témoin le Traité fait entre le Roi Philippe Auguste & Blanche Comtesse de Champagne, où il donne qualité de Barons aux Cautions dudit Traité, qui porte : *hi sunt Barones, Willelmus Remensis Archiepiscopus, Odo Dux Burgundiae, Comes Ludovicus, Guido de domina petrâ, Galcherius de Castellione, Gaufredus de Joinvilla, Joannes de Montemirabili, Gaufredus Marefcallus Campaniae, Clarembaudus de Cappis, Guillelmus Comes Jovigniaci.* Il y a encore beaucoup de chartres, où les Ducs de Bourgogne, Doïens des Pairs, sont qualifiés Barons & Bers, dont je rapporterai quelques-uns.

Le premier est de Guillaume Abbé de Molefme, qui, au mois de Septembre douze cent soixante-un, met le Prieuré de St. Berrein en la bonne garde de Noble Baron Hugon Duc de Bourgogne, & de son Hoir qui sera Duc de Bourgogne.

II. Nous Licentiés de Bezançon, tous ensemble, faisons à savoir à tous ceux qui ces Lettres verront, que très honorable Bers, Hugues Duc de Bourgogne a pris en sa garde & en sa conduite la Cité de Bezançon &c. l'an douze cent soixante-quatre.

III. Je Gui de Villers, Chevalier &c. certifie que j'ai reçu en Fief &c. de Noble Baron Hugon Duc de Bourgogne, l'an douze cent soixante-quatre au mois de Février.

IV. Nous Bauduinus, par la grace de Dieu Empereur Couronné, Gouverneur de Roma-

manie , faisons savoir à tous ceux qui ces présentes Lettres verront , que comme le Noble Baron Hugues Duc de Bourgogne a pris le signe de la Croix pour aller au service de Dieu au secours & recouvrement de l'Empire de Constantinople &c. il s'oblige envers lui à dix mille livres tournois l'an mille deux cent soixante-cinq au mois de Janvier.

V. Dans le même tems , par autres Lettres particulières , il lui donna le Roïaume de Thessalonique , sous la même qualité de Noble Baron , & la Baronie d'Aimés , & s'obligea de lui donner de plus une des autres plus grandes Baronies de l'Empire ; & ce nom de Baronie étoit si illustre , qu'il le donne même au Roïaume de Thessalonique , en ces termes , *Et voulons Et octroions que ladite Baronie que ledit Duc voudra avoir à lui Et à ses hoirs , soit érigée sous le nom de Roïaume de Salonique , &c.*

VI. Dans un échange entre le même Duc & Hugues Comte de Vienne , le Comte le qualifie Noble Baron , notre Amé Seigneur Hugon Duc de Bourgogne , & ledit Noble Bers ; Cequi fait voir que Bers & Baron étoient une même chose , en Novembre douze cent soixante-six.

VII. Dans une autre transaction de l'an douze cent soixante-neuf , le même Comte l'appelle Noble Baron & Prince , Hugon Duc de Bourgogne , & il parle du Comte de Savoie sous la même qualité de Noble Baron Philippe Comte de Savoie & de Bourgogne.

VIII.

VIII. Alix Comtesse de Bourgogne, femme du même Comte de Savoie, dans la Lettre d'hommage qu'elle fit au même Duc pour Neublans, dit aussi Noble Baron Hugon Duc de Bourgogne.

IX. Au mois de Mars douze cent soixante-neuf, Guillaume, Sire de Saux, fait hommage à Noble Baron Monseigneur Robert Duc de Bourgogne, & prie Noble Baron & Seigneur de Choiseul, Connétable de Bourgogne, & Guillaume Seigneur de Grancé, de mettre leurs scéaux en ses Lettres.

X. Luc de Rouvré, & Guillaume des Ormes vendent au mois de Mars douze cent soixante-deux leur usage au Bois d'Espoisse à Noble Baron Monseigneur Robert Duc de Bourgogne, & à la fin de l'Acte ils ajoutent, *au témoignage desquelles choses, nous avons supplié & requis de mettre en ces Lettres leurs scéaux, les honorables Barons hommes, Monseigneur Amée Abbé de St. Estienne, & Monseigneur Anxeri Archidiacre de Dijon en l'Eglise de l'Angres.*

XI. La même année, Isabelle Comtesse de Forêt prie son très-cher Seigneur & Haut-Baron Robert Duc de Bourgogne, de recevoir Louis son fils en hommage de la Terre & Baronie de Beaujeu.

XII. Au mois de Septembre douze cent septante-sept, Philippe de Vienne, Sire de Pagni, confesse que Noble Bers Robert Duc de Bourgogne s'est obligé pour lui envers l'Abbé de Cîteaux.

XIII. L'an douze cent septante-sept, le même

même Duc traite & transige avec Noble Baron Monseigneur Robert fils du Roi de France, & Demoiselle Beatrix sa nièce, femme dudit Monseigneur Robert, qui prétendoient qu'il leur dût délivrer la Comté de Chalon, qu'il appelle la Baronie de la Comté de Chalon; & dans une transaction de l'an douze cent septante-neuf, moïennée par le Roi Philippe le Hardi, le Roi même donne ce titre de Baronie à la Comté de Chalon, *Baroniam & Comitatum Cabilonensem*.

XIV. En une autre transaction de l'an douze cent quatre-vingt-quatre, de Philippe de Vienne Sire de Seurre & d'Epaigné, le Duc est appelé Noble Bers, Messire Robert Duc de Bourgogne.

Je pourrois encore citer plusieurs exemples de la même qualité de Baron donnée aux Comtes de Champagne, & même après qu'ils furent Rois de Navarre, & cela se voit dans le *Registrum Principum* & dans le Chartulaire de Champagne; mais comme je ne remarque ce mot de Baron que dans les titres François, & que dans tous les Latins du même tems on met *Nobilis Vir*, & *Illustris Vir*, je ne fais nulle difficulté de croire que Noble Bers, & Baron, ne signifie autre chose que Noble homme, & que Bers est le mot de *Vir* corrompu: cela est évident par le titre d'honorables Barons, c'est à dire, d'honorables hommes, donné ci-devant à l'Abbé de St. Estienne & à l'Archidiacre de Dijon, & que je trouve encore employé dans l'hommage de Guillaume Sire de Saux



à Hugues Duc de Bourgogne, au mois de Septembre douze cent soixante-neuf, scellé des sceaux des honorables Barons Monseigneur Amée Abbé de St. Estienne, Monseigneur Pierre Doien de la Chapelle le Duc, & de Maître Aubery Doien de la Chrétienté de Dijon.

Varon signifie encore un homme en Espagne, par la même raison du mot corrompu de *Vir*, & le commun des femmes de Picardie se sert encore du terme de mon Baron, pour dire ceque les autres appellent mon homme ou mon mari: on dit premièrement Varon ou Faron, & ensuite Baron; & je l'apprens de l'Histoire de Fredegaire contemporain de Pepin, en deux endroits qui sont fort considérables: *Burgundia Farones vero, tam Episcopi, quam ceteri Leudes, timentes Brunecildem, & odium in eam habentes, cum Warnachario consilium ineuntes tractabant &c. Clotarius. . . . .*

*Anno 34. regni. . . . . Warnacharium Majorem domus, cum universis Pontificibus Burgundia & Faronibus, in Bonogollum Villam ad se venire precepit, ibique cunctis illorum justis petitionibus annuens, preceptionibus roboravit.*

Voilà le mot de Baron confondu avec celui de Leudes, & avec la fonction des Leudes, selon l'intention que j'avois de faire voir que les Leudes étoient les hommes du Prince, c'est-à-dire ceux qui relevoient de lui; & cela est si vrai, que la preuve en dure encore par le mot d'hommage, qui nous est resté pour

pour signifier la reconnoissance que le Vassal faisoit d'être homme de son Seigneur.

C'est pourquoi le nom de Baron est si souvent employé dans les titres de Seigneurs particuliers, pour désigner leurs hommes de Fief. Enfin voilà un Duc de Bourgogne, Doïen des Pairs de France, & un Comte de Savoie Souverain, qualifiés Bers & Barons. Voilà un Roïaume de Thessalonique compris sous le nom général de Baronie, parce qu'il devoit être mouvant de l'Empire de Constantinople, & la Comté de Châlon reconnuë pour Baronie par le Roi Philippe le Hardi, dont le frere, Robert Comte de Clermont, Ancêtre des Bourbons, est pareillement dit Noble Baron : par conséquent Baronie n'est autre chose que le sujet ou la Terre à cause desquels on est Vassal.

Si l'on ne fait plus de difficulté après cela de reconnoître que les anciens *Vassii Dominici* étoient les Barons & les hommes du Prince, & les Leudes, l'on ne dira plus que les Fiefs soient si modernes que quelques-uns l'ont dit, & l'on demeurera d'accord, quoique qu'il n'y ait différence que de nom entre les Fiefs & les anciens Aleuds, pour raison desquels on étoit homme du Prince, sous le nom de *Vassus Dominicus* : ainsi être Baron, c'est être homme de son Seigneur, & Hommage & Baronie sont choses sinonimes. C'est pourquoi Gaucher de Châtillon, qui fut tué par les Infideles à la Bataille de la Massoure, l'an douze cent qua-

quarante-huit, invoquoit le secours de ses hommes, selon le Sire de Joinville, qui témoigna qu'il croioit à *Châtillon Chevaliers*, & *où sont mes Preudes Hommes* ? Preude & loial étoient même chose en ce tems-là, & je remarquerai à propos de ce mot de loial, qu'il ne vient pas en ce sens-là de *Legalis*, mais de *Leudes*, & qu'il vouloit dire les hommes qui tiennent des Fiefs; de même que le mot de Fidèles & de Feal, qu'on a traduit du mot de *Fidelis*, ne veut pas dire que celui dont le Seigneur parle soit fidèle, mais qu'il est Vassal, & par conséquent obligé de lui être fidèle.

C'est en ce sens de Baronie qu'on doit entendre l'Ordonnance du Parlement, faite par le Roi Philippe le Bel l'an douze cent quatre-vingt-quatre, qui porte qu'en tems de Parlement seront en la Chambre des Plaids le Souverain & Président, certain Baron & certain Prélat, savoir parmi les Barons le Duc de Bourgogne, le Connétable, le Comte de St. Pol &c. Et il est bon de noter que le Connétable étoit aussi bien Baron à cause de sa Charge, qu'il l'auroit été d'une Terre, parce qu'on faisoit hommage des Charges comme des Seigneuries. Le Roi St. Louis rendant le titre de Duché de Guienne aux Terres de cette Province, qu'il remit à Henri trois Roi d'Angleterre, stipula par les Lettres, selon Nangis, qu'il en feroit hommage, & seroit, comme Duc de Guienne, mis au Rang des Barons & Pairs de France; les Lettres de l'appanage de Louis

Louis de France Comte d'Evreux, fils du Roi Philippe le Hardi, portoit aussi qu'il tiendra Evreux en Comté & Baronie; enfin je trouverois de quoi faire un volume pour prouver que Baron & Vassal sont une même chose, & que ces Barons continuèrent à jouir du rang & des privilèges des Leudes avec les Pairs, sans autre différence, sinon qu'ils tenoient un rang inférieur, & que s'ils pouvoient juger avec les Pairs, leurs Jugemens empruntoient leur autorité de la Pairie; qu'ils étoient soumis à la Jurisdiction & à la Justice des Pairs, & ne pouvoient être jugés que dans le Parlement.

Cela se justifie par ceque Nangis raconte en l'Histoire de St. Louis, du Sire de Couci, accusé d'avoir fait prendre trois jeunes Gentilshommes qui avoient été pris chassant dans ses terres. Etant en la présence du Roi, il dit qu'on ne l'avoit pu contraindre à répondre devant lui, & qu'il demandoit à être renvoyé devant les Pairs de France, suivant la Coutume de Baronnie. Cet endroit est important pour ce droit de Baronnie qui ne fut point contesté; mais bien lui opposa-t-on par bons Actes de la Cour, dit Nangis, qu'il ne tenoit pas sa Terre en Baronnie, d'autant que les Terres de Bovés & de Gournai, autrefois séparées de celle de Couci, par *frerage* ou partage fraternel, avoient emporté ce droit de Baronnie: pour raison de quoi le Roi le fit arrêter, non par des Pairs & Chevaliers, mais

R

par

par des Sergens de la Cour, & le retint prisonnier en la maison du Louvre. Il faut inférer de ce Jugement rendu avec connoissance de cause, qu'il y avoit déjà longtemps que la Baronnie étoit réelle aussi-bien que la Pairie, & que jouissant des droits de Pairie, elle fut sujette à la même Loi de ne pouvoir être démembrée. Ce fut pour réparer en quelque façon ce démembrement, qui devint nécessaire, pour avoir de quoi partager les Pains, que le fils aîné refint à lui l'hommage de ce qu'il leur assignoit en partage (on appelloit ainsi la portion des biens nobles du Pair), afin que portant au Roi l'hommage tout entier de la Terre, il ne perdît rien du service qui lui en étoit dû, & dont l'aîné demeurant garant & chargé, le Roi ne perdoit rien du service qui étoit son seul intérêt.

Les Barons étoient donc les grands Vassaux du Roi. Le nombre en fut fort petit lors de l'établissement de l'hérédité des Duchés & Comtés, car il ne se trouva plus de véritables *Vassi Dominici*, que les Pairs & certains Seigneurs mouvans directement de la portion du Domaine appartenant à Hugues Capet; la plupart des autres Comtes & Seigneurs se trouvoient compris sous l'étendue des nouvelles Duchés ou Comtés & Pairies; mais à proportion que nos Rois s'aggrandirent, tant par conquête, que par acquisition, ils firent revenir plusieurs de ces Comtes & Seigneurs à leur hommage, lesquels étant devenus par ce moyen Vaf-



Vassaux immédiats de la Couronne, rentrèrent dans le droit ancien de leurs Ancêtres, d'être admis dans les Parlemens des Rois, mais subordonnés aux Pairs, sous le titre commun des Barons de France.

Après avoir établi cela je ne parlerai point de la profanation de cette qualité de Baron, parce qu'elle paroît assez d'elle-même, par la comparaison de ce qu'elle étoit autrefois avec ce que c'est aujourd'hui ; cela m'engageroit dans la même réflexion sur l'abus qui s'est pratiqué en l'usurpation des qualités de Marquis & de Comte, & en la facilité de l'obtenir. Sans la juste mesure que notre Prince apporte en la dispensation des honneurs, elle alloit être aussi grande en France qu'elle l'est dans le Roïaume de Naples, où tous les Villages étant Duchés, Principautés, Marquisats ou Comtés, & les rentes mêmes étant érigées en Baronnies, il ne reste plus qu'à ériger les personnes, comme elles le sont dans le reste de l'Italie, par la puissance de faire des Comtes Palatins, des Marquis, & des Ducs, abandonnée aux Princes Souverains de ces Païs comme Vicaires de l'Empire, lesquels n'y apportent guères plus de façon qu'à faire des Docteurs, des Chevaliers & des Notaires ; le Comte qu'ils créent communique sa qualité à tous ceux qui descendent de lui à l'infini, & de-là viennent tant de Comtes Jacques, & de Comtes Pierre, qui sont plus de douze à un nom.

Cependant c'est un misérable reste de l'ancien usage de créer des Comtes, que notre seconde Race a laissée avec la plupart de nos Coutumes à ceux qui ont succédé à l'Empire & à la conservation des Loix qu'elle y avoit établies, & qui se sont mieux entretenus dans l'Allemagne, où les Barons de l'Empire qu'on appelle libres Barons, représentent encore nos anciens *Vassi Dominici*, en ce qu'ils se sont défendus contre l'autorité des Ducs, des Marquis, & des Comtes, & maintenus sous l'hommage & la dépendance de l'Empire.



## CHAPITRE DIX-HUITIEME.

*Des Couronnes & autres marques tant de la Pairie, que des autres Dignités de la Couronne & de la Cour de France.*

IL y a peu de personnes à la Cour qui ne croient que c'est de tout tems qu'on a des Armes, & qu'on les décore de Couronnes & des autres marques de Dignités, tant Ecclesiastiques, que Militaires, parce que l'on voit toutes ces marques établies chez tous ceux qui ont écrit du Blason. Marc Wilson de la Colombiere, en a été prodi-

prodigue jusques à en inventer pour toutes les autres Charges dans son Livre de la Science Héroïque. Et je dirai par occasion, pour m'épargner la peine de le contredire sur plusieurs opinions qu'il a érigées en maximes indubitables, qu'il n'a puisé tous ses principes & ses fondemens, que sur une compilation de toutes sortes de Heros, dont l'autorité lui auroit été plus suspecte s'il les eût confrontés avec l'usage de nos Anciens, c'est-à-dire s'il eût étudié les monumens de chaque tems, & s'il eût été curieux d'examiner les sceaux. Je pense en avoir vu plus de vingt mille. Il m'en est fort peu échappé de tous les Princes & anciens Officiers de la Couronne, & je n'y ai rien vu de tous ces ornemens mystérieux ni de ces différences de Timbres de front, de trois quarts, & simples, non plus que de l'Ecu pendant & panché, qu'on appelle Ecu de Tournoi. Mais j'ai vu des Gardes de la Monnoie, des Chirurgiens jurés du Châtelet, un Cordonnier, & un Valet de Chambre du Duc de Bourgogne porter indifferemment avec les Princes & grands Seigneurs, ces Ecus de Tournoi avec le Timbre lacé de sa courroie, & accompagné de Cimiers & de support. Il y a plus de deux cent ans, je l'avoue qu'il y avoit quelque sorte d'abus; il étoit pourtant moins grand qu'on ne l'a estimé depuis, en ce que cela n'étoit de nulle conséquence pour la Noblesse, dont on ne jugeoit pas

tant par les Armes que par le nom, & par les qualités dont elle étoit accompagnée.

Les Armes cependant ne furent originai-  
rement affectées qu'à la seule Noblesse :  
cela est si véritable, que je tiens même pour  
très constant, qu'ayant commencé par les  
Bannières, elles ne furent d'abord que pour  
les plus Grands Seigneurs, qui se servirent  
d'une marque pour rassembler leurs Vassaux  
& ceux de leur suite sous leur Drapeau.  
C'est pourquoi aussi les Armes furent d'abord  
plus propres à la Terre qu'à la famille, &  
ce fut pour cette raison qui dure encore  
dans les maisons souveraines, & qui est au-  
tant en usage que jamais en Allemagne, que  
celui qui épousoit l'héritière d'une Terre  
considérable, prenoit les Armes de la Ban-  
nière. Je dirai même encore de l'Allemagne,  
qu'on y prend les Armes de la Terre qu'on  
conquête par Armes ou qu'on acquiert par  
tout autre moyen.

Or que la Bannière ait été le premier su-  
jet des Armes plutôt que l'Ecu & la Cotte  
d'Armes, je le ferai voir par une raison dé-  
monstrative tirée des sceaux. Je ne me sou-  
viens point d'en avoir vu aucun avec des  
Armes de l'an onze cent cinquante, ni sur  
le Bouclier, ni sur la Cotte, ni sur les Ca-  
paraçons du Cheval ; & néanmoins Pierre de  
France fils puîné de Louis le Gros, dont  
nous voyons tous les sceaux nus & sans  
Armes, avoit dès auparavant continué la  
Bannière de Courtenai, dont il avoit épousé  
l'héritière : c'étoit si bien la Bannière de  
Cour-

Courtenai, que les puînés de cette première Maison de Courtenai prirent aussi les mêmes Armes, qui sont les Fourteaux de Guéule en champ d'Or; pour marque de cette ancienne Bannière j'en dirois autant de Robert Comte de Dreux frere de ce Pierre de France, & il y a peu de maisons illustres qui ne m'en fournît des exemples, s'il étoit besoin de plus amples preuves.

De la Bannière les Armes passerent sur les Ecus, environ l'an onze cent cinquante, au moins n'en ai-je guères vu de plus anciens; jusques-là, comme j'ai déjà dit, on ne voit point de sceaux de Princes & de Grands, qui nous représentent autre chose qu'un homme à cheval tenant une Epée d'une main & de l'autre un bouelier, dont le milieu étoit fort pointu en maniere de tête de ces clouds qu'on appelle clouds de la passion, comme si l'on se fût servi de cette pointe pour frapper à la rencontre, mais j'estime plutôt que c'étoit que toutes les bandes de fer qui soutenoient l'Ecu, qui n'étoit que de bois ou de peau, venoient se rejoindre dans le centre à cette espèce de cloud, ou de pointe d'épée, que l'on rabatoit quand on commença de mettre les Armes sur ce bouelier ou Ecu, dont nous est venu le nom d'Ecu d'Armes. Cette particularité est remarquable pour l'origine & pour l'usage des Armoiries, & pour faire entendre comment elles se sont établies dans les sceaux, dont personne n'a encore donné



l'Histoire, ainsi je l'expliquerai ici en peu de mots sur mes propres expériences.

Tout le monde sait que l'usage de signer est moderne, & que ce mot de signer s'est emprunté du signet, qui étoit l'ancien Anneau dont les Romains scelloient; il seroit inutile d'en rapporter des témoignages. Ces anneaux se changeoient à volonté, & c'étoient des devises, des emblèmes, & souvent des portraits en buste, dont l'usage demeura aux Gaulois qu'on appelloit Romains, & aux Evêques après la Conquête des Gaules: mais nos Francs, plus guerriers & moins délicats, n'y apportèrent point de façon; ils signèrent de leur nom, & principalement nos premiers Rois, ou plutôt leurs Chanceliers, qui apposèrent pour toute marque ce que nous appelons *Monogramme*, qui étoit une lettre Majuscule, ou deux ou trois jointes ensemble, autour desquelles en manière de chiffre étoient rapportées en petit & en abrégé les autres lettres du nom; cela dura jusqu'au tems de la seconde Race, que nos Rois devenus Empereurs scellerent à la Romaine en cire jaune d'une tête d'Empereur ceinte d'une couronne de laurier, avec leur légende autour de cette Médaille apposée sur le parchemin, à l'entour d'un lais de filets aussi de parchemin, enfoncé de filasse, afin que le sceau ne s'éclattât point.

Les autres Rois, quoique non Empereurs, scellerent de même, & la troisième Race aussi n'y changea rien, sinon que la figure

gure fut couronnée, qu'elle fut étendue en buste, & enfin de toute sa longueur : si bien qu'il est faux qu'ils aient pris la cire jaune pour marque qu'ils étoient Empereurs dans leurs Roïaumes, comme disent ceux qui font des mystères de tout ce qu'ils ignorent ; puisqu'ils en ont hérité, & que l'on n'usurpe point ce qui vient par légitime succession. Au contraire, comme les Monogrammes étoient venus d'Allemagne en France, ils y durèrent si longtems après, que ceux qui succéderent à la Race de Charlemagne, n'ayant pris que longtems après la qualité de Rois des Romains & d'Empereurs, & s'étant contentés de celle de Rois d'Allemagne, ils scellerent près de deux cent ans de leurs Monogrammes, & ne mirent leurs figures dans leurs sceaux, que pour se conformer, non pas aux anciens Empereurs, mais à nos Rois de France, desquels ils ont emprunté l'habit & les Marques Roïales, qu'on attribue faussement à la dignité Imperiale. Car ce globe du monde avec sa Croix se trouve en la main du Roi Robert plus de cent ans avant qu'aucun Roi d'Allemagne, ou Empereur, se soit avisé de s'en emparer : c'étoit si bien la marque Roïale, qu'elle se voit dans le Nord aux tombeaux de plusieurs Rois, & particulièrement dans tout ce qui reste de monumens des Rois de Pologne, qui ont conservé jusques à present non seulement le globe, mais la Couronne fermée d'un pareil globe ; & tout le reste des habits Imperiaux.

Aussi cette qualité d'Empereur n'est-elle qu'un terme qui ne signifie rien au-dessus de celle de Roi, ne subsistant que par l'union de la Roïauté d'Allemagne qui n'est qu'un titre, avec la Roïauté des Romains qui est éteinte, & qui ne subsiste plus qu'en fantôme; si bien que par toutes sortes de raisons, le Roïaume de France qui a enfanté ces deux autres Roïaumes, & qui leur a donné leurs Loix & leurs Coûtumes, est demeuré dans ses droits d'être la plus illustre & la première de toutes les Couronnes.

Or pour reprendre l'usage des sceaux, ou des Monogrammes, que je comprends sous le même titre parce qu'ils étoient du même usage, comme ils donnoient le caractère & la forme à un Acte pour le rendre plus véritable & moins capable de contestation, l'on eut recours au signet Monogramme ou sceau du Prince pour la validité de ces Actes, qui ne subsistoient auparavant que par le témoignage de plusieurs personnes qu'on y appelloit; mais c'étoit un témoignage mortel, qui fit désirer ensuite que ces témoins fissent une marque, laquelle se convertit en sceaux avec le tems, quand l'usage en fut établi.

Ce fut aussi pour la même raison qu'on s'adresse aux Evêques pour confirmer de leur sceau plusieurs Actes pareils; parce que comme j'ai dit ci-devant, ils étoient fondés en Coûtume aussi bien que leurs Officiaux, d'avoir des sceaux à l'imitation des Romains; & c'est de là que ces Officiaux établirent une maniere de Juridiction, & qu'ils s'érigèrent  
en

en personnes si publiques, qu'ils faisoient partout offices de Notaires, & même de Juges.

Comme les Romains scelloient de leur figure, de là est venu que les Evêques étoient représentés en leurs sceaux, & c'est ce qui a conservé l'ancien habit Episcopal, de même que les sceaux de nos Rois ont conservé l'ancien habit Roïal & Imperial, qui étoit la même chose, & qui ne différoit des autres habits que par la richesse de l'étoffe & des paremens, non plus que ceux des Evêques, qui étoient des habits purement sacerdotaux, excepté la mitre, qui fut si bien la coëffure de toutes les personnes nobles, que je l'ai vu jusques dans l'onzième siècle sur les sceaux des Chevaliers quoique armés de toutes pièces, & qu'elle est demeurée aux Chanoines & Comte de Lyon. J'estime même que c'est pour marque de cette prérogative & de cette autorité, que j'appellerai *Sigillaire*, que l'on donne l'anneau aux Rois & aux Evêques dans la Cérémonie de leur Sacre, & je ne croi pas qu'on en doive trouver un fondement plus essentiel, sans faire tort aux Allegories dont on se sert assez souvent pour honorer ce que l'on ignore.

Ce n'est pas que les Grands de France n'eussent aussi des Cachets à la Romaine, mais c'étoient des Cachets privés, & qui n'étoient point fixés. Nous en avons un exemple considérable sous le huitième siècle, dans le Testament d'Eccard Comte d'Autun, qui nous fait voir qu'il en avoit trois différens, qui lui tenoient plutôt lieu de joiau  
que

que de Cachet. Il allégué à Richilde sa seconde femme, en ces mots de Latin barbare, l'un de ces Cachets, *Donate illo Baltheo majore quia de suis gemmis maxime factus est, & illo sigillo de amatisto ubi Aquila sculpta est, & quicquid de gemmis habemus &c. Item Adana germana mea succincta aurea, & sigillo de amatisto, ubi homo est sculptus, qui leonem interfecit, &c. Bertrudana abbatissa Evangelio theudisco, & vita sancti Antonii, & sigillo de Berillo, ubi serpens sculptus est.*

On peut inférer de là que quand l'usage des sceaux auroit commencé dès-lors à s'établir, il n'étoit point encore permis aux particuliers de sceller de leur figure. Et en effet je n'en trouve point de marque avant le démembrement du Roïaume en diverses Pairies; car ces Pairs, nouveaux Seigneurs héréditaires des Terres qu'ils gouvernoient auparavant par commission & en titre d'office, commencèrent à sceller de leur figure, non pas assises ni vêtues de long, mais armées, pour désigner le service militaire qu'ils devoient au Roi & au Roïaume de France; & je les trouve toutes à cheval, excepté celle de Robert de France Duc de Bourgogne. Il est représenté armé, à pied, tenant de la droite une Lance & de la gauche un Bouclier nud; mais je lui remarque une Banderolle volante, & pendante de dessous le fer de sa lance, en un Titre de l'ancien cinquante-quatre pour l'Abbaye de S. Benigne de Dijon.

Cette Lance & cette Banderolle se trouvent si soigneusement exprimées dans tous les



les vieux sceaux, tant de nos Pairs, que des autres Princes, comme les Comtes de Provence, de Barcelonne, & de Bourgogne, que je n'estime pas qu'elles aient été sans dessein de les distinguer d'avec les autres Grands d'un ordre inférieur, qui n'avoient que l'Epée : cela me fait croire que c'est à cette Lance & à sa Banderolle, que nous devons l'usage des Bannieres & des Armoiries, dont on les blasonna pour les différencier quand le nombre des Bannieres s'accrut, & quand il passa le nombre des couleurs.

Ces Princes portèrent sans doute cette Lance, remarquable par sa Banderolle, pour rassembler leurs Vassaux sous ce Drapeau de guerre, & ce fut ensuite qu'on inventa le cri d'armes ou de guerre, d'où est dérivé le mot que le Général donne aux Armées. Ce cri est bien ancien, puisqu'Orderic Vitalis Auteur contemporain, remarque celui de nos Rois l'an onze cent dix-neuf sous le nom de *meum gaudium*, qui veut dire ma joie, ou mon joie, selon le langage du tems, & non pas mon jove, comme ont ridiculement pensé ceux qui veulent porter toutes les choses jusques au Paganisme, comme s'il eût été plus glorieux à nos Rois Chrétiens d'invoquer Jupiter, que les Francs leurs ancêtres n'ont jamais connu, que de témoigner qu'ils n'avoient point de plus sensible joie que dans les combats; & comme par devotion ils y joignoient la Vierge & S. Denis, c'eût été un cri bien  
con-

concerté que celui de mon Jove, Notre Dame, S. Denis. De cette Lance donc & de cette Banderolle s'est formé la Bannière, laquelle étant le signe d'un Seigneur qui avoit grand nombre de Vassaux qui le sui-voient à la guerre, tels que furent nos premiers Pairs, les Barons dont j'ai parlé, qui ne leur cédoient point en Noblesse, & auxquels la qualité de Seigneurs d'une grande Terre tenue immédiatement du Roi, ne donnoit pas un Rang beaucoup inférieur, se conformèrent à cet usage. Ainsi de cette heureuse confusion de Bannières vint la nécessité de les distinguer, laquelle a donné lieu à l'invention des Armoiries, qui a servi à la découverte de l'origine des grandes familles.

Ces Barons scellerent comme les Ducs & Comtes Pairs, & comme les autres Comtes dont le nom ne signifioit autre chose qu'une qualité éteinte & dérogée en Seigneurie. Mais parce que l'usage de sceller venoit de ces anciens guerriers, & qu'il falloit avoir fait office de Vassal, pour être en droit de porter les marques de la Chevalerie dans son sceau, cela rendit la qualité de Chevalier si nécessaire, que les enfans des Souverains, ni les Rois mêmes n'en furent pas exempts.

Cela se prouve par divers Titres où nous voyons en termes exprès, que des grands Seigneurs empruntèrent le sceau de Chevalier, parce qu'ils n'en ont point, s'obligeans d'y apposer leur sceau quand ils en

auront

auront un, ou bien quand ils seront Chevaliers ; car ils se servent de l'une ou de l'autre façon de parler, qui signifie la même chose : on pourroit dire que cela dériveroit de l'ancienne Coutume de ceux qui pour n'avoir encore rien fait de signalé dans les armes, s'armoient en blanc *armâque inglorius albâ*. Mais cela s'entendoit plus pour les devises militaires composées sur les exploits, que de ce que nous appellons Armoiries.

Cette façon de dire qu'on scelleroit quand on auroit un sceau, est une marque évidente que les Armoiries n'étoient par héréditaires de droit ; & cela suppose l'ancienne Coutume de prendre les Armes de sa Famille, ou de la Terre, dont on pouvoit aussi prendre le nom : quoiqu'il en soit on n'avoit point de sceau, & par conséquent point d'armes avant qu'on ne fût Chevalier ; ce qui releva tellement l'honneur de la Chevalerie, qu'elle ne se conféra qu'avec de grandes cérémonies, & qu'on en fit un sacrement parmi la Noblesse, qui régla tellement les rangs, qu'un Ecuier fils d'un Prince n'eût pas précédé le plus pauvre Chevalier du Roïaume dans une Cérémonie ; il n'eût osé porter le Manteau ou *Pallium*, que j'ai dit en quelque lieu de ce Livre avoir été la marque de la Chevalerie, & être pour cette raison demeuré aux grands Présidens, pour signe de l'ancienne Chevalerie du Parlement, laquelle ils représentent. Cela est si vrai que c'est pour cette raison que le Président de Rulli & même quel-

quelques Conseillers du Parlement paroissent armés sur leurs sépultures sous ce Manteau de Chevalerie. J'ai dit aussi que de-là est venu que l'on traite de Nosseigneurs toute la Magistrature du Parlement par rapport à ces Anciens Chevaliers, dont les Présidens ont conservé les droits; car on ne traitoit le Chevalier que de *Domini* en Latin, & de Monseigneur, & de Messire, qui est composé de mes Sires, c'est-à-dire mon Sire & mon Seigneur, & ils se traitoient même ainsi, non seulement de Chevalier à Chevalier, mais par les Rois & les Princes.

Cette Chevalerie se désignoit par le mot Latin de *Miles*, lequel est employé pour signifier un Vassal dans les anciens Titres, & même dans la vieille Chronique de Flandres, qui qualifie Mathieu Baron de Montmorency Gentil Vassal, au sujet des belles Armes qu'il fit à la Bataille de Bouïnes, l'an douze cent quatorze. Or ces Chevaliers ou Vassaux se trouvent justement avoir succédé à la fonction des anciens Leudes: car je ne trouve point le nom de *Miles* plus ancien que l'an neuf cent cinquante dans les vieux Titres. Ce fut en ce tems-là, que les grands Fiefs de la Couronne sont devenus héréditaires: les Leudes, qui ne dépendoient que des Rois à cause de leurs Aleuds ou Bénéfices depuis appelés Fiefs, devinrent Vassaux de ces grands Fiefs, & par conséquent *Milites* ou Chevaliers de leurs Seigneurs; parce que la qualité de Vassal suppose le service militai-

taire. Mais comme la dignité du Vassal est plus ou moins considérable, selon la dignité du Seigneur dont il relève, les Vassaux directs du Roi à cause de son Domaine, qui jouissoient dans leurs Terres de tous les Droits de la Seigneurie des Comtes & autres grands Seigneurs devenus héréditaires, devinrent Bannerets à leur exemple, pour se distinguer d'avec leurs Chevaliers ou Vassaux, qu'une Histoire de Charlemagne a appelé *milites militum*, comme a fort bien remarqué Fauchet, qui est de mon sentiment, que cela vaut autant à dire que Leude d'un Leude, & ces Vassaux ne leur devoient pas moins de service & de déférence qu'ils en devoient eux-mêmes au Roi.

Aussi voïons-nous que nul n'étoit Banneret qui n'eût des Chevaliers sous sa Bannière, & il y avoit tel Seigneur, qui pour avoir plus d'un grand Fief direct d'où dépendoient d'autres Fiefs de Chevaliers, se disoit doubles Bannerets. C'est pour ce sujet aussi qu'on fut obligé de remarquer dans les anciens aveux la qualité des Fiefs qui dépendoient de la Terre, & d'exprimer le nom de *Fœdus militis*, parce que le Vassal devoit mener ses Chevaliers & autres Vassaux au service de son Seigneur. Cette circonstance donna lieu à la distinction des Chevaliers, dont les plus grands furent nommés Bannerets, & les autres Bacheliers, desquels on remarque la différence dans les anciens comptes des guerres, où le Ban-



ret avoit le double du paiement du Chevalier Bachelier , & le Bachelier le double de l'Ecuier.

Le Banneret portoit sa Banniere pour signal du rendez-vous à ses Vassaux , & le Chevalier , qui avoit aussi ses Cliens ou Vassaux , & qui en devoit être pareillement suivi & servi à la guerre & dans les combats , s'avisa , à l'exemple des Bannerets , de mettre un signe sur sa cotte d'Armes , par lequel il fût reconnu : de-là vient le mot d'Armes & d'Armoiries , dont l'invention ne plut pas sans sujet ; car c'étoit une très belle chose , & d'étoit encore un puissant motif pour se signaler & pour ne rien faire qui ternît sa réputation. Ensuite de cela on eut le même dessein de se faire connoître aux Ennemis aussi bien qu'à ses Vassaux , & pour cette raison ce même Chevalier mit sur son Ecu le signe de sa cotte d'Armes : cela étoit assez du génie du François , que Tacite remarque sous le nom de Germain avoir coutume de marquer son Bouclier de diverses couleurs. De-là vint le mot d'Ecu d'Armes , & ensuite celui d'Escuillon , qui s'est rendu le sujet ou le siège des Armoiries ; mais cet Ecu n'étoit permis qu'aux anciens Barons , qui étoient seuls en privilège de sceller à cheval , premièrement sans Armes , & depuis avec Armes : les Bacheliers par différence , & par déférence aussi , au lieu de sceller à cheval comme les Bannerets scellerent de l'Ecu de leurs Armes.

J'ai dressé toutes ces remarques sur la confrontation des Titres & des Iceaux, & cela me fait juger qu'on n'apporta point de façon à faire un Chevalier sous la troisième Race, mais que tout Vassal étoit Chevalier, & qu'il n'y avoit que l'âge de porter les Armes, qui empêchât dans les premiers tems que tous les Vassaux ne fussent Chevaliers; car c'est pour cette raison que l'on ne dit point dans les Titres, que le Vassal dût servir de Chevalier en personne, mais seulement qu'il tenoit un Fief de Chevalier, c'est-à-dire le service d'un homme à cheval; & même par le partage des Fiefs, il arrivoit que l'un devoit un demi Chevalier, & que les deux Compartageans ne devoient qu'un Chevalier. En effet il étoit si bien permis de s'acquitter du service en personne si l'on avoit l'âge, ou par autrui, que je trouve par diverses assemblées d'Osts, qu'on étoit quitte du service en donnant un homme à ses dépens. Il y a même des hommages qui portent que le Vassal de deux Seigneurs qui entreroient en guerre, servira de sa personne, s'il veut, celui duquel il tient d'avantage de bien, sans forfaire contre l'autre, pourvu qu'il satisfasse par autrui au devoir de son Fief.

De tout cela il résulte que tous les Vassaux étoient Chevaliers & *Militaires* dans les premiers tems de l'établissement des Fiefs, hors qu'il y avoit une différence notable entre ces Chevaliers. Mais si l'on me demande, ce qu'étoient donc les Ecuiers, & s'ils

s'ils ne portoient pas aussi des Armes, ou Armoiries, je dirai que la qualité d'Ecuier a eu de plus foibles commencemens, quoiqu'elle soit depuis devenue si honorable, que les Princes du Sang ne l'ont pas dédaignée, non plus que les grands Vassaux, hors les Pairs & les plus puissans d'après eux, qui ont méprisé celle de Chevalier.

Les premiers Ecuiers n'étoient, à proprement parler, que les Arrière-Vassaux, c'est-à-dire les Vassaux des Vassaux, auxquels ils devoient le même service pour certaine portion de Terre qu'ils leur donnoient. C'étoit si bien la coutume de requérir ce service pour toutes sortes de bien-faits, que nous voyons même, que les Seigneurs, qui affranchissoient les Villes & leur donnoient droit de Franchise & de Commune, les obligeoient à certains jours d'Ost & de Chevauchée. Cela venoit de la confusion du premier établissement des grands Fiefs & Seigneurs, qui fit une manière d'Anarchie dans l'Etat, ou plutôt qui fit presque autant de petits Etats, qu'il y eut des Seigneuries particulières.

Chaque Seigneur se fortifioit contre son Voisin, & la liberté de s'entreprendre la guerre entr'eux, rendit le nombre des Vassaux si nécessaire, que chacun en voulut avoir. C'est ce qui donna lieu à tant de petits Arrière-Fiefs, dont les Possesseurs n'avoient autre avantage sur les Serfs, & gens de main morte, si-non qu'ils satisfaisoient par leur service personnel, à ce que les autres  
2 2  
paioient

paioient à Cens , & ce fut ce qui les rendit Francs , c'est-à-dire , de la condition des anciens Francs , qui nous a laissé le mot de Franchise : cela est si véritable , que j'ai vu des affranchissemens des Comtes de Champagne , qui permettoient au nouvel affranchi de tenir des Fiefs ; c'est aussi ce qui les engageoit dans la profession des Armes , & pour cette raison ils se dirent par honneur *Armigeri* , c'est-à-dire portans les Armes. En effet ce fut le premier terme pour les exprimer , bien différent alors de *Scutiferi* , ou Ecuiers , quoique ce n'ait plus été qu'une même chose , depuis que cette nouvelle Milice s'étant mise en réputation par une longue expérience , on leur permit de porter des Ecus , comme les Chevaliers , & particulièrement quand on les mit à cheval , & qu'on substitua en leur place dans les Armées des Sergens , autrement dit en Latin *Servientes* , que les Communes des Villes fournirent.

Or comme en les mettant à cheval , on les alloit confondre avec les anciens Vassaux & Chevaliers , j'estime que cela fut cause de la distinction qu'on y apporta , pour les soumettre à cet ancien Ordre , auquel nos Rois voulant donner un caractère insurpassable , se réservèrent le droit de faire des Chevaliers , non pas par un Edit , ni par une Ordonnance expresse , mais par Coutume. C'est , que l'impatience de se signaler pressant la jeunesse de leur Cour d'entrer dans la profession des Armes , & d'y tenir

le Rang de la Naissance, lui faisoit désirer la Chevalerie; & comme c'étoit un honneur de la recevoir de la main de nos Rois, ils briguoient pour l'obtenir, les jours qu'ils tenoient Cour ouverte, comme aux grands des fêtes de Cour, à celle de leur Sacre, & autres grandes Cérémonies: la Dignité du Roi, la Naissance des proposés, & le Privilège du jour, les dispensoit de la règle de l'âge; les Princes mêmes y faisoient la presse, & d'autant plus que la qualité de Chevalier & de Vassal étoit essentiellement une même chose, la Chevalerie leur conféroit le bénéfice de l'âge pour tenir leurs Terres, & pour en rendre le service en personne.

Aussi les Cérémonies de Chevalerie sont-elles une espèce d'investiture, & représentent-elles une manière d'hommage; car le Chevalier proposé paroît sans Manteau, sans Epée, & sans Eperons: il en est revêtu après l'accolée, de même que le Vassal après la consommation de l'Acte de son hommage reprend, son Manteau, qui est la marque de la Chevalerie ou Vasselage, la Ceinture, qui est l'ancien Baudrier Militaire, aussi-bien que les Eperons, & enfin son Epée, qui est la marque du service qu'il doit à son Seigneur; & l'on en peut autant dire du Baiser, qui se pratique en l'une & l'autre Cérémonie. On peut dire encore, que ce fut pour cela que les Sujets furent obligés de payer une Taille à leurs Seigneurs pour la Chevalerie de leurs fils aînés,



ainés, comme la première reconnoissance de sa future Seigneurie. Ce fut en signe de cet honneur de la Chevalerie reçue de la main de Roi, que quelques-uns de ces Grands se qualifièrent Chevaliers du Roi, comme je dirai ci-après quand j'aurai achevé l'Histoire des Ecuers.

Le Roi ayant donc érigé l'Ordre de Chevalerie, il fallut de nécessité que tout ce qui n'étoit point Chevalier parmi les Nobles, demeurât dans l'Ordre des Ecuers; & ce mélange fort avantageux fit imiter à tout le Corps ces Ecuers de bonne Maison, lesquels, étant en possession d'avoir des Armes héréditaires, les purent mettre sur leurs Ecus: ceux-ci en firent de même, & se donnèrent des Armes dans la suite du tems, qui avoit rendu l'usage des sceaux assez commun, mais non pas à l'égard de ces Ecuers de grande maison, qui ne vouloient sceller que du sceau des Barons, au lieu que les autres, qui n'y prétendoient pas, s'aviserent de mettre un Ecu d'Armes dans leur sceau, qui n'étoit auparavant composé que de quelques marques sans forme d'Ecu. J'en ai vu de toutes les sortes, & je ne me souviens point d'avoir vu un sceau d'Ecuier avec l'Ecu d'Armes avant le douzième siècle.

Ensuite de cette première Chevalerie, émanée comme toutes les autres Dignités, de la magnificence de nos Rois, on établit en Coutume de donner la Chevalerie les jours de Bataille & aux belles occasions

de Guerre, & cela fut mis au pouvoir du Chef ou Général d'Armée, qui ne faisoit point de difficulté de l'accorder aux Damoiseaux, qui étoient ainsi appelés du mot Latin *Domicelli*, qui veut dire fils de Seigneurs ou de Chevaliers, auxquels cette Dignité acquise & seulement différée, permettoit de la demander. Beaucoup de simples Ecuers, qui usurpèrent cette même qualité de Damoiseaux, trouvèrent moyen d'y parvenir aussi par recommandation ou par mérite, & principalement après s'être signalés en quelque belle action. De là vint la Coutume de faire des Chevaliers devant & après les batailles ou les assauts; mais c'étoit si bien une grace personnelle, qu'il n'en rejaillissoit rien sur la terre de ce nouveau Chevalier, dont le Fief n'en étoit pas plus Noble, & demouroit *Fœdus Lorica*, c'est-à-dire Fief de Hauber ou de Haubergeon, & à proprement parler Fief d'Ecuier; parce que le Hauber étoit l'armure de l'Ecuier, qui n'avoit point de cotte d'Armes, ni de Casque, mais bien une Epée & un Bonnet ou Chapeau de fer.

Je parlerai au Chapitre suivant de cette distinction entre les Maisons Nobles, par la qualité des Fiefs, & comme je ne dois toucher ici que la différence entre les personnes; je dirai qu'elle étoit si grande, que les Romains n'ont rien exagéré quant au respect qu'ils font rendre aux Chevaliers par les simples Ecuers, qui n'osoient jamais tenir de-  
vant

vant eux. Les Coûtumes des Tournois nous ont conservé les Marques de cette soumission, parce qu'on en empruntoit l'ordre & les cérémonies de ces vieux Romans, dont la lecture est justement condamnée à l'égard des ignorans. Mais je soutiendrois bien qu'il y a de la honte à un Savant de ne les avoir pas lû, ou de les avoir lû sans profit. Il est vrai qu'il y a des Amours un peu trop libertines & un peu trop naïvement exprimées, mais c'est un portrait du vieux tems, qui ne doit pas faire plus d'impression que ces restes de la Sculpture des Anciens, dont on ne considère que les perfections de l'art, sans s'offenser des nudités, & sans y faire même aucune réflexion. Je dirai bien encore en leur faveur, que leur lecture est moins dangereuse que celle des modernes, où le poison n'est que mieux préparé.

Je devois cette apologie à nos vieux Romans des Chevaliers Errans, pour le service que j'en ai tiré, & pour faire valoir leur autorité en matiere de Chevalerie, & même pour la Pairie de France, dont quelques-uns nous représentent les droits & les prérogatives telles qu'elles étoient du tems de leurs Auteurs, & particulièrement celui de Huon de Bordeaux. Il commence par un Parlement de Charlemagne avec les Barons, où le Comte Amauri de Hautefeuille, qu'il fait Neveu de Ganelon, aiant proposé à l'Empereur de déshériter Huon & son frere, le Duc Naymes de Baviere, Oncle de ces jeunes enfans, les excusant de ce qu'ils n'étoient point

encore venus à la Cour, lui dit, vous en-  
voierez deux de vos Chevaliers par devers leur  
mere, lesquels lui diront de par vous, que ses  
deux enfans vous envoie en votre Cour pour  
vous servir & vous faire hommage. C'est  
que l'on en usoit ainsi envers les Pairs, que  
le Roi devoit mander à sa Cour par deux  
Chevaliers, & cela se pratiqua l'an douze  
cent quatorze par Philippe Auguste envers  
Blanche Comtesse de Champagne. Les deux  
Chevaliers aiant fait leur message, ne cesse-  
rent dit-il de chevaucher, jusques à ce qu'ils  
vinrent à Paris, où ils trouvèrent l'Empereur  
en son Palais, qui étoit assis entre ses Barons.  
Huon attaqué par Charlot fils de l'Empereur,  
qui s'étoit déguisé pour l'assassiner, lui dit  
de qui es-tu Vassal? & par ce mot de Vassal  
il entendoit un Chevalier dans le sens que je  
l'ai expliqué. Huon racontant son aventure  
à Charlemagne assis entre ces Barons, dit,  
que Charlot soi-disant Allemand avoit pris  
prétexte, pour l'attaquer lui & son frere, que  
le Duc Sevin leur Pere lui avoit ôté trois de  
ses Châteaux, laquelle chose oncque ne  
fit; alors mon frere, dit-il, lui fit offre de ve-  
nir avec lui jusqu'à Paris devant vous & les  
Pairs pour que droit lui fût fait s'il le mérit-  
toit. Le corps mort de Charlot aiant été  
apporté devant le Roi, & l'Histoire contée  
comme un assassinat, Huon dit à l'Empe-  
reur, Sire, pour Dieu, je vous prie puisque  
me tenez en bon droit, je soumetts mon  
corps pour être à droit en votre Cour &  
attendre tel jugement que jugeront vos Pairs :  
&

& Amauri accusateur de Huon, aiant été par lui tué en duel & en champ clos sans confesser la trahison, & Charlemagne présent au combat voulant déshériter Huon, il se retourna devant les Barons, en leur remontrant que de cette chose tous ensemble vou-  
 jussent prier le Roi Charlemagne que de lui eût merci; car tous y étoient obligés à cause qu'il étoit l'un des douze Pairs. Il fait dire ensuite par le Duc Naymes aux Barons, Seigneurs qui ei êtes aslés, avés vous ven & ouy la très grande déraison que le Roi veut faire à l'un de nos Pairs. Ils se retirèrent; mais l'Empereur les aiant rappelés se voiant seul en son Palais, alors le Duc Naymes & tretois les Barons s'en retournerent au Palais avec le Roi, lequel s'assit sur un banc doré de fin or & les Barons tout autour de lui &c. Girard frere de Huon se prévalut de son exil, pour se rendre maître de sa Terre, & l'ayant pris prisonnier au retour de ses aventures, & accusé devant Charlemagne de n'avoir pas accompli ses ordres, afin de le faire déshériter & d'être fait Duc & Pair en sa place, il lui fait dire par le même Duc Naymes: n'a guères est que vous vouldiés être un des Pairs de France, certes d'un tel conseil comme vous êtes le Roi n'a pas métier, & si aimerois mieux avoir l'un de mes poings coupé que j'y eusse été consentant qu'y eussies été reçu.

Je me suis servi de cette occasion, pour rapporter ces traits, par ce qu'on eût peut-être trouvé mauvais que je les eusse mêlé  
 avec



avec l'autorité des véritables Historiens; mais comme ils ne se sont attachés qu'au récit des affaires générales, sans toucher les Coûtumes & les Usages de leur tems, il en faut chercher le portrait dans ces vieux Romans, qui nous en ont conservé l'idée, avec des mots qui servent à découvrir l'origine des choses. Le Chevalier y représente le Baron & grand Vassal, & l'Ecuier est un arriéré Vassal, fidele & respectueux à son Seigneur & maître, lequel aspirant à la Chevalerie rend toutes sortes d'honneurs & d'humble obéissance à cet Ordre, & en quelque occasion qu'il se trouve il n'ose s'éprouver contre aucun Chevalier; aussi ne fut-ce que dans les Tournois des Regnes modernes, & depuis moins de trois cent ans qu'on permit aux Ecuiers après l'ouverture du Tournois & l'emprise achevée, de jouter par divertissement entr'eux, & c'étoit pour leur faire honneur si quelques Chevaliers s'y vouloient mêler.

C'est ce qui leur donna lieu de prendre l'Ecu panché, qui est une marque de Tournoi, & même de le timbrer du Casque, comme les Chevaliers; de là est venu encore la Coûtume de mettre le Casque sur les Armes, à l'imitation des palis & pavillons des Tournois, où les tenans mettoient ainsi leurs Timbres ou leurs Ecus, pour être choisis & touchés par celui qui les vouloit combattre: ensuite de cela l'on cessa de représenter sans Armes & avec le seul haubergeon sur les sepultures; & il n'y eût plus eu de difference entre leurs Armes & celles des Chevaliers, si

ces

ces Chevaliers, & principalement les Bannerets, ne se fussent avisés du Volet, à cause d'eux appelé Vol Bannerets, qui fut une pièce d'étoffe, pendante du Bourlet du Timbre en maniere d'une Bannière, qui leur descendoit sur les épaules, & que les grands Seigneurs fourroient d'hermines: ce Bourlet étoit un Torti d'étoffe de soie, qui servoit à amortir les coups qui tomboient sur l'Armement, & de là est venu la prétendue couronne ou le cercle des Barons.

De ce Bourlet on passa aux Couronnes, qui prirent place sur les Casques des Princes & plus grands Seigneurs; mais elles n'étoient affectées à aucun titre particulier, & elles étoient toutes à fleurons, aussi bien que celle de nos Rois, qui s'avisèrent les premiers, il n'y a guères plus de deux cent ans, de la mettre sur leurs Ecus, quand ils supprimèrent les Timbres. Peu-après les Ducs de Bourgogne aiant hérités de quelques Souverainetés inventèrent, à cause d'elles, le terme de Ducs à hauts fleurons: ils prirent des Couronnes comme des Rois, & en donnerent l'exemple aux autres Pairs de France leurs pareils en Dignité. \*

Voilà la véritable origine de ces Couronnes, lesquelles de Rôiales qu'elles sont essentiellement, furent appelées Ducales par rapport aux premiers Ducs, qui les usurperent. Depuis les Marquis & les Comtes en

\* Cet article peut être contredit par des exemples incontestables de plus de 400. ans, & j'en produirois de 1350. plus de 20. titres.

en ont composé d'autres sur ce patron, & en ont fait la marque essentielle de leur Dignité. Cependant nos Rois ne changèrent rien à leur ancienne Couronne jusques à François I., qui le premier fit clore la sienne, parce que l'Empereur Charles V. son Antagoniste, s'étoit avisé de retirer avantage de ce que celle des Empereurs, qui n'étoit autrefois qu'un bonnet enfermée dans une Couronne, étoit close & fermée; quoique cet avantage ne fût autre chose en soi, que la suite d'un vieil usage, & qui lui étoit commun avec tous les Rois du Nord, qui se garnissoient la tête d'un bonnet pour éviter le froid dans les Cérémonies, & nos Rois mêmes en usent ainsi de tout tems à celle de leurs Sacre, où on leur met pour la même raison un bonnet de satin blanc sous le nom de **Cocffe.** \*

Si

\* La Couronne fermée étoit en usage en Angleterre avant Charles V. Empereur, comme il se trouve dans le cachet des lettres de Henri II. Roi d'Angleterre, à Louis XII. Roi de France & au Roi François I. vol. 25. fol. 10 & 11. de Monsieur de Bethune de la Bibliothèque du Roi, du regne de François I. Nous y voions les Armes de France & d'Angleterre écartelées, l'Ecu entouré de l'Ordre de la Jarretière & surmonté d'une Couronne fleurdelisée à croix, fermée avec des cercles qui aboutissent à un globe. Il se voit encore à chaque côté de l'Ecu deux Roses. La première de ces lettres est écrite du 29. octobre 1514.

Dans le même vol. fol. 36. V. est le cachet de Charles Roi d'Espagne depuis Charles V. Empereur, où il paroît une Couronne ouverte & fleuronée, pour supports un Aigle & un Lyon; il étoit alors passé dans ses Etats, & c'étoit l'an 1518. ou 1519. J'ai trouvé depuis une lettre du Roi Henri VIII. Roi d'Angleterre, au **Jr. de Montmoranci Grand Maître**

Si bien que la Couronne Ducale ne doit son nom & son établissement qu'aux Ducs de Bourgogne Pairs de France, & elle passa d'eux aux autres Ducs & Pairs, qui la mirent aussi, non plus sur le Casque où elle ne signifioit plus rien, mais sur l'Ecu au lieu du Casque; elle devint tellement le symbole de la Duché & Pairie en France, que les Princes du Sang mêmes, qui n'étoient ni Ducs ni Pairs, ne la portèrent point jusques à Louis de Bourbon, premier Prince de Condé, lequel aiant longtemps pris la qualité de Comte d'Enghuieu porta une Couronne de perles, & s'étant fait Duc de son autorité par l'extinction de la dignité Ducale de la Branche de Vendôme dans la Roïauté de Navarre, il prit la Couronne Ducale, & le premier de tous il la mêla de fleurs de Lys pour marque de sa Roïale extraction.

En ce tems-là les Couronnes des Marquis n'étoient point encore inventées; & j'ai vu des sceaux du Maréchal de St. André, dans des Titres qui le qualifioient Marquis de Fronsac, où ses Armes ne sont couronnées que d'un cercle de perles. Mais à l'imitation des Princes du Sang, qui mêlèrent les fleurs de Lys avec les fleurons, les

Maitre de France & Comte de Beaumont, du 27 Novembre 1528, dont le cachet & les Armes du Roi ne paroissent pas couvertes, par une Couronne fermée vol. 75. fol. 10. de Monsieur de Bethune de la Bibliothèque du Roi du Regne de François I.

les Marquis , qui tenoient le premier rang après les Ducs , mêlerent les fleurons avec les perles ; les Comtes retinrent les perles : & les Vicomtes s'étant avisés de se couronner aussi avec un moindre nombre de perles pour différence , les Barons ont cru qu'ils ne faisoient tort à personne s'ils gardoient le cercle d'or , sans ornement hors du cercle.

Après cela on s'est avisé de chercher des différences dans les Timbres ; & à présent , par un desordre digne de l'attention du Roi , à présent dis-je , que les qualités & les marques d'honneur sont arbitraires , & qu'on n'est plus obligé comme autrefois de mériter la qualité de Chevalier de la reconnaissance du Souverain , tous les Nobles & même plusieurs Roturiers , sont comme il leur plaît Chevaliers , Marquis , Comtes & Vicomtes : personne ne veut plus du titre de Baron , jadis confus avec celui de Pair de France ; l'on n'usurpe pas seulement la couronne Ducale , qui est à l'abandon , mais si l'on trouve un Ecu de ses Ancêtres avec le volet ou mantelet de Chevalerie dont je viens de parler , on étend ce mantelet pour en faire un manteau d'hermines , quoique ce soit la seule marque qui reste à la Pairie de France.

C'est un Article que j'étois obligé de toucher , puisque j'écris de ses Droits , & je le touche avec tant de modération que personne de ceux qui pourroient y être intéressés ne m'en doit savoir mauvais gré :  
mais



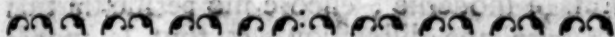
mais puisqu'il s'agit de parler du manteau qu'on appelle Ducal , & qui n'est pourtant en effet que le manteau de la Pairie confonduë avec la Duché , parce qu'on ne fait plus de Pairs qui ne soient Ducs , c'est assez de dire que c'est la marque de la fonction du Sacre , où les Pairs officient avec cet habit , qui ne sert en nulle autre Cérémonie pour faire voir qu'il n'appartient qu'aux Pairs d'en décorer leurs Armes , comme par la même raison il n'appartient qu'aux Ducs de prendre la couronne de fleurons ; d'ailleurs c'est un habit Roïal parce que la fonction est Roïale , & si chaque Dignité a sa marque dans les Armes par un usage moderne qui est reçu & approuvé , n'est-il pas très juste que la plus sublime dignité de l'Etat aie la sienne ? Cela s'est même établi en Allemagne , où l'on a méprisé l'usage des couronnes : car les Electeurs ont chargé leurs Armes des marques de la fonction assignée à leur Electorat le jour du Couronnement des Empereurs , & cette marque n'est propre qu'à la personne seule de l'Electeur. Sur ce fondement , qui m'a semblé incontestable , l'on peut dire que les Ducs non Pairs de France , en prenant ce manteau , usurpent les marques de la Pairie ; & il ne doit pas convenir avec plus de raison aux Princes qui ne sont pas du Sang de France , puisque ce n'est qu'en vertu de la Pairie unie à leur qualité qu'ils ont commencé à se parer du manteau de Pair , & qu'ils ne sont

en possession de ce manteau & de la couronne Ducale qu'en vertu de l'un & de l'autre titre ; par conséquent ce n'est pas un simple signe d'une Noblesse extraordinaire : & quand tout le monde en sera désabusé, comme il le doit être, il ne sera pas plus injurieux de s'abstenir de cette usurpation vaine, que de celle du Cordon bleu, & des Colliers de l'Ordre du Roi, qui rendroient un homme ridicule s'il les prenoit de son autorité sur sa Personne & sur ses Armes, fut-il présomptif héritier de la Couronne, s'il n'étoit fils de Roi.

J'estime qu'il n'y a rien de plus facile que de régler cet abus : si l'on renvoit chacun aux marques de sa Dignité, les Princes du Sang, les Ducs, & les Pairs auroient seuls le manteau de Pairs joint à la couronne de Duc ; les Ducs seuls auroient la couronne Ducale ; & ainsi des Marquis & des Comtes, & des Vicomtes & Barons, si l'on ne veut point toucher à leur entreprise, pourvu qu'ils le fussent à bon titre.

Pour ce qui est des Princes étrangers, comme les Chefs de leurs maisons sont Souverains, & comme le titre de l'ainé de la famille se continue en tous les députés, & particulièrement dans l'Empire qui nous en fournit le plus grand nombre, il est indifférent en France, qu'ils y portent les marques qu'ils empruntent du Chef de leur famille, mais ce seroit une nouveauté sans fondement, de leur voir prendre des manteaux d'hermines, qu'ils croiroient dérober

à la Principauté du Sang de France, à laquelle ils tâchent en-vain de se conformer, & qu'ils usurperotent en effet sur la Pairie, si leurs aînés n'en portoient point eux-mêmes dans les Pais étrangers. J'ai dit au commencement de ce Chapitre, que plusieurs Bourgeois de bas état portoient leurs Armes tymbrées comme des Gentilshommes de qualité; il y a plus de deux cent ans: comme cela repugne en quelque façon aux principes que j'ai établis, j'en devrois ici rendre raison; mais je la réserve au Chapitre suivant, où j'achèverai ce qui me reste à dire pour prouver l'origine & l'institution de la Noblesse & de la Chevalerie de France.



## CHAPITRE DIX-NEUVIEME.

*De la Noblesse, & de l'ancienne Chevalerie de France & des Chevaliers des Ordres du Roi.*

J'En ai peut-être assez dit dans le Traité précédent, pour faire concevoir ce que c'étoit que notre Noblesse & notre ancienne Chevalerie de France; mais comme j'ai donné des Chapitres pour chaque Dignité, & comme le tiers-Etat a le sien dans cet Ouvrage, il n'est pas mal à propos d'en dédier un à un sujet si considérable, & dont

dont on parle très souvent avec plus de présomption que de savoir. Il y a peu de gens qui ne croient que toutes les choses se sont faites de tout tems comme nous les voions aujourd'hui ; & qui n'ajoutassent foi à des lettres de Noblesse de Hugues Capet, ou qui n'assurassent sur le bruit qu'a fait la franchise octroyée à Eudes le Maire, qu'on a depuis appelé la franchise de Chalo saint Mards, qu'on annobliroit dès le tems de Philippe premier, quoique cette franchise ne fût qu'un pur affranchissement de servitude : c'est sur ce fondement & sur la Préface de toutes les lettres de Noblesse, qu'on dit comme un axiome indubitable, que la Noblesse vient de la vertu ; mais cela n'est absolument vrai que dans l'usage moderne ; encore me permettra-t-on de faire une distinction, & tout le monde doit être convaincu qu'il y en a une réelle entre ceux que le seul mérite fait annoblir, & ces gens nouveaux qui achètent des Lettres ou des Charges qui mettent la Noblesse dans leurs familles.

S'il en étoit ainsi, ce seroit avoir été vertueux que d'avoir été avare, injuste, & peut-être le Tiran de sa Patrie, & tant de malheureux moïens qui nous ont produit des monstres dans les derniers Siècles, seroient plus dignes de louanges qu'ils ne seroient odieux & punissables. Cependant on dit tout communement que la Noblesse vient de la vertu, sans avoir égard à la vénalité des Charges qui annoblissent, & sans con-  
fi-

fidérer que c'est une exception contre ce principe général, & contre la vertu même, que d'acheter de-quoi se faire Noble. Cela étoit encore vrai quand Charles cinquième Roi de France accorda ce Privilège aux Secretaires du Roi : c'étoit une Compagnie de douze ou quinze personnes au plus, de laquelle on a depuis détaché les Secretaires des Finances, à présent appelés Secretaires d'Etat, tous gens de Lettre & de mérite, la plupart Gradués & Bénéficiers. C'étoit un ancien Séminaire d'Evêques & de Dignités Ecclésiastiques, que l'on choisissoit pour avoir part au maniement des Affaires, & même pour les Ambassades.

Ils n'étoient pas seulement Commenseaux, ils étoient Familiers des Rois, & obligés à leur suite. Comme ils étoient pour la plupart de la profession Ecclésiastique, selon laquelle ils avoient de grands Privilèges des Papes pour tenir plusieurs Bénéfices, même incompatibles, sans obligation de résidence, l'on les admettoit aux Charges du Parlement & de la Chambre des Comptes, & les Greffes leur en étoient affectés : toutes ces considérations valaient bien la grace que Charles cinq leur fit de les annoblir dans un tems où tout homme de Condition libre pouvoit pour moins de cent Ecus d'or obtenir des Lettres de Noblesse, qui n'avoient lors d'autre effet que de les rendre capables de tenir des Fiefs. Mais si cette Charge eût été vénale, & s'il eût eu quatre ou cinq cent Secretaires,



ce Prince qu'on appella Charles le Sage, auroit établi le desordre, que ses Successeurs ont acera, & qui mérite d'être notté en passant, pour établir quelque différence entre cette sorte de Noblesse par Privilége, & la Noblesse originaire; au préjudice de laquelle au bout de deux ou trois générations les descendans de ces Annoblis se disent Nobles comme le Roi.

L'abus en est si grand, que s'ils ont besoin de témoins pour faire preuve de leur Noblesse dans quelque Ordre de Chevalerie, ils trouveront des grands Seigneurs qui déposeront qu'ils sont Nobles de nom & d'Armes: ce terme est si commun, qu'on le croit propre à tout ce qui est Gentilhomme, & que pas un de l'ancienne Chevalerie ne le réclame, quoiqu'il ne soit propre qu'à ceux de cet Ordre, & que ce soit le principal bien & le plus assuré qu'ils peuvent laisser à leur postérité; c'est ce qui mérite quelqu'éclaircissement. Pour cela je donnerai ici l'origine & le progrès Historique de notre Noblesse Françoisé.

J'ai ci devant fort amplement parlé de nos anciens Francs ou Saliens, & j'ai fait voir, qu'après la Conquête de la Gaule nos Rois leur distribuèrent des Terres plus ou moins considérables selon leur qualité & leur mérite, avec obligation de leur continuer leur service dans les Armées. Ce sont ces Terres qu'on appella Saliques, par distinction des autres Aleuds qui furent conservés aux peuples qui se soumirent, & qui se gouvernèrent, quant

quant à leur succession, par les Loix & Coutumes Romaines ; & ces Terres Saliques étant destinées pour l'entretien de la Milice ordinaire de l'Etat, elles demeurèrent affectées aux seuls mâles de la famille, à la seule condition pour toute charge, de servir en personne à la guerre. Or comme ils étoient Francs d'origine, & comme tout Franc étoit libre & non sujet à autre service, de là dérivait le nom de Franc, pour désigner un homme & une Terre libre de toute autre charge, par rapport à ces anciens Francs qu'on appella Lendes & fideles au Roi, *fideles* en latin, pour la fidélité qu'ils devoient au Roi.

Ces Lendes suivoient la Loi Salique, laquelle étant la Loi des Conquerans & étant promulguée dans la Gaule conquise, il fut permis aux personnes considérables d'entre les Gaulois de la suivre en tout ou partie, & c'est pour cette raison que nous voyons des titres anciens, où quelques-uns déclarent qu'ils vivent selon la Loi Salique. Les Capitulaires de Charlemagne vinrent ensuite, qui tinrent lieu d'un nouveau Code, & ce fut une espèce de testament nouveau servant également au gouvernement des deux peuples, qui n'abrogea pas si expressément la Loi Salique qu'il n'en fût encore parlé, mais qui la rendit encore plus arbitraire pour ce qui n'en avoit point été réformé. Cela réunit les deux peuples Francs & Gaulois à une même sorte de Gouvernement, quant à la possession des biens ; & cela dura jusques sur la fin de cette seconde lignée, dont la

décadence, fit du patrimoine Roïal plusieurs Aleuds sous le nom de Fiefs, rendus héréditaires à la charge du service personnel & de demeurer justiciable de son Seigneur & de ses Pairs.

Jusques-là tout homme Franc étoit libre, & pour cette même raison tout homme libre se disoit Franc : mais cette Franchise ne s'étendoit pas si avant, qu'ils pussent passer d'un Roïaume à l'autre ; ce fut pour ce sujet que Charlemagne, purgeant ses Etats, dit expressément, comme a fort bien remarqué Fauchet, „ Nous commandons que tout homme Franc, *\* qui aura laissé son Seigneur contre sa volonté & sera allé d'un Roïaume à un autre, ne sera reçu du Roi, qui aussi ne permettra qu'il soit recueilli de ces hommes ou justement retenu : ce que nous ordonnons être fait non-seulement des Francs, mais aussi des Serfs fugitifs, afin de ne laisser aucune occasion de discorde.* Cette nouvelle introduction des Fiefs changea en quelque façon la forme du Gouvernement, les Francs furent plus libres de leurs personnes & toute la sujettion fut imposée sur leurs Terres.

Les Ducs & les Comtes, Gouverneurs & Juges des Provinces & des Villes ou Territoires, s'en étant rendus Seigneurs, ne prétendirent de domination sur les Leudes de leurs nouvelles Seigneuries qu'à raison de leurs fonds ou Aleuds, comme étant originaire-

*\* Notex, dit Fauchet, que le mot de Franc composoit seulement les Nobles.*

nairement bénéficiaires, en telle sorte, que le Vassal ne pouvoit à leur égard forfaire que de sa Terre ; la forfaiture de corps & biens appartenoit au Roi, comme seul véritable Prince & Souverain de tous les Leudes & Vassaux tant grands que petits. Mais comme le nombre des Vassaux rendoit un Seigneur plus puissant, à cause du service qu'ils lui devoient en ses guerres, ces nouveaux Ducs & Comtes héréditaires, & mêmes les grands Barons, qui ne s'estimoient pas moins que plusieurs Comtes, & qui n'avoient pas moins que ces nouveaux Princes le droit de faire la Guerre à leurs voisins, se voulurent appuyer de beaucoup de Vassaux, auxquels ils donnèrent des Terres, à la charge d'être leurs hommes & de les servir.

Ils les appelloient *feudati* & *casati*, & comme j'ai déjà dit autre part *milites*. Je crois certainement que ce furent eux, qui de cette fidélité due par le Vassal, laquelle étoit le prix de leur Terre, firent le mot de Fief, qui par conséquent ne s'est employé que depuis à l'égard de nos Rois, qui l'ont emprunté de l'usage de leurs Vassaux. Cette envie d'avoir des Vassaux, & le besoin qu'on en avoit, fit encore inventer une autre espèce de Fief & de Vasselage. C'est qu'un Prince ou grand Seigneur inféoda jusques aux Charges de sa Maison, & jusques aux Offices de sa Terre ; même faute de fonds, ils assignèrent des rentes sur eux à la condition du service & de l'hommage, & ils recherchoient tout ce qu'ils se pouvoient acquérir par ce

moien d'autres moindres Seigneurs, sous certaines clauses qui ne les détachassent point du service & de l'obligation qu'ils avoient à leurs Seigneurs naturels.

Or comme lors de ce démembrement des Duchés & Comtés de l'ancien Domaine de nos Rois, il y avoit plusieurs Leudes ou grands Seigneurs qui possédoient franchement, c'est-à-dire en Franc Aleu, plusieurs belles Seigneuries de Villes & de Châteaux dans l'étendue & sur les confins de diverses Duchés & Comtés, la plus grande passion des nouveaux Ducs & Comtes héréditaires fut de les rendre leurs Vassaux; mais comme le Roi ne leur avoit pu donner plus de droit qu'il n'avoit, ne pouvant forcer ces Seigneurs libres à les reconnoître par leur autorité, ils tâcherent de les y engager, tant par le moien de ces assignations de rentes en Fief, que par donation de quelques Terres voisines en accroissement de Fief: cela s'apprend par une infinité de chartres, & je dirai même en passant, que nos Rois ne méprisoient pas ce moien de s'accroître; ce qui confirme les avantages & les prérogatives de ces anciens Aleuds Francs, ou Francs Aleuds, qui ne le cédoient pas aux Duchés & aux Comtés, puisqu'ils étoient tenus plus franchement; & c'est une belle marque de grandeur & d'antiquité pour ceux qui descendent de ces anciens Francs ou Saliens.

C'étoient ceux-là particulièrement qui étoient sujets à la Loi Salique, non pas à cette Loi écrite pour le Gouvernement ordinaire  
des



des particuliers, & dictée aux peuples conquis par les Saliens, dans les Conseils & Parlemens de nos Rois, mais à cette Loi non écrite, & de tout tems pratiquée par les principaux Saliens & possesseurs des Terres Saliques, citée par l'Abbé Suger sous Louis le gros au sujet de Humbault Seigneur de St. Severe, & de Bouchard Sire de Montmoranci, laquelle obligeoit le Salien ou possesseur de la Terre Salique de répondre à la Cour du Prince, à peine de perdre & de forfaire sa Terre, qui étoit le gage de sa fidélité.

Nous voyons par ces acquisitions d'hommages que nos Rois firent en divers tems, que ces anciens Francs possédoient souverainement leurs Aleuds, & qu'ils ne devoient au Roi que le service personnel & l'obéissance, qu'on appelle autrement la bouche & les mains; ce fut sur ce modèle, que les Pairs qui succédèrent aux Leudes, établirent leur Seigneurie, qui n'étoit pas plus Noble, mais qui se trouva de plus grande étendue que celle des anciens Barons: si bien qu'ils étoient les uns & les autres fondés en droit de toute justice sur leurs hôtes ou sujets, de lever sur eux des tailles & des corvées, & de se donner des Vassaux par le pouvoir de créer des Fiefs pour avoir des gens de guerre à leur service. Ainsi ces Ducs, ces Comtes, & grands Seigneurs vrais Francs & Saliens, étoient à proprement parler les Barons & les Leudes sujets à la Loi Salique, c'est-à-dire, à la Loi des Vassaux, qui les

les rendoit justiciables du Roi, à peine de perdre leurs Terres, & c'est à eux que nous devons l'institution d'un second Ordre de Noblesse par le moïen de l'Erection des Fiefs.

Leurs Arrières-Vassaux leur devoient la même fidélité qu'ils rendoient au Roi; ils étoient justiciables de leur Cour préférablement à celle du Roi, qui ne recevoit leurs instances contre leur propre Seigneur, qu'en cas de deni de justice par ses Pairs, c'est-à-dire, par ses hommes de Fief leurs pareils. Ils étoient obligés de le servir envers & contre tous, & de le suivre à la Guerre; s'il leur permettoit de fortifier leurs Châteaux, ce n'étoit qu'à condition de les lui rendre, ou à son mandement, à grande ou petite force, fâché ou non fâché.

Ils ne pouvoient engager leurs Fiefs sans son consentement & sans demeurer sujets au service du Fief; ils ne le pouvoient démembrer par aliénation, sans acheter son consentement par eux ou par l'acquéreur; de-là viennent les droits de *quint* ou *requint* & d'amortissement: enfin on pourvut même aux inconveniens des partages qu'on ne pouvoit éviter, en obligeant les puînés de tenir leurs portions en hommage de l'aîné, qui portoit la foi du Fief entier à son Seigneur.

Or comme par la Loi des Francs, tout homme portant les Armes étoit libre dans cette noble Profession, & comme par l'usage de Fief le Vassal étoit une personne obligée à la profession des Armes pour le service

vice de son Seigneur, & pour cette raison désigné premièrement par le nom de *Miles*, & ensuite par celui d'*Armiger* ou d'*Ecuier* quand le mot de *Miles* fut affecté à la Chevalerie, on ne peut distinguer le Noble & le Vassal; & c'est si bien une même chose, qu'on ne peut définir autrement un Noble que par la qualité des anciens Vassaux.

C'étoient des personnes libres, non absolument par le droit de naissance, mais par l'engagement qu'ils avoient au service personnel de leur Seigneur dans toutes ses Guerres à cause de certaines Terres, Charges ou Rentes tenues en Fief: or, si cette franchise, ou pour mieux dire cette liberté, qui les admettoit au droit des anciens Francs qui étoient personnes militaires, leur étoit acquise par leur Fief, il est d'une conséquence infaillible que la Noblesse vient des Fiefs, à cause de ce service militaire, dans lequel plusieurs Vassaux aiant eû occasion de se signaler, ils ont acquis de la réputation à leur nom & à leur famille, & ont passé à la Chevalerie: elle ne vient donc point proprement de la vertu, & ce principe ne doit être reconnu qu'à l'égard des Annoblis pour des services considérables; outre cela l'origine de ces Annoblissemens n'a guères plus de trois cent ans.

On ne s'en est avisé que depuis que nos Rois aiant réuni tant de Provinces & d'anciennes Pairies à leur Couronne, & n'aiant pas même besoin d'autres Vassaux que de ces premiers Seigneurs, les Bourgeois des Villes de-

devenus libres & riches, commencèrent d'acheter des Fiefs; mais n'étans pas de la profession des Armes; pour en accomplir le devoir ils consentirent de paier le droit des Francs Fiefs & nouveaux Acquêts, pour récompense de ce devoir. Ce mot de Francs Fiefs justifie ce que j'ai dit de l'ancienne possession des Alends & des Fiefs par les Francs, dont le nom est équivalent dans la signification à celui de Soldat, par le nom de Franc demeuré à ceux qui leur succéderent en la profession des Armes: si bien que ce droit de Francs Fiefs est véritablement une dispense de Noblesse ou une possession d'Armes; qui est la même chose; ce n'est que par accident qu'il est marque de Roture. En effet il étoit au pouvoir de celui qui achetoit un Fief de le déservir; & rien ne l'empêchoit d'en être capable que le caractère de la servitude; parce que le maître d'un Serf n'auroit pas souffert qu'il fût devenu Vassal d'un autre Seigneur, avec lequel il auroit contracté une nouvelle espèce de servitude en se rendant homme de Fief.

Il falloit donc être libre pour pouvoir acquérir un Fief, ou recevoir une inféodation, ou bien il falloit être l'homme du Seigneur du Fief; & en voici un exemple de l'an douze cent trente-huit, qui confirme tous les principes que j'ai établis. Il est tiré du Registre de Champagne, qui est dans les chartres du Roi. Estienne Sire de Gonsfians, par transaction avec sa mere, affranchit Robert de Besil & ses enfans, à la char-

charge d'un mois de service par an, pour le servir à l'avenir comme d'un Fief libre; si bien que le Serf prenoit sa liberté comme en Fief s'il plaisoit à son Seigneur. Cela est si considérable, que je rapporterai ici le Titre tout entier. *Ego Eustachius Dominus de Constans, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum discordia verteretur inter me ex unâ parte, & dominam matrem meam, M. dominam de Constans ex alterâ (c'est qu'elle avoit déjà affranchi ce Robert de Betil, & elle étoit garante de sa Franchise.) super Roberto de Besil tandem pacificati fuimus in hunc modum, quod ego franchiui dictum Robertum, & heredes ipsius de corpore Mariæ quondam uxoris suæ procreatos. Ita quod dictus Robertus mihi serviet per unum mensem in Anno, tamquam de libero fædo, vel alter sufficiens loco sui si haberet essoniam per quod non possit mihi servire, nec ipsum ultra dictum servitium possum cogere ad aliud servitium mihi faciendum. Et si contingeret quod ei non tenerem conventiones suas prædictas, oporteret quod ei jus facerem in curiâ Domini Regis Navarre, Comitjs Campaniæ & Briæ Palatini, & si injuriam à me factam non vellem absolvere per curiam Domini Regis prædicti, dictus Robertus sine me facere posset cum fædo suo prædicto & rebus suis universis unâ cum heredibus suis prædictis, ire ad Dominum Regem prædictum, & essent tam prædictus Robertus quam heredes sui prædicti, homines liberi prædicti Regis, & tenerent de dicto*



*dicto Rege in feodum liberum, sicut de me tenebant; & sciendum quod dictus Robertus erit in servitio matris meae, quamdiu placuerit matri meae ante dictae, nec ipsum de dicto servitio potero revocare, quamdiu servitium ipsius placuerit Dominae matri meae; & sciendum quod dictum feodum, idem Robertus & heredes sui praedicti tenent à nobis tamquam feodum Liberum, & quidquid dictus Robertus tenebat in compositione praesentium, erit de feodo nostro. In cujus rei testimonium praesentes Litteras sigilli mei munimine roboravi, actum anno Domini 1238. mense Martio.*

Comme l'on dit communement nulle terre sans Seigneur, on pourroit dire du tems de ce Titre nulle tête ou nul homme sans Seigneur; car la servitude étoit si commune & si peu injurieuse, que les personnes libres se choissoient des Seigneurs. Le même Chartulaire de Champagne le prouve l'an douze cent quarante-neuf en celle de Constans de Mongeor, qualifié Sénateur de Troyes, lequel étant libre, & en droit de se donner un Seigneur, se donna au Comte de Champagne, & s'obligea à dix sols de cens annuel. *Constantinus de Mongeor, Senator Trecensis, habens potestatem faciendi & eligendi in Dominum quemque vellet, ut dicebat, illustrem Virum Theobaldum Regem Navarra, Campania & Bryae Comitem Palatinum recognovit &c.* il est dit aussi quod ipsius Domini Regis vel heredum suorum Dominum non subterfugiet in futu-

*futurum.* La rubrique du titre porte *quod Constantius de Mongeor devenit homo Ligius Regis, & non potest eum subterfugere.* Ce mot de *Ligius* introduit dans les Fiefs, étoit une espèce de servitude honorable, dans un tems où ceux qui n'avoient pas de Maîtres choissoient un Seigneur pour en avoir la protection. Je croi que les Juifs servirent beaucoup à établir cet usage, parce que étant fort odieux pour leurs usures & pour leur Religion, ils se rendirent Serfs volontaires des Seigneurs des Lieux où ils s'établissoient, afin d'en être protégés. Quoiqu'il en soit, tous ces témoignages justifient assez que la servitude n'étoit pas si méprisable ou du moins si méprisée, qu'un Serf affranchi ne pût devenir Noble par la profession des Armes, qu'il embrassoit avec la possession d'un Fief, parce qu'il étoit libre & par conséquent Noble & Franc.

Si l'on a depuis quelques siècles établi le droit des Francs Fiefs, c'étoit comme j'ai dit, une espèce d'indemnité payée au Roi, parce que le Vassal ne vouloit point vivre Saliquement ou Noblement, c'est-à-dire acquitter le service de son Fief dans les Armées; mais s'il l'eût voulu faire faire, il est sans doute qu'il le pouvoit, & qu'il eût été censé Noble par la possession & par l'obéissance de son Fief. J'en citerois pour exemple plusieurs Bourgeois de Paris, dont les descendans ne sont pas annoblis autrement; mais le Roi Charles VI. aiant dispensé les Parisiens du droit de Francs Fiefs, qui fut

une manière d'Annoblissement, avec dispense des devoirs feodaux, dès lors on méprisa les autres Privilèges de la Noblesse : on la tint pour inutile ; l'on se contenta de posséder des Fiefs & d'en prendre les marques en timbrant les Armes ; parce qu'Ecuier & Vassal étoient encore la même chose, & que dès ce tems-là les Ecuiers aiant usurpé ces mêmes marques sur les Chevaliers, c'étoit assez de tenir des Fiefs ou d'être libre, pour jouir du même Privilège.

Ce droit des Francs Fiefs fut cause encore que plusieurs personnes de basse condition s'accoutumèrent à acheter des lettres de Noblesse pour en être exemptes dans les Provinces ; & les guerres civiles étant survenues, qui obligèrent nos Rois d'avoir des Armées entretenues, pour lesquelles on fut obligé d'établir des Tailles, les Seigneurs les laissèrent lever sur leurs sujets, & se dispensèrent par ce moyen des droits de l'ancien Vasse-lage, d'autant plus qu'il étoit fort déperî : car n'ayant plus de guerres à soutenir en leur nom, parce que l'autorité de nos Rois les aiant tous réduit dans une parfaite obéissance, & leur soumission aiant beaucoup rabattu de leur fortune, ils ne furent plus en état de paroître dans les Armées avec la suite & l'équipage des siècles passés. D'ailleurs aiant perdu l'exercice ordinaire de leur ancienne Justice par leurs Pairs, à l'égard de leurs hommes de Fief, & l'autorité du Parlement & l'établissement des sièges Roiaux aiant si fort diminué & presque anéanti celle qu'ils avoient  
sur

sur leurs hommes & hôtes, qu'on ne doute pas aujourd'hui sans cause si on les peut appeller Sujets, quoiqu'ils le fussent autrefois de nom & d'effet. L'ancienne Noblesse des Fiefs est tellement défigurée, que ce n'est plus que le fantôme de ce qu'elle fut autrefois, tout étant dégénéré de Seigneurie en Domaine utile.

Encore ce Domaine est-il notablement déperî par l'augmentation de la monnoie, qui a réduit à rien le revenu des Cens & Rentes Seigneuriales, qui suffisoient pour l'entretien du Seigneur & de sa Maison, & pour toutes les dépenses extraordinaires des guerres: si bien que le Seigneur de plusieurs grandes Terres est aujourd'hui moins à son aise que n'étoient ses premiers ancêtres avec la possession de la seule Terre dont ils ont conservé le nom. C'est une particularité fort considérable, & qui mérite qu'on y fasse réflexion; car si l'on examine tous les Villages de chaque Province, il se trouve qu'ils avoient chacun leur Seigneur il y a cinq-cents ans, & qu'ils ont fait autant de Maisons Nobles, portant leur nom, & vivant fort noblement de leur revenu, jusqu'à en avoir de reste pour la fondation ou pour la restauration des Monastères & des Eglises. C'est que ces familles possédoient les fonds, dont elles ne possèdent plus que les Cens, qui se sont réduits à rien, & bien-heureux ont été les Seigneurs qui se sont retenus les droits de Champart, & qui ont conservé leurs forêts, plutôt que de les donner à

effarter & mettre un culture pour un Cens modique.

Voilà en peu de mots l'Histoire de l'origine, du progrès & de la décadence de notre Noblesse Franque & Françoisse, que la rigueur de la Loi Salique maintint en sa splendeur, jusques à ce que l'hérédité des Fiefs changeant la nature des Aleuds Saliques, rendus successibles, & tombés en commerce par le mauvais ménage des Seigneurs, lesquels ne prevoient pas les inconveniens de l'avenir, & ne songeans qu'au besoin pressant de se maintenir par un grand nombre de Vassaux, quand nos premiers Rois de la troisième Race n'étoient pas assez puissans pour se maintenir, mirent leurs Terres en pièces, pour faire plusieurs Arrières-Fiefs, qui ne produisent à present rien de plus solide que ce que l'on appelle fort proprement hazard de Fief: si-bien que, si pour n'avoir plus besoin de leurs Vassaux, (parce que nos Rois sont aujourd'hui plus puissans que jamais, tant par le droit de la Roiauté, que par la confusion de tant de droits Seigneuriaux & de tant d'anciennes Pairies, de Duchés, & de Comtés réunies à leur Domaine) ils ont laissé perdre ce droit de service personnel de leurs Vassaux, il est au pouvoir du Roi de s'en faire servir dans toutes les Terres de son Domaine quand il en a besoin. Ce droit subsiste par celui de Ban & d'Arriere Ban, ainsi nommé à l'égard des Vassaux & des Arrières-Vassaux.

De



De là vient que l'on demande pour les preuves de Noblesse & de Chevalerie, des témoignages de ce service Militaire qui subsiste encore, & par-conséquent il faut convenir que la Noblesse vient du droit de Vasse-lage, qui obligeoit à la profession des Armes, qu'ainsi elle ne s'entretient que par elle seule, selon l'intention de la Loi des Fiefs, qui a fait une seconde espèce de Nobles de ces Arrières-Vassaux aggregés au droit des Francs, & même rendus Francs & libres de Serfs qu'ils étoient auparavant, par une nouvelle servitude, je dis celle des Fiefs. Ce fut pour cette raison qu'ils traitèrent de Monseigneur ceux dont ils relevoient; lesquels étant naturellement Chevaliers, cette qualité de Monseigneur fut continuée à tous les autres Chevaliers, quand on s'avisa d'é-riger en titre & en honneur cette Chevalerie, & d'en faire la recompense du service Militaire.

Mais, comme j'ai déjà dit ci-devant en parlant des Bannerets qui firent une différence de Chevalerie, cet honneur ou recompense étoit particulière à la personne de ce nouveau Chevalier; il n'en rejaillissoit rien sur son Fief ni sur sa postérité; elle ne pouvoit être dite d'ancienne Chevalerie, parce que la Chevalerie n'étoit tombée que par accident dans sa famille; elle demouroit dans la Classe des Ecuiers, sauf au mérite de ceux qui en sortoient, de se relever par les exemples de la même vertu de la condition des *Armigeri* ou Arrières-Vassaux; lesquels

n'étant point fondés en droit d'Armoiries, que par une Usurpation tournée en usage, & les Armoiries n'ayant été inventées que par les Bannerets, la qualité de Noble de nom & d'Armes n'appartient proprement qu'aux Bannerets & à leurs descendans, & non à ces *Amigeri* depuis appelés Ecuiers, qui se sont Annoblis par leurs Arrières-Fiefs & par la possession des Armes.

Si ces Maisons d'Ecuiers originaires, qui ont donné beaucoup d'illustres Chevaliers, en sont exclues de droit, peut-on parler plus improprement, que de dire de toute sorte de Noblesse sans distinction, & particulièrement de ces Annoblis par Lettres & par Finances, ou par certaines Charges, qu'ils sont Nobles de nom & d'Armes ? puisque c'est même abuser du mot de Noble, que de l'attribuer à la vie particulière & fainéante des ancêtres du prétendu Noble, en disant qu'ils ont vécu noblement, comme si l'on pouvoit avoir vécu noblement sans avoir rendu les services de Noble & de Vassal, c'est-à-dire sans avoir porté les Armes à la manière des anciens Vassaux, que cette seule profession rendit Francs ou Nobles, qui est une même chose.

Les Bannières ne subsistant plus dans la même splendeur que du tems passé, l'usage en étant prescrite dans les Armées, & la Chevalerie ayant été érigée en honneur par l'institution des Charges Militaires, auxquelles les Bannerets devinrent soumis, parce que les Charges devinrent Banneretées, tous les hon-

honneurs de la Bannière se confondirent avec le tems dans la Chevalerie, qui souffrit aussi quelque sorte d'Abus.

La continuation des guerres fournissant plusieurs occasions de faire des Chevaliers aux jours de Batailles & d'Assauts, par la main des Connétables & des Généraux, qui se disoient Capitaines souverains, parce qu'ils avoient une autorité absolue, il n'y eut que les jeunes Princes & les enfans des plus grands Seigneurs qui entretenrent l'usage de ne recevoir l'accolée que de la main du Roi, à la pompe du Sacre ou aux fêtes solennelles de la Cour, & ceux-ci par honneur ou par quelque sorte de distinction se dirent Chevaliers du Roi. Cela dura jusqu'à l'institution des Chevaliers des Ordres de nos Rois, qui donna à ces Chevaliers & à leurs descendans un degré qui est équivalent à l'ancienne Bannière, & qui leur confère le droit de se dire Nobles de nom & d'Armes.

Plusieurs Auteurs ont écrit de ces Ordres Militaires, mais avec plus d'indiscrétion & de témérité que de savoir; & si on les en veut croire il y en a eu de tout tems en France, & même dans la Cour des Seigneurs particuliers. Tout cela est si faux, qu'il ne faut pas même admettre l'Ordre prétendu de l'Étoile, qui ne fut jamais un Ordre Militaire, mais bien la Devise du Roi Jean, lequel pour marque d'estime & d'affection, donna un Collier de sa devise à divers Seigneurs, sans aucune Cérémonie particulière, & sans exiger d'eux aucun Serment. Il en fut de même

de la Devise de la Genette, qu'on fait aussi vieille que Charles Martel, & qui n'a rien de plus ancien que Charles VI; on savoit même si peu ce que c'étoit que cette Genette, qu'on en a fait un Animal. Ce n'étoit autre chose qu'un Collier de feuille, de fleurs & de cosses de Genettes, avec leur fruit représenté par des perles, appelé dans les Comptes le Collier de l'Ordre & Devise du Roi, sans autre nom. Il le donnoit en présent aux Chevaliers & Ecuiers tant François qu'étrangers fréquentans sa Cour, sans autre distinction que du métal, parce qu'ils étoient d'or pour les Chevaliers, & d'argent pour les Ecuiers à cause qu'ils ne portoient pas d'or. Il les faisoit aussi broder sur les manteaux des Chevaliers de son Hôtel, auxquels l'on faisoit, selon la coutume, livraison de manteau aux deux saisons, d'où nous est venu le mot de livrée. Je remarquerai sur cette occasion, qu'avant que Jean de Montaignu son favori fût Chevalier, & assez grand en Dignité pour porter cet Ordre & Devise, ce Prince lui voulant donner quelque marque équivoque à cet honneur, il lui fit broder sur ces Robes de présent une manière de Collier d'argent composé d'un tortis de branches de Courges avec leurs feuilles & leurs fruits.

Ce n'étoit donc pas encore un Ordre de Chevalerie, ni une Milice, comme j'ai observé par les Comptes de son Argenterie, où l'on voit la distribution qui se faisoit sans aucune Cérémonie, & même sans aucun  
ser-

serment ; c'étoit proprement une Devise amoureuse dont l'ame étoit *j'ames* , pour j'aime.

Ainsi le premier Ordre Militaire constitué avec Régles & Statuts à droit de Chapitre, fut celui de St. Michel , établi par le Roi Louis onze au Pleffis du Parc le vingt-deux Décembre mille quatre-cent & septante-six , & rétabli par le Roi Louis quatorze l'an mille six-cent & soixante-cinq. Le dessein de Louis onze fut de réunir à soi par un nouveau Serment les plus grands Seigneurs de France , & de leur donner une sûreté plus apparente à sa Cour , par le Privilège d'une Société qui égaloit en quelque façon les membres à leur Souverain. Quant aux suffrages dans les Chapitres, il y avoit déjà d'autres Ordres de Chevalerie en d'autres Cours , aux usages desquels ce Prince se conforma en beaucoup d'Articles , & notamment pour le Collier, que l'on ajouta autour de l'Ecu , tant pour marque de cette nouvelle Chevalerie , que de la faveur du Roi. Cet honneur fut si considérable , que les plus grands Princes s'en tinrent honorés. J'en ai beaucoup de preuves , mais j'en donnerai pour exemple Charles Duc de Lorraine gendre du Roi Henri second , qui orna ses Armes de ce Collier , & qui prenoit en ses Titres la qualité de Chevalier de l'Ordre du Roi.

Cet Ordre étant tombé dans la confusion par le desordre des guerres civiles , qui ne permettoient pas de le refuser à diverses per-



sonnes de service, qu'il falloit recompenser ou satisfaire, le Roi Henri trois n'étant pas en état de le réformer si absolument, ni de le supprimer, il y joignit celui du St. Esprit l'an quinze-cent septante-huit, qui par le moien de cette union est le plus considérable des deux Ordres Roiaux qui subsistent en France.

Cette institution de Chevaliers donna avec le tems atteinte à l'ancienne Chevalerie. Les premiers Seigneurs de la Cour qui prétendoient à l'Ordre du Roi, & auxquels la Noblesse se conformoit, négligèrent l'accollée, & usurpant la qualité de Chevaliers qu'ils croioient acquise à leur maison par une longue suite d'Ancêtres qui en avoient été honorés, ils ont causé l'abus qui s'est toujours accru jusques aujourd'hui; c'est ce qui nous donne tant de Chevaliers de tous états & de toutes professions, qui ne trouveront pas mauvais d'être avertis sur les fondemens que j'ai établis, que la Chevalerie se donne au mérite & à la naissance, mais qu'elle ne s'usurpe point, & qu'il n'appartient qu'au Roi seul de la donner.

Il est vrai qu'elle étoit autrefois acquise aux Grands Vassaux, & sur ce principe les Marquis, les Comtes, & les Barons, pourvus de Lettres de légitime Erection, y peuvent prétendre de droit; mais puisque l'on a établi des Régles & des Cérémonies à l'Ordre de Chevalerie, & puisque les enfans des Rois, des Princes & grands Seigneurs s'y sont soumis depuis cinq-cent ans & plus,

plus , puisque , dis-je , ils ont tenu à honneur d'être faits Chevaliers de la main du Roi , ceux-ci ne se feront point de déshonneur d'obéir à une Loi si ancienne dans l'Etat. C'est le seul expédient qu'il y aie de leur rendre le Rang qu'ils ont perdu dans cette grande confusion de Chevaliers : & si le Roi Louis XIV , dont les Actions sont consacrées à l'immortalité , avoit entrepris cette réforme comme il a fait celle de plusieurs autres abus , ce qui lui a acquis le glorieux titre de Restaurateur de l'Etat , il auroit rétabli d'une seule parole cet ancien Corps de la Chevalerie Française qui étoit la principale force du Royaume.

Ceux dont le Roi distinguera la naissance , seront obligés de signaler leur Chevalerie à son service. S'il en fait une récompense pour les autres Nobles , qui ne soient point de ces Nobles de nom & d'Armes issus de ces anciens Vassaux , mais de simples Gentilshommes , jouissant depuis longtems des Privilèges de Noblesse , il reveillera cette ancienne émulation des Ecuiers , qui leur faisoit affronter toutes sortes de périls pour parvenir à l'ordre de Chevalerie , & pour tenir le second rang après les Pairs & anciens Barons de France.

Sa Majesté s'y disposera peut-être d'autant plus volontiers , si elle fait réflexion sur l'intérêt qu'elle a de rétablir cet Ordre ; car comme la Chevalerie engageoit par honneur au service Militaire , & comme l'ambition de parvenir invitoit toute la jeune Noblesse

à la profession des Armes , c'est cequi a comme prescrit le devoir des Fiefs , dont on s'acquittoit par ces glorieux motifs ; mais aujourd'hui qu'ils ont cessé , l'on peut douter avec justice si la Noblesse ne se rendra point enfin plus incommode qu'utile à l'Etat , par cette nombreuse quantité de Chevaliers & d'Ecuiers , qui ne se battent plus que pour les droits honorifiques des Paroisses , qui ne se font pas tant remarquer dans la guerre étrangère que dans les guerres Civiles , & bien souvent dans le mauvais parti.

Il est vrai qu'il y auroit moins de Seigneurs & moins de Dames ; mais la nécessité qu'on imposeroit de mériter ce qui ne se pourroit plus usurper , produiroit des effets très avantageux par une honnête & nécessaire émulation ; ce ne sera pas une nouveauté , mais la pratique de l'ancien usage , que je me contenterai de prouver par les exemples de Robert second , Duc de Bourgogne , Prince du Sang & Pair de France , & de Françoisse d'Anjou Comtesse de Dammartin , pareillement issuë du Sang des Rois de Sicile. Ce Duc est par honneur qualifié Chevalier dans les Lettres du Don que lui fit Hugues quatrième son pere , de la Duché & de la Pairie de Bourgogne , l'an douze-cent septante-deux ; & Françoisse d'Anjou étant demeurée Veuve avant que son Mari eût été fait Chevalier , elle n'est qualifiée que Mademoiselle & non Madame. Cependant si l'on m'oppose des titres,  
ou

où des femmes d'Ecuier se qualifient Madame , c'est qu'elles étoient Veuves en premières nôces de quelque Chevalier , qui leur avoit communiqué le caractère de la Chevalerie , qui étoit ineffaçable. Il n'y avoit que les filles des Rois qui méritassent cet honneur par excellence , avant que d'être mariées , parce qu'on les honoroit de la qualité des Reines ; & cela s'étendoit si peu aux filles des autres Souverains , que c'est assez de citer l'héritière de la maison de Bourgogne Princesse des Pais-Bas , qu'on appella toujours Mademoiselle de Bourgogne jusques au jour de ses nôces avec le Roi des Romains.

*Fin de l'Histoire de la Pairie de France  
& du Parlement de Paris.*



TRAI-



# T R A I T É D E L A P A I R I E D'ANGLETERRE,

Par MR. de G \* \* \* .



**C**E qu'on appelle présentement Paires  
 en Angleterre, autrefois Baronages, dans  
 le même sens que ce mot avoit en France  
 & ailleurs, est un Corps composé de tous  
 les Nobles tirés du Roïaume, Princes,  
 Ducs, Marquis, Comtes, Vicomtes, &  
 Barons proprement dits, appellés autrement  
 Lords, & dans lequel sont aussi compris  
 les Archevêques & les Evêques, qui en  
 qualité de Pairs ont séance au Parlement.  
 Tous ces Titres portent avec eux la Pairie,  
 & tous les Lords sont Pairs.

Dans l'ancienne Origine, on trouve que  
 tous ceux qui ont présentement le titre de  
 Pair, étoient appellés *Magnates* ou *Barones* :  
 mais le premier nom étoit plus fréquent.

Les



Les Anglois avoient alors cela de commun avec presque toutes les Nations qui avoient secoué la domination de l'Empire Romain; ainsi tout ce qui se trouve dans les Histoires plus anciennes que les Normans, où il est parlé des *Duces*, *Comites*, *Consules*, & autres semblables Dignités, se doit entendre suivant l'usage commun parmi ces autres Nations, & n'a aucun rapport à celle dont il s'agit.

Sous les Rois Saxons, & sous les Danois, on trouve que plusieurs Seigneurs possédoient des Domaines plus ou moins considérables, comme des Fiefs qui ne relevoient que des Rois, & par cet engagement ceux qui les possédoient étoient obligés à la fidélité, & à certains services en tems de guerre, aiant au reste une entière autorité sur ceux qui étoient dans l'étendue de leurs Terres. On appelloit ces Seigneurs *Thani*, dont on trouve beaucoup de choses dans les Histoires, & dans les Loix Saxones.

Guillaume le Conquerant s'étant rendu maître de l'Angleterre, fut fort liberal à faire de semblables concessions, & il en donna non seulement à la Noblesse Normande, qui étoit venue avec lui, & qui a donné origine aux meilleures Maisons d'Angleterre, mais aussi aux Eglises & aux Abbayes qu'il fonda. \* Ces Domaines furent don-

\* Il y ajouta la servitude des Baronies Ecclesiastiques & Séculières, au lieu que du tems des Saxons tous les Fiefs qu'a-

donnés & possédés en la même manière qu'en France , & selon le Droit commun des Fiefs ; tous ceux qui les possédoient s'appelloient Barons , & cela suivant l'opinion de plusieurs Savans , parce que suivant la Coutume de France les mâles seuls en étoient capables , & ils ne pouvoient passer aux femmes ; l'usage de ce mot Latin est encore conservé dans la Langue Espagnole.

Il y eut ensuite deux sortes de Barons , *Majores & Minores*. Les premiers étoient ceux dont les Terres & Seigneuries relevoient immédiatement de la Couronne *tenentes de Rege in Capite*, pour se servir des termes des Jurisconsultes Anglois ; *Minores* étoient ceux qui relevoient des premiers , & non pas immédiatement de la Couronne. \*

On tient pour certain qu'autrefois tous les Barons du premier Ordre étoient ceux qui possédoient les principales Charges de la Cour & de la Justice , qui étoit en ce tems-là administrées par des gens d'Epée , ou par des Ecclésiastiques , comme on le voit encore en Pologne ; ils étoient aussi les Conseillers nés des Rois , & sur-tout dans le Parlement , qui étoit considéré comme le suprême & général Conseil de toute la Nation. Presque tous les Auteurs Anglois en conviennent , & com-

qu'avoient les Ecclésiastiques étoient donnés *in puram & liberam Eleemosynam*. Voyez Heylin de *Pavitate Episcopi*.

\* Chaque Seigneur ou Comte avoit ses Vassaux appelés *Barones comitatibus*.

*Baronia* est expliqué *Magna servientia*.

comme en ce tems-là, on n'observoit pas tant de formalités, & que les Communes n'étoient pas, comme présentement, partie de ce Conseil, les Rois y admettoient ceux des grands Barons qui se trouvoient près de leur personne, & mandoient les autres suivant qu'il leur plaisoit; mais ils ne pouvoient pas empêcher ceux qui vouloient venir au Parlement de s'y trouver en toute liberté. \*

Comme le nombre de ces Barons se trouva ensuite fort augmenté, & qu'outre le desordre, que causoit la multitude, les divisions & les rébellions, qui n'ont jamais manqué en Angleterre, donnoient lieu à plusieurs Barons de venir à ces assemblées sans être mandés, seulement à dessein de troubler, & que quelquesfois ils refusoient d'y venir, on commença avant le regne de Jean, sous Richard premier, & peut-être avant, de mettre en usage la distinction qui a donné lieu depuis à l'entier changement de cette Dignité, en n'appellant que les grands Barons au Parlement; & même après cela on n'y appelloit que ceux qu'il plaisoit au Roi. On appelloit alors, suivant l'ancien Traité † intitulé *modus habendi Parliamenta*, les Comtes, qui habebant terras & redditus usque ad valentiam Comitatus, hoc est viginti feoda unius Militis, quolibet feodo computato ad viginti.

Li-

\* Cela arriva particulièrement à l'occasion de la longue guerre qu'on appella la guerre des Barons.

† Il est imprimé dans le *Specilegium*. Voyez *Spelman Gloss.*  
6. Baro. Com. &c. Camden Britan.

*Libratis, quæ faciobant quadringenta Libratis in toto; Barones vero ad valentiam integræ Baronie, scilicet tredecim feoda, & tertiam partem unius feodi Militis, quolibet feodo computato ad viginti Libratis, quæ faciunt in toto quadringenta Marcas.* C'étoient ces Seigneurs ou Barons qui prétendoient être appelés *per Summonitionem & Brevia* \* pour se trouver au Parlement; mais malgré ce Droit les Rois Henri second, Richard premier, & Jean son Frere continuerent souvent à ne mander que ceux qu'il leur plaisoit: cependant ce dernier fut enfin contraint de s'obliger par un Acte public, d'y appeler désormais les Archevêques, Evêques, Abbés, Comtes, & *Majores Barones Regni.*

On avoit déjà commencé à ne considérer plus comme Barons, ceux qui n'étoient pas appelés au Parlement; Henri III, Successeur de Jean, ayant convoqué un Parlement en douze cent soixante-cinq, y manda six-vingt Prélats, & seulement vingt-cinq Barons Laïques, quoique de son tems on comptât plus de deux cent cinquante Baronies † majeures dans le Roïaume. Edouard premier son fils, non-seulement n'eut pas d'égard à ce qui avoit été ordonné par l'Acte du Roi Jean, mais il ne crut pas même être obligé de mander ceux que son pere Henri III. avoit appel-

\* *Summons & brief* en Anglois.

† Elles sont presque toutes éteintes présentement, ou si elles subsistent, ce n'est que par de nouvelles créations: les Fiefs & Terres auxquelles elles étoient attachées ne donnent plus le Rang de Lord, ni le Droit de séance au Parlement.

appelés; il fit la convocation comme il lui plut: desorte que c'est sous son Regne, que les Historiens disent \* que le titre de Baron, qui avoit été commun autrefois à toutes les personnes de grande qualité, ne demeura qu'à ceux que le Roi appella pour avoir voix au Parlement.

Cequi vient d'être dit n'a pas seulement rapport à ceux qu'on appelle proprement Barons par leurs titres, mais aussi aux Dignités supérieures, par rapport au Parlement, parce que plusieurs de ceux qu'on appelloit Barons dans les tems des troubles, sous Henri III. & Edouard premier, étoient Comtes & avoient de véritables investitures des Comtés qu'ils possédoient, & qui étoient fort différentes de cequ'elles sont présentement, comme on le dira ci-après. Ces Seigneurs donc, quoique titrés, n'eurent dans ces tems-là les honneurs du Parlement, qu'autant qu'il plut aux Rois de les y appeller, mais ils y conservèrent leur Rang, leur Dignité, & leur Autorité en toute autre chose. Quoique les Ducs soient les premiers en Dignité, ils ne sont pas pourtant les plus anciens en Angleterre, car le premier Duc créé par les Rois a été le fameux Prince de Galles Edouard, fils d'Edouard III, créé Duc de Cornouaille en treize cent trente-sept. Quand on voit des Ducs f  
mar-

\* Banés, Histoire d'Angleterre, 3.

+ Ce mot doit s'entendre dans le même sens chez les Historiens Anglois, que chez les Historiens des autres pays. Voir *Spekman, Dux, Camden.*

Smith, Selden, TITRES D'HONNEUR &c.



marqués dans Ufferius, & d'autres anciens Historiens, avant les Normans, cela doit s'entendre comme étant le nom d'une Charge ou d'un Commandement, mais non pas d'une Dignité Héréditaire, comme est celle de Duc suivant l'usage présent.

Quand les Ducs, les Comtes, & les autres Seigneurs titrés d'Angleterre sont appelés Pairs dans les anciens titres & Histoires, ce mot ne se doit pas prendre précisément dans le sens de la Pairie proprement dite, telle qu'elle est en France, mais dans un usage particulier aux Loix du Roïaume, pour signifier des personnes égales en Dignité; car on se sert encore de cette manière de parler pour les personnes vulgaires. Ainsi l'on dit dans les procès criminels, \* que chaque Anglois doit être jugé par ses Pairs, c'est-à-dire que les Jurés, qui sont Juges du fait, doivent être de même qualité que les accusés; ainsi un Gentilhomme est jugé par douze Jurés à peu près de sa qualité, qu'on appelle ses Pairs; & c'est en ce sens qu'il doit s'entendre des Seigneurs, parce qu'en affaires criminelles les Jurés doivent être Seigneurs. Cela n'a rien de commun avec le Privilège de nos anciens Pairs d'être jugés à la Cour des Pairs: aussi l'on ne croit pas qu'il soit facile de trouver que cette qualité de Pair, qui est présentement commune à tous

\* Chart. magna v. 29. Nec super eum ibimus liberum dominem, nec super eum mistemus, nisi per legale iudicium Parium suorum.

tous les Seigneurs ou Lords, ait été autrefois employé dans l'usage qu'elle a présentement en Angleterre. Il y a beaucoup d'apparence que les Anglois, qui imitent les manières de France en beaucoup de choses, & qui par leurs anciennes Histoires reconnoissent quel cas faisoient leurs premiers Rois Normands de la qualité de Duc de Normandie, à laquelle étoit attachée la Pairie, ont introduit cette nouveauté, en appelant Pairs ceux qui à proprement parler ne le sont point de la même manière, mais seulement des Gentilshommes distingués des autres, en grand nombre & tous égaux. L'usage de ce titre dans son véritable sens, peut leur être venu d'Ecosse, où, suivant le témoignage de Thomas Walsingham, & de Knighson, il y eut un établissement de douze Pairs Ecclesiastiques, autant de Comtes, & autant de Barons, pour régler les affaires du Royaume; quoique ces passages puissent avoir un autre sens.

Les titres de Duc, de Marquis & de Comte sont les plus anciens; ceux qui en étoient revêtus autrefois en Angleterre avoient le Domaine temporel d'une partie des lieux ou territoires dont ils portoient les noms; ainsi un Duc de Cornouaille étoit dans une entière jouissance du Domaine de ce pays-là, & même ordinairement le Roi leur donnoit une partie \* des Droits d'amendes, confiscations

\* Le tiers ou plus. On trouve différens titres de pareilles donations.

cations & peines pécuniaires. De même, un Comte avoit Domaine & Jurisdiction dans sa Comté ; il étoit Gouverneur du Pais, & ne reconnoissoit d'autre Supérieur que le Roi, dont il relevoit directement, n'étant obligé qu'aux devoirs généraux de fidélité, d'hommage, & de service personnel, & à quelques autres devoirs particuliers, qui étoient spécifiés dans les Lettres d'Investiture. Il en étoit de même des Marquis. Les Vicomtes étoient d'une qualité qui n'étoit considérée que comme ministériale, & dépendoient des Comtes & des Rois : de sorte que dans plusieurs anciens Titres & Historiens, on voit que les fonctions des Vicomtes de ces tems passés étoient celles des Officiers qu'on appelle présentement grands Cherifs, qui sont comme des Lieutenans-généraux de nos petites Villes, quoique les pouvoirs ne soient pas tout-à-fait les mêmes.

Les Barons étoient généralement, comme on a dit, tous ceux qui tenoient des Fiefs relevans immédiatement de la Couronne ; & comme il n'y en avoit point qui n'eût un Château, qui étoit comme le Chef-lieu, qui avec ces circonstances faisoit proprement la Baronie, ces anciens Barons étoient véritablement en possession des Seigneuries dont ils portoient le nom. Ce sont-là ceux que les Jurisconsultes Anglois appellent *feudales*, qui descendent des anciens, à qui Guillaume le Conquerant ou ses Successeurs avoient donné divers Domaines en

foi & hommage, ou qui ont succédé à ces premiers, dont on trouve le nom & les lettres dans le Registre appelé *Domesdye*, dressé en ce tems-là.

Du nombre de ceux-là il peut en rester quelques-uns qui ne sont à présent que simples Gentilshommes, n'étant point Lords ou Pairs du Roiaume; parce que, comme il a été dit, tous ces anciens Barons perdirent leur ancienne Prérogative sous les Rois Jean & Henri troisième.

Depuis ces deux Regnes ont commencé ceux qui aiant été appelés au Parlement, demeurèrent en possession des honneurs de la Baronie, & qui étant véritablement Barons, ne le furent pas créés d'abord par ces Rois & leurs Successeurs, mais furent seuls reconnus pour tels à l'exclusion de la plus grande partie des premiers. Comme ils avoient été appelés au Parlement *per Brevia*, quoique ce ne fût pas une création, cependant, comme ce fut le titre en vertu duquel ils conservèrent l'honneur que les autres perdirent, on les met dans une seconde Classe, de même que s'ils avoient été faits Barons ou Lords par ces Lettres: ce qui n'est pas vrai néanmoins; car les anciennes formules ne contiennent autre chose, sinon qu'ils se rendissent tel jour au Parlement qui devoit se tenir en tel lieu. Dans les premières qui se trouvent dans les Rolles du Parlement du tems d'Edouard premier, il y a cette clause: *Vobis mandamus in fide & homagio quibus nobis te-*

*nemini*, cequi marquoit la foi & l'homage qu'ils devoient au Roi pour leurs Fiefs; au lieu que dans celles d'Edouard troisiéme, on met *in fide & allégiantia quibus nobis tenemini*, cequi étoit plus général, & ne regardoit que la fidélité que le Sujet doit à son Souverain. C'est cequi fait croire que la création des Barons & Lords par Lettres Patentes, sans qu'ils eussent des Fiefs relevant immédiatement de la Couronne, peut avoir commencé sous le Regne de ce Prince, qui fut long, heureux, & assez paisible.

Cependant le plus ancien exemple de semblables créations est de l'an treize cent quatre-vingt-sept, l'an huitième de Richard second, qui créa Jean Beauchamp de Hotte Baron de Kiderminster. C'est peut-être le premier titre dans lequel l'on trouve les simples Lords ou Barons appelés Pairs du Roiaume. Voici la forme des Lettres. *Rex salutem: sciatis quod pro bono servitio quod dilectus & fidelis Miles noster Joannes de Beauchamp de Hotte, Senescallus hospitii nostri, nobis impedit, ipsum Joannem in unum Parium & Baronum Regni nostri Angliæ præfecimus, volentes quod idem Joannes & hæredes masculi de corpore suo exeuntes, statum Baronis obtineant ac Domini de Beauchamp, & Barones de Kiderminster nuncupentur.* C'est par cette sorte de création qu'ont été faits depuis tous les Barons ou Lords d'Angleterre; ils ont été appelés Pairs par rapport aux Ducs, Comtes, ou au-



autres titres supérieurs, parce qu'à l'exception du Rang, & de quelque distinction dans les Titres, les Robes de Cérémonie, & autres points qu'on expliquera dans la suite, ils ont tous les mêmes Privilèges.

Ainsi l'on voit que la véritable Origine de la Pairie d'Angleterre est de tenir des Terres Nobles en Fief, relevantes immédiatement de la Couronne, & d'avoir des Baronies, Comtés, ou autres grands Domaines. C'est par ce Titre que la plupart des Archevêchés & Evêchés d'Angleterre jouissent des honneurs de la Pairie, entr'autres de la séance au Parlement. L'Archevêque de Cantorbery comme Primat, & par une coutume immémoriale, a le Rang & les honneurs des Ducs, \* & même les précède. Les autres Evêques, au lieu que dans les pays d'Etats, comme en Allemagne, en Hongrie, & en Pologne ils précèdent les Sénateurs Séculiers, en Angleterre n'ont Rang que comme premiers Barons; même l'Evêque de l'Isle de Man, relevant pour la temporalité des Comtes de Darby de la maison de Staniey, n'a par cette raison aucune séance au Parlement.

Les

\* A l'exception de ceux du Sang Royal, *non sedemus hic Episcopi, sed Barones, nos Barones, vos Barones pares hic sumus*, paroles des Evêques au Parlement de Northampton sous Henri II. Stharford Archevêque de Cantorbery, sous Edouard III, allant au Parlement sans être appelé dit, *Ego tanquam major. Per Regni post Regem, & primam vocem habere debens in Parlam. &c. vide Antig. Brit. Heylin p. 742.*

Les Abbés de Westminster & plusieurs autres, le grand Prieur, & les grands Maîtres du Temple & d'autres Ordres Militaires, aiant des Baronies qui relevoient immédiatement du Roi, ont eu séance au Parlement avant le changement de Religion.

Il reste encore une marque certaine de cette autorité, en vertu de laquelle Jean & Henri trois prétendoient pouvoir appeller au Parlement qui bon leur sembloit; c'est que par les Loix d'Angleterre, un Seigneur qui n'est pas Majeur ne peut prendre séance dans la Chambre-Haute durant la tenuë du Parlement; \* cependant les Rois prétendent qu'en vertu d'un *Writ* ou Lettres de convocation du Parlement, ils peuvent y faire prendre séance à ces jeunes Seigneurs, & Guillaume III. l'a fait dans son dernier Parlement.

Autrefois les Comtés & autres titres supérieurs donnoient, comme il a été dit, le Domaine & les *Regalia* dans les lieux. Depuis longtems tous ceux qui sont revêtus de ces Dignités n'en ont plus que le titre; le Domaine utile & toute la Juridiction en est demeurée au Roi.

Richard quatrième avoit fait beaucoup de semblables donations: mais les Communes, dont l'autorité étoit augmentée à mesure que

\* Il y en a quantité d'exemples presque tous de fils de Ducs, Comtes &c. Mais le Roi les a quelques-fois dispensés de cette Loi.

que celle des Seigneurs diminueoit, \* obtinrent dans le Parlement de l'année treize de son Regne, que toutes ces donations seroient cassées, & même que les Châteaux ou Villes qui étoient le Chef-lieu, demeureroient indépendantes des Comtes & autres Seigneurs. Présentement il n'y a aucun revenu attaché à tous ces titres, si ce n'est une petite pension que le Roi assigne pour la forme: mais la plupart des Baronies ne sont pas sans revenu; car comme étant des titres attachés à des Terres qui sont la plupart considérables, elles sont riches aussi, à proportion des biens de ceux qui les possèdent, & c'est en cela qu'elles conservent plus l'usage ancien que les Duchés, Comtés &c. mais ce n'est pas le Roi qui donne ces biens.

Les Privilèges des Pairs sont grands en Angleterre: étans considérés Conseillers-nés du Roi, ils ont presque les mêmes exemptions que les Députés des Communes ont durant la tenue du Parlement.

Ils ne peuvent être arrêtés pour dettes, mais seulement pour trahison, felonie, perturbation du repos public, & autres pareils cas.

Dans les Procès criminels, ils ne peuvent être soumis par le Jugement du fait à d'autres Jurés qu'à des Pairs leurs Confrères.

Quand

\* Un Seigneur qui a un ou plusieurs fils, ne peut les faire entrer au Parlement.

Quand ils sont nommés Jurés pour juger un autre Pair, on ne les oblige pas à prêter serment, comme y sont obligés les personnes d'un moindre Rang, mais on se contente de leur parole d'honneur.

Jusques en ces derniers tems, ils avoient par la même raison été exemts de prêter le serment de suprématie & de fidélité à l'ouverture des Parlemens, mais ils ont perdu ce Privilège par l'Acte qui établit celui du Test, & qui les y soumit en mil six cent septante-sept, à l'exemple de celui d'allégeance établi par Jaques premier.

Quand ils sont déclarés coupables par les Jurés, & qu'il faut faire leur Procès, ils ne peuvent être condamnés à mort, ou absous, que par le grand Sénéchal, ou comme on l'appelloit aussi, *magnus Angliae Justiciarius*, dont la Charge est éteinte depuis longtems, parce que l'autorité en étoit trop grande, puisqu'un de ces Sénéchaux\* fit mettre en prison Henri cinq, Prince de Galles, & Héritier présomptif de la Couronne, parce qu'il lui avoit fait insulte dans le tems qu'il tenoit son audience : c'est pourquoi dans les Procès criminels des Pairs on crée un grand Sénéchal, seulement pour ce Jugement.

On ne peut, pour quelque cause que ce soit, les mettre à la torture, quoi qu'accusés ou convaincus de haute trahison.

On leur coupe la tête, au lieu que les autres sont pendus ou écartelés.

Ils

\* William Gascoigne.

Ils peuvent nommer un autre Pair pour donner sa voix pour eux en leur absence du Parlement. Dans toutes les affaires civiles & criminelles , leur témoignage est reçu sur leur parole , sans qu'ils prêtent serment.

Ils avoient autrefois le Privilège du Clergé, qui est la rémission de la peine de mort pour la première fois à cause d'un meurtre non prémédité , sans être condamné d'être marqué à la main avec un fer chaud.

Quand ils passoient dans les forêts des plaisirs du Roi , ils pouvoient tuer deux ou trois daims ou chevreuils , sans encourir les peines portées par la Loi contre la chasse. On ne peut aussi les obliger d'être Jurés dans d'autres affaires que celles de leurs Confrères.

Il y a aussi une ancienne Loi pour mettre leur honneur à couvert , qui est , qu'ils peuvent poursuivre tout particulier qui a mal parlé d'eux , ou qui les a insultés ; & quand le fait est prouvé , on leur adjuge de grandes sommes pour réparation civile : cette Loi s'appelle *scandalum Magnatum*. Ils ont encore diverses prérogatives & quelques exemptions , dont néanmoins plusieurs ont été perduës dans les derniers tems , particulièrement celle de prêter serment en Justice & au Parlement , qu'ils avoient conservée durant tout le Regne d'Elizabeth , & dans les plus grands troubles pour la Religion. A présent il ne reste plus en Angleterre aucun Duc & Comte &c. qui le fût en vertu de ses anciens Fiefs, donnés



à ses ancêtres du tems des premiers Rois Normans , mais tous , dans leurs personnes ou dans leurs ancêtres , ont été créés par Lettres patentes qui passent au grand sceau.

Les Rois d'Angleterre ont le pouvoir de créer autant de titres qu'il leur plaît , & par une semblable création le plus petit Gentilhomme , & même plusieurs qui ne le sont pas , deviennent égaux aux premières Maisons.

Ils avoient ci-devant été fort réservés à créer des Ducs , & ce titre a été longtems affecté aux personnes du Sang Roial , qui ont même encore une distinction ; en ce qu'ils précèdent tous les Ducs ; mais elle ne s'étend qu'aux fils , freres , oncles , & neveux des Rois. La première Création du Duché est de treize cent trente-six , en faveur du Prince de Galles Edouard surnommé le Noir. Richard II. érigea un nouveau titre de Marquis de Dublin , \* en faveur de Robert & de Vert Comte d'Oxford son favori. Le nombre des Comtes étoit plus grand , & celui des simples Lords ou Barons encore plus ; mais il n'est venu au grand excès où il est présentement que depuis ce siècle.

Le Roi Jaques I. étant venu d'Ecosse voulut illustrer ses Créatures , & s'en faire de nouvelles : ce qu'il ne pouvoit faire plus aisément que par ces titres , qui ne lui coûtoient rien , qui augmentoient son parti dans

la

\* Il y a eu toujours très peu de Marquis.

la chambre des Seigneurs, qui tenoient lieu de toute récompense à des Maisons riches considérables, & qui donnoient l'Indigenat & le Rang en Angleteterre à plusieurs Ecois, qui sans cela n'auroient pû demeurer à la Cour avec dignité.

Charles I. établit encore divers nouveaux titres. Charles II. pout récompenser plusieurs Gentilshommes qui lui avoient été fidèles pendant sa disgrâce, en augmenta encore le nombre à son rétablissement; & durant le cours de son Regne, comme les enfans Naturels n'ont point de rang en Angleteterre par leur naissance, mais le prennent selon les titres qu'ils ont, il en donna à tous ses Bâtards, qui étoient en grand nombre: ainsi, au lieu qu'il n'y avoit qu'un Duc outre ceux du Sang Roial en mille six cent quarante, il s'en trouva huit ou dix en mil six cent quatre-vingt, & il augmenta les autres titres à proportion. Le Roi Jaques II. & le Prince d'Orange en ont fait autant: de sorte que présentement il faut que le nombre soit au moins le double de ce qu'il étoit au commencement de ce siècle.

Les Ducs, Comtes &c. se faisoient *per sertum in capite, annulum in digito & cincturam gladii*. La Couronne, l'Anneau & l'Epée, étoient les premières manières, auxquelles on a ajouté *Cartæ traditio*. Lerlin Duc de Clarence & Jean Duc de Lancastre furent créés Ducs par Edouard, III. *per Cincturam gladii, imposito capitibus pelleo pileo, & circulo ex auro & margaritis, & cartâ traditâ*. On y doit

y doit ajouter la baguette dorée, qu'on voit encore représentée aux sépultures anciennes des Ducs, Comtes &c. Il n'y a présentement presque aucune cérémonie que l'expédition des lettres; mais toutes celles de l'ancienne Chevalerie s'observoient autrefois fort exactement; & ces créations ne se faisoient par cette raison, que dans l'assemblée du Parlement. Mais quoiqu'on ait retranché une partie des Cérémonies, elles subsistent encore néanmoins en ce qui concerne l'habit solennel que les Pairs portent au Parlement, aux Sacres & aux grandes fêtes; ils ont la Robe ou Manteau fourré, l'épée, le bonnet fourré avec la Couronne autour, qui sont les Marques de leur Dignité, & les Ducs ont de plus la Verge d'or.

Il y a une distinction dans les habits, ceux des Ducs étant ornés d'un Collet d'Hermine, que les autres n'ont pas; de plus la grande différence est dans les Couronnes que les Ducs portent & celles des Marquis, des Comtes, des Vicomtes, & des simples Lords ou Barons: mais comme ces articles seroient trop longs à expliquer, & que la plupart doivent plutôt être peints que décrits, on peut voir ces habits & Couronnes dans divers livres de Blason & de Cérémonies, où ils sont exactement représentés.

Les Ducs ont le titre de *Grace* quand on leur parle, & lorsqu'on leur écrit celui de très haut très puissant & très Noble Prince. On peut voir sur tout ceci l'Etat d'Angleterre de Chamberlaine.

Tous

Tous ces titres que le Roi d'Angleterre donne, sont héréditaires dans les Maisons en ligne masculine, & ils s'éteignent faute d'Hoirs mâles. Il y a peu d'exemples de Pairies Femelles héréditaires, & ils se réduisent à deux ou trois. Il n'y a sur cet article aucun principe général certain, ni de Droit commun, mais seulement le Droit particulier établi par les Lettres Patentes. L'avantage qu'ont les veuves titrées est assez grand, en ce qu'elles conservent le Rang de leur naissance ou de leur premier mariage, quand elles épousent en secondes nœces des personnes de moindre qualité.

On ne conteste point au Roi le Droit de nommer des titres à des femmes, & ils ont été donnés à plusieurs, comme à Madame de Kleveland, Madame de Portsmouth &c.

Tous les Pairs prennent Rang selon l'antiquité de l'Erection de leurs Pairies. Il y a pourtant des exemples que des Pairs de nouvelle création ont précédé les autres du même Rang. Henri Beauchamp étant Comte de Warwick, Henri VIII. lui donna la préséance sur le Duc de Buckingham, mais non pas sur le Duc de Nortfolk. Edmond de Hadam étant Comte de Richemont, obtint du même Roi son frere uterin, en mille quatre cent cinquante-trois, de précéder tous les Comtes, & de marcher immédiatement après les Ducs. Le Roi Jaques I. fit la même grace à Charles Howart Comte de Nottingham, à cause de l'ancienneté de sa Maison & de

de la dignité de la Branche de Monbray, qui prend dans ses titres celui de premier Comte d'Angleterre. Le Roi Charles premier en usa de même à l'égard du Comte de Bambury ; mais avec cette différence qu'il n'eut pas la préséance sur les anciens Comtes , & elle ne lui fut donnée qu'avant ceux que ce Prince avoit créés depuis son avènement à la Couronne. Il donna aussi la préséance à Milord Montjoy , mais avec une plus grande restriction , seulement sur les Barons créés avant lui la même année : ainsi les Rois ont été communement maîtres absolus de régler ces honneurs.

Quand un Titre est devenu vacant & caduc faute d'Hoirs mâles , s'il est rétabli dans la suite , ceux qui en sont revêtus ne prennent Rang que selon la date de la nouvelle érection : c'est de l'usage commun, suivant lequel le Duc de Richemond fils naturel du Roi Charles second , prit séance après les Ducs d'Albermale , Monmouth & Newcastle nouvellement érigés , quoique le titre en sa première création fut plus ancien que ceux de Sommerfet & de Norfolk. Cependant à l'égard de celui-ci , comme il est depuis longtems le premier Duché d'Angleterre † , excepté ceux qui sont présentement affectés au Sang Royal , Thomas Howard Comte d'Arundel & de Surrey obtint en mille six-cent quatre le rétablissement de cet honneur dans sa personne , quoique le

† De l'année 1398.



le titre fût vacant depuis mille cinq - cent septante-deux , & il fut en même tems rétabli dans la préséance sur tous les Ducs , ce qu'il a conservé depuis.

Les Princes du Sang Royal ont un Rang à part , & ne prennent point celui de leur Duché. C'est une Coutume fort ancienne & fondée en raison , que comme autrefois une Duché ou Comté comprenoit beaucoup de Domaines & un nombre de Vassaux , on donne aux Ducs , & à proportion aux autres , jusqu'aux Barons exclusivement , des titres particuliers de Comtes , Barons &c. d'autres lieux que celui dont ils portent le nom , & sous lequel est faite l'Erection. Par exemple , voici les titres que prenoit le vieux Duc de Buckingham ; George , Duc , Marquis , & Comte de Buckingham , Comte de Coventry , Vicomte de Williers & Baron de Waddon. Le feu Duc de Monmouth étoit par les Lettres de sa création Comte de Dunkaster , & Baron de Kendal. Le Marquis d'Excheester , Comte de Kingston , Vicomte de Newark , Lord ou Baron de Pierre-Point.

Ces titres se donnent par honneur à leurs Enfans , l'ainé aiant le plus honorable ; ainsi le Comte de d'Amby , créé Duc de Leeds par le Prince d'Orange , fit appeller son fils aîné Marquis de Karmarthon , qui auparavant , durant que son pere jouissoit de ce second titre , s'appelloit Comte de d'Amby ; mais ces titres ne se donnent que par hon-

neur, & ne portent avec eux ni séance dans le Parlement, ni d'autres fonctions essentielles : encore moins se peuvent-ils transmettre aux Enfans sans de nouvelles Lettres. La seule Prérogative que les Enfans des Seigneurs ont par leur naissance, est que les fils aînés des Ducs marchent après les Marquis, dont les fils aînés marchent après les Comtes, & les fils aînés de ceux-ci après les Vicomtes avec les Cadets des Marquis, & après les Barons ou simples Lords suivent tous les autres Cadets des Maisons titrées.

*Fin du Traité de la Pairie d'Angleterre.*



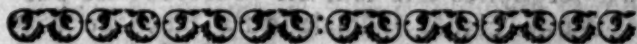


## T R A I T É

D E S

P A I R I E S F E M E L L E S

D' A N G L E T E R R E ,

Par M<sup>r</sup>. de G \* \* \*.

**L**ES Loix & anciens Usages d'Angleterre  
 excluent les Femmes des Titres, qui por-  
 toient avec eux la Baronie majeure, & cela  
 conformément à la Coutume d'Angleterre,  
 & de quelques autres Pais, où les grands  
 Fiefs deviennent caducs quand les héritiers  
 mâles viennent à manquer: ainsi les femmes,  
 & ceux qui pouvoient n'avoir de droit que  
 par elles, n'ont dans les premiers tems joui  
 des honneurs de ces anciennes Pairies, ni par  
 leurs institutions, ni par succession en vertu  
 du Droit commun, mais seulement par Pri-  
 vilège. Cela paroît assez extraordinaire dans  
 un Pais où la Loi Salique n'a point de lieu  
 pour la succession à la Couronne, au lieu  
 qu'en Espagne, en Pologne, & en Hongrie,

les femmes peuvent porter des grandes Seigneuries, qui donnent la Grandesse, le Rang Senatorial, & quelquesfois des Charges héréditaires dans les Maisons de ceux qu'elles épousent, comme aussi à leurs héritiers collatéraux.

Mais l'Usage commun & le Droit ancien, qui subsistent encore à présent, est qu'une Baronie, Comté, Marquisat & Duché érigés en faveur d'un tel pour lui & ses Hoirs mâles nés en légitime mariage, ne passent point aux filles, & par conséquent aux maris qu'elles épousent, à moins que les Lettres Patentes par lesquelles une semblable Dignité est érigée en faveur de leurs auteurs, ou par lesquelles elle leur est conférée, ne portent une clause spéciale qu'à faute de mâles les filles pourront en jouir & les transmettre à leurs maris & à leurs héritiers.

Cela s'est fait en deux manières, l'une quand cette Dignité étoit attachée à une Terre ou Baronie avec la clause ci-dessus, l'autre, quand les titres n'étoient que des simples honneurs sans Domaine, comme sont à présent presque toutes les Dignités Séculières d'Angleterre, il étoit porté par les Lettres Patentes que la Seigneurie, Duché, Comté &c. passera à tels ou tels; car comme les Rois sont entièrement maîtres de tous les honneurs, ils n'ont pas eu sur cela de règle certaine.

Ces honneurs consistent à avoir le Rang, la Couronne, & les autres marques extérieures de la Dignité, l'accompagnement & place

place aux Sacres, & autres fonctions, comme les femmes de ceux qui sont revêtus des mêmes titres : car comme les femmes ne sont pas capables d'exercer les principales fonctions des grands Officiers, & qu'elles ne peuvent entrer au Parlement, qui est en Angleterre le principal de tous les avantages de la Pairie, elles ont seulement ce Droit quand par leurs Lettres Patentes elles peuvent porter la Pairie dans une famille par mariage. Ce Droit qui étoit comme éteint, revit en la personne de leurs maris & de leurs enfans.

Il y a même en autrefois des contestations sur ces Dignités héréditaires dévoluës aux femmes, & les Juges étoient assez partagés dans leurs avis. Il y en a quelques exemples dans Bracton.

Les Rois les ont terminées selon qu'il leur paroïssoit le plus convenable à leurs affaires ; ainsi, après la mort de Ranulf de Blondeville, Comte de Chester, en douze cent cinquante-trois, Jean Scot fils de David Comte de Huntingdon & de Mahaut sœur de Ranulf qui étoit l'aînée d'autres sœurs, lui succéda par le droit de sa mere à toute la Comté, à l'exclusion des autres qui y demandoient part, & cela nonobstant les avis de plusieurs Juges, qui admettoient la maxime que, *Fus gladii dividi non potest, ne, si caput in plures particulas dividatur, jura Comitatum & Baroniarum deveniant ad nihilum per quod deficiat Regnum, quod ex Comitatibus & Baronibus dici-*



*tur constitutum.* Ils disoient cependant, que quand il y avoit plusieurs Châteaux dépendans d'une Comté, & en faisant partie, ils pouvoient & devoient être partagés entre les filles; néanmoins Jean Scot l'eut tout entier par jugement du Roi Henri trois, *netantia hereditas inter colos deduceretur*, dit Mathieu Paris. Ce Jugement donnoit droit aux enfans des autres sœurs de prétendre à la succession en cas qu'elle vint à être ouverte; cependant Jean Scot étant mort sans enfans, Henri trois donna la Comté de Chester, qui est la première d'Angleterre, avec le titre de Palatin & de grandes Prerogatives, à Edouart son fils aîné, & elle a été depuis unie à la Principauté de Galles & à la Couronne.

On voit par cet exemple, & par d'autres qu'on pourra citer, que la Jurisprudence d'Angleterre a souvent varié sur cet Article, & que même on n'en peut tirer aucune conséquence certaine pour les Pairies selon l'usage présent, puisque toutes ces anciennes Baronies étoient féodales, & que présentement elles sont toutes fondées uniquement sur des Lettres Patentes, & ne sont que des titres honoraires.

Il reste une preuve de l'ancien Usage touchant les Dignités qui ont passées aux femmes, parce qu'elles étoient attachées à certains grands Fiefs; & cet exemple est d'autant plus considérable, qu'il n'a encore reçu aucune atteinte: c'est dans la Comté d'Aundel, qui a cette distinction par-dessus tou-

toutes les autres qui sont en Angleterre , que la Dignité de Comte est attachée au Château & Seigneurie d'Arundel. Elle a été possédée depuis mille soixante-sept jusqu'en onze cent deux par Roger , Hugues & Robert de Montgommery , qui en fut dépouillé par Forfaiture ; ensuite elle passa dans la maison d'Aubigny , ou Abeney comme écrivent les Anglois , dont il y eut cinq Comtes d'Arundel : Hugues le dernier mourut sans enfans en douze cent quarante-trois. Richard Fitz-Allen descendu d'Isabelle sœur de Hugues , prétendit & obtint en justice le titre de Comte d'Arundel , & il y en eut quatre autres de la même Maison jusques à Thomas , qui mourut en mille quatre-cent & seize. Jean Mowbray Duc de Nortfolk , étant le plus proche héritier , prétendit aussi être Comte d'Arundel ; Jean Fitz-Allen , qui étoit en possession du Château & de la Seigneurie , lui disputa ce titre , & gagna son Procès. En vertu du même droit cette Comté est rentrée depuis en mille cinq-cent septante-neuf dans la maison de Howard de la Branche des Ducs de Nortfolk ; car Philippes Howard , fils de Thomas Duc de Nortfolk , comme fils de Marie Fitz-Allen devint Comte d'Arundel , & ce titre fut réuni dans ses descendans qui sont devenus Ducs de Nortfolk.

Cette même Maison a eu la Duché de Nortfolk par la succession de Mowbray , dont le premier qui a porté le titre de Duc de Nortfolk

étoit Thomas fils de Marguerite , créée Duchesse de Nortfolk par le Roi Richard second , après la mort de son pere Thomas , dit de Brotherton , cinquième fils d'Edouard premier Comte de Nortfolk , & grand Maréchal. Comme sa fille aînée & principale héritière , elle conserva la Comté de Nortfolk , augmentée du titre de Duché ; mais elle demanda à être maintenue en possession de la Charge de grand Maréchal au Couronnement de Richard second , offrant d'en faire faire les fonctions par un Député qu'elle nommeroit : elle n'obtint pas sa demande , mais elle ne laissa pas que de prendre le titre de Maréchale. Les Historiens & Antiquaires d'Angleterre , n'osent assurer qu'elle n'ait pas joui de cet Office , prétendans que trois personnes qui l'ont exercé , jusqu'au Lord Henri Percy qui fut député pour cela par Richard second à son Couronnement , n'ont faits les fonctions de cette Charge que comme Députés de cette Princesse. Cette Dignité passa ensuite à Thomas Mowbray , Comte de Nottingham & Duc de Nortfolk , petit-fils de Marguerite par sa fille Elisabeth , femme de Jean Lord Mowbray.

Ces exemples font voir qu'autrefois non-seulement les titres qui portent Pairies , mais aussi les Charges de la Couronne tomboient en quenouille , cequi se doit néanmoins entendre , non pas d'un Droit commun , mais d'un Privilège acquis par les Lettres Patentes.

Mais

Mais comme ces faits anciens ne peuvent être éclaircis que par une longue recherche & un trop grand détail, voici des exemples qui sont plus près de notre tems.

Marguerite, fille de George Duc de Clarence, fut créée Comtesse de Salisbury par Henri huitième.

Anne de Boulen fut créée Marquise de Pembrock en mille cinq-cent trente-deux par le même Roi.

Le Roi Jaques premier créa Elisabeth Finch Vicomtesse de Maidstone, & Charles premier la créa Comtesse de Winchelsey \* en mille six-cent vingt-huit; avec cette Prérogative que ses enfans mâles hériteroient de cette Dignité, comme ils en ont hérités en effet; car en mille six-cent trente-quatre Henri Finch son fils entra aux rangs & honneurs de Comte de Winchelsey; & son fils Heneage Finch, Ambassadeur à Constantinople, en a joui de même.

Charles premier, par Lettres Patentes de la dix-septième année de son Regne, créa Elisabeth Savage Comtesse de Rivers, quoique plusieurs Auteurs Anglois mettent cet exemple au nombre des restitutions aux honneurs possédés par les Ancêtres de ceux qui les ont obtenus. Le titre de Comte de Rivers a cela de particulier, qu'il n'est attaché à aucun lieu ou territoire, mais à une

\* Elle avoit épousé un simple Gentilhomme son Parent.

une Maison ancienne dont cette Elisabeth descendoit par femmes , & ainsi cet exemple peut encore servir pour autoriser les Pairies qui tombent en quenouille : mais il fallut de nouvelles Lettres , qui tinssent lieu de Création & d'Erection ; car ce titre de Lord Rivers aiant été possédé par trois mâles de la maison de Widville, dont étoit Elisabeth femme d'Edouard quatrième qui les fit Comtes , vauqua faute d'Hoirs mâles depuis mille quatre-cent nonante-un , jusqu'à mille six-cent vingt-six , que Charles premier le fit revivre en la personne de Thomas Durey , Vicomte de Colchester, pere de cette Elisabeth, épouse de Jean Savage Comte de Rivers.

Charles second créa Barbe Villiers Duchesse de Kleveland durant sa vie, avec la succession au même titre pour Charles & Georges Fitz-Roi ses enfans , qu'elle avoit eû de lui. En ces titres elle a eu par ses Lettres la qualité de Baronne de Nonsuch, & de Comtesse de Southampton , sans qu'aucun de ces titres pût passer à son mari.

Louise de Kerwel fut créée Duchesse de Portsmouth , à vie ; Elisabeth d'Acres Comtesse de Shepey , à vie ; Françoisse Baronne de Dudley , comme Héritière d'Edouard Sutton , Baron de Dudley ; Sara Corbet , Vicomtesse de Corbet , Veuve d'un simple Gentilhomme , à vie ; Catherine Baronesse de Clifton, Héritière de sa Maison autrefois illustre, conserve son Rang quoique mariée en premieres nôces à Milord Henri Obi-  
ren,



ren, Comte de Thomond en Irlande, ce-  
qui ne donne aucun Rang qu'après les Pairs  
d'Angleterre & d'Ecosse, & en secondes nô-  
ces au Chevalier Williamson; Susanne, Ba-  
ronne de Bellasise, à vie.

Voilà les Pairies possédées présentement  
par des femmes, qui, comme on l'a dit,  
n'ont de droit que par de nouvelles Let-  
tres Patentes. Quoique diverses Maisons aient  
des prétentions fort anciennes sur d'ancien-  
nes Seigneuries qui donnent la Pairie à ceux  
qui les possèdent, dans toutes les procédu-  
res qui ont été faites en pareilles affaires le  
seul fondement a toujours été la première  
concession; car quand elle a eu lieu, de  
manière qu'elle s'étendît jusqu'aux femmes,  
les services personnels dont la plupart de  
ces Seigneuries étoient chargées, quoiqu'ils  
ne pussent être exercées par des femmes,  
ne faisoient pas un obstacle, puisque la Loi  
leur permettoit de les faire exercer par leurs  
Députés, comme on a dit ci-devant en  
parlant d'Elisabeth, Duchesse de Nortfolk.

Il y a plusieurs Fiefs en Angleterre qui  
relèvent immédiatement du Roi avec obli-  
gation de certains services aux grandes Fê-  
tes, aux Sacres &c. Quand ces Fiefs tom-  
bent en quenouille, ou que ceux qui les  
possèdent ont un empêchement légitime, ils  
y peuvent commettre qui bon leur sem-  
ble; comme par exemple le Fief de Ser-  
vielsby dans la Comté de Lincoln, a cette  
obligation pour toute redevance, que quand  
le nouveau Roi sera Couronné, le Seigneur  
du

du Château & Terre de Servielsby , armé de toutes pièces , entrera dans la Sale du festin Roial , & defiera au combat à outrance quiconque osera nier ou contester son Droit à la Couronne. Ce Fief a passé par femmes à plusieurs familles , & quand ceux qui l'ont possédé n'ont pas été en état de faire cette fonction , qui est si bien réelle , que le même homme a donné le défi de bataille & jetté son gantelet pour le Roi Jacques second & pour le Prince d'Orange , ils peuvent commettre quelqu'un en leur place ; mais aussi les Jurisconsultes Anglois prétendent que les Rois peuvent refuser , s'ils veulent , de telles personnes commises par leur Vassal pour faire le service dont il est incapable , comme un Seigneur , disent-ils , peut refuser en certains cas de recevoir l'hommage de son Vassal.

Cela fut ainsi déterminé sous Henri quatre par les Chefs de Justice , dans la contestation entre le Duc de Buckingham & Henri de Bullingbrook , époux de Marie , fille de Humphrey de Bohun , Comte de Herefort , prétendant chacun l'Office de grand Connétable par le Droit de leurs femmes.

En cette occasion & en plusieurs autres , les Jurisconsultes Anglois distinguent deux sortes de Droits ou de Loix , l'une qu'ils appellent Loi commune , ou *strictum Jus* suivant laquelle ils disent que la Loi ne détermine pas les contestations qui arrivent entre

entre les Seigneurs pour leurs Titres, Noms, & Dignités, parce que comme on a dit, cela ne dépend que des Lettres que chacun d'eux peut avoir obtenu, & qui varient en diverses occasions selon la volonté de ceux qui les ont accordées ; l'autre est ce qu'ils appellent la Loi de Chevalerie ou de Courtoisie, par laquelle une femme de qualité, qui épouse en secondes nûces un homme moins titré que son premier mari, conserve son premier Rang & son premier Nom, ceque j'ai déjà dit plus haut : ainsi la Duchesse douairiere de Nortfolk, conservoit son Rang & son Nom, quoique mariée au Colonel Maxwel, qui fut tué à la Marfaille. Par cette même Loi de Chevalerie l'Héritier présomptif d'un Milord, d'un Comte, est appelé Milord. Comme ces Titres qui ne se donnent que par civilité, ne donnent pas à ces Seigneurs les Privilèges de la Pairie, à moins qu'ils n'aient succédés à leurs peres, ou qu'ils n'aient été créés Lords par Lettres Patentes, ainsi disent-ils, tout cequi se tire par induction des honneurs & prérogatives que les femmes ont par leur naissance, ou par le Rang de leurs maris, ne leur donne aucun Droit au préjudice de la Juridiction générale, qui en pareilles affaires roule sur deux principes.

Le général est, la manière de partager les Successions entre les enfans, qui exclut les femmes des Seigneuries & Dignités auxquelles la Pairie est attachée, puisqu'elle est

est éteinte de plein droit quand les Hoirs mâles viennent à manquer. Le principe particulier sur lequel se règlent les Juges , est le Privilège qui est l'effet des Lettres Patentes , suivant lesquelles , quand le Titre est accordé pour les femelles au défaut des mâles , elles en héritent , & elles le conservent , soit pour leur vie , soit en le transmettant à leurs enfans. Sans cela ces Titres & Pairies finissent en la personne du dernier Possesseur ; & il n'y a presque point de Duché , Comté , ou Marquisat en Angleterre , qui n'ait fini en cette manière , à l'exception du titre de Comte d'Oxford , qui depuis l'an mille cent cinquante-cinq , a été de mâle en mâle possédé par la Maison de Vere.

Quand on fait revivre un Titre éteint de cette manière , les Lettres Patentes sont toutes semblables à celles d'une nouvelle Erection , & l'on n'y remarque aucune différence , excepté en celles qui restituent à des personnes d'autres Titres , sur lesquels elles prétendoient avoir Droit par de plus anciennes Concessions , ainsi qu'il a été dit pour Arundel & d'autres Seigneuries.

Parmi les Baronies simples qui donnent le titre de Lord , & toutes les autres Prerogatives de la Pairie , celle d'Avergabeny est une des plus anciennes ; & elle a aussi cette distinction , qu'elle est entrée par femmes dans la Maison de Bruces , ensuite aux Cantelapes , & par leurs filles aux Hattings , puis aux Greys , de-là à William Beauchamp,

champ , & une fille de cette Maison l'a portée dans celle de Nevil , qui en jouït encore à présent.

Outre les exemples cités ci-dessus de la continuation des Pairies en faveur des femmes qui les ont transmises à leurs héritiers , il y en a plusieurs dans la suite des Comtes & Ducs de Warwick.

Marguerite , sœur & héritière de Thomas de Nowburgh sixième de cette Maison , porta le Titre & Seigneurie à ses deux maris ; ensuite , faute de lignée , William Manduit , fils d'Abite sœur de Valeran de Nowburgh quatrième Comte de Warwick , eut la Comté.

Il eut pour Successeur William Beauchamp , fils d'Isabelle , sœur héritière de ce William en mille deux-cent & soixante-huit. Il y eut de cette Maison cinq Comtes , & un Duc nommé Henri , qui mourut en mille quatre-cent quarante-neuf , & sa fille ayant été mariée à Richard Nevil lui porta la même Seigneurie , mais avec le seul titre de Comte , qui passa à George Duc de Clarence , mari d'Anne Nevil , fille de Richard ; il passa ensuite aux Dudley en mille cinq-cent quarante-sept , comme descendans de Marguerite Beauchamp , fille de Richard.

On peut encore trouver quelques semblables exemples dans les anciennes Duchés & Comtés , lorsqu'il y avoit encore des Domaines attachés : ils sont plus rares depuis que ce ne sont plus que des Titres



d'honneur. Pour les Baronies, le Roïaume est plein d'anciens Fiefs, qui étant titrés autrefois en Baronies relevantes immédiatement de la Couronne, possédées même par des personnes qui ont été autrefois mandées au Parlement par brevet, ne donnent cependant plus aucun Rang à ceux qui les ont; car la plupart ayant été partagées par des Filles ou par leurs Héritiers, les Terres sont demeurées, mais les Titres ont été éteints. On en trouve beaucoup dont l'origine est marquée par Camden, qui ajoute les familles à qui elles sont passées.

Il n'y a rien de particulier à dire sur les enfans naturels des Rois; ils n'ont aucun Rang en Angleterre que de simples Ecuers, ou autrement que de simples Gentilshommes; comme depuis peu l'on a vu dans la Sentence rendue par contumace contre ceux qui ont suivi le Roi. Monsieur Fitz-James depuis créé Duc d'Albemarle, n'y est appelé que Henri Fitz-James Ecuier. Ils n'ont d'autre Rang & d'autres Privilèges ou Prérogatives, que celle des Titres qu'on leur donne, sans que leur naissance leur procure aucune distinction dans le Roïaume d'Angleterre, comme dans tous les autres Etats de l'Europe: mais dans celui-ci, s'ils sont créés Ducs ils ne prennent Rang qu'après le premier Duc, & s'ils ne sont que Comtes, après le dernier Duc-Comte; par exemple, quand le Duc de Montmouth fut créé Duc en mille six-cent soixante-trois, il prit séance  
après

après le Duc d'Albermarle, le Duc de Richemond-Clenox après lui, car ce Titre étoit rétabli; ensuite le Duc de Southampton & de Grafton; le Duc de Barwick, fils naturel de Jaques second, qui est venu après, n'a eu Rang qu'après eux: Albemarle qui étoit plus ancien, devoit revenir après les autres, Richemond suivoit Grafton, & toutes ces Dignités & Titres reprennent le premier Rang qu'ils avoient eû autrefois, à mesure que ceux qui les précédoient s'éteignent, & périssent par la mort de ceux qui les possédoient, ou par d'autres causes, comme Buckingham, Montmouth, Grafton & les autres.

*Fin du Traité des Pairies-Femelles d'Angleterre.*

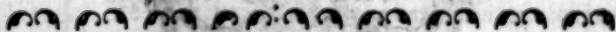




TRAITÉ  
DE  
L'ORIGINE  
DES

GRANDS D'ESPAGNE,

Par MR. de G \* \* \*.



ON prétend qu'ils répondent aux anciens *Magnates*, dont il est parlé dans le quatrième Concile de Tolède, en cette Opinion de Morales \* *Magnates quieren dezir, grandes y este fue & origen d'este titulo, que con mucha dignidad & praminencias hasta a ora dura en Espana* ; appellés aussi *Primates* dans le *fuero juzgo*, qui avoient Droit d'élire les Rois sous les Goths.

On demande si ce sont les mêmes que les *Ricos Hombres*. C'est l'avis de quelques Auteurs,

\* *Liv. 13. C. 14.*

teurs, comme de St. Thomas *de reg. Princ.* l. 3. *Ricos Hombres*, dit la Loi d'Alfonse le Sage, lib. 6. t. 9. *Segun Costumbre d'Espana son llamados los quen ostras tierras dizen condes o varones.*

Cependant il paroît certain que la différence est comme du genre à l'espèce; car tous les Grands étoient *Ricos Hombres*, mais tous les *Ricos Hombres* n'étoient pas Grands.

Les *Ricos Hombres*, dans une Loi de Jean premier \* publiée à Guadalaxara, sont nommés après les Infants, les Ducs, les Comtes, les Prieurs & les Marquis, & ce stile s'observe dans les Cédules Royales.

Les Grands peuvent avoir rapport aux *Ricos Hombres* de Pendon & de Calderà, qui étoient créés par les Rois, comme Alvar Punez Ove, Comte de Trastamara, Lemos & Saovia, par Alfonse Alonzo, Ferrnandoz Coronel par Dom Pedro.

Ainsi avec cette distinction on peut concilier l'opinion des Auteurs qui confondent la *Ricohombria* avec la *Grandesse*.

Le Titre de *Ricohombre* n'étoit ordinairement qu'à vie. Cependant le nom de Grand n'étoit pas inconnu autrefois, quoique le Titre n'en fut pas donné par Lettres. On en trouve plusieurs nommés dans les Histoires *Altoshomez*, dans les *Partidas* Loi 4. t. 18. *Grandes Perolopez de Ayala* dans les Chronique de Dom Pedro. Dom Enriquez, & Dom Juan premier faisant un dénombrement de plusieurs Seigneurs exécutés à mort sans

\* Joany. Garcia de Nobilstrate. Chron. de D. Ped. an. 2. C. 20.

Sans forme de procès ; ne met au nombre des Grands que les Princes parens des Rois, les Maîtres de Saint Jacques ; les Princes de Biscaye, & autres Etats possédés par *Grandes ricos hombres*.

Garcia de Santa Maria, dans la Chronique de Jean second, parle des Grands qui se trouverent à la Cortez de Guadalajara & en nomme dix dont les successeurs le sont. Du temps de Dom Juan second il y en avoit neuf appellés *Grandes del Dom Juan el segundo*.

Les *Ricos hombres* finissent sous Ferdinand & Isabelle.

Les Grands avant Charles Quint avoient le privilège de se couvrir, mais cet honneur étoit commun à tous les *Titulados* ou *Titulos* sous Ferdinand & Isabelle, & c'est par cette raison qu'ils le conservent encore en Portugal. Cependant il y avoit quelque distinction en ce que les Grands seuls étoient traités de Princes Cousins, & les autres de *Parientes*. \*

Le changement qui a donné lieu au Cérémonial qui est présentement en usage arriva sous Charles Quint, au commencement de son Règne. Dès mille cinq-cent-cinq, après la mort d'Isabelle, Philippe Archiduc d'Autriche vint en Espagne ; peu de Seigneurs demeurèrent près du Roi Ferdinand, & conservèrent la possession de se couvrir ; d'autres en plus grand nombre firent la cour au jeune Roi, & demeurèrent découverts en sa présence à l'usage d'Allemagne & des Païs-Bas.

Phi-

\* Ann. b. c. 3. 4. 5. 12. Alonzo de Palencia, Chron. 4. Ann. 8. C. 58.



Philippe mourut en mille cinq-cent-six, Ferdinand revint de Naples. Les Grands, tant à la Cour qu'à celle de Charles-Quint demeurèrent couverts, & cela dura jusqu'à ce qu'il passa en Allemagne pour être couronné Empereur : les Princes Allemands & autres Etrangers qui étoient à la Cour, particulièrement les Electeurs, furent choqués de la fierté des Espagnols qui se couvroient, & les Allemands déclarerent qu'ils ne se trouveroient point au Couronnement à Aix-la-Chapelle en concurrence des Grands Espagnols couverts.

Charles-Quint par le moyen de Dom Fabrique de Toledé, Duc d'Alva, persuada aux Espagnols de se découvrir, leur promettant de leur rendre cet honneur. En effet, quelque tems après, il en fit couvrir quelques-uns, tant en Allemagne qu'en Espagne ; mais il en restreignit le nombre à quelques Seigneurs, Chefs des principales Maisons, & rendit plus rare cet honneur qui étoit auparavant commun à tous. Il le communiqua aux principaux Seigneurs Neapolitains quand il alla à Naples.

On distingue ordinairement trois Classes de Grands. La première est de ceux à qui le Roi ordonne de se couvrir avant qu'ils lui parlent & qu'il leur réponde.

La seconde, de ceux à qui il commande de se couvrir après qu'ils ont parlé, écoutant le Roi couverts.

Et la troisième, de ceux qui ne parlent ni n'écoutent couverts, mais qui ne se

couvrent qu'après qu'ils se sont rangés contre la muraille avec les autres Grands.

On prétend que la première Classe comprend ceux qui descendent des premiers que Charles-Quint fit couvrir : cela est néanmoins fort incertain ; puisque présentement on n'en fait pas le nombre , & même on ne le savoit pas du tems de Philippe second. Diego de Mendoza dit qu'ils étoient douze, d'autres en mettent neuf , d'autres d'avantage.

C'est cette Prérogative de se couvrir , qui est considérée comme la principale ; les autres sont , les Couronnes , un Herault , faire porter l'Épée devant soi , vêtir une Robe longue conforme à leur Dignité , porter une manière de Sceptre , & s'asseoir au banc de la Chapelle Roiale.

Tous Ducs généralement sont Grands.

Outre ceux-là il y a d'autres personnes qui se couvrent , & sont aux mêmes honneurs que les Grands d'Espagne , \* comme tous les *Titulos* de Portugal , parce que c'est l'usage de ce Roïaume , qui leur fut conservé dans la réunion par Philippe second † ; les fils aînés , seconds , & troisièmes des Ducs. Les Ducs , Marquis , & Comtes de Portugal , ont outre cela une Prérogative , en ce que le Roi se découvre quand ils arrivent en sa présence.

Les fils des Marquis jouissent des honneurs de la Grandesse , comme il fut décidé

\* *Velex* LAVANCHA , Histoire du voïage de Phil. III. en Portugal 1619.

† Brandeo Menslus part. 3. l. 11. C. 12.

en faveur de Dom Luis de Norhona , fils du Marquis de Villareal.

Les Cardinaux , Nonces de sa Sainteté , & les Ambassadeurs des Têtes Couronnées.

Les Archevêques , le grand Prieur de Castille , les Généraux de St. Dominique , & de St. François , le Patriarche des Indes , les Chevaliers de la Toison d'Or , ceux de St. Jacques , les premiers quand ils sont revêtus du grand Collier , & les autres quand ils sont Capitulairement assemblés en présence du Roi.

La Ville de Barcelone prétend que ses Conseillers sortent couverts en présence du Roi. En mille six-cent trente-un cela leur fut refusé.

Quelque droit que puisse donner la Grandedesse , on ne peut se mettre en possession des honneurs , quoi qu'attachés au Titre , sans ordre du Roi. Sur cela on cite les paroles d'un mémoire donné à la Ville de Barcelone sur sa prétention : *En Espana es regla general que todos los Vassallos assistant desnubidos delante de su Rey : y esta Regla no tiene mas Exception ny limitation que la que el Rey quiere darle per su voluntad. porque en esta parte todos los Vassallos son yguales. El principe jurado no se cubre delante S. M. si non se lo ordona assi los Señores Infantes se cubiren quando su Majestad selo permite , los Ambaxadores , y Grandes quando selo manda ; pues nobassa para cubrirte siempre que se aiant cubierto alguna ves porque en cada actoy en cada ocasiones necessario que S. M. selo man-*

de nuevo. *Esto se entiende a un con el mismo Principe jurado y se executa con los Señores Infantes, Grandes y Ambaxadores su ressonasse uado. Todos Llegan descubiertos a la presencia Real y si no gusta S. M. de que se cubran con nomandor les cubrios, se quedan descubiertos, a un que lo aya mandado y permitido en todas las ocasiones anteriores. Divertido uno de los Grandes se cubrio una ves del ante del Rey y mando le advertir de a quel descuydo y que si otraves caya en el, no se cubriria mas.*

Cependant, quoiqu'il soit de pure grace, on n'a jamais vu que quand la Grandesse a été accordée à une Maison, ses descendants en ayent été privés.

Il a même été permis à quelques Seigneurs de disputer ce droit par les voyes ordinaires de la justice, comme leur étant acquis. Le Duc de Sessa obtint ainsi d'être déclaré Grand, aussi bien que le Marquis de Mondejar, & le Marquis de Comarés.

Outre ces Grands, dont la Dignité est héréditaire, & passe même aux filles, il y a les Grands par Privilège, comme de parenté. Dom Jean d'Autriche fils naturel de Charles quint fut traité comme Grand par Philippe second; le dernier Dom Juan de même, quoiqu'il eût cette qualité comme Grand-Prieur de Castille; Charles d'Autriche fils naturel de l'Empereur Rodolphe second; Dom Manuel frere de Dom Antoine Prieur de Crato; Le Duc de Lenox; Le Prince de Maroc; Dom Pierre de Medicis fils de Cosme premier; Philippe Guillaume Prince d'O-

d'Orange; Charles de Lorraine Duc d'Aumale; Charles de Lorraine Duc d'Elboeuf; Dom Duarte de Portugal qui épousa l'héritière d'Oropesa; Le Duc Rodolphe de Saxe Lawemburg en mille six-cent vingt-quatre; Le Prince Frederic Landgrave de Hesse, depuis Cardinal; Octave Farnese fils de Paul troisième avant d'être Duc de Parme, & Horace son frere, l'Empereur étant à Rome; Le Comte de Ste. Fiore son neveu; Jacques Buon compagno Duc de Sora; Jean François Aldobrandin neveu de Clement huitième; Dom Christoval de Moura Marquis de Castel Rodrigo;

Les Comtes de Monterey & d'Ognate, & les Marquis de Terreueto & de Leganes l'eurent d'abord pour leur vie, & fut depuis continué à leurs descendans; \* enfin le Comte de Fuentes, Dom Augustin Mexia Comte de Santa Coloma, & quelques autres.

Cela s'appelle *Grandez a personal*, cequi, quoique cela donne les mêmes honneurs, prééminences, & le titre de *Señoria*, selon la *Pragmatica de Corterias*, ne constitue pas néanmoins la Grandesse proprement dite; mais on entend ceux qui en sont revêtus par le terme de cette même loy *las personas que mandamos cubrir*. La forme, & comme l'investiture, est *Cubrios*.

La Cérémonie de la prise de possession est telle. Le Grand va au Palais † accompagné

\* Le Marquis de Caracene à Milan au passage de la Reine en mille six cent cinquante.

† Comme il fut décidé lorsque le Marquis de Priego fut mis en possession.



gné de plusieurs Grands , & ordinairement il y en a un qui le conduit , & qui est le *Padrino* ; les Gardes prennent les armes , les portiers & huissiers font faire place , & ouvrent les portes entièrement jusqu'à la salle des audiences ; là il se range contre la muraille au côté gauche de l'estrade ; lorsque le Roi est venu , il lui baise la main après trois profondes révérences. Le Roi le fait couvrir ; puis il se découvre & se retire près de la muraille avec les autres Grands , & quand le Roi se retire il l'accompagne avec les autres jusqu'à sa chambre.

Du tems que les *Cortes* ou Etats-généraux se tenoient , † les Grands étoient assis près les Prélats , devant les *Titulos* & les Députés des Villes ; les derniers qui se tinrent en la forme ancienne furent ceux de Tolède l'an mille cinq-cent trente-huit , où les Villes furent réduites à dix-huit par Charles Quint : le Royaume de Galice y fut depuis joint comme Cité.

Pour la Chapelle Royale , telle en est la disposition. La Courtine du Roi est au côté de l'Evangile près du siège du Roi , *La silla raza du Major domo Major* , & auprès est un banc couvert de tapisserie pour les Grands.

Au côté de l'Epître est le banc des Ambassadeurs , vis-à-vis la Courtine devant les Grands , & après les Ambassadeurs sont les Confesseurs , les Chapelains d'honneur , Prédicateurs &c.

Dans

† *Grande Copedes, hist. de Phil. IV. Liv. 2. Ch. 11. Ant. de Mendoça Bet. de St. Juramento del principe Baltazar Carlos 1652.*

Dans les Chapelles de la Toison tenuës à Bruxelles, on met un banc en travers au milieu de l'Eglise pour les Chevaliers, au-dessous de celui des Grands.

A Madrid aux fêtes de l'Ordre, & surtout à celle de St. André, les Grands s'absentent & les Chevaliers sont à leur banc.

On cite \* des exemples pour établir aux Grands le droit de s'asseoir en présence du Roi autrepant qu'à l'Eglise. Ce fut lorsque Charles Quint remit ses Etats à Philippe second dans le grand salon de Bruxelles; il fit asséoir le Duc de Savoye & les Grands.

Lorsque la Cérémonie de jurer la paix avec l'Angleterre se fit à Valladolid sous Philippe troisième, à côté du Throne à droite étoit le Cardinal de Sandoval assis en *una silla alta*, † & après étoit le banc des Grands couvert de tapisserie, & de l'autre côté étoit le Comte de Nottingham Ambassadeur extraordinaire d'Angleterre, & l'Ambassadeur ordinaire sur un banc parallèle à celui des Grands.

Comme il y a des personnes qui se couvrent sans être Grands, il y en a aussi qui s'asseoient sans l'être.

Le *Major domo Major* s'asseoit en la chapelle entre la Courtine & le banc des Grands, quand il ne seroit pas Grand, comme le Comte de Castre, & le Marquis de la Laguna qui étoit *Major domo Major* de la Reine Marguerite d'Autriche, qui s'assit vis-à-vis des Cardinaux.

Le

\* Sandoval. L. 32. v. 33.

† D. Diego de Guzman dans la vie de Marg. d'Autriche. p. 2. c. 15.

Le Conseil d'Etat, duquel il y a plusieurs particularités.

Les premiers des Villes de Leon & Castille appellés *Encortez*, quand le Roi est arrivé, *manda cubrir al Berno*, † & le Président s'il est Archevêque se couvre le premier, avant que les autres soient assis.

Charles Quint fit asseoir le Marquis de Pescara lorsqu'il vint en Espagne, & François de Borgia Général des Jésuites. Philippe quatrième fit asseoir Jean François Aldobrandin neveu de Clement huitième.

La Maison de Rivadeo, fondue en celle des Ducs d'Hyar, a Privilège de manger à la table du Roi le jour de l'Epiphanie; & le Duc en qualité de Seigneur de Villandrando & Rivadeo, eut cet honneur en mille six cent vingt-six, il s'assit en *vancorato* la tête nue. On tient que l'origine de cette Coutume est du tems de Jean second.

Les jours de Chapelle, le Roi sort accompagné des Grands couverts, dans la demie-lune que font les Gardes du Corps: † après le Roi marchent les Ambassadeurs, aussi couverts. En toutes les Cérémonies de l'Eglise, le Roi ne reçoit les palmes, cierges, cendres &c. qu'après le dernier Clerc, ensuite les Ambassadeurs, puis les Grands.

Ils assistent aussi avec les mêmes honneurs aux baptêmes des Princes, dont ordinairement ils sont Parrains.

Aux Cérémonies de Serment pour reconnoître

\* *Rel. del juramento del Principe Don. Baltaz. 1692.*

† Voir. *Solares memor. por las placas honorarias. 157. 339. chron. de Jean. N. 11. an 41. c. 1.*

notre un Prince des Asturies, tous font serment pour les titres qu'ils ont en Castille & Leon; leurs fils aînés de même, quoique sans titres: les absens, sur une lettre du Roi, le prêtent entre les mains de quelqu'un envoyé de sa part.

Lorsque le Roi n'est pas présent à quelque Cérémonie, le Prince qui en fait les honneurs, prend l'ordre pour faire couvrir les Grands.

Ce sont eux qui sont envoyés pour faire la demande des Princesses que les Rois choisissent pour épouses dans les Pais étrangers. Outre cela on leur accorde à cette occasion quelque Prérogative singulière. Le Duc de Lerme, dans l'instruction qu'il reçut de Philippe troisième, eut cette distinction qu'il précéderoit tous les autres Grands aux entrées & au baiser de la main, & qu'à la première visite qu'il rendroit à la Princesse, elle le feroit asséoir sur un siège plat, & couvrir.

Le Duc d'Uzeda qui fit cette fonction en la place du Duc de Lerme son pere, eut tous ces honneurs.

Aux Cérémonies funèbres ils ont les mêmes honneurs, étant assis & couverts autour du corps quand il est dans le salon. Couverts de *Gorras y chias*, ils portent le corps au tombeau, & se peuvent faire aider par les Monteros d'Espinosa, qui ont le droit de porter le corps, de la chambre du trépas jusqu'au lit de parade qui est dans le salon.

On met dans le Pantheon les corps des Rois,

Rois, Reines, Princes, Princeffes : \* on y mit en mille six-cent cinquante-quatre le corps d'Isabelle de Bourbon avec dispense.

Les Grands ont des places marquées dans les fêtes pour les Courses des taureaux au côté droit du Balcon Roial.

Ils ont l'entrée dans le Palais à Madrid jusqu'à la galerie qui s'appelle *de los retratos*, qui est dans l'interieur de l'appartement du Roi, deux pièces devant le lieu où il s'habille, où entrent seulement les Gentilshommes de la Chambre.

Quand ils entrent lorsque le Roi s'habille & lave ses mains, un Gentilhomme *per cortesia usada y non devida* donne la serviette à un Grand, afin qu'il la présente au Roi, de même que font les Gentilshommes de la Bouche, quand le Roi mange en public, à celui des Grands que leur marque le Major domo Major qui est en semaine.

Personne ne se couvre dans l'appartement interieur du Roi, ni dans la galerie où le Roi donne ordinairement ses audiences particulières aux Grands. Dom Francisco de Mello Gouverneur des Pais-Bas, aiant prétention de se couvrir, pour n'y pas préjudicier, demandoit audience à Philippe quatre dans cette galerie, & l'avoit aiusi.

Quand le Roi est malade, les Grands ont droit d'entrer dans sa chambre quand on lui porte à manger ; ils demeurent le long du jour dans la premiere chambre voisine. Le Roi en fait entrer ordinairement quelques-uns. Le

\* Relat. de cette ceremonie Franc. de los sanctos 158.



Le Président du Conseil de Castille a droit d'y entrer à la sortie du Conseil, & des s'approcher du lit pour savoir des nouvelles de la santé du Roi.

Le Conseil demeure dans la chambre voisine.

Les Chevaliers de la Toison d'Or ont le même droit d'entrée dans la chambre du Roi.

A l'égard de cette entrée il y a une autre prérogative qui est accordée sous le bon plaisir du Roi, qui est celle de la Clef d'Or, dont il y a trois classes.

La première, *Clave dorada, con exercicio.*

La seconde, *sin exercicio y que tien entrada hasta donde el Rei se viste pero no llega a su persona ni haze mas que mirar y estarle arri-mado.*

La troisieme, *ad honorem* appelée *Capo-nā* tiene sola la entrada en la camera del Rei quando nose alla in Camia.

Les Grands ont aussi droit de baiser \* la main du Roi aux fêtes solennelles, réjouissances & voïages &c.

Le Roi donne les Entrées de Grand à qui il lui plaît, par un Decret, comme en mille six-cent quarante-huit au Comte de Clinchón *bagomerced d'equo con la Clave que tiene entre en la galeria de los retratos, hasta adonde les e permitido alos Grandes.* L'ordre est adressé au Major domo Major qui en donne copie à celui en faveur duquel il est expédié.

Les femmes des Grands ou celles qui hé-  
ri-

\* Les Ecclesiastiques ne baïsent pas les mains, depuis Philippe IV. 35.

ritent de la Grandesse, ont à proportion les mêmes honneurs.

Lorsqu'elles arrivent la Reine se leve de son estrade & leur fait donner un Carreau, *la almobada*: ce qui se pratique à l'égard des femmes, des fils aînés des Grands, des Ambassadrices, & des Marquises de Portugal.

Hors d'Espagne où les *Almogadas* ne sont pas en usage, on leur donne un siège sur l'estrade, quoiqu'il y ait eu quelque changement en Sicile & à Naples, à cause des contestations que causoit cette distinction entre les Espagnols & les principales Maisons du País. Il y eut sur cela un Decret en mille six-cent & trente-sept adressé au Duc de Montalto.

Les femmes des Grands conservent ces honneurs non-seulement durant leur Viduité, mais encore quand elles épouseroient un homme qui ne seroit pas Grand. Doña Catalina de Zuniga y Sandoval veuve de Dom Philippe Bacheres Duc d'Escalone y fut maintenue, ayant épousée en secondes nœces le Marquis de Canepite, qui n'étoit pas Grand.

De même les maris des femmes qui ont porté la Grandesse de leur chef, jouissent des honneurs des Grands, même en viduité: le Comte de Salinas veuf de la Duchesse de Hyar en jouissoit en même tems que son fils le Comte de Hyar.

Dom Carlos de Borgia Comte de Ficallo veuf de l'héritière de Villa - Hermosa en jouissoit aussi; de même ceux qui ont eu les hon-

honneurs en jouissent, quoiqu'ils changent d'état, ou passent à un moindre. Gonzalez de Mendoza Archevêque de Sarragosse & de Grenade étant passé à l'Evêché de Siguença, continua à se couvrir comme Archevêque. Dom Alonzo de Alcantero Duc d'Abrantes, s'étant fait Prêtre, conserva les mêmes honneurs.

Le Comte de Lemos qui se rendit Benedictin fut traité de même par Philippe quatrième.

Le Duc de Montalto eut ce traitement par lettres.

Le Duc de Gandie fut conservé aux mêmes honneurs, en mille six-cent cinquante-quatre ayant demandé permission d'entrer dans les ordres, ce qu'il obtint à condition qu'il ne se mettroit pas au banc des Grands où ils concourent militairement, mais qu'autre part il les auroit.

Lorsque le Roi écrit aux Grands, il les traite de Cousin Primo. L'origine de cette coutume est, que véritablement les principaux Seigneurs & ceux qui remplissoient les principales Charges sous les Rois Henri trois, Jean second, Henri quatre &c. étoient parens de la Maison Royale, ainsi ils étoient presque tous qualifiés, *tros primos & sobrinos*, ce qui dura jusqu'à Ferdinand & Isabelle \*.

Alors on commença d'appeller les *Titulos*, *parientes*, & de même les *Ricos Hombres* & les plus grands Seigneurs, eurent le nom de *Primos*. Suivant cette coutume, durant l'union du Portugal avec la Castille, le Roi traitoit de

\* Voyez *Hist. de Grenade de Predaca*. p. 3. Ch. 48.

de *Tis*, *Sobrino* ou *Primo*, les Grands de Portugal selon leurs rangs; ainsi le Marquis de Villescas, Dom Francisco de Mello étoient traités de *Sobrino*.

Avant que de recevoir ce traitement, lorsqu'on n'a pas encore pris possession de la Grandesse, les Seigneurs à qui la Grandesse est dévolue par succession, écrivent au Roi, & en signant ils ne mettent que leur nom sans faire mention des titres auxquels ils succèdent, jusqu'à ce que le Roi répondant à leur lettre, les leur donne, & en même tems la qualité de *primo pariente* &c. le Marquis de Villanueva d'Elfreno, le Comte de Castro, le Comte de Saldantia, sont traités de *Primos* sans être Grands par un privilège spécial.

On a quelquesfois accordé ce même honneur pour la vie, comme à Dom Francisco de Mello Gouverneur des Pais-Bas & autres; lorsque le Cardinal Landgrave de Hesse fut promu au Cardinalat, le Roi le traita comme les Cardinaux, *Muy reverendo en Christo padre*; il s'en plaignit, & prétendit que le Cardinalat ne devoit pas lui ôter les honneurs de Grand, qu'il avoit à la Cour d'Espagne: ainsi on lui écrivit, & outre le premier titre, on y ajouta celui d'Illustre *Primo* comme Grand.

On donne la même qualité d'Illustre *Primo* aux Vicerois, \* particulièrement à ceux de Naples & Sicile.

Les

\* Lettre de Philippe. III. au Comte de Benavente, Viceroy de Naples 1606. illustre Conde de Benavente, primo y unico Grande Madrid. p. 18.

Les Maisons de Segorbe & Lerin sont en possession du titre d'Illustre *Primo*.

Les Grands ont droit d'assister comme Conseillers-nés aux séances des Justices qui se tiennent pour leurs affaires civiles ; \* par une Loi de Ferdinand & d'Isabelle ils sont traités d'Excellence ; mais les Vicerois de Naples & de Sicile ne donnent pas ces titres aux Sujets de ces deux Couronnes durant leur Viceroyauté. Dom Juan d'Autriche & le Prince Philibert de Savoye le donnerent néanmoins à ces Grands ; mais ce fut par une espèce d'accommodement , parce que les autres leur donnerent de l'Altesse.

Il y a encore une autre exception , qui est, lorsque un de ces Seigneurs sujets est pour-vu d'une Ambassade, Viceroyauté &c. qui porte l'Excellence : car du jour de leur départ ils les doivent traiter comme égaux , & ces honneurs durent jusqu'à ce qu'ils soient revenus à la Cour. Les Vicerois d'Arragon, Valence, & autrefois de Portugal, Gouverneurs des Armées en Flandres & dans le Milanés , &c. traitent les Grands avec tous les honneurs possibles , vont au devant d'eux , leur donnent la main , arrêtent leurs Carosses à leur rencontre, quoique ce dernier article ne regarde que l'Italie.

On excepte l'Ambassadeur d'Espagne à Rome , & le Président de Castille, qui ne donnent la main chez eux à aucun Grand , mais les traitent d'Excellence.

Les Infants de Castille fils ou freres des  
Rois

\* Dans la Lettre Circulaire pour la reception de Charles premier Prince de Galles, *Duque primo* 16. p. 194.



Rois traitent les Grands de *vos*, les autres Princes de la Maison Royale les traitent de *Señoria*. Les Archiducs, Albert frere de l'Empereur Mathias, Vincelas frere de Rodolphe neveu de Philippe-second, l'Archiduc Leopold frere de Ferdinand troisieme, l'Archiduc Albert &c. en ont usé de même. L'Empereur Ferdinand troisieme écrivant aux Grands les traita d'*Illustre sincere nobis dilecto*. Ferdinand second les a traité de Seigneurie, titre qui fut perdu à la Cour de Vienne par la faute du Marquis de Castenaga qui n'étoit pas Grand; & depuis on l'a contesté aux Grands mêmes, quoiqu'on cite l'exemple du Comte d'Ognate, qui n'étant pas Grand mais étant Ambassadeur à Rome eut la *Señoria*, ainsi que d'autres Grands qui l'avoient précédé en cette Ambassade.

Le Pape, à ce que dit l'Auteur, reçoit les Grands debout, & leur donne un siège, *Vanto vato* dans sa chambre, & les traite de Seigneurie.

Le premier est faux; car le Pape ne se leve pas, & pour le siège, la plupart de ceux qui l'ont eu, ne l'ont pas eu en qualité de Grands, mais comme Ambassadeurs, Vicerois de Naples, &c.

L'on ne peut emprisonner les Grands en vertu d'une sentence de juges ordinaires, mais seulement d'une cédule signée du Roi; & dans les procédures criminelles, on leur rend toujours les honneurs dûs à leur Rang.

Ils sont obligés en tems de guerre de servir avec quarante lances, les *Titulos* avec vingt. En

En Minorité on ne peut leur nommer un tuteur sans l'ordre du Roi, & de même ils ne peuvent sortir du Roiaume, ni se marier, sans la même permission.

Ils sont obligés de payer au Roi le droit de la *media annata* qui est de six-mille écus à chaque nouvelle création, en cas de translinéation, par le decret du vingt-deux mai mille six-cent trente-un, & quatre mille écus à chaque succession même en ligne directe; mais les Maisons dont la Grandesse étoit établie avant ce Decret, qui taxe toutes les graces, ne payent qu'en cas de succession Collaterale ou translinéation: les Comtes & les Marquis payent autant que les Ducs.

Ils peuvent tous porter une Couronne semblable à celle des Ducs sur le Casque de front; ils peuvent aussi avoir le *Dozel* ou Dais dans leur maison; ils ont le choix des Logemens à la suite de la Cour, préférablement aux Conseillers de Robe: on ne peut loger en pareil cas dans leurs maisons qu'après qu'ils ont choisi le lieu qu'ils veulent occuper. Mais ce Privilège leur est commun avec les *Major domo*, & plusieurs autres.

Cette Dignité se confère par un simple Decret ou Brevet adressé au *Major domo major*. On expédie aussi des Brevets de future Grandesse, comme on fit au Duc de Turfil, aux Marquis del Carpio & de Ayetona, qui eurent des Cédules ou Lettres publiées, comme le Marquis d'Alla Nigez. Il s'en expédie aussi quand avec la Grandesse le Roi donne titre de Marquis ou de Comte; ce qui ne se pratique pas à la création des

Ducs, dont le seul Titre porte avec soi la Grandesse : les plus anciens Grands n'ont pas même de Decret, & la possession leur vaut Titre.

Ambroise Spinola, Marquis del Sesto, obtint des Lettres qui marquent ce-que dessus en ces termes, *La merced y honra que os tenemos Echa del tratamiento de Grande se ha, y se entendia con esta Calidad de Marques de los Valuazes.*

Dans les Cérémonies & à l'Eglise ils se placent sans observer aucun rang selon qu'ils arrivent ; mais au Conseil chacun conserve son Rang.

Les Grands prétendent aller de Pair avec les Princes d'Italie, parce disent-ils, qu'ils sont Sujets du plus puissant Roi de la terre, & que les Princes d'Italie sont en quelque dépendance de l'Empereur.

Ce fut par cette raison qu'ils demandèrent à Philippe second qu'il ne traitât pas le Duc de Savoie autrement que les Grands ; cependant il le traita d'Altesse continuant le discours par *vos* ; il fit, disent-ils, cet honneur au Duc son gendre en faveur de la parenté avec sa Maison, & c'est de-là que tous les Potentats d'Italie ont tiré les avantages qu'ils ont par-dessus les Grands. C'est par cette raison de parenté que le Duc de Segorbe comme descendu de la Maison d'Arragon, ainsi que le Comte de Lerin, sont traités d'*Illustre primo* dans les Lettres que leur écrit la Chambre de Castille ; Titre que n'ont pas les autres Grands de la première Classe, s'ils ne sont Vicerois.

En

En conséquence de cette parenté Dom Duarte de Portugal, tige des Comtes d'Oropeza, Frere de Dom Theodore Duc de Bragance, eut la Grandesse personnelle, qui néanmoins ne fut pas accordée à l'autre Dom Duarte qui mourut prisonnier à Milan.

Les Grands pour établir cette égalité avec les Princes d'Italie, & même avec les Princes Allemands, disent que Charles-Quint ne faisoit pas de différence entre eux, & qu'à son Couronnement à Bologne, les Seigneurs Espagnols portoient les honneurs, le Marquis d'Astorga aiant porté le Sceptre, le Marquis de Montferra la Couronne, Alexandre de Medicis depuis Duc de Florence, le Globe, &c.

Les Ducs de Toscane & de Parme étant à la Cour d'Espagne se sont placés au banc des Grands, qui leur cédoient le haut bout, en mille six-cent vingt-quatre. Le Duc de Neubourg Wolfgang fut traité de même; il fut traité d'Altesse, & donna aux Grands l'Excellence.

Le Duc de Lorraine étant à Bruxelles, lorsqu'on fit la Cérémonie de jurer la Paix de Cateau-Cambresis en mille cinq-cent cinquante-neuf, s'affit de même au haut bout du banc; mais il s'en absenta depuis voulant être sous la Courtine. L'Auteur prétend que les Princes du Sang de France, non-seulement les aînés, mais encore les cadets *sins mas pragmatica, ny autoridad se han arrogado tractamiento de alteza en cuya vanidad non en incurrido a un los Grandes de España y quando a contere ser necessario cortes ponderse con*

*algun Potentado el Principe de la Sangue observan en materia de los tractamientos , para no per judicarse en la igualdad overtos terminos , y esta forma estilan los primeros Ministros de esta coronas.* Il cite à cette occasion que cette égalité a été observée avec le Duc de Savoie Philibert Emmanuel , & François de Medicis , qui a même traité ce dernier à Genes de *Merced* , quoi qu'il n'eût aucun caractère.

Les Ducs d'Urbain & de Parme étant à Valladolid en mille six-cent-un , reçurent l'Excellence , & la donnerent aux Grands.

Ils prétendent aussi traiter les Cardinaux avec égalité ; leur donner de l'Eminence & Eminentissime , & être traités d'Excellence & d'Excellentissime.

Les Cardinaux on prétendu ne leur pas donner la main chez eux , & les Grands les visiterent pour la prendre.

C'est ce que fit Dom Inigo Ladron de Guevara , Comte d'Ognate à l'égard du Cardinal Boria Archevêque de Toledé , & le Duc de Medina Celi en fit autant au même : *aunque en Italia esta en disputa y a un dudosa la materia.*

En mille six-cent quarante-huit , Dom Philippe de Tunis étant passé en Espagne , & s'étant fait Chrétien , demanda & ne put obtenir les honneurs de la Grandesse , quoique fils aîné du Roi de Tunis.

Ce sont-là les principales matières qui regardent les Grands d'Espagne.

F I N.

Li-





*Livres Nouveaux, imprimez chez JEAN VAN DUREN, Libraire à la Haye en Hollande, qui se trouvent aussi à Londres chez SAMUEL HARDING 1740.*

**A** Musemens Litteraires, ou Correspondance Politique, Historique, Philosophique, Critique & Galante, par Mr. de la Barre de Beaumarchais 1740. 3 vol. 8.

L'Art de Negocier avec les Souverains, par Mr. Pecquet, 1738. vol. 8.

Correspondance & Pièces Politiques touchant la Succession aux Duchez de Juliers & de Berg. 1739. vol. in 4.

Cours de la Science Militaire à l'usage de l'Infanterie, de la Cavalerie, de l'Artillerie, du Genie, & de la Marine: enrichie des Plans & Figures nécessaires. Par Mr. Bardet de Villeneuve, Capitaine & Ingenieur ordinaire au service de S. M. le Roi des deux Siciles. 1740. 4 vol. gr. 8.

Examen des differens Ouvrages qui ont été publiés sur la Figure de la Terre. 1738. vol. gr. 12.

Fonctions & Devoirs des Officiers, tant de l'Infanterie que de la Cavalerie: par Mr. Bardet de Villeneuve. 1740. Avec Figures. vol. gr. 8.

Géometrie Pratique à l'usage des Officiers, qui enseigne toutes les Opérations les plus nécessaires, tant sur le papier que sur le terrain. Par Mr. Bardet de Villeneuve. 1740. Avec Figures. vol. gr. 8.

Histoire de la Vie & du Regne de Louis le Grand. Redigée sur les Mémoires de Feu Mr. le Comte de \*\*\*. Et publiée par Mr. Bruzen de la Martiniere. Enrichie des Medailles pour les principaux Evénemens. 1740. vol. 4.

----- Le même Ouvrage en papier Roial.

Histoire des Revolutions de Hongrie & de son legitime Gouvernement, avec les Mémoires du Prince Ragotzy sur la guerre de Hongrie, & ceux du Comte Berdem Niklos sur la Transylvanie. 1739. 2 vol. gr. 4.

----- Le même Ouvrage en 6. vol. gr. 12.

Histoire de la Fondation de Rome; l'Etablissement de la République, son Origine, ses Progrès, les Mœurs de ses premiers Habitans, & son Gouvernement Politique & Militaire: augmentée de Remarques par Mr. de Beaumarchais, & enrichie de Figures. 1740. 4 vol. gr. 12.

Histoire du Prince Eugene, par Mr. L. C. D. C\*\*\*. 1739. 2 vol. 8.

Histoire de la Pairie de France & du Parlement de Paris; où l'on traite aussi des Electeurs de l'Empire, & du Cardinalat, &c. Par Mr. D. B. 1740. vol. 8.

Histoire d'Auguste II. Electeur de Saxe, Roi de Pologne, par Mr. D. L. M. 1739. 4 vol. 8.

- Histoire de l'Expédition de trois Vaisseaux Hollandois pour la  
Découverte des Terres Australes. 1738. 2 vol. 8.
- Janicon, Etat present des Provinces-Unies, & des Pais qui  
en dependent. 1739. 2 vol. gr. 12.
- Lettres de Mr. Bayle avec des Remarques par Mr. Desmaizeaux,  
& augmentés de nouvelles Lettres de Mr. Bayle, 1739.  
5 vol. gr. 12.
- Lettres Serieuses & Badines sur les Ouvrages des Savans, par  
Mr. de Beaumarchais : nouv. Edit. revûe par Mr. de Ca-  
musat, 1740. complet en douze Tomes, faisant 27 part. 8.
- Idem, Tom. 8. Part. 2. 1740.
- Idem, Tom. 9. 10. 11. & 12. complets 1740.
- Mélange de Pièces Fugitives. 1739. vol. gr. 12.
- Morery, Dictionnaire Historique, nouvelle Edition entièrement  
refondue. corrigée, & enrichie de plus de onze mille Ar-  
ticles nouveaux, par Mr. Platel, 1740. dixhuitième Edi-  
tion. Complet. 8 vol. gr. Folio.
- Nouvelles Lettres de Mr. Bayle, avec son Apologie, 1739.  
2 vol. gr. 12;
- Poëtarum ex Academia Gallica, qui Latine aut Græcè scripse-  
runt, Carmina. Altera Editio nitidissima Pariensi auctior.* 1740:  
vol. maj. 8.
- Idem Liber, chartâ Regali.
- Pharlamond, ou le Dom Quixotte François. Par Mr. de Ma-  
rivaux. 1739. 2 vol. 8.
- Tactique, (La) ou l'Art de ranger des Bataillons, & de faire  
faire à une Armée en Campagne, tous les Mouvements qui  
conviennent suivant les différentes Occasions. Par Mr. Bar-  
det de Villeneuve. 1740. Avec Fig. vol. gr. 8.
- Testament Politique, du Cardinal de Richelieu. huitième Edi-  
tion, augmentée de Remarques, par Mr. l'Abbé de St.  
Pierre. 1740. 2 vol. 8.
- Traité de l'Architecture Civile à l'usage des Officiers. Par Mr.  
Bardet de Villeneuve. 1740. Avec Fig. vol. gr. 8.
- Traité du vrai Mérite; par Mr. de Claville, 1738. 2 vol. gr. 12.
- Traité des Maladies & des Passions, ou Histoire naturelle de  
l'Homme. Par Mr. Moreau de St. Elié, 1738. vol. 8.
- On trouve chez le même Libraire.*
- Voltaire, Oeuvres, belle Edition, considérablement augmentée  
par l'Auteur, & enrichie de Figures. 1739. 4 vol. gr. 8.
- Histoire de Charles XII. Roi de Suede, nouv. Edit.  
1739. 2 vol. 8.

#### A V I S.

Il distribue gratis un Catalogue ample & complet des meilleurs  
Livres François ou Latins sur chaque Matière : que l'on trou-  
ve aussi dans sa Boutique à Francfort sur Mein & à Leipsig  
pendant les Foires.

1.  
2.  
3.  
4.  
5.  
6.  
7.

•  
•  
•  
•  
•  
•  
•  
•  
•  
•